

## La crise entre Moscou et Vilnius et la démocratisation en Europe de l'Est

### Lituanie : des discussions sont engagées avec le commandement soviétique

L'image de M. Gorbatchev

« Il n'y a pas de raison de lui refuser notre confiance, charge à lui, bien entendu, de ne pas démentir cette espérance ». Ce commentaire de M. Mitterrand, dimanche, à propos de M. Gorbatchev et de sa « volonté de laisser passer un air de liberté, de discussion et de dialogue » sur la scène soviétique était tout aussi significatif que son soutien aux aspirations des Litoniens et sa condamnation de l'annexion des pays baltes en 1940.

Car ce qui est en cause en Lituanie n'est pas seulement la réparation d'une injustice historique et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est aussi l'image de M. Gorbatchev à l'étranger et l'avenir des réformes en URSS.

Cette image était jusqu'ici remarquablement positive - bien supérieure à ce qu'elle est auprès des Soviétiques eux-mêmes - non sans raison d'ailleurs. Si le président soviétique n'a pas réussi en effet à redresser l'économie du pays, il s'est affirmé dans le monde comme l'homme de l'ouverture et de la glasnost, du désarmement et de la détente internationale, enfin et surtout comme celui qui a libéré l'Europe de l'Est de la terreur.

Or c'est cela qui est en train de se ternir actuellement. D'abord parce que Moscou refuse au pays balte ce qui a été accordé aux anciens « satellites », mais aussi parce que les méthodes employées sont conformes jusqu'à la dernière goutte à celles de la fameuse « doctrine Brejnev », que l'on croyait oubliées.

Ces gestulations militaires aussi inquiétantes qu'imprévisibles, ces allusions d'une partie de la presse soviétique à la « restauration bourgeoise », voire à la « menace fasciste », contre laquelle se dresseraient les « honnêtes gens », cette campagne de dénigrement contre les nouveaux dirigeants litoniens, tout cela rappelle ce que l'on avait vu en 1968 autour de la Tchécoslovaquie à la veille de l'étrangement du « printemps de Prague. Il n'y manque même pas les mouvements de « navires de l'OTAN » dont un général soviétique a cru pouvoir faire état au large des côtes de la Baltique.

Le procédé est connu, qui consiste à dénoncer à l'avance et gratuitement toutes sortes d'actes odieux dans l'espoir que l'accusé les commettra et justifiera ainsi une intervention. La seule différence est que, cette fois, les militaires soviétiques ont pris le relais d'une presse devenue plus indocile sous l'effet de la glasnost. C'est le général Varennikov, chef de l'armée de terre et expert en la matière, puisqu'il s'occupe longtemps de l'Afghanistan, qui prétend venir au secours de la démocratie en Lituanie, accusant les autorités locales de vouloir « envoyer les communistes dans des camps ou des prisons ». Et c'est encore l'armée qui intervient dans une querelle purement administrative en confisquant les immeubles du PC lituanien au profit de sa fraction minoritaire restée fidèle à Moscou.

Le proche avenir dira si ces procédés sont destinés à préparer d'autres actions plus lourdes de conséquences ou à préparer le terrain d'une négociation. En attendant, ils réduisent le capital d'« espérance » dont parlait M. Mitterrand.

M 0147 - 327 0 - 4,50 F

Alors que des parachutistes soviétiques ont occupé, dimanche, à Vilnius deux immeubles appartenant au Parti communiste lituanien, une nouvelle rencontre devait avoir lieu, lundi 26 mars, entre M. Landsbergis, le président lituanien, et des représentants du commandement soviétique. D'autre part, le congrès du PC d'Estonie s'est prononcé pour l'indépendance vis-à-vis du PCUS, assortie d'une « période transitoire » de six mois.

**VILNIUS**  
de notre envoyé spécial  
Cela s'est fait discrètement, dimanche 25 mars, après déjeuner, à l'heure où Vilnius promenait des enfants sous un ciel clair. On attendait l'armée dans cet hôpital où les autorités de la Lituanie indépendante ont installé de jeunes déserteurs refusant de servir un pays désormais étranger. On l'attendait, pour les plus pessimistes, au Parlement, au conseil des ministres, dans tout bâtiment de l'Etat lituanien. Et ce sont des immeubles du PC

qu'elle a occupés. D'abord, l'Institut d'éducation politique, puis l'Institut d'éducation supérieure et, chaque fois, le scénario a été le même. Non pas un grand déploiement de forces, mais une vingtaine de parachutistes armés de fusils automatiques et qui couraient de leur présence des militants du parti dit « pro-union », ceux qui ont refusé la rupture de décembre dernier entre le Parti lituanien et le Parti soviétique.

BERNARD GUETTA  
Lire la suite page 10

### Hongrie : la droite est en tête au premier tour des élections législatives

Les résultats partiels du premier tour des élections législatives hongroises du dimanche 25 mars, fondés sur le dépouillement de la moitié des listes départementales, placent en tête le Forum démocratique, rassemblement de centre-droit, avec 24 % des suffrages, suivi de près par les libéraux-radicaux de l'Alliance des démocrates libres (19 %).

**BUDAPEST**  
de notre envoyée spéciale  
S'il y a un résultat symbolique dans le premier tour des élections législatives qui s'est déroulé dimanche 25 mars en Hongrie, c'est la défaite de M. Imre Pozsgay dans sa circonscription : l'étoile montante des ex-communistes réformateurs, que l'on recevait à Paris, Londres et Washington comme le futur chef de l'Etat, comme l'un des artisans - qu'il fut - du démantèlement du parti-Etat et du parti unique, a été mise en minorité par un jeune

homme inconnu, mais présenté par la formation qui grimpe, la FIDESZ, la Fédération des jeunes démocrates. Produisant typiquement hongrois, ce parti ouvert aux moins de trente-cinq ans a séduit, par sa campagne anticonformiste, beaucoup des hésitants ou de ceux qui avaient au moins une raison de ne pas voter pour tous les autres partis. Ceux qui trouvaient le Forum démocratique hongrois (MDF) trop conservateur ou trop nationaliste, son grand rival l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) trop éli-

tiste ou trop « dominée par les Juifs », le Parti des petits propriétaires recueilleraient 13 % des voix, le Parti socialiste (ancien Parti communiste, au pouvoir), 10 %, et le Mouvement des jeunes démocrates FIDESZ, 9 %. Le dépouillement des résultats de Budapest, inachevé lundi matin, pourrait cependant permettre aux Démocrates libres d'améliorer leur score.

SOPHIE SHIHAB  
Lire la suite page 9

## Les déclarations du président de la République à TF 1

### Le pari allemand de M. Mitterrand

par Jacques Amalric

« Première acte de la victoire électorale du chancelier Kohl en Allemagne de l'Est, fermer pudiquement la parenthèse des malentendus franco-allemands et appeler les Français à profiter à plein de ces quatre ou cinq années pendant lesquelles la RFA va devoir consacrer l'essentiel de ses efforts économiques et financiers à amener « à niveau » l'ex-RDA : tel est l'essentiel du message qu'a voulu transmettre dimanche soir M. Mitterrand, non sans avoir souhaité au passage un soutien un peu plus franc et dynamique de certains de ses partisans supposés. Les deux exercices étaient complémentaires, mais le deuxième était sans conteste le plus nouveau. Voilà plus d'une semaine, après tout, que l'Elysée affirme et réaffirme tout à la fois que la presse a révisé en parlant d'une « trêve franco-allemande » et que celle-ci n'est plus d'actualité depuis que le chancelier Kohl a

bien voulu reconnaître publiquement la frontière Oder-Neisse et confirmer - vendredi dernier encore, à Bruxelles - son souci d'inscrire l'unification allemande dans la construction européenne.

La controverse, il faut l'espérer, relève désormais des historiens. Mais elle demeure : s'il est vrai que M. Mitterrand a été un des premiers dirigeants occidentaux à se prononcer sans réserve en faveur de l'unification allemande (on disait encore « réunification »), dès le mois de juillet dernier, depuis le 3 novembre, à l'issue du sommet franco-allemand de Bonn, on n'a pas moins constaté ensuite chez lui et chez de nombreux responsables français un comportement nettement plus ambigu, semble-t-il, à deux convictions contradictoires : celle, d'abord, que le rythme des événements est allemands pourrait être contrôlé, sinon freiné, pendant un, deux, ou trois ans ; celle,

ensuite, qu'il ne fallait pas prendre le risque d'ostraciser le chancelier Kohl en lui rappelant publiquement (car cela fut fait maintes fois en privé), courtoisement mais clairement, que certains aspects de l'unification allemande ne regardaient pas que les Allemands.

C'est à ce dernier souci que l'on doit le dîner du 18 novembre, un tannet ubuesque, des Douze à l'Elysée, à l'issue duquel M. Mitterrand annonça à la presse qu'il n'avait pas été question de l'unification. Peut-être le chancelier Kohl n'avait-il pas envie, ce soir-là, d'aborder le sujet, mais n'aurait-on pas dû le faire alors pour lui ? Et n'aurait-on pas dû dire, quelques jours plus tard, le mal qu'on pensait de l'absence de toute concertation qui avait marqué la publication de son plan en dix points esquissant un calendrier de l'unification ?

Lire la suite page 3



- « La République du professeur », par Jean-Yves Lhœmeau
- « Nouvelle approche des inégalités », par Alain Vernholes
- « Redistribuer sans changer de cap », par Erik Izraelewicz
- Les principaux extraits

Pages 2 à 4

### Elections partielles

La gauche conserve toutes les municipalités soumises à réélection. Succès de M. Michel Delebarre à Dunkerque

page 8

### Les législatives en Australie

Une courte majorité pour les travaillistes ?

page 12

### M. Paul Nèaoutyine président du FLNKS

Le successeur de Jean-Marie Tjibaou

page 5

### Echanges franco-soviétiques

Moscou a du mal à honorer ses engagements

page 23 - section C

### Bordeaux choisit le VAL

La communauté urbaine a donné sa préférence au métro automatique de Metra

page 24 - section C

### La grande foule au Palais

Succès pour l'opération « portes ouvertes » : plus de cent mille personnes ont visité dimanche le Palais de justice de Paris

Page 16 - section B

### Semaine de l'architecture

Voyage ethnologique parmi les architectes français

page 13 - section B

### CHAMPS ÉCONOMIQUES

Afrique : le poids de la population Et si la perestroïka réussissait...

Liban : une économie saignée à blanc

La chronique de Paul Fabra : le yen et l'idéologie

pages 25 à 28 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section C

Si vous possédez un dictionnaire, il vous en manque forcément plusieurs.

Pour recevoir le catalogue des Grands Dictionnaires PUF, écrivez à PUF, 90 bd St Germain 75005 Paris. Grands Dictionnaires PUF : les mots qui ouvrent le savoir.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 0,91, 1,50 \$ ; USA (inter), 2 \$.

MAINTENEZ VOS PERSONNALISÉS VOTRE MAGNINTOSH

LA MAISON DE SYM MAGNINTOSH

MAINTENEZ VOS PERSONNALISÉS VOTRE MAGNINTOSH

LA MAISON DE SYM MAGNINTOSH



## L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ

M. François Mitterrand a affirmé dimanche 25 mars sa conviction que l'accélération de la construction communautaire et, au-delà, l'organisation de « l'Europe entière », constituent le seul moyen de surmonter les problèmes posés par l'unification allemande et il a proposé un calendrier pour réaliser l'union monétaire et politique des Douze, afin que celle-ci coïncide avec l'achèvement du marché unique de 1993.

Au cours de l'émission de TF1 « Sept sur sept », le chef de l'Etat a reconnu qu'il y avait eu entre Paris et Bonn des « points de friction » sur les conséquences internationales et communautaires de l'unification. Mais il a refusé le terme de

« brouille » entre la France et la RFA. Selon lui, si l'on veut « dominer le problème allemand », il faut « dépasser le problème du couple franco-allemand pour aborder celui de l'Europe tout entière », a-t-il dit avant de rappeler sa proposition de « confédération » européenne. M. Mitterrand, qui a indiqué que la France est en contact avec ses partenaires pour tenter de parvenir à une « initiative commune », s'est déclaré « certain » de l'engagement européen de la RFA, réaffirmé vendredi 23 mars à Bruxelles par le chancelier Kohl.

Le chef de l'Etat a reconnu qu'il avait pris « le risque d'irriter » les dirigeants et l'opinion allemands en les rappelant à plusieurs reprises à leurs

responsabilités internationales et communautaires à un moment où ils étaient « absorbés par l'unification ». « L'Allemagne est solidement arrivée à la politique européenne », a-t-il affirmé, annonçant qu'il le « démontrerait avec le chancelier Kohl dans les semaines qui viennent ».

D'autre part, le président Mitterrand a refusé de trancher entre les candidats à sa succession, s'attachant à apparaître au-dessus des querelles du PS. M. Mitterrand a déploré que la politique française « ne soit pas à la hauteur de ce que les événements exigent ». Il a appelé le PS comme la majorité et l'opposition à « cesser d'offrir ce spectacle de divisions » : « Soyez tout à fait dignes de

ce que la France attend de vous », a-t-il lancé aux hommes politiques. Pour sa part, il n'entend pas « se mêler » des affaires du PS, qui doit pouvoir « se passer » de lui. S'il croit dans les capacités de M. Laurent Fabius, il affirme qu'il n'a « pas de poulain », d'autant que sa succession n'est pas à l'ordre du jour : « J'ai bien l'intention et la volonté, a-t-il dit, de mener à bien mon action pendant le temps qui me reste, si aucun incident ne se déroule au passage ».

Quant à Michel Rocard, il lui a souhaité de rester à Matignon « le plus longtemps possible ». Il lui a demandé de s'attacher à mieux « redistribuer la prospérité française ».

## Le chef de l'Etat appelle les Français à avoir « confiance en eux-mêmes »

Le président de la République était l'invité dimanche 25 mars de l'émission « 7 sur 7 » de TF1. Interrogé sur les décisions du Parti socialiste qui s'étaient exprimées le week-end précédent, à Rennes, lors du congrès de cette formation, il a déclaré :

« Ces déchirements ne sont pas heureux, on ne peut donc que les regretter, mais ce sont aussi les choses de la vie et on ne peut pas dire vraiment que ce soit minable. C'est le combat de la politique au sein d'une démocratie : ça dérape et quelquefois, ça va dans le fossé, mais n'exagérons rien. En vérité, ce que je reprocherai surtout à l'évolution de notre politique intérieure, c'est qu'elle est hors de proportion, pas tout à fait à la hauteur de ce que les événements extérieurs exigent ».

M. Mitterrand rappelle qu'il a toujours connu le PS « en état de discussion très vive », et cite la nomination du congrès constitutif du nouveau parti, en 1977 à Epinay, ainsi que le congrès de Metz en 1979.

A Rennes, dit-il, on ne peut pas dire qu'un débat stratégique se soit véritablement engagé. Je pense que c'est un congrès de crise de croissance. Il ne faut donc pas simple-

ment en voir les éléments négatifs. Il faut penser que sous ce tumulte, un certain nombre d'hommes apparaissent porteurs d'idées, croyez-moi (...). Ils sont en train d'achever cette croissance, et ce n'est pas sans mal (...). Je considère que j'aurai réussi à fonder un parti socialiste - et je n'ai pas été le seul dans cette fondation - le jour où le Parti socialiste pourrait se passer de moi ».

M. Mitterrand remarque que M. Jospin « a très bien dirigé » le PS pendant sept ans (1981-1988) et que, lorsqu'il a fallu le remplacer, il a jugé « excellente l'idée de M. Fabius d'y prétendre. Mais il ajoute : « Je n'ai pas de poulain », et lorsque M. Mauroy se fut lui aussi lancé dans cette compétition, il a décidé de « ne pas du tout entrer dans ce débat ». Lorsque M. Mauroy l'a emporté, « contrairement au choix que j'avais exprimé (...) je n'ai plus rien dit (...) ». L'un et l'autre étaient des hommes parfaitement capables de remplir leurs fonctions. » M. Mitterrand affirme qu'il ne s'en est « plus mêlé », y compris dans la phase préparatoire du congrès de Rennes, même s'il ne met pas « dans (sa) poche » le sentiment qu'il a « de la capacité de Laurent Fabius ». Il estime que l'analyse de M. Jospin selon laquelle « le courant mitterrandiste est mort » n'est pas « fautive », bien qu'il conteste l'appellation « mitterrandiste ».

## Les atouts du premier ministre

M. Mitterrand insiste ensuite sur la nécessité de la « rénovation » des partis politiques, singulièrement du PS. Interrogé sur le sort de son premier ministre, M. Michel Rocard, et sur sa propre succession, il répond :

« Premièrement, j'ai été élu en 1988 pour sept ans, ce qui me porte jusqu'en 1995, si bien entendu aucun accident ne se déroule au passage, donc encore cinq ans, et j'ai bien l'intention et la volonté de mener à bien mon action pendant les cinq ans qui me restent. Donc ce n'est pas un problème urgent... Les gens pressés montrent une faiblesse.

Deuxièmement, le jour venu, c'est-à-dire avant cinq ans, dans trois ans, dans quatre ans - il faut bien se préparer - c'est le Parti socialiste qui choisira son candidat, ce ne sera pas moi. Donc, je n'ai pas à dire : je préfère celui-ci ou je préfère celui-là.

Troisièmement, cela étant dit, il y a quand même des considéra-

tions objectives : il est évident que le premier ministre en fonction, s'il réussit assez pour conduire la majorité actuelle à la victoire électorale en 1993, sera en situation d'être le candidat de tous pour la confrontation suivante, c'est-à-dire la confrontation présidentielle (...). Celui qui se trouve en place, s'il a suffisamment réussi pour garder la confiance des Français, il serait un peu étonnant qu'on aille chercher quelqu'un d'autre. C'est donc une considération objective (...). Mon vœu c'est que mon premier ministre - c'est Michel Rocard aujourd'hui, je l'ai pensé pour tous les autres, - qui représente ma propre conception de la vie politique en France, reste le plus longtemps possible. On n'a rien à gagner à une sorte de continuité instabilité ».

M. Mitterrand ajoute que les problèmes entre M. Rocard et lui « sont dépassés depuis longtemps », et qu'il les a réglés en 1981. On ne reviendra pas là-dessus ».

dit-il. Il remarque : « Je suis président de la République, Michel Rocard est premier ministre, c'est déjà fort bien : c'est conforme à ses qualités, le reste lui appartient, si toutefois l'Histoire est bienveillante. (...) On verra ce qui se passera d'ici cinq ans. La précarité des suppositions, la mobilité du tempérament français, les humeurs des Assemblées, tout cela, moi j'ai appris à vivre à travers ce que certains estiment être une longue carrière politique. (...) Le Parti socialiste est très riche en hommes - c'est peut-être une des raisons de ses difficultés - très riche en hommes parfaitement capables de remplir cette fonction ».

## Répartir la prospérité

Interrogé sur l'accroissement des inégalités entre les pauvres et les riches et sur le fait que les riches ont le plus profité de la croissance, le chef de l'Etat répond que « le redressement économique est en bonne voie » et qu'il s'agit, après les réformes sociales du début du premier septennat, puis le redressement économique, de passer à une troisième phase, la « redistribution de la prospérité française ». Comment ?

« Il n'y a pas trente-six manières, il y a des manières simples à imaginer et difficiles à réaliser par des réformes fiscales.

Notre système fiscal est organisé de telle sorte qu'il est toujours plus dur pour les plus faibles et favorable aux plus riches. (...) Même les cotisations sociales sont souvent inégalitaires. Il y a d'autres domaines sur lesquels on peut

M. Mitterrand s'adresse ensuite à l'ensemble des partis politiques : « Ecoutez, arrangez-vous quand même un peu, au lieu d'offrir comme vous le faites les uns et les autres ce spectacle de divisions et de déchirements ; aidez-vous mutuellement, bien entendu, et le cas échéant en me combattant dans l'opposition, en m'aider pour la majorité. Soyez tout à fait dignes de ce que la France attend de vous. C'est vrai que ce n'est pas exactement le cas aujourd'hui (...). Que l'opposition s'unisse, et que la majorité en fasse autant ! Bref, ne pourriez-vous pas, mesdames et messieurs, faire un petit effort ? »

agir. Le problème du logement social. Avec 60 % d'augmentation en trois ans, comment voulez-vous que les gens se logent à Paris et dans les grandes villes ? On est en train de rattraper Tokyo !

Le gouvernement a commencé de faire, et doit développer une audacieuse politique du logement social, une politique d'achat de terrains, des dispositions larges, étendues, pour que l'on puisse bâtir des logements adaptés aux Français moyens, aux Français qui vivent sans être riches, sans être pauvres, et qui n'ont plus les moyens aujourd'hui d'habiter dans les centres-villes. De la même façon dans les modes de transport ; de la même façon par l'éducation nationale. Dans beaucoup de domaines aujourd'hui, on peut travailler à restituer des chances pour l'égalité. » M. Mitterrand cite encore le crédit-formation.

## Le « ni-ni » n'est pas un dogme

Interrogé sur la règle du « ni-ni » (ni privatisations, ni nationalisations) énoncée dans sa Lettre à tous les Français lors de la dernière campagne présidentielle, M. Mitterrand déclare : « Ce n'est pas un dogme. Au moment où j'ai écrit aux Français, les problèmes étaient bien et qu'elles ont des bénéfices. Mais, de temps à autre, il y a des accords internationaux. Prenez Renault-Volvo. On me dit : mais dès lors que Volvo prend 25 % chez Renault, vous privatisiez, car Volvo, c'est une entreprise privée. Oui, c'est vrai, mais en même temps Renault prend 25 % de Volvo et, dans ce cas-là, on nationalise Volvo ? Pas plus qu'on ne privatise Renault parce qu'il y a 25 % de Volvo. Ce n'est pas le débat. Non. (...) Il s'agit d'avoir du bon sens, mais la ligne générale c'est que l'entente préserve le patrimoine public et que je ne le dilapidais pas au gré des intérêts privés.

Ensuite, les problèmes ont été examinés au cas par cas. J'entends bien, en effet, qu'au terme de mon

mandat je n'ai en rien dilapidé le domaine public. J'entends préserver le service public, selon tous les moyens dont je dispose. Cela appartient à la nation. Je ne le dilapidais pas, d'autant plus que l'ensemble des sociétés nationales des industries fonctionnent fort bien et qu'elles ont des bénéfices. Mais, de temps à autre, il y a des accords internationaux. Prenez Renault-Volvo. On me dit : mais dès lors que Volvo prend 25 % chez Renault, vous privatisiez, car Volvo, c'est une entreprise privée. Oui, c'est vrai, mais en même temps Renault prend 25 % de Volvo et, dans ce cas-là, on nationalise Volvo ? Pas plus qu'on ne privatise Renault parce qu'il y a 25 % de Volvo. Ce n'est pas le débat. Non. (...) Il s'agit d'avoir du bon sens, mais la ligne générale c'est que l'entente préserve le patrimoine public et que je ne le dilapidais pas au gré des intérêts privés.



La volonté de nos voisins d'outre-Rhin

M. Mitterrand poursuit : Oui, c'est la volonté des Allemands. Cette volonté doit être respectée. Et l'on doit se réjouir chaque fois qu'un peuple, consulté démocratiquement, choisit d'être uni. Donc, je ne fais aucune réserve, je n'en ai fait aucune (...). Simplement, cette unification entraîne un certain nombre de conséquences et ce sont des conséquences qu'il faut examiner (...) Je rappelle que j'ai parlé en juillet et en novembre de « l'unification des deux États allemands », car je parle dans les termes les plus précis possibles, et il ne s'agit que de cela. Mais j'ai aussi dit complètement cette constatation en disant qu'il s'agissait d'un mouvement irrépressible et qu'il n'y avait pas lieu, pour la France, de se livrer à ses peurs.

Il faut regarder l'histoire en face. Elle n'est pas effrayante quand on se sent capable de la dominer.

Et puis, j'ai ajouté : la conséquence de cette unification, c'est qu'il faudra que les Allemands s'engagent sur le respect des frontières en Europe ; ce n'est pas une condition préalable mais c'est lié à l'unification. Il y a un nouveau phénomène allemand.

Deuxièmement, il faut que l'Allemagne - elle y est d'ailleurs tout à fait disposée - ainsi que le chan-

celier Kohl s'engagent d'une façon précise dans la Communauté européenne, vers l'union politique et vers l'union économique et monétaire, sans perdre de temps. Il ne faut pas que le problème allemand se substitue aux problèmes de la Communauté ».

## « Tout Etat fait la politique de sa géographie »

En ce qui concerne les autres pays de l'Est, il explique : « Je pense qu'on sera de plus en plus d'accord pour offrir aux pays de l'Est qui vont vers la démocratie un type d'organisation dont ils ont besoin. C'est pourquoi j'ai parlé de confédération. (...) Je pense que l'Allemagne de l'Ouest, qui est beaucoup plus prospère, tandis que l'Allemagne de l'Est ne l'est pas, va être très absorbée pour réussir l'union monétaire entre les deux pays allemands et que cela va entraîner des tensions économiques qu'il ne sera pas très aisé pour les dirigeants allemands, qui sont pourtant des gens sérieux, de dominer.

Mais nous, Français, nous sommes habitués à l'histoire. Cela fait mille ans que nous sommes les voisins des Allemands. Cela a toujours été un grand peuple, la plupart du temps divisé, quelquefois

## Redistribuer sans changer de cap

Redistribuer la prospérité retrouvée sans changer de cap. Tel est, en matière économique et sociale, la mission qu'assigne aujourd'hui le président de la République à son gouvernement. Modéré, le discours de M. François Mitterrand n'est pas, en ce domaine, exempt de contradictions. L'économie mixte, un concept auquel il a souvent fait référence tout au long de son intervention à « 7 sur 7 », n'apparaît pas seulement comme un mariage difficile entre le marché et l'Etat, mais aussi comme un délicat mélange entre les équilibres financiers du pays et ses ambitions sociales.

Le président a naturellement eu quelques expressions fortes pour bien rappeler qu'il est un homme de gauche : une dénonciation, désormais rituelle, de la spéculation, une attaque des grands intérêts qui accroissent leur emprise sur l'Etat, une image sur les « tours » du grand capital... mais le ton à l'égard des milieux d'argent était beaucoup moins

violent que lors de sa prestation « précédente » à la même émission « 7 sur 7 » au début de 1989. Il avait alors brocardé avec violence « l'argent sale et corrompu » qui menaçait, selon lui, de s'abriter sur les entreprises françaises. C'était l'époque, il est vrai, des « affaires » (Pochiney, Société générale...). Le « ni-ni » (ni nationalisation ni privatisation) n'est pas un dogme, a rappelé le président.

Paradoxalement, M. Mitterrand s'appuie aujourd'hui sur le jugement que portent les marchés financiers pour vanter la qualité de la politique économique du gouvernement. Le président a ainsi montré à l'écran un article de la Tribune de l'Expansion (du 23 mars) qui était titré : « Le franc laisse le mark sur place ».

Souffrant à plusieurs reprises le « redressement » en cours de l'économie française, M. Mitterrand a ainsi accordé un satisfecit net à son ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, qu'il compte parmi ses « amis ». La

politique du franc fort s'en trouve confortée. Cela n'empêche pas cependant M. Mitterrand de juger nécessaire de « corriger » les conséquences négatives de ce redressement.

Dans sa vision des choses « le système » (capitaliste) conduit inévitablement à un accroissement des inégalités sociales. En déclarant qu'il avait désormais « cinq ans pour démontrer qu'un gouvernement de gauche puisse être producteur d'inégalités », M. Mitterrand n'a pas nié que les écarts de richesse se sont accrues au cours de la décennie écoulée, et donc pendant son premier septennat (1981-1988). « La prospérité retrouvée ne profite qu'aux riches », a-t-il notamment regretté. Il est vrai qu'il est difficile de nier l'évidence : les riches deviennent plus riches grâce à l'explosion des prix des actifs patrimoniaux (les actions à la Bourse, l'immobilier, les œuvres d'art...) depuis le milieu des années 80.

M. Mitterrand souhaite donc

une redistribution des richesses, mais celles-ci ne doivent pas compromettre le redressement en cours. Comment faire ? Des réformes fiscales ? Il n'y a pas opposé, mais il n'a donné aucune piste. L'Europe, sa véritable priorité politique, constitue ici un obstacle important. Le président français donne la préférence à des actions publiques en faveur du logement, des équipements collectifs, du transport, mais aussi et surtout de la formation. Des actions qui risquent de coûter cher et pourraient conduire à un accroissement des prélèvements obligatoires.

Dans la lutte contre les inégalités, il est une action dont le président n'a pas parlé : le revenu minimum d'insertion (RMI). Pourquoi ? A cause de son coût ou bien parce que M. Michel Rocard en est particulièrement fier ?

ERIK IZRAELECZ

**BLANCPAIN**

DEPUIS 1735 IL N'EXISTE PAS DE MONTRE BLANCPAIN A QUARTZ. ET IL N'Y EN AURA JAMAIS.

**Bry & Co**  
JOAILLIERS

15, RUE DE LA PAIX, 75002 PARIS  
TÉLÉPHONE 42 61 62 54 - 42 61 62 64



## DE M. FRANÇOIS MITTERRAND

### Nouvelle approche des inégalités

C'est en termes relativement nouveaux que François Mitterrand a parlé, dimanche soir 25 mars, des inégalités en France. Sans doute le président de la République a-t-il dénoncé le système fiscal, qui favorise les riches et serait toujours plus dur pour les pauvres. L'affirmation n'est pas nouvelle, même si elle reste à prouver. Elle exprime surtout ce que beaucoup pensent et d'abord les militants socialistes.

Ce qui est plus nouveau, c'est le peu d'insistance mise par le président sur la nécessité de réformer la fiscalité et l'absence totale de propositions dans ce domaine. C'est aussi, c'est surtout, l'idée selon laquelle les inégalités doivent aussi - doivent surtout - être corrigées par une meilleure formation, de meilleures études, des logements moins chers et plus proches des lieux de travail, des transports accessibles à tous.

Faut-il voir là un tournant de la pensée de François Mitterrand, qui se rend compte qu'il veut réduire les inégalités par une fis-

calité plus lourde aux riches, on risque surtout de freiner le dynamisme des plus entrepreneurs de la nation et donc de ralentir la croissance économique. Voire de faire fuir l'argent à l'étranger. Les socialistes ont été très affectés par un rapport du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) publié à la fin de l'année dernière, qui montrait que les inégalités de revenus et de patrimoines s'étaient accrues alors qu'ils étaient au pouvoir. Outre que ce rapport s'arrêtait à 1987 et ne prenait pas en compte les mesures de redistribution prises par Michel Rocard (impôt de solidarité sur la fortune, revenu minimum d'insertion), les socialistes - comme d'ailleurs l'ensemble des Français - devraient savoir que, depuis dix ans, la fiscalité sur les patrimoines s'est fortement alourdie en France.

Un Français possédant une fortune de 50 millions de francs en laissera cette année 2,20 % au fisc. Au début des années 80, le prélèvement n'aurait été que

de 0,58 %. Les chiffres sont les chiffres et il faut en tenir compte.

De même les statistiques de l'OCDE montrent-elles que, si la France taxe moyennement le patrimoine, elle le fait plus lourdement que la RFA. Encore faudrait-il que les pays les plus imposés ne soient pas pris en compte la fiscalité locale, fort lourde en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Dans un monde où la course à l'argent est devenue la règle, la France fait partie des pays qui tentent tant bien que mal - mais finalement plutôt bien que mal - de concilier justice et efficacité. M. Mitterrand a fait une allusion trop discrète aux nombreux emplois créés depuis deux ans : si le chômage est bien la pire des inégalités, comme le répète M. Bérégovoy, alors la France est sur la bonne voie.

AL. V.

### Une défense européenne

S'agissant du devenir des alliances militaires, il précise :

« Les formes et le contenu de l'OTAN, c'est-à-dire de l'Alliance atlantique, seront profondément modifiés, y compris la stratégie qu'on dit « de défense graduée ». Tout cela est modifié, transformé... »

De plus en plus s'impose la mise en place, et l'enjeu d'ici peu, d'une défense, je ne dirai pas strictement européenne (nous restons les alliés des Américains), mais dont l'axe européen devra être précisé et dont feraient partie, naturellement, les Allemands. »

Evoquant ensuite la situation

crée par la déclaration d'indépendance de la Lituanie, M. Mitterrand assure :

« La France a toujours refusé de reconnaître l'annexion, notamment pas Staline. Elle a toujours refusé de la reconnaître, au point, c'est un détail qui peut paraître pittoresque, mais il a un certain sens, que les Lituanais ont déposé chez nous d'importantes réserves d'or. Ils en avaient confié aussi à la Grande-Bretagne, et cet or, il est toujours là, il est à la disposition de la Lituanie. (...) Notre rôle n'est pas de mettre de l'huile sur le feu. Mettre en garde, cela veut dire que

la seule voie permise est celle du dialogue. (...) Puisque M. Gorbatchev est président de l'Union soviétique et qu'il a montré sa détermination, une véritable capacité à modifier les institutions et le régime de l'Union soviétique, une volonté de laisser passer un air de liberté, de discussion et de dialogue, il n'y a pas de raison de lui refuser notre confiance pour qu'il continue cette entreprise. Charge à lui, bien entendu, de ne pas démentir cette espérance. »

Lire la suite page 4

## La République du professeur

par Jean-Yves Ithomeau

M. MITTERRAND est, depuis une bonne quarantaine d'années, un excellent observateur du microcosme politique français. Excellent, mais trop subtil pour être tout à fait honnête et pour faire oublier qu'il est aussi l'acteur principal.

Le premier ministre nommé par lui avait été, la semaine dernière, couronné d'hypothétiques lauriers présidentiels au travers de quelques confidences. M. Mitterrand avait alors établi un constat somme toute banal : si M. Rocard gagne les élections législatives, il sera en situation présidentielle. M. Rocard ainsi consacré à tout assisbûte été placé, dimanche soir à la télévision, par le chef de l'État, devant une telle accumulation d'obstacles que ses lauriers ont défilé l'espace d'un week-end.

L'actuel premier ministre serait en effet bien placé pour 1995 s'il gagnait les élections législatives de 1993, mais encore faut-il, pour qu'il l'emporte dans trois ans, s'il est toujours là, que sa politique soit bonne, c'est-à-dire qu'il réussisse cette « redistribution de la prospérité française » réclamée depuis des mois par les socialistes... et le président de la République.

S'il est toujours là, car son avenir dépend de la mobilité du non-pourrait français et des « humeurs des Assemblées ». M. Mitterrand sait de quoi il parle pour avoir été tout à tour le bénéficiaire et la victime de la versatilité des Français. Il rappelle opportunément que M. Rocard, aujourd'hui populaire, peut être demain rejeté ou ne plus susciter, comme M. Mauroy en son temps, qu'indifférence. Il souligne que le chef du gouvernement ne dispose à l'Assemblée nationale que d'une majorité relative, donc fragile.

Le chef de l'État « oublie » une hypothèse. La première ministre peut être renvoyée par le peuple, si perd les élections législatives, ou par l'Assemblée nationale, si cette dernière renverse le gouvernement, mais aussi, dans les faits, par le président de la République lui-même. M. Jacques Chaban-Del-

mas, premier ministre de Georges Pompidou, avait connu pareille mésaventure en 1972 : Georges Pompidou était en désaccord avec la politique sociale de la nouvelle société jugée trop moderniste et audacieuse, et n'avait pas accepté que le premier ministre recherche et obtienne, pour la mettre en œuvre, l'appui d'une large majorité à l'Assemblée nationale.

### Manque d'enthousiasme à l'égard de M. Rocard

M. Mitterrand n'oublie pas en revanche de mettre le doigt sur deux autres obstacles. Le candidat socialiste à la prochaine élection présidentielle sera désigné par le PS, qui reste à conquérir : ce parti est « très riche en hommes parfaitement capables » de braver l'Élysée et d'être élus. M. Rocard ne se faisait sans doute pas d'illusions sur la nature de l'office que le président de la République avait paru lui accorder. Il a reçu confirmation, dimanche soir, que M. Mitterrand considère sa fonction de premier ministre comme une étape importante mais peut-être ultime de sa carrière politique. « C'est déjà fort bien » et « conforme à ses qualités » qu'il le soit, a indiqué M. Mitterrand. On ne saurait être plus dubitatif sur la suite.

Le peu d'enthousiasme de M. Mitterrand à l'égard de son premier ministre n'a d'égal que le regard attristé qu'il porte sur le Parti socialiste, et plus généralement, sur les débats de politique intérieure qui ne sont pas « tout à fait à la hauteur de ce que les événements extérieurs exigent ». Les divisions du PS peinent M. Mitterrand, mais celui qui a créé sous sa forme actuelle en 1971 et l'a porté au pouvoir n'a rien dit de ce qui apparaissait la semaine précédente dans des conversations privées, comme une sorte d'accolade. Le chef de l'État confiait alors sa profonde tristesse devant la démolition d'une œuvre de près de vingt ans et son angoisse, les élections législatives perdues dans la foulée, d'un retour à l'opposition pour quinze ans. D'autant,

ajoutait-il, qu'il n'a pas du tout l'intention d'accepter une nouvelle cohabitation avec un gouvernement de droite.

A la télévision, il convient de faire bonne figure. Le chef de l'État, passant outre l'hypothèse d'une nouvelle cohabitation, a assuré qu'il resterait en place, sauf accident, jusqu'en 1995 et a distribué à ses « héritiers » du PS en pleine « crise de croissance » quelques points équilibrés et réparateurs. Il n'est pas commode d'avoir l'air d'observer avec une relative neutralité les malheurs, dont on est en partie responsable, de ses propres amis. Si M. Fabius a pu semer la panique au Parti socialiste jusqu'à provoquer le triste spectacle du congrès de Rennes, c'est bien parce que M. Mitterrand y a puissamment, et pas trop discrètement, aidé. Et si M. Rocard aura beaucoup de mal à conquérir le PS, remplit vers la candidature à l'élection présidentielle, c'est bien parce que M. Mitterrand continue de s'opposer à son alliance majoritaire avec M. Jospin.

La père fondateur du PS d'Épinay n'a pas été très sévère avec ceux qu'on a privé il y a quelques semaines de « petits fonctionnaires ». Il a eu raison d'être prudent, et pas seulement parce que le passé récent a confirmé que son parti lui échappe. Les élections municipales partielles de dimanche dernier montrent, sous réserve d'inventaire, que le désastre de Rennes n'a pas forcément de traduction immédiate dans les urnes.

On n'attendait certes pas de M. Mitterrand que, dimanche soir à la télévision, il dît aux Allemands leur conduite, qu'il prodiguât M. Gorbatchev ses conseils, qu'il désignât le prochain premier secrétaire du Parti socialiste et qu'il nommât le candidat de ce parti pour l'élection présidentielle de 1995. Mais à force de prendre acte des événements pour les analyser brillamment et les expliquer du mieux possible - Dieu sait s'il est à l'aise dans ce genre d'exercice - il va finir dans la peau d'un professeur, plutôt que dans celle d'un acteur.

## Le pari allemand du président de la République

Suite de la première page

N'est-on pas obligé de reconnaître aujourd'hui en privé, au vu des résultats des élections allemandes, qu'il s'agissait là en définitive d'un effort du chancelier pour avoir prise sur des événements qu'il anticipait mieux que nous mêmes ?

Tout cela pour ne rien dire du sommet de Kiev, au cours duquel M. Gorbatchev fit cautionner par M. Mitterrand ce qu'il préférait ne pas dire seul, de la déstabilisation « comine » vers la R. D. A. ou le président de la République voulait être vu avant le chancelier Kohl ou du tapis rouge défilé - à sa demande, il est vrai - pour M. Oskar Lafontaine, le rival social-démocrate du chancelier aux élections de décembre prochain ?

Tout cela, à supposer que ce ait bien existé, doit être oublié pour M. Mitterrand. Cela ne s'appelle d'ailleurs pas « brouille » mais « différence d'appréciation sur l'accompagnement » de l'unification. A en croire le président de la République, le différend est résolu : Paris et Bonn se sont mis d'accord sur le calendrier pour le processus d'unification économique et monétaire (UEM) et une relance de l'union politique de l'Europe. Il n'est donc plus désormais important de savoir si on peut avancer, de décembre à septembre prochain, la convocation de la conférence intergouvernementale chargée de « plancher » sur l'UEM, mais de s'entendre sur une date butoir pour l'aboutissement de ses travaux. M. Mitterrand a parlé à ce sujet de mi-1991 et du 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour l'union politique européenne.

Reste maintenant à savoir comment ces propositions, qui ont déjà fait l'objet d'une concertation franco-allemande, seront accueillies par certains des Douze lors du conseil européen de Dublin, le 28 avril. Il a été promis « d'ici peu » des suggestions sur une défense « je ne dirai pas strictement européenne (nous restons les alliés des Américains), mais dont l'axe européen devra être précisé et dont feraient partie, naturellement, les Allemands ».

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le coup de griffe décapité à M. Thatcher à propos du début de la « chute » de son « expérience ultra libérale » ne contribuera pas à apaiser toutes les difficultés. Le chancelier Kohl, il est vrai, a eu droit lui aussi, à son coup de patte lorsqu'il a été prié de « se retirer dans la gorge » le reproche fait au président français d'être allié à Kiev.

Au-delà de ces péripéties, M. Mitterrand s'est surtout voulu pédagogique, mais il n'est pas certain que toutes les phases de son raisonnement soient apparues clairement au téléspectateur. Tout était pourtant

en soi, donc de produire davantage, c'est de faire exactement ce que nous n'avons pas toujours fait, c'est-à-dire avoir des équipes conquérantes, avoir des industries capables de supporter la compétition, avoir des jeunes suffisamment formés pour parler les langues, pour avoir envie d'aller conquérir des marchés sur place, à côté de chez nous et beaucoup plus loin, à l'autre bout du monde, et nous ne sommes que 57 millions. La France a des réserves qu'on ne soupçonne pas, à condition de les organiser, à condition de le vouloir, à condition de faire appel à la majorité des Français et à condition de regarder l'avenir en formant les filles et les garçons qui pousseront plus loin les avantages

dit, un détour des phrases, mais dispersé ici et là pour ne choquer personne. En fait, le président voulait tout simplement expliquer aux Français pourquoi il ne faut pas avoir peur de l'unification, pourquoi elle peut même représenter une chance pour notre pays.

Rapprochons quelques phrases éparpillées pour cette démonstration :

« Devant le problème allemand, il faut que les Français aient conscience qu'ils possèdent une très grande histoire, qu'ils ont toujours finalement triomphé des embûches de cette histoire et des vicissitudes parfois dangereuses. (...) Il faut qu'ils se sachent capables. Ils savent produire, ils savent moins bien vendre ! Eh bien, il faut qu'ils apprennent à vendre. Il faut qu'ils aillent sur le terrain. (...) qu'ils aient des mentalités de conquérants. (...) Il faut y croire. (...) Il faut avoir confiance en soi. (...) La France a des réserves qu'on ne soupçonne pas, à condition de les organiser, à condition de le vouloir, à condition de faire appel à la majorité des Français. (...) Tout repose sur la formation. (...) On va gagner. »

### Une occasion inespérée

Qu'on ne se méprenne pas : M. Mitterrand n'était pas, ici, inspiré par Déroulède, mais plutôt par certains de ses conseillers, à commencer par M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, selon lesquels le processus d'unification peut représenter une chance historique pour la France de « rebâter » tout ou partie de son retard économique sur une Allemagne qui aura besoin de quatre ou cinq ans pour absorber l'ex-RDA.

L'entreprise entraînera en effet une augmentation de la croissance qui dépassera les frontières allemandes, une diminution des excédents du commerce extérieur allemand, sans doute aussi des tendances inflationnistes en Allemagne avec un affaiblissement du mark. C'est à ces perspectives que faisait allusion M. Mitterrand lorsqu'il a affirmé : « Je pense que l'Allemagne de l'Ouest, qui est beaucoup plus prospère, tandis que l'Allemagne de l'Est ne l'est pas, va être très absorbée pour réussir l'union monétaire entre les deux pays allemands. Cela va entraîner des tensions économiques qu'il ne sera pas très aisé de dominer pour les dirigeants allemands, qui sont pourtant sérieux. »

Encore faudrait-il que la France se réveille, au lieu de réveiller ses vieilles craintes, pour saisir cette occasion inespérée !

JACQUES AMALRIC

### EN BREF

■ Selon l'IFOP, M. Mitterrand en laisse, M. Rocard en laisse. - Selon un sondage IFOP (1) publié dimanche 25 mars dans le *Journal du dimanche*, M. François Mitterrand perd un point de popularité au mois de mars (44 % en février, 43 % en mars), tandis que le premier ministre, M. Michel Rocard, gagne deux points au cours de la même période (43 % contre 41 %).

Selon le même sondage, 44 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites » de M. Mitterrand, alors que 36 % se disent « mécontentes » (36 % en février). Pour M. Michel Rocard, les pourcentages s'élevaient respectivement à 43 % et à 32 % (contre 36 % en février).

(1) Ce sondage a été réalisé du 12 au 20 mars 1990 auprès de 1825 personnes, échantillon représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

■ M. Michel Noir : « le docteur Mitterrand a posé un bon diagnostic sur l'opposition ». - (RFR) M. Michel Noir, député et maire, de Lyon, s'est félicité lundi 26 mars sur RTL de « bon diagnostic » que « le docteur Mitterrand avait posé sur la situation de l'opposition » - en appelant à s'unir - dimanche soir lors de l'émission « 7/7 ». M. Noir, initiateur de la Force unie, s'est cependant déclaré « frappé » que le président de la République ait consacré une demi-heure au PS et « à tout ce qui s'est passé » depuis le congrès d'Épinay. A propos des « problèmes cruciaux », tels que les inégalités et la formation, M. Noir s'est « étonné » qu'au bout de dix ans de pouvoir, « le chef de l'État dise : « C'est le système ». Le maire de Lyon a regretté également que le chef de l'État n'ait pas dit « un mot sur l'Université et l'éducation nationale ».

## Michel Grisolia. L'amour noir. Nuits blanches assurées.



Flammarion



JANA ČERNÁ  
VIE DE MILENA

Fanny Deschamps

Louison

Serge Bramly  
LÉONARDO  
DE VINCILe  
LIVRE  
de  
POCHE

FANNY DESCHAMPS	Louison ou l'heure exquise
DOMINIQUE LAPIERRE	La Cité de la Joie
UMBERTO ECO	Le Nom de la Rose
SERGE BRAMLY	Leonardo de Vinci
THEODORE ZELDIN	Le Bonheur
JANA ČERNÁ	Vie de Milena
CATHERINE PAYSAN	Dame suisse sur un canapé de reps vert
MIRRELE LESAGE	Les Ailes du matin
OLIVIER POIVRE D'ARVOR	Victor ou l'Amérique
BARBARA VICTOR	Femme sur tous les fronts
BIANCA TAM	The a l'opium
BERNARD LENTERIC	Les Enfants de Salomon La Femme secrète

SUÉTONE	Vies des douze Césars Traduction de Pierre Klossowski
HENRIK IBSEN	Une maison de poupée

KATHERINE MANSFIELD	La journée de Mr. Reginald Peacock
ANNAIS NIN	Journal IV (1944-1947)

PASCAL DIBIE	Ethnologie de la chambre à coucher
YVES LACOSTE	Paysages politiques

TILO TOPIN	Un gros besoin d'amour
WILLIAM IRISH	Rendez-vous mortel
ROBERT STUART NATHAN	Le Tigre blanc

JOHN BRUNNER	Le Croiseur du temps Sur l'onde de choc
--------------	--

BILINKIE FRANZ KAFKA	Le Verdict et autres nouvelles Das Urteil und andere Erzählungen
----------------------	---

## L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ DE M. FRANÇOIS MITTERRAND

## « Le libéralisme est à bout de souffle »

Suite de la page 3

M. Mitterrand conclut : « Le libéralisme est à bout de souffle. Je m'excuse de le dire, je ne veux pas gouverner le Royaume-Uni, mais on voit bien comment on est en train de chasser l'expérience ultra-libérale de la Grande-Bretagne. »

On voit aux États-Unis 50 millions de pauvres. Dans certains quartiers de New-York, on a l'impression de se trouver dans un endroit désertifié du tiers-monde. Pourtant, c'est un pays admirable. New-York est une ville splendide,

mais la différence est trop grande entre une société riche, et la société des pauvres. Tout cela justifie d'autant plus notre conviction que si le communisme s'effondre, le libéralisme est à bout de souffle, parce que le capitalisme, tel qu'il est, s'il se laisse vivre, sa loi, c'est celle de la jungle... il va créer beaucoup d'autres inégalités, et l'argent des plus riches, où va-t-il aller ? Il y a déjà beaucoup d'argent qui se promène un peu partout, d'une banque à l'autre, l'argent « noir », comme on dit, qui

est de l'argent trouble. Il y a trop d'argent non contrôlé et cela est dû aux formidables fortunes qui s'édifient sur la spéculation. Et cette spéculation est en train d'étouffer le travail des autres.

Je pense qu'il est urgent, au contraire, de corriger les effets du libéralisme économique - je suis pour un libéralisme politique intégral - et c'est, je crois, ce qui doit être fait sur le plan de l'économie mixte (...).

(...) C'est un appel à la confiance que je lance aux Français, à la

confiance en eux-mêmes. Je n'ai pas dit en moi. La confiance en eux-mêmes, il faut qu'ils se sachent capables. Ils savent produire, ils savent moins bien vendre ! Eh bien, il faut qu'ils apprennent à vendre. Il faut qu'ils aillent sur le terrain. Il faut que les Français aient des mentalités de conquérants, parce que leurs produits valent la compétition et si cela ne suffit pas, il faut que nos industriels s'y mettent. Et, dans ce cas-là, il faut même que la puissance publique les y aide.

Je veux dire : il faut y croire.

## Les réactions dans les milieux politiques

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a indiqué dimanche 15 mars que le président de la République s'était montré « déterminé, offensif et convaincant ». « Il a tracé les grands enjeux de la période pour la France : poursuivre la lutte contre les inégalités sociales et conquérir des positions fortes sur le plan international », a affirmé M. Queyranne. « Les objectifs sont clairs : favoriser la réussite du gouvernement de Michel Rocard, tendre la redistribution de la prospérité, gagner les élections de 1993 », a-t-il ajouté. « Pour François Mitterrand, le socialisme démocratique est plus que jamais d'actualité. Sur la même ligne, les socialistes y trouveront un encouragement pour consolider leur unité », a conclu M. Queyranne.

M. Jack Lang, ministre de la culture, a estimé que « plus que jamais François Mitterrand a la pêche ». « Son enthousiasme et son punch ont crevé l'écran. Il a touché le cœur des Français par un triple message : unité, égalité, pugnacité », a-t-il conclu.

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a estimé que le président de la République, en précisant que l'objectif prioritaire de la troisième phase de son action présidentielle, sera la redistribution de la prospérité française, répond avec force aux aspirations d'une très large majorité des Français.

Le Mouvement des radicaux de gauche s'est félicité des propos du président de la République concer-

nant « l'incitation faite aux grandes formations politiques à faire leurs divisions internes pour être enfin à l'écoute des Français, la volonté d'accélérer le processus d'intégration économique et monétaire de l'Europe ainsi que la nécessité d'ouverture et de coopération avec les pays de l'Est qui retrouvent les chemins de la démocratie ».

M. Marc Blondel, secrétaire général du PCF, a indiqué qu'il allait demander une entrevue au président de la République pour lui « exposer les préoccupations actuelles des salariés ». M. Blondel souligne qu'il aurait souhaité que le président François Mitterrand « ait pu s'exprimer plus longuement sur les questions sociales, y compris dans le contexte de l'évolution européenne ou internationale ». Il a cependant noté « avec intérêt les propos du président sur le logement social et sur la nécessaire redistribution de la prospérité, ainsi que pour la préservation du patrimoine et du service public ».

M. Jean-Louis Delecour, secrétaire général du Mouvement gauchiste populaire, a indiqué que « le président de la République, en précisant que l'objectif prioritaire de la troisième phase de son action présidentielle, sera la redistribution de la prospérité française, répond avec force aux aspirations d'une très large majorité des Français ».

Hostilité  
du PCF et du RPR

M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a remarqué que « si [M. Mitterrand] n'a pas pu dissimuler les inégalités sociales qui se sont creusées pendant ses neuf années de présidence, il a refusé d'en prendre la responsabilité. Il ne suffit pas de dire que l'on va faire autrement demain, d'autant plus que les projets actuels du gouvernement visent, au contraire, à aggraver encore plus la politique d'austérité et d'aban-

don national ». Il s'est étonné par ailleurs que M. Mitterrand « ne tienne pas compte des aspirations majoritaires du seul peuple allemand à la neutralité et à la dédémocratisation, au lieu de prôner le maintien de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN et d'une Europe occidentale surarmée ».

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a déclaré dimanche que le président de la République, dans son interview à TF1, « a cherché à rassurer au moment où il faut surtout mobiliser les Français ». « Les propositions du président pour l'Europe et l'Allemagne vont dans le bon sens, et le CDS approuve la volonté française d'exiger à Dublin méthode et cohérence pour réaliser l'union politique », a souligné M. Barrot. Il a cependant ajouté qu'on « ne peut que regretter un discours trop paralytique sur le plan social pour être efficace, et un discours économique encore imprégné d'une culture socialiste qui ne parait pas avoir été jusqu'ici le meilleur atout pour l'économie française ».

M. Yves Galland, président du Parti radical, a réagi aux propos de M. Mitterrand en estimant que « le président de la République n'a toujours pas compris que la réduction des inégalités et le financement des solidarités passent par la création de richesses supplémentaires que seule permet une véritable politique libérale. Sa France socialiste, qui méprise le profit et étouffe la société d'économie mixte et qui « n'a » n'a jamais les moyens d'une véritable politique de justice sociale et vivra donc toujours de frustrations ».

M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, a estimé que l'intervention de M. Mitterrand montrait « un président de la République sur la défensive ». « M. Mitterrand a raison de souhaiter que le Parti socialiste offre un autre spectacle que celui qu'il vient de faire au dernier

congrès de Rennes », a-t-il déclaré. « S'agissant de l'opposition, c'est notre affaire et, bien sûr, l'union est nécessaire », a ajouté M. Madelin.

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a estimé, lui, que le président de la République « avait donné le sentiment que, plus que jamais, il prend les Français pour des imbéciles ». M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a indiqué lundi 26 mars sur Europe 1 que les propos du chef de l'Etat sur l'Europe de l'Est ne contenaient « aucune idée nouvelle, aucun souffle nouveau » et qu'ils témoignaient « d'une politique à très courte vue ». « Les propos de M. François Mitterrand sont ceux d'un chef de parti (...). Le fait de renvoyer des à dos le capitalisme et le communisme explique sa paralyse, il ne comprend rien aux aspirations des peuples de l'Est », a ajouté M. Juppé. A propos de la volonté du président de la République de réduire les inégalités, le secrétaire général du RPR a estimé que « après dix ans de pouvoir, cela frise la mystification ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a estimé que « M. Mitterrand a tenu longuement à atténuer les effets désastreux du congrès de Rennes, mais a dû constater que, depuis ses neuf ans de présidence, les inégalités sociales et fiscales n'avaient cessé de s'aggraver, et qu'aujourd'hui les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres. Quel avenir ? ». A plusieurs reprises, il a affirmé qu'il resterait encore cinq ans à la présidence comme si cela n'allait pas de soi. Pour le reste, il a longuement paraphrasé des tirades habituelles de socialisme cosmopolite et néanmoins européen, dans une langue de bois faussement chaleureuse », a affirmé M. Le Pen.

Face à la dégradation du débat politique  
Onze personnalités lancent  
un « appel » au chef de l'Etat

Onze personnalités du monde littéraire et artistique, dont M<sup>me</sup> Edmonde Charles-Roux et MM. Pierre Bergé, Pierre Arditi, Roland Castro, Jean Lacouture, Claude Mauriac, Claude Olivenstein, Michel Piccoli, Philippe Solers et Francis Terquem, ont lancé dans le mensuel Globe un « appel » au président de la République exprimant leur « inquiétude face à la dégradation du débat politique et à l'immobilisme actuel de la gauche ».

Renouvelant leur « confiance » à M. François Mitterrand, ces onze personnalités estiment toutefois que « les espoirs soulevés en 1988 par (sa) réélection sont aujourd'hui

en passe d'être déçus ». « Nous attendons un gouvernement habité d'une volonté réformatrice et soucieux de relever les défis de son temps, indique le texte. Le gouvernement gère au jour le jour, au gré des contraintes et des pressions, sans jamais affirmer un véritable projet ».

Dénouant l'agitation d'une « nomenclature jalouse de ses privilèges », les signataires de l'appel déclarent refuser le « constat » qui conduit « au rejet de la politique, à l'abstentionnisme grandissant, voire à l'antiparlementarisme. La montée de l'extrême-droite ex-Ja pour témoigner d'un péril grandissant et qu'il devrait appartenir à la gauche de conjurer ».

## Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wozniak

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Rédacteurs en chef : Bruno Freppat, Claude Salas

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Télax 550572 F MONDPA  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Télax 261311 F MONDSR

## Le Monde

VOTRE PROCHAIN  
RENDEZ-VOUS AVEC  
L'EMPLOI

MARDI 27 MARS

PLUS DE 7 PAGES  
D'ANNONCES CLASSÉES  
► Le Monde des cadres  
► La fonction commerciale

ET

UN SUPPLEMENT  
SPÉCIAL DE 18 PAGES

► Les informaticiens  
► Secteurs de pointe

UN SUPPLEMENT SPÉCIAL

LE MONDE  
point de  
rencontre  
des grandes  
ambitions

1500 ت الدليل



# POLITIQUE

Succession en Nouvelle-Calédonie

## M. Paul Néaoutyine élu président du FLNKS

Réunis, samedi 24 mars, à la tribune de Nakety, sur le territoire de la commune de Canala, les délégués des différentes formations politiques constituant le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) ont choisi de porter à la présidence de leur coalition, pour remplacer Jean-Marie Tjibaou, le maire de Pindimé, M. Paul Néaoutyine, membre du Parti de libération kanak (Palika).

Les débats ont été très intenses, et cette décision résulte d'un compromis entre la principale composante du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, l'Union calédonienne (UC), qui soutient la candidature de l'un des siens, M. Rock Wamyan, et les autres groupes de pression

(Palika, Union progressiste mélanésienne, Parti socialiste kanak), qui ne souhaitent pas voir les dirigeants de l'UC cumuler toutes les responsabilités.

Le souci unitaire, exprimé par la base indépendantiste, a prévalu, et la création d'un poste de vice-président du FLNKS, qui sera occupé par M. Wamyan, a traduit la volonté de conciliation du président de l'UC, M. François Burel. Le FLNKS s'est ainsi donné une direction bicephale. MM. Néaoutyine et Wamyan, qui ont fait les mêmes études économiques et ont le même âge, apparaissent comme deux personnalités complémentaires, le premier ayant un profil politique d'homme de terrain et le second un profil plus administratif.

Après son élection, M. Néaoutyine a réaffirmé « l'engagement du FLNKS dans les accords de

Matignon » et s'est situé dans le droit fil de l'héritage de Jean-Marie Tjibaou en se posant en garant de l'unité du mouvement indépendantiste. Il estime que l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie s'inscrit « dans la marche normale de l'histoire » et refuse l'image d'« homme dur » qui est parfois la sienne en soulignant, dans une interview à l'AFF, que celle-ci remontait à la période d'avant la création du FLNKS : « C'était la période où mon parti, le Palika, était le seul à prôner l'indépendance et à entreprendre des actions en dehors des institutions et sans l'appui des partenaires actuels du FLNKS. Mais depuis 1984, a-t-il ajouté, le Palika se consacre à appliquer les mots d'ordre énoncés en commun ».

A propos de l'application des accords de Matignon, M. Néaoutyine s'est déclaré opposé aux projets « à plusieurs milliards ». « Nous sommes dans une situation de sous-développement économique », a-t-il dit, et il faut que les projets soient proches des gens, que la population soit capable de les maîtriser, soit associée à leur réalisation.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a adressé ses « très sincères et chaleureuses salutations » au nouveau président du FLNKS. « Le flambeau vient de vous être passé », a-t-il indiqué, et il mesure le poids des responsabilités qui vous incombent, ainsi qu'au FLNKS, pour la réussite des accords de Matignon. Sur le chemin exaltant mais difficile du dialogue et du développement, vous pouvez compter en permanence sur l'engagement résolu de l'Etat ».

## Un pragmatisme coriace

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

« Dauphin naturel », « fils spirituel » de Jean-Marie Tjibaou. Depuis bien longtemps déjà, le destin de Paul Néaoutyine semblait tout tracé aux yeux de la majorité des militants du FLNKS. Restait à convaincre les appareilles. La direction de l'Union calédonienne (UC) se résignerait-elle à voir sa mainmise sur le FLNKS bousculée par ce colosse placide de trente-neuf ans, figure de proue du Parti de libération kanak (Palika) ? Quant à ses propres amis qui ont toujours cultivé le goût de la clandestinité et l'aversion pour les « leaders », accepteraient-ils de le propulser sur le devant de la scène ?

Que tous ces obstacles aient finalement été levés donne la mesure de l'irrésistible poussée qui place aujourd'hui Paul Néaoutyine aux commandes du FLNKS. Son élection « dans un faux feu » à la tête de la municipalité de Pindimé, en mars 1989, avait déjà constitué un premier test de sa popularité : il avait fait l'unanimité autour de sa candidature alors qu'ailleurs les factions indépendantistes s'entre-déchaînaient.

Fils spirituel ? Dauphin naturel ? On rappelle volontiers que Jean-Marie Tjibaou, à l'époque où il était président de la région Nord, de 1985 à 1988, en avait fait son directeur de cabinet. Titulaire d'un DEA de sciences économiques obtenu à l'université de Lyon, ancien enseignant au lycée Lapérouse de Nouméa, Paul Néaoutyine, le « technicien » marxisant, avait pris alors le temps de se frotter aux visions de Jean-Marie Tjibaou, le « prophète ». Les militants se souviennent aussi que le chef disparu aimait à se faire accompagner de son jeune conseiller lors de ses voyages à l'étranger. Du Forum du Pacifique sud à l'ONU, en passant par le Parlement européen ou le Sahara occidental, Paul Néaoutyine s'initia aux rudiments

du lobbying international. C'est le dépositaire de cet héritage à que la base du FLNKS vient de consacrer.

Ce compagnonnage avec Jean-Marie Tjibaou fut une moment fort de l'histoire du mouvement indépendantiste. Il scella la réconciliation de deux générations qui s'étaient jusque-là âprement combattues. Sous l'impulsion de Paul Néaoutyine, mais aussi de son compagnon de longue date Elie Pougoun, le Palika sortit de l'impasse d'un gauchisme de francs-tireurs. Certes, cela n'alla pas sans remous.

La conversion de Paul Néaoutyine au pragmatisme et sa forme d'opposition aux expériences radicales des « écoles populaires kanak » lui attirèrent les foudres des ultras. Lui, le rebelle de la première heure, l'élève catholique du foyer Jean XXIII de Patte, qui s'insurgea parce qu'on ne veut pas le laisser étudier au lycée, l'étudiant insouciant recherché par l'armée française, le manifestant emprisonné à l'époque de la loi antiterroriste, l'enseignant indiscipliné exclu du lycée, voilà que certains de ses amis le traitaient subitement de « petit bourgeois ».

Qu'importe : il fait front. Paul Néaoutyine répète aujourd'hui l'« aventurisme » comme Jean-Marie Tjibaou refusait le verger des « slogans ». Ces deux catholiques échoués par l'Eglise ont appris à se méfier des évangiles. Y compris des tables de la loi, dont il faut débarrasser les ruses. Exigence sceptique, Paul Néaoutyine soumettra les accords de Matignon, qu'il a signés, à un suivi soigneux. L'administration cherchera-t-elle un interlocuteur fiable ? En voilà un, mais il sera coriace.

FREDERIC BOBIN

## Trois cantonales partielles

RHÔNE : canton de Oullins (1<sup>er</sup> tour).

Inscr.: 17 232 ; vot.: 6 989 ; abst.: 59,45 % ; suffr. expr.: 6 933. MM. Gilbert Lavache, UDF-CDS, 1<sup>er</sup> adj. au m. d'Oullins, 2 726 voix (39,31 %) ; Roland Bernard, PS, 2 480 (35,77 %) ; Jean Audef, PC, 675 (9,73 %) ; Gérard Durieu, FN, 356 (5,10 %) ; Bernard Chambon, Verts, 496 (7,15 %). Il y a ballottage.

Touche par le cumul des mandats, le nouveau maire d'Oullins, député RPR du Rhône, M. Michel Terrot, a renoncé à son mandat de conseiller général, provoquant cette élection cantonale partielle. Elle constitue un véritable troisième tour des récentes municipales, le canton correspondant aux limites de la commune. Les résultats obtenus par les candidats se montrent guère d'évolution très sensible de l'électorat. Le sénateur socialiste, M. Roland Bernard, qui a perdu les élections municipales pour trente-neuf voix, et le candidat de la droite, M. Gilles Lavache (UDF-CDS), premier adjoint au maire, se retrouveront au second tour pour un duel serré.

Par rapport au premier tour des municipales partielles du 28 janvier, le total des voix recueillies par le PS et le PC (45,50 %) est supérieur au score réalisé par la liste d'union de la gauche conduite par M. Bernard (43,17 %). En revanche, et même s'il arrive en tête, M. Lavache avec 39,31 % fait moins bien que les 42,59 % obtenus par la liste d'union de la droite, le 28 janvier. Par rapport à ce même scrutin municipal, le Front nationalregistre une légère progression : 8,01 % au lieu de 7,13 % ; pour les Verts, le score est encore plus limité : 7,15 % au lieu de 7,09 %.

Le PCF repousse par rapport au dernier scrutin où il présentait un

candidat (12,8 % aux législatives de 1988) ainsi que par rapport à 1985 (11,31 %).

M. Terrot avait été élu au second tour des cantonales de mars 1985 avec 4 993 voix (52,24 %) contre 4 563 (47,75 %) au conseiller général sortant, M. Bernard, PS sur 17 251 inscrits, 9 922 votants (soit une abstention de 42,48 %) et 9 556 suffrages exprimés.

Au premier tour les résultats avaient été les suivants : inscr.: 17 251 ; vot.: 9 542 ; abst.: 44,68 % ; suffr. expr.: 9 268 ; MM. Bernard, 3 274 voix (35,32 %) ; Terrot, 1 905 (20,55 %) ; Girma, UDF-PR, 1 737 (18,74 %) ; Vienot, FN, 1 141 (12,31 %) ; Audef, PC, 1 049 (11,31 %) ; Ferrand, UCR, 162 (1,74 %).

LA REUNION : canton de Saint-Denis-II (1<sup>er</sup> tour).

Inscr.: 9 707 ; vot.: 3 994 ; abst.: 58,85 % ; suffr. expr.: 3 813. MM. Michel Chan-Liat, div. g., 2 181 voix (57,21 %) ; René-Paul Victoria, RPR, 1 158 (30,36 %) ; Jean-Claude Nurbel, PCR, 301 (7,89 %) ; Karl Hoarau, sans étiqu., 130 (3,40 %) ; Mookeshand Beaharry, sans étiqu., 43 (1,12 %). Il y a ballottage.

Les électeurs du deuxième canton de Saint-Denis-de-la-Réunion, comme ceux de cinquante cantons, étaient appelés aux urnes à la suite de l'invalidation des résultats du scrutin cantonal précédent par le Conseil d'Etat mais le premier tour a été marqué, ici et là, par une forte abstention. Il y a ballottage, dans ce canton, parce que le candidat « divers gauche », soutenu par la municipalité socialiste, n'a pas rassemblé un nombre de suffrages supérieur au quart des électeurs inscrits. Il possède néanmoins les meilleures chances de conserver son siège.

En 1988, alors que M. Marcel Hoarau, conseiller sortant RPR, ne se représentait pas, M. Chan Liat (div. g.) l'avait emporté au second tour avec 2 098 voix (50,67 %) contre 2 042 (49,32 %) à M. Victoria (div. d.) sur 4 140 suffrages exprimés, « 306 voix » (soit 55,71 % d'abstention) et 9 724 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr.: 9 733 ; vot.: 4 053 ; abst.: 58,35 % ; suffr. expr.: 3 826 ; MM. Victoria, 1 829 voix (47,80 %) ; Chan Liat, 1 320 (34,50 %) ; Jean-Claude Nurbel, div. g., 677 (17,69 %).

LA REUNION : canton de Saint-Denis-V (1<sup>er</sup> tour).

Inscr.: 7 889 ; vot.: 3 181 ; abst.: 59,67 % ; suffr. expr.: 3 059. MM. Sudel Zuma, PS, 1 396 voix (45,64 %) ; Guy Zitte, div. d., 1 354 (44,26 %) ; Rémy Massin, div. g., 141 (4,60 %) ; Gabriel Garcia, PCR, 107 (3,50 %) ; Georges-Honoré Tcher, div. d., 61 (1,99 %). Il y a ballottage.

Le second tour s'annonce plus ouvert que dans le deuxième canton puisque le candidat socialiste et celui soutenu par la droite ont fait presque jeu égal. Ici, comme dans le deuxième canton, la principale indication du scrutin est toutefois la très nette perte d'influence du Parti communiste réunionnais.

Les résultats du second tour de 1988 avaient été les suivants : inscr.: 7 060 ; vot.: 2 720 ; abst.: 61,47 % ; suffr. expr.: 2 600 ; MM. Guy Zitte, div. d., 1 422 voix (54,69 %) ; Sudel Zuma, PS, 1 178 (45,30 %) ; ceux du premier tour avaient été les suivants : inscr.: 7 019 ; vot.: 2 684 ; abst.: 61,76 % ; suffr. expr.: 2 555 ; MM. Zitte, 837 ; Zuma, 564 ; Mario Lechat, div. d., 524 ; Camille Sadre, div. d., 270 ; Gabriel Garcia, PCR, 183 ; Bernard Lallemand, div. g., 89 ; Georges Richer, UDF-CDS, 88.

En créant la Convention pour la V<sup>e</sup> République

## M. Jean Charbonnel rallie la majorité présidentielle

M. Jean Charbonnel, après avoir démissionné du groupe RPR de l'Assemblée nationale pour devenir député non inscrit de Corrèze, se rapproche peu à peu de M. Mitterrand. Il a créé à cet effet une association dénommée « Convention pour la V<sup>e</sup> République », qui, au cours de son assemblée constitutive samedi 24 mars, a décidé de se rapprocher de l'Association des démocrates fondée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail. Le maire de Brive souhaite la constitution d'une « confédération du centre » qui soutiendrait la majorité présidentielle actuelle et dont la Convention pour la V<sup>e</sup> République serait « la composante gauchiste aux côtés du mouvement des radicaux de gauche et de l'ADD ».

M. Charbonnel a affirmé que « l'héritage du gaullisme est aujourd'hui mieux assuré par le président Mitterrand et son gouvernement que par l'opposition ». Il s'est dit « indigné par les dérives du RPR et par certains choix politiques », notamment sur l'Europe et vis-à-vis du Front national.

M. Charbonnel confirme ainsi sa rupture avec la formation politique dont il s'était éloigné depuis longtemps déjà, en raison notamment de ses désaccords à répétition

avec l'autre député RPR de la Corrèze, M. Jacques Chirac.

La Convention pour la V<sup>e</sup> République regroupe une dizaine de personnalités, la plupart anciens parlementaires qui ont été en conflit avec le RPR et qui s'étaient déjà rapprochés depuis plusieurs années de M. Mitterrand ou du gouvernement.

C'est le cas de M. André Bord, ancien ministre, ancien député du Bas-Rhin, président de la commission interministérielle de coopération franco-allemande, qui dirige l'Association pour l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, de M. Jacques Trorial, ancien ministre, ancien député de Meurthe-et-Moselle, président du comité des armateurs fluviaux, et qui anime l'Action pour le renouveau du gaullisme, de M. Yves Lanciau, ancien député de Paris qui avait créé le « comité pour le oui » gaulliste au référendum sur la Nouvelle-Calédonie, de M. Henri Bouvier, ancien député UDF-médical de Haute-Vienne, qui a fondé Cadres et citoyens et de M. Jean-Louis Delecourt, qui anime le « mouvement gaulliste populaire » fondé par M. Jacques Debû-Bridel, qui s'était rallié à M. Mitterrand en 1981.

A Lyon, au terme de leurs premiers « états-généraux »

## Les Français musulmans rapatriés se sont donné un conseil représentatif

LYON

de notre bureau régional

Les associations de Français musulmans réunies les 24 et 25 mars pour créer un mouvement unitaire ont jeté les fondations de cette organisation. Personne n'a été paré au coup d'oeil dans les commissions où des présidents autoproclamés et soutenus de « phares » leur famille au sein des instances dirigeantes se querelaient avec des membres aussi laïques qu'indisciplinés. Ces « états généraux » auront en effet montré à quel point beaucoup de rapatriés de confession islamique ignorent encore les règles de la vie associative. Pourtant, les cinq cents personnes présentes à ce rassemblement de Lyon appartenaient à plus de quatre-vingt-dix associations. Cette communauté a commencé à se structurer le dimanche 25 mars, en élitant un conseil provisoire de vingt-six personnes, en adoptant une charte morale qui prône la liberté de croyance et de culte dans le cadre des lois de la République française, et une série de propositions destinées à faciliter l'insertion des enfants de harikis dans la société. Pour M. Maurice Benassay, le délégué aux rapatriés,

« les associations qui se sont fédérées ne représentent pas l'ensemble des Français musulmans, mais elles prêtent plus intérêt que chacune d'elles prise séparément et que chacune de celles qui ont refusé d'y participer ».

Si les Français musulmans rapatriés sont donc arrivés à surmonter leurs innombrables rivalités personnelles ou politiques, ils n'ont pas réussi à intégrer en leur sein les Français musulmans issus de l'immigration. Le souvenir de la guerre d'Algérie est encore trop présent dans les mémoires pour qu'un rapprochement s'opère. Les anciens harikis, considérés comme des « traîtres » par les anciens immigrés, reprochent en retour à ceux-ci de ne pas avoir « choisi » la France et de s'y comporter comme des « voyous ».

Un malentendu semble avoir régné au cours de ces « états-généraux » à propos de l'organisation de l'islam. Pour M. Kabane, organisateur lyonnais, la commission chargée d'en débattre ne devait en aucun cas évoquer l'organisation du culte, dont s'occupe actuellement M. Pierre Joxe. M. Benassay a déclaré qu'il demanderait à M. Joxe d'accueillir un représentant de la fédération constituée à Lyon.

RAFAELE RIVALS



PRIX GUTENBERG 1990

Daniel Cordier

JEAN MOULIN

Meilleur livre d'histoire de l'année

On ne parlera plus de la même façon de la Résistance après avoir lu ce livre.

Jean-Pierre Elkabbach. Europe 1

Les deux premiers volumes de cette biographie sont - je pèse mes mots - stupéfiants. Par l'ampleur du travail (...), par sa sûreté documentaire (...), par l'art du recoupement d'archives authentifiées (...), par l'émotion du contenu aussi.

Jean-Pierre Rioux. Le Monde

Attention chef-d'œuvre (...), cette œuvre ne ressemble à nulle autre.

Pierre Assouline. Lire

Tome I : 892 p. 170 F Tome II : 762 p. 155 F



FRANÇOIS MITTERRAND  
à bout de souffle

milieux politiques

Le Monde  
VOTRE PROCHAIN  
RENDEZ-VOUS AVEC  
L'EMPLOI

Master of Business Administration  
UNIVERSITY OF AMERICA  
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94108  
MBA Master of Business Administration  
UNIVERSITY OF AMERICA spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.  
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.  
Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the  
Master of Business Administration  
with an emphasis in international management  
A.C.B.S.P.  
FILIERES D'ADMISSION  
3<sup>e</sup> CYCLE Diplôme de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - EP - Titulaires de maîtrise.  
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.  
2<sup>e</sup> CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires  
Informations et sélections : European University of America  
1725 rue de Chailiot (métro Miro), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71  
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programme accrédité en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PND.





**Monsieur le Président Directeur Général,  
nous allons vous demander de faire un exercice.  
Posez votre téléphone ici.**

10000/100

مكتبة من الامم



هكذا من الآن

... Le Monde • Mardi 27 mars 1990 7



**Maintenant, essayez de téléphoner à un collaborateur  
sans connaître son numéro de poste.**



**Maintenant, essayez de répondre au prochain appel  
sans décrocher votre combiné.**



**Maintenant, essayez de savoir qui vous a appelé  
sans demander à votre secrétaire.**



**Maintenant, essayez de répondre sur le téléphone  
d'un collaborateur sans vous déplacer.**



**Maintenant, essayez de savoir qui vous appelle  
sans décrocher votre combiné.**



**Néanmoins, votre téléphone peut encore  
vous servir pour nous appeler au 49 84 50 75.  
Vous n'avez jamais vu le téléphone sous cet angle.**

**TELIC**

**ALCATEL**

Telic Alcatel - 4, rue de Chevilly - B.P. 31 - 94267 Fresnes Cedex.



## POLITIQUE

Neuf élections municipales partielles

## La gauche conserve toutes ses mairies

Sur TF1, M. François Mitterrand relevait qu'il est « assez constant » que la majorité du moment perd les « petites élections » mais il ne contestait pas leur valeur d'« avertissement ». Effectivement. Les élections municipales se suivent et ne se ressemblent pas. Les huit scrutins municipaux organisés en métropole le 25 mars marquent dans l'ensemble une embellie pour la gauche qui voit ainsi s'inverser une longue série noire d'échecs ou de revers.

Pour le Parti socialiste, le test de Dunkerque s'est conclu de manière plus que probante : M. Michel Delebarre a administré la preuve que son succès de 1989 ne relevait pas du miracle.

## Dunkerque : l'« effet Delebarre » contre l'« effet Rennes »

Une victoire de plus pour M. Michel Delebarre ! Décidément, l'ancien homme à tout faire de M. Pierre Mauroy, s'il est un converti récent à l'action politique sur le terrain électoral, a vite appris le métier. Ses adversaires dunkerquois doivent aujourd'hui se mordre les doigts d'avoir contesté, devant la juridiction administrative, son succès municipal de l'an dernier : il n'avait, alors, arraché son fauteuil de maire de la cité portuaire du Nord qu'à l'extrême justesse ; cette fois, il le retrouve grâce à une confortable majorité.

Les maires invalidés bénéficient toujours d'une « prime » : tous les résultats des élections municipales partielles le montrent. Mais le scrutin de Dunkerque prouve qu'en l'espèce, il y a eu autre chose. Les chiffres sont sans appel. En un an, M. Delebarre a gagné plus de 2 000 voix sur le premier tour de 1989, et 51 sur le second, alors que, par rapport à celui-ci, le nombre de suffrages exprimés a diminué de 1 606 unités. Les électeurs qui avaient douté de sa capacité à dynamiser une ville qui en a bien besoin sont maintenant convaincus. Le travail de l'équipe qu'il avait regroupée autour de lui a été payant, bien que pour l'essentiel il ne portera ses fruits que dans plusieurs années. Cette équipe a même réussi à effacer, le temps d'un scrutin, l'image déplorable donnée par les socialistes à Rennes, puisque c'est dans les quartiers populaires qu'elle a le plus progressé.

La gauche a, bien entendu, été puissamment aidée par la défection du système de son adversaire. M. Claude Prouvovoyeur avait imposé sa longue domination sur la cité par un clientélisme exacerbé. Mais la perte du pouvoir entraîne irrémédiablement la fuite des « amis ». Le scrutin de dimanche a simplement montré que celle-ci avait été plus rapide que ne l'espérait celui qui avait régné sur Dunkerque pendant vingt-deux ans. En un an, il a perdu 3 100 voix.

Les électeurs n'ont, peut-être, pas non plus apprécié l'ambiguïté que la droite parlementaire avait aisée couru sur ses rapports avec le Front national. Que tout se soit joué au premier tour empêche évidemment de savoir ce qui se serait passé si les électeurs avaient dû retourner aux urnes dimanche prochain, mais le doute persiste.

qu'il ne souffrait pas de la réputée démobilisation des électeurs de gauche et que « Rennes » pouvait ne pas avoir d'effets négatifs. M. Jacques Roger-Machart, député PS de Haute-Garonne, confirme ce dernier point en relevant à la droite la mairie de Castelnau.

Pour le Parti communiste, les motifs de satisfaction tiennent à la réélection de ses trois maires invalidés en région parisienne. A Colombes (Hauts-de-Seine) et à Pantin (Seine-Saint-Denis), M. Freilaut et M. Isabet non seulement sont réélus mais ils améliorent leurs scores du premier tour mais aussi les positions qu'ils avaient acquises en mars 1989.

**HAUTE-GARONNE :** Castelnau (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 4 606 ; vot., 3 571 ; abst., 64,44 % ; suffr. expr., 3 480. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jacques Roger-Machart, PS, 2 149 voix (50,25 %) ; 22 élus (3 PC, 13 PS, 3 MRG et 3 div. g.) ; liste d'union de la droite conduite par Jean Laurent, UDF, 1 572 (45,17 %) ; 7 élus (1 RPR, 6 div. d.) ; liste divers conduite par M. Yves Coquenet, 159 (4,56 %).

La présence d'une troisième liste n'a pas empêché l'élection de la liste de M. Roger-Machart, député. Maire invalidé, M. Laurent avait eu quelques difficultés à composer sa liste, son premier adjoint sortant lui faisant compagnie au dernier moment, officiellement pour « raisons de santé ». De plus, sa fin de campagne avait souffert d'une information jusqu'à la confidentialité : M. Laurent avait été condamné en 1985 à huit mois de prison avec sursis pour fraude fiscale, sans inscription au volet n° 2 du casier judiciaire, lui laissant, du même coup, la capacité de se représenter.

En mars 1989, M. Laurent avait emporté avec une seule voix d'avance sur M. Roger-Machart. Ce dernier observait, dans le procès-verbal de dépouillement que trois bulletins de vote imputés à son adversaire avaient été déchirés et portaient un signe distinctif. Il déposa, dès le lendemain, un recours devant le tribunal administratif. Le préfet de Haute-Garonne suspendit, en attendant son jugement, le scrutin. Le 10 mai 1989, le tribunal, en déférant au tribunal ledit procès-verbal, a déclaré que M. Roger-Machart faisait alors appel devant le Conseil d'Etat, qui décidait, le 5 février 1990, l'annulation.

Les résultats du premier tour de 1989 étaient les suivants : Inscr., 4 445 ; vot., 3 571 ; abst., 19,66 % ; suffr. expr., 3 437. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jean Laurent (div. d.), 1 719 voix (50,01 %) ; 22 élus (6 RPR et 16 div. d.) ; liste d'union de la droite conduite par M. Jacques Roger-Machart (PS), 1 718 (49,99 %) ; 7 élus (1 PC, 4 PS, 1 MRG et 1 div. g.).

**NORD :** Abbeville (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 2 647 ; vot., 2 134 ; abst., 19,38 % ; suffr. expr., 2 086. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jeanne Lecu, div. d., 1 156 voix (55,41 %) ; 21 élus (2 RPR et 2 div. d.) ; liste d'union de la droite conduite par M. Achille Broutin, PS, 930 (44,58 %) ; 6 élus (3 PC et 3 PS).

[Lors du scrutin de mars 1989, qui s'était soldé par le succès avec cinq voix d'avance de la liste de M. Lecu, il avait été constaté que certains électeurs n'étaient pas passés dans l'isoloir, ce qui avait motivé le recours et l'annulation qui s'en était suivie.]

La gauche, divisée il y a un an, était cette fois unie : cette stratégie ne s'est pas révélée payante puisque M. Lecu l'emporte avec 226 suffrages d'avance.

Les résultats du premier tour de mars 1989 étaient les suivants : Inscr., 2 656 ; vot., 2 194 ; abst., 17,39 % ; suffr. expr., 2 141. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jeanne Lecu (div. d.), 1 073 voix (50,11 %) ; 21 élus (2 RPR et 19 div. d.) ; liste de la droite conduite par M. Achille Broutin, 980 (31,76 %) ; 4 élus (4 PS) ; liste du PC conduite par M. Simone Lallart, 388 (18,12 %) ; 2 élus (2 PC).

**VAR :** Ollioules (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 6 969 ; vot., 4 879 ; abst., 29,98 % ; suffr. expr., 4 684. Liste d'union de la droite conduite par M. René Arnoux (UDF), 2 763 voix (59,41 %) ; 27 élus (3 UDF, 2 PS, 2 UDF-R, 9 RPR, 12 div. d. et 1 sans étiqu.) ; liste PS conduite par M. Guy Durbec, 1 901 (40,58 %) ; 6 élus (3 PS, 1 div. g., 1 div. d. et 1 sans étiqu.).

[M. Arnoux, maire invalidé, conforte sa position. Le Front national perd le siège qu'il avait dans le précédent conseil. Quant à M. Durbec, il ne perd aucun siège : avec une plus forte progression (547 voix) que M. Arnoux (434 voix) par rapport au premier tour, il enregistre cependant un tassement par rapport à mars 1989 (40,58 % ce 25 mars contre 41,47 % il y a un an). La liste de liste du PS pouvait légitimement espérer le transfert sur sa liste d'une partie des 681 voix s'étant portées sur les candidats du PC et ceux de la liste Verts et Occitane du premier tour ; or, son gain s'est limité à 547 voix alors que le taux d'abstention était supérieur (30,73 % contre 29,09 %). D'ailleurs, le refus de M. Durbec de faire liste commune avec le PC pour le second tour lui aura coûté quel que soit le résultat du premier tour. D'autre part, dans un souci de large ouverture, le candidat socialiste proposait une liste dont la composition s'apparentait trop à celle de son concurrent pour décider d'éventuels sympathisants.]

A Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). M. André Déchamps, qui est en désaccord avec la direction de son parti sur la question de l'immigration, l'emporte certes mais dans le cadre d'une quadrangulaire - et ce avec un score inférieur à 40 %.

Troisième composante de la gauche, le MRG enregistre la reconduction de son président comme maire de Bastia. M. Emile Zuccarelli améliore lui aussi le score de la gauche par rapport à mars dernier et ce malgré une liste dissidente.

La droite peut se satisfaire d'avoir conservé la majorité à Abbeville (Nord) et à Ollioules (Var), tout comme elle l'avait fait le dimanche précédent à

Sarcelles (Val-d'Oise). Elle a aussi des raisons de s'inquiéter. Certes, à Colombes et à Pantin, elle progresse d'un tour à l'autre, profitant ainsi au second tour du réflexe de « vote utile » d'électeurs du FN du premier tour (comme cela s'était passé à Sarcelles).

Mais les résultats de Clichy montrent aussi que l'extrême droite peut bénéficier de la dynamique du « vote utile ». A Clichy comme à Dunkerque, les chefs de file de l'opposition, en l'occurrence M. Boutillier et M. Prouvovoyeur, avaient quitté le conseil municipal où ils étaient minoritaires au lendemain du scrutin de mars 1989 : leurs électeurs n'ont peut-être pas apprécié ces démissions pour le moins démobilisatrices.

**AREV (ex-PSU) :** 12 PS, 1 gaul. de g., 5 div. g. et 1 écol. ; liste d'union de la droite conduite par M. Alain Aubert (RPR), 9 508 (34,54 %) ; 8 élus (2 UDF, 5 RPR et 1 CN) ; liste du Front national conduite par M. Jean-Yves Le Gallou, cons. rep., 3 805 (13,82 %) ; 3 élus (3 FN).

Le Conseil d'Etat avait annulé le scrutin de mars 1989 en raison de la distribution d'un tract diffamatoire à l'encontre de M. Georges Tranchant, député RPR qui figurait en deuxième position derrière M. Aubert.

La liste de M. Freilaut gagne 767 suffrages d'un tour à l'autre et 429 points de pourcentage. Les gains de celle d'union de la droite sont plus modestes : + 489 voix et + 4,78 points. En revanche, le FN derrière M. Le Gallou, président du groupe lepeniste au conseil régional d'Île-de-France, connaît un revers. Il perd 536 voix d'un tour à l'autre, et se voit réintégrer par les suffrages recueillis au premier tour par une liste dissidente du Front. Son recul en points (-1,46) ajouté au 1,30 des dissidents du premier tour, correspond à 6,02 point près à la progression de la liste de M. Aubert. Le FN partit du réflexe de « vote utile » de l'électorat d'extrême droite.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 45 632 ; vot., 28 704 ; abst., 37,09 % ; suffr. expr., 28 393. Liste d'union de la gauche conduite par M. Freilaut (PC), 13 444 voix (47,34 %) ; liste d'union de la droite conduite par M. Aubert (RPR), 9 019 (31,76 %) ; liste du Front national conduite par M. Le Gallou, 4 341 (15,28 %) ; liste des Verts, conduite par M. Eveline Mariet, 720 (2,53 %) ; liste écologiste conduite par M. Devorah Azoulay, 499 (1,75 %) ; liste dissidente du FN conduite par M. Alain Debienne, 370 (1,30 %).

En mars 1989, la liste d'union de la gauche conduite par M. Freilaut avait emporté dès le premier tour avec 14 499 voix (50,16 %) 37 sièges (19 PC, 13 PS, 4 div. g. et 1 écol.). Avec 10 980 voix (37,98 %) la liste de M. Aubert avait en 9 élus (3 UDF, 5 RPR et 1 div. d.) et M. Le Gallou, avec 3 424 voix (11,84 %) 3 sièges.

**SEINE-SAINT-DENIS :** Clichy-sous-Bois (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 10 170 ; vot., 5 535 ; abst., 45,57 % ; suffr. expr., 5 475. Liste d'union de la gauche conduite par M. André Déchamps (PC), 2 149 voix (39,25 %) ; 25 élus (13 PC, 6 app. PC, 6 PS) ; liste du FN conduite par M. Laurent Daffos, 1 644 voix (30,02 %) ; 5 élus (5 FN) ; liste du RPR conduite par M. Gérard Boutillier, 1 140 voix (20,82 %) ; 4 élus (2 RPR et 2 div. d.) ; liste div. g. - Verts, conduite par M. Léon Testé (div. g.), 542 (9,89 %) ; 1 élu (1 div. g.).

Le second tour de scrutin a été marqué par une poussée du Front national, sensible par rapport au premier tour (plus cinq points) et très forte par rapport au second tour de 1989 (près de dix-neuf points), qui permet à l'extrême droite d'accroître sa représentation au conseil municipal. La liste de M. Déchamps progresse de sept points d'un tour à l'autre mais perd quatre points d'une année à l'autre dans une consultation dominée par la question de l'immigration combattue dans des termes peu différenciés par les deux candidats arrivés en tête. Le candidat RPR a fait le frais de ce duel : PC-FN : M. Boutillier a gagné deux points par rapport au premier tour mais il a perdu seize par rapport à mars 1989. Tout autant dévalorisé par le vote utile, M. Testé conserve, bon au mal au, le même nombre de voix à chaque tour de scrutin.

Le Conseil d'Etat avait confirmé le 2 février dernier le jugement du tribunal administratif de Paris qui le 21 juin avait annulé le scrutin de mars 1989. Les délégués de la liste de gauche avaient relevé au second tour, le jour des élections qui n'étaient pas encore venues voter, afin que leurs amis puissent mobiliser ces abstentionnistes potentiels avant la clôture du scrutin.]

**HAUTS-DE-SEINE :** Colombes (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 45 632 ; vot., 27 865 ; abst., 38,93 % ; suffr. expr., 27 334. Liste d'union de la gauche conduite par M. Dominique Freilaut (PC), 14 211 voix (51,63 %) ; 38 élus (18 PC, 1

de RPR conduite par M. Boutillier, 1 016 (18,94 %) ; liste div. g. - Verts, conduite par M. Testé (div. g.), 555 (10,35 %) ; liste du PS conduite par M. Guy Despey, 481 (8,97 %) ; liste UDF conduite par M. Christian Briant (UDF-CDS), 243 (4,54 %).

Les résultats du second tour des élections municipales de mars 1989 étaient les suivants : Inscr., 10 262 ; vot., 6 145 ; abst., 40,11 % ; suffr. expr., 6 062 ; liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. André Déchamps (PC), 2 638 voix (43,51 %) ; 26 élus (14 PC et 12 PS) ; liste d'union de la droite conduite par M. Gérard Boutillier (RPR), 2 190 (36,12 %) ; 6 élus (1 UDF, 3 RPR et 2 div. d.) ; liste du FN conduite par M. Francis Calot, 691 (11,39 %) ; 2 élus ; liste divers gauche conduite par M. Léon Testé, 543 (8,95 %) ; 1 élu.]

**SEINE-SAINT-DENIS :** Pantin (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 23 048 ; vot., 11 361 ; abst., 50,70 % ; suffr. expr., 11 167. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jacques Isabet (PC), 5 830 voix (52,20 %), 33 élus (12 PC, 4 app. PC, 15 PS, 1 MRG et 1 div. g.) ; liste d'union de la droite conduite par M. Jacques Oudot (RPR), 3 570 voix (31,96 %) ; 7 élus (1 UDF-rad., 2 UDF et 4 RPR) ; liste du FN conduite par M. André Bessard, 1 767 voix (15,82 %) ; 3 élus (3 FN).

En progressant de 2,42 points par rapport au premier tour, M. Isabet améliore son score du premier et seul tour de mars 1989, bien que sa liste d'union ait perdu près de dix cents voix, l'abstention ayant augmenté de plus de six points. M. Oudot retrouve, à cinq voix, ses suffrages de l'an dernier, ce qui se constitue pas un succès car le candidat RPR avait pris, dès le premier tour, en second de liste, M. Boyer qui avait recueilli plus de neuf cents voix avec une liste divers droite qui le précédait au premier tour. M. Bessard est en recul, en voix et en pourcentage par rapport au premier tour (15,82 %). La liste FN se situe à 1,42 point sur 1989.

Le tribunal administratif de Paris avait rejeté la requête de M. Oudot tendant à l'annulation de l'élection mais le Conseil d'Etat, saisi en appel, avait estimé qu'un tract signé du CNL et diffusé dans la nuit du vendredi au samedi précédant le second tour avait été de nature à fausser les résultats du scrutin. Il annonçait un protocole imminent de fusion de trois listes (RPR-UDF, FN et divers droite) en se rejoignant de l'accord entre la droite parlementaire et l'extrême droite alors que cela était contraire à la réalité locale.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 23 053 ; vot., 11 575 ; abst., 49,78 % ; suffr. expr., 11 450. Liste d'union de la gauche conduite par M. Isabet (PC), 5 385 voix (47,03 %) ; liste d'union de la droite conduite par M. Oudot (RPR), 3 271 (28,56 %) ; liste du FN conduite par M. Maurice Krasnobrod, 832 (7,26 %).

En mars 1989, la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant communiste, M. Isabet, avait, dès le premier tour, obtenu 6 399 voix (50,27 %) et 33 sièges (12 PC, 4 app. PC, 15 PS, 1 MRG, et 1 écol.). Elle avait devancé celle d'union de la droite conduite par M. Oudot (RPR) qui, avec 3 575 voix (28,07 %), avait en 6 élus (2 UDF et 4 RPR), celle du FN conduite par M. Bessard qui, avec 1 834 voix (14,41 %), avait obtenu 3 élus et celle de divers droite conduite par M. René Boyer et créditée de 521 suffrages (7,23 %) qui avait obtenu 1 siège. Il y avait eu 12 727 suffrages exprimés et 15 085 votants (soit 44,49 % d'abstention) sur 23 575 inscrits.]

□ M. Raymond Lamontagne (RPR) réélit maire de Sarcelles. M. Raymond Lamontagne (RPR) a été réélu, dimanche 25 mars, maire de Sarcelles (Val-d'Oise) par 33 voix (UDF-RPR) contre 2 (FN) et 10 abstentions (PS-PCF), par le nouveau conseil issu des élections municipales partielles des 11 et 18 mars.

## Les autres résultats

**HAUTE-CORSE :** Bastia (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 19 286 ; vot., 11 858 ; abst., 38,51 % ; suffr. expr., 11 087. Liste d'union de la gauche, conduite par M. Emile Zuccarelli (MRG), 5 863 voix (52,88 %) ; 34 élus (11 PC, 8 PS et 15 MRG) ; liste d'union de la droite conduite par M. Toni Gandolfi, 2 723 (24,56 %) ; 5 élus (5 app. RPR) ; liste « Populu Vivu » conduite par M. Auguste Bagnaninchi, soutenue par les nationalistes de A. Cuncolta Nazionalista, 1 224 (11,03 %) ; 2 élus ; liste divers gauche conduite par M. François de Casalta (ex-PS), 702 (6,33 %) ; 1 élu ; liste autonomiste de l'Union du peuple corse conduite par M. Max Simonet, part. eur., 572 (5,15 %) ; 1 élu.

[Une participation moins forte en 1990 qu'en 1989 : 61,48 % contre 71,85 %, mais qui marque le succès encore une fois, dès le premier tour, de député et maire sortant, M. Emile Zuccarelli. Le président national du MRG est conforté dans son leadership à Bastia puisque sa liste remporte trente quatre sièges au lieu de trente trois en 1989. De plus, l'autre liste de gauche, conduite par M. François de Casalta, remporte un siège.]

La véritable surprise vient des

nationalistes qui emportent deux sièges pour le compte de la liste « Populu Vivu », conduite par M. Auguste Bagnaninchi. Il y a un an, les nationalistes faisaient liste commune avec les autonomistes qui, seuls ne conservant qu'un siège avec M. Max Simonet.]

La droite est la grande perdante : sa liste soutenue par le RPR, l'UDF et le CNL conduite par M. Gandolfi, est créditée de 5 sièges alors qu'en 1989 la liste conduite par M. Paul Natali, le président de la chambre de commerce de Haute-Corse, en remportait 8.

Les élections de mars 1989 avaient été annulées par le Conseil d'Etat, le 23 février dernier, en raison d'une grève des postes qui avait empêché la distribution de 787 volets de vote destinés aux mandataires et de 823 autres adressés à la mairie.

La liste d'union de la gauche conduite par M. Zuccarelli avait, au premier tour de mars 1989, obtenu, avec 7 173 voix (50,78 %), 33 sièges (11 PC, 8 PS, 14 MRG). La liste d'union de la droite conduite par M. Jean-Paul Natali (div. d.) avait obtenu 5 599 voix (39,66 %) et 8 sièges (2 UDF, 2 RPR, 4 div. d. et 1 sans étiqu.) ; liste PS conduite par M. Max Simonet, 572 (4,15 %) ; 1 élu. La liste régionaliste, autonomiste et nationaliste conduite par M. Max Simonet (UDC) avait recueilli 1 351 voix (9,56 %) ce qui lui avait donné 2 élus. Il y avait eu 14 123 suffrages exprimés et 14 759 votants (soit 28,14 % d'abstentions) sur 20 359 inscrits.]

سكنا من الامل



# ÉTRANGER

ROUMANIE : tensions et désarroi en Transylvanie

## Pour un extrémiste roumain, le magyar est le descendant d'Attila...

Alors que le calme semblait revenu à Targu-Mures, théâtre de sanglants affrontements la semaine dernière entre manifestants roumains et magyars, les bureaux de la compagnie aérienne hongroise Malev à Bucarest ont été saccagés samedi soir 24 mars. Les deux pays continuent à se rejeter la responsabilité des événements.

### TIRGU-MURES

de notre envoyé spécial

« Apartheid ? Exiger des écoles et des lycées séparés pour nos enfants, des quotas réservés dans les universités, et dire que c'est de l'apartheid ? Dans le coquet petit salon de M. et M<sup>me</sup> Eltes, au quatrième étage d'un immeuble-clapier prématurément décrépi, les conversations ont presque cessé. Dans le silence stupéfait qui s'est établi, Jozsef, le maître des lieux, ôte lentement ses grosses lunettes d'écaillé. Pétrifié sur son fauteuil, il bredouille : « M... m... mais non... enfin... ce n'est pas du tout ce que nous voulons. »

Écrivain, journaliste, rédacteur en chef de l'Observateur transylvanien, un hebdomadaire magyar - c'est-à-dire en langue hongroise - Jozsef Eltes, la cinquantenaire prospère, prend ses amis à témoin. Docteur, une jeune intellectuelle roumaine de Timisoara, mariée à un brillant Magyar, consent à venir à la rescousse de son hôte. « Ah ! Il faut que vous sachiez que la culture magyare a beaucoup souffert de la politique d'assimilation forcée menée par Ceausescu. Ici, les Hongrois de Roumanie avaient dans les écoles publiques des classes séparées avec des enseignants magyars et puis, ces dernières années, on a eu tendance à les disperser aux quatre coins du pays, sauf en Transylvanie, évidemment. C'est pour cela, parce qu'ils n'ont pas confiance dans le pouvoir à Bucarest, que les Magyars ven-

lent aujourd'hui des établissements séparés. » Les Magyars de la Transylvanie ne veulent pas entendre parler de roumanisation. Brutale ou insidieuse. Roumains de nationalité, oui - car l'Histoire a ses raisons - mais le cœur ne les connaît pas. « Ah ! se souvient avec des frémissements dans la voix M. Alexandre S., instituteur magyar au village d'Ermet, non loin de Targu-Mures, ces quatre années de guerre pendant lesquelles nous fûmes rattachés à la mère patrie... c'était le bonheur. »

AOÛT 1940. « Diktat de Vienne ». Hitler, Staline et Mussolini imposent entre autres à la Roumanie la cession à la Hongrie de toute la Transylvanie du Nord. Cession ou rétrocession ? C'est tout le problème. « Du X<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle, affirment les historiens, la Transylvanie, tout en bénéficiant d'une certaine indépendance, était occupée par les Hongrois. » Après l'invasion ottomane du XIV<sup>e</sup> siècle, la région contestée devient officiellement, en 1691, une province de l'empire des Habsbourg. La Moldavie et la Valachie, les deux autres grandes régions roumaines, sont encore à ce moment-là sous domination turque. Celle-ci durera encore près d'un siècle. Et quand, finalement, la Roumanie proclamera en 1877 son « entière indépendance », la Transylvanie, elle, restera encore propriété de la monarchie des Habsbourg.

### « Des hordes de Huns... »

Ce n'est qu'en 1918, après que le royaume roumain se fut engagé dans la première guerre mondiale aux côtés de la France et de l'Angleterre, que la Roumanie récupéra la Transylvanie. En bref, sur deux mille ans d'histoire, la région « de derrière les fagots » - traduction littérale de Transylvanie - riche de terres arables et de ressources en gaz naturel notamment fut, pendant près de quatre siècles, occupée par la Hongrie, ou rattachée à

elle. « Nous avons pu voir, écrivait jeudi dernier le *Matin* de Sibiu - principal quotidien roumain de la région - « des hordes de Huns en armes déferler dans le centre de Targu-Mures comme s'ils étaient encore dans leurs steppes natales. » Relation partielle des événements violents du jeudi 22 mars, une parmi d'autres. Pour les médias de Roumanie, « télévision libre » comprise, l'objectivité demeure un vaste terrain inexploré. « Pour beaucoup d'entre eux, reconnaît un membre éminent de la profession, la démocratie, c'est d'abord le droit de critiquer, voire d'insulter notre voisin de païen. »

La stupide référence du *Matin* de Sibiu aux « hordes de Huns » magyars qui auraient ainsi attaqué à Targu-Mures « les paisibles Roumains sans défense » remonte à des temps immémoriaux et révèle l'ampleur grandissante du fossé qui sépare les deux communautés. Pour l'extrémiste roumain, le Magyar est le descendant d'Attila en personne. Pour son homologue hongrois, le Roumain moyen est un être à la fois faible, inculte et brutal.

« Les Hongrois, prétend la voix populeuse roumaine, monopolisent les meilleurs emplois et les meilleures terres de Transylvanie. » « Les Roumains, rétorquent les Magyars, tentent de profiter de leur supériorité en nombre pour nous écraser. » Incommunicabilité. « Jamais je n'aurais permis à mon fils d'épouser une Roumaine », lâche encore le vieux Alexandre S., d'Ermet. Mais dans la cité, où plus de 160 000 Roumains et Hongrois cohabitent à cinquante-cinquante, sans aucun quartier ni ghetto réservé, les mariages mixtes sont très nombreux. Seuls les villages de la région sont, pour beaucoup d'entre eux, ethniquement homogènes. En gros, les paysans roumains peuplent les collines et les Magyars pluvient la plaine.

« Nous, affirme-t-on au Mouvement de la jeunesse de Trans-

ylvanie, sur la grande place des Roses de Targu-Mures, nous vivons en bonne intelligence », dans deux organisations séparées par un corridor certes, mais unis pour « condamner les vieux salauds qui manipulent nos deux communautés pour des raisons politiques ». « Vous savez, dira Mircea Sabadeanu, un étudiant roumain, le problème concerne surtout les anciens. » « Oui, renchérit près de lui Karoly Nyaradi, jeune technicien chimiste, moi, quand j'avais des enfants, je ne les enverrais certainement pas dans des écoles magyars séparées. Pourtant, ma femme aussi est, comme moi, Hongroise de souche. »

La politique d'assimilation de Ceausescu, si condamnable soit-elle dans ses méthodes, aurait donc produit des résultats ? C'est un fait admis que, dans les villes au moins, les jeunes qui ont été contraints de s'instruire ensemble parlent non seulement « la même langue », mais ils sont tous parfaitement bilingues, ce qui n'est pas toujours le cas, ni chez leurs parents ni chez leurs « cousins » des campagnes. Alors ? Problème politique ? De génération ? D'éducation ? « C'est vrai, reprend Jozsef Eltes, bras droit et ami proche du grand écrivain magyar Andras Stib, mais ça n'est pas pendant longtemps nous avons cru que le sentiment anti-magyar était surtout le fait du régime Ceausescu, pas du peuple roumain. Aujourd'hui, après la révolution, il nous faut bien déchanter. Moi qui ai passé toutes ces années à traduire les œuvres littéraires roumaines en magyar et inversement, j'ai l'impression d'avoir gâché ma vie, je ne comprends rien à ce qui se passe. » Dans un coin de la pièce, la fille de la maison, qui a douze ans, ne va plus à l'école depuis la révolution du 22 décembre dans l'attente d'une place dans une classe magyare.

PATRICE CLAUDE

RDA : chef du SPD est-allemand

## M. Böhme est soupçonné à son tour d'avoir collaboré avec la Stasi

Les accusations portées contre plusieurs leaders politiques nouvellement élus de RDA pèsent sur les négociations en cours pour la formation du nouveau gouvernement à Berlin-Est. C'est maintenant au tour du président du SPD est-allemand, M. Ibrahim Böhme, d'être soupçonné d'avoir été pendant de longues années un « collaborateur non officiel » de la police politique.

### BONN

de notre correspondant

Un ancien officier de la Stasi, aujourd'hui licencié, affirme dans le magazine *Der Spiegel* qu'Ibrahim Böhme était depuis la fin des années 60 en contact avec la police politique du régime d'Erich Honecker. Il donnait des renseignements sur les milieux intellectuels et des informations sur les activités du Parti social-démocrate clandestin, lorsque celui-ci s'est constitué au cours de l'été 1989. Le président du SPD est-allemand rejette ces accusations qu'il qualifie d'« infâmes », et rappelle qu'il a passé quinze mois dans les geôles de la Stasi après avoir démissionné du SED en 1976, pour protester contre l'expulsion du chanteur Wolf Biermann.

M. Lothar de Maizière, chef de la CDU et candidat au poste de premier ministre, avait, vendredi 23 mars, récusé également des accusations du même type portées contre lui par d'anciens officiers de la Stasi dans *Der Spiegel*.

LUC ROSENZWEIG

M. Ibrahim Böhme a proposé, dimanche, que les négociations entre les partis politiques pour la formation d'une coalition soient suspendues jusqu'à ce que ces affaires soient éclaircies. La formation à Berlin-Est d'un gouvernement de « grande coalition » avec participation du SPD n'est plus tout à fait exclue : les dirigeants de l'« Alliance pour l'Allemagne » (droite) maintiennent toujours leur offre au SPD de se joindre à eux et aux libéraux, avec lesquels les discussions ont déjà bien avancé.

Ce dimanche 25 mars n'a pas été une bonne journée pour le couple Honecker : la population de Lindow, dans le Brandebourg, s'est opposée à l'installation de l'ancien dirigeant et de son épouse Margot dans une maison de repos du gouvernement. Les manifestants ont contraint le cortège de voitures accompagnant M. Honecker à rebrousser chemin vers la maison du pasteur Uwe Holmer, à Lobetal, près de Berlin, qui hébergeait déjà le couple.

Enfin, un journal de Berlin-Est, le *Berliner Zeitung*, a révélé, samedi, la découverte d'un charnier sur l'emplacement d'un ancien camp de concentration du NKVD soviétique près de Neubrandenburg, dans le nord de la RDA. Plusieurs dizaines de milliers de personnes - en majorité des responsables nazis, mais aussi des femmes et des jeunes soupçonnés de constituer un danger pour les troupes d'occupation soviétiques - auraient trouvé la mort dans ce camp entre 1945 et 1946.

## Elections hongroises : la droite en tête

Suite de la première page

A défaut d'un programme original - le leur est très proche de celui du SzDSz - le FIDESZ qui se définit comme « radical, libéral et alternatif » avait de belles affiches. Sur l'une d'elles deux photos : d'un côté, Brejnev et Honecker qui s'embrassent à pleine bouche, de l'autre un jeune homme et une jeune blonde qui font de même, assorties d'un seul mot comme légende : « chotisszes ».

Mais il est vrai que pour faire tomber Pozsgay, le candidat de la FIDESZ avait encore un autre atout : Jozsef Szajer, vingt-cinq ans et un diplôme de droit, vient d'une grande famille très populaire à Sopron, la ville du nord-ouest où il a recueilli 29% des voix contre 19,8 pour le candidat du MDF et 17 seulement pour M. Pozsgay - qui, tête de liste de son parti, devrait quand même siéger au Parlement dans la seconde catégorie d'élus, celle des listes départementales (*Le Monde* du 25-26 mars).

### Faible score du parti des petits propriétaires

La victoire du MDF, que laissaient prévoir les premiers résultats partiels, est bien celle de la « force tranquille », comme l'affirment les affiches de ce parti. Abritant une tendance nationaliste, populiste et chrétienne, il s'est imposé, hors la capitale surtout, comme le parti des notables anti-communistes.

Dans une petite ville du sud-ouest, sa section locale est ainsi dirigée par un médecin secondé par deux pasteurs protestants et le curé catholique. Le médecin est connu pour ne pas refuser ses soins à ses patients et ses discours électoraux en faveur d'une augmentation des retraites provoquent les sourires entendus de ceux qui imaginaient aussitôt que les tarifs des « soins » des retraités augmenteraient en consé-

quence. Mais cette ville a néanmoins massivement voté MDF : il fallait être du bon côté et pour ses habitants, il était évident que le bon côté était le MDF.

Le ballottage favorable de dirigeants du SzDSz dans onze districts sur quinze de Budapest était aussi prévu - son bon score dans les campagnes de l'Ouest l'était moins.

Surprenants aussi sont les mauvais résultats du Parti des Petits Propriétaires (PPP). Relativement mal organisé et dirigé souvent par des octogénaires, le PPP, construit autour de l'idée simple mais impraticable d'une restitution des terres à leurs propriétaires de 1947, semble avoir réduit non pas tant l'ensemble des paysans que ceux qui sont devenus ouvriers après la guerre et qui espèrent une compensation monétaire de leurs terres collectivisées.

Le PSH, resté presque seul représentant de la gauche hongroise, ne recueille guère plus de 10% des voix au scrutin de dimanche. C'est pourtant mieux que les sondages qui lui en donnaient souvent moins.

Après avoir voté, M. Pozsgay a déclaré à la presse : « Nous avons déjà enregistré un grand succès : c'est le déroulement même de ces élections ». Ce type d'argument, servi par le PSH sous toutes les formes (c'est nous qui avons tout commencé, tout fait, tout rendu possible) ne l'a pas sauvé en tant que parti. L'opposition ayant maté avec succès qu'on ne peut faire confiance à ceux qui ont été une fois dans leur vie communistes. Mais il a sauvé au moins l'un de ses dirigeants, le premier ministre Miklos Nemeth, 41 ans, qui, il est vrai, a pris soin de se présenter dans sa circonscription comme candidat indépendant. Il y fut élu dès le premier tour, c'est-à-dire qu'il fut un des quelques cinq députés à recueillir d'emblée plus de 50% des voix, jouant dès sa nomination à la tête du gouvernement

fin 1988, la carte de la séparation du parti et de l'Etat, cet économiste imposa dans les faits une série de réformes, si bien que les sondages le donnaient en mars encore comme l'homme le plus populaire du pays - surtout parmi les « femmes de plus de trente ans et les chrétiens », précise l'un des enquêteurs. Autre réformateur en vue du PSH, le ministre des affaires étrangères Gyula Horn avait aussi lundi matin de bonnes chances d'être élu dans sa circonscription.

### Panne d'ordinateurs électoraux

Les opérations de vote se sont déroulées partout à l'insu de la campagne, sans incidents. Ont voté les soldats dans leurs casernes, les malades à domicile et les détenus dans leurs prisons, mais pas les 35.000 sans logis que compte maintenant officiellement la Hongrie, chiffre dont tout le monde admet qu'il va augmenter, de même que celui des chômeurs. La

vraie surprise fut la panne d'ordinateurs qui retarda les résultats et obligea la télévision à un brillant numéro d'équilibriste : toute la nuit, les reportages de la journée ou documentaires sur la marche de la révolution anti-communiste depuis 1956, ont été entrecoupés, dans la meilleure tradition occidentale, de plateaux et commentaires en direct, prononcés avec aisance, mais sur des résultats inexistant.

En attendant le deuxième tour le 8 avril, les partis vont négocier des alliances pour des désistements dans les circonscriptions où ne pourront concourir que les trois mieux placés du premier tour. Devraient s'y opposer d'un côté les libéraux du SzDSz et de la FIDESZ, de l'autre le front des partis de droite, mené par le MDF, dans lequel pourrait entrer le PPP avec les autres petits partis populistes et chrétiens.

SOPHIE SHIHAB

### POLOGNE

## L'URSS reconnaît sa responsabilité dans le massacre de Katyn

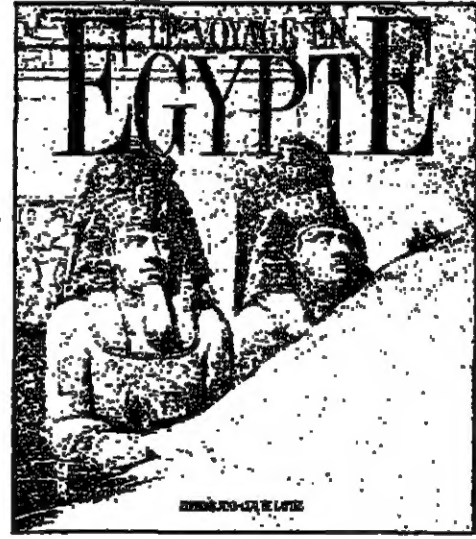
L'URSS « endosse la pleine responsabilité » du massacre, perpétré par la police de Staline (NKVD) de plusieurs milliers d'officiers polonais en 1940 à Katyn, a déclaré, vendredi 23 mars, l'historien soviétique Sergueï Khramov au quotidien polonais *Trybuna* (ex-communiste).

Selon M. Khramov, « une commission du comité central du PCUS, chargée d'enquêter sur les crimes stalinistes, doit publier à Moscou, à l'occasion du cinquantième anniversaire du massacre de Katyn, un communiqué attribuant officiellement ce crime à la NKVD ».

Quelque 15 000 officiers polonais avaient été faits pri-

sonniers de guerre par l'armée rouge, après son invasion, le 17 septembre 1939, de la partie orientale de la Pologne, en vertu du pacte Ribbentrop-Molotov. Les corps de 4 500 d'entre eux, exécutés entre avril et juin 1940, avaient été découverts en 1943 par les troupes allemandes.

Les thèses officielles soviétiques avaient jusqu'à présent attribué ce massacre aux nazis. Le sort de 10 000 autres officiers polonais capturés par l'armée rouge demeure toujours inconnu. Le Parlement polonais avait appelé, jeudi dans une résolution, le gouvernement soviétique à faire « sans plus tarder » toute la lumière sur la crime de Katyn. (AFP.)



## PRIX GUTENBERG 1990

## Jean-Claude Simoën LE VOYAGE EN EGYPTE

Meilleur livre d'art de l'année

Un somptueux livre de Jean-Claude Simoën où sont rassemblés textes et peintures des voyageurs du dix-neuvième siècle en Egypte. Jacques Lacarrière. *Le Monde*

On court de merveille en étonnement. Jean Lacouture. *Le Nouvel Observateur*

D'Assouan au Caire, un rêve éternel. Jean-Louis Gaillemain. *Le Figaro Magazine*

320 p. JClattès 495 F



## EUROPE

URSS : la crise entre Moscou et Vilnius et les réformes gouvernementales

## Lituanie : discussions avec le commandement soviétique

Suite de la première page

Officiellement, cette organisation s'appelle « parti communiste lituanien sur la plate-forme du PCUS ». Elle se réclame à tort et à tri de la légalité du parti soviétique, mais en réalité M. Gorbatchev et ses réformes, mais s'accroche d'autant plus à lui qu'il condamne la déclaration d'indépendance lituanienne que le parti dit « indépendantiste » a, lui, soutenue.

M. Gorbatchev n'a que des amis, et souvent très proches, dans ce que les Litoniens appellent ironiquement le « bon parti », que des ennemis dans le « mauvais », et c'est à ce mauvais parti que l'armée soviétique va prêter la main. Non seulement, elle intervient dans une bataille entre deux partis communistes, mais elle fait ainsi pencher la balance contre celui qui préfère le président.

A ce point-là, rien ne servirait de vouloir privilégier une hypothèse. Du plus inquiétant au plus rose, aucun scénario n'est à exclure a priori et cela d'autant moins que l'un peut n'être développé que pour mieux préparer l'autre.

## Plusieurs scénarios

La plus inquiétante hypothèse d'abord : l'armée joue son propre jeu et veut démontrer, Lituanie aidant, qu'il y aurait, contrairement à ce que dit M. Gorbatchev, d'autres voies que la souplesse politique. Si l'on retient cette idée, on lui trouve aisément confirmation dans les faits, puisque la seule force qui pourrait s'opposer à l'indépendance lituanienne serait l'alliance des deux groupes qui auraient à y perdre en Lituanie même : l'armée soviétique et les russophones.

La première a des officiers confortablement installés ici, et qui n'ont aucune envie de subir le sort de leurs camarades rapatriés d'Europe centrale et hébergés dans des baraquements de fortune. Hier, rois à l'étranger, aujourd'hui gueux chez eux, dans une terre patrie qui ne rêve que d'une seule chose : réduire leurs effectifs.

Quant aux seconds, ouvriers et petits cadres dans leur majorité, c'est le phénomène bien connu des « petits blancs ». En Lituanie comme dans l'ensemble des pays baltes, ils ont trouvé de meilleures conditions de vie qu'en Russie, Biélorussie ou Ukraine. Ils ne voudraient pour rien au monde abandonner tout cela, moins encore devoir repartir à zéro dans des Républiques qu'ils savent moins développées que les pays baltes. Mais ils ne se sont jamais souciés d'apprendre le lituanien.

Bien obligés, eux, les Litoniens parlaient russe et tout allait bien ainsi, sauf que, maintenant, le seul espoir de pouvoir rester en de s'intégrer vraiment, de faire un gigantesque effort sans la certitude d'être jamais acceptés. Les officiers regardent vers les ouvriers russophones et inversement. On se cherche. On s'aide depuis longtemps, lors du lancement postérieur de Edinvo (unité), l'organisation qui tente de s'opposer au front populaire indépendantiste, le Sajudis, qui contrôle aujourd'hui le Parlement.

Ce scénario-là, c'est celui de l'OAS en Algérie, sauf que l'armée agit ici au grand jour. Elle voudrait ainsi démontrer que la détermination à user de la force, même avec modération, peut consolider un front politique et stopper une évolution que le Kremlin considère, au fond, comme inéluctable.

Si c'était cela, la situation serait

très sérieuse, mais il existe jusque dans ce scénario une variante à laquelle croient beaucoup certains dirigeants du Sajudis, aujourd'hui hautes autorités de la République de Lituanie. Dans cette variante, M. Gorbatchev ne serait pas, après l'indépendance lituanienne, débordé par un deuxième fait accompli, mais aurait choisi d'utiliser la tentation naturelle de l'armée pour essayer de faire coup double.

## Un piège pour les militaires?

Lâchant la bride aux militaires, les encourageant peut-être d'une approbation tacite, il voudrait à la fois démontrer aux dirigeants litoniens qu'il serait temps de cesser de jouer aux apprentis sorciers et laisser certains officiers s'embarquer dans une impasse. Le moment venu, lorsque les autorités lituanaises auraient des conduites à assouplir leur position, M. Gorbatchev, sorti vainqueur d'une redoutable épreuve, pourrait s'attaquer à la réforme de l'armée.

C'est un problème dont il parle et fait parler, ces derniers temps, de plus en plus souvent, pour la bonne raison qu'une fois le parti virtuellement cassé, c'est l'appareil militaire qui devient pour lui le principal danger. Il faut diminuer tout un corps d'officiers, remettre l'armée à une génération de soldats qui ne demandent qu'à devenir, en même temps que les hommes du président, ceux de la professionnalisation de régiments qui brillent plus par la quantité que la qualité.

Là, la partie serait vraiment devenue serrée, mais le fait est que les dirigeants litoniens qui la détestent en privé ne sont pas les moins intelligents de l'équipe et qu'elle serait, surtout, très dans la manière de M. Gorbatchev. Accompagner un mouvement plutôt que de s'y heurter, pour donner le temps au temps, penser quatre coups à l'avance et sauter dans les locomotives plutôt que de rester sur le quai sont des démarches dont il est familier.

Si c'est ce scénario qui est le bon, l'état va continuer à se resserrer sur les dirigeants litoniens et les « trois jours difficiles » qu'ils annonçaient vendredi (le Monde daté 25-26 mars) pourraient durer plus longtemps qu'ils ne l'avaient prévu.

Et puis, le scénario rose. Ces « trois jours difficiles » auraient bien marqué le « pic » annoncé par les dirigeants de la république et, au-delà, s'ouvrirait la route des négociations entre l'URSS et la Lituanie. Dans cette hypothèse-là, les démonstrations de force très dosées de l'armée soviétique n'auraient servi qu'à permettre le début de pourparlers dont on pouvait penser voir, dimanche soir, les balbutiements.

Car, si l'on confirme ces deux opérations d'une armée étrangère sur le territoire d'un pays indépendant qu'il préside depuis deux semaines, que fait M. Landsbergis? Il appelle le général Varennikov, chef d'état-major de l'armée de terre soviétique, dont on apprend ainsi la présence en Lituanie, et lui propose un entretien.

Non seulement le général accepte, mais il approuve aussi l'idée de mettre sur pied un « groupe de coordination » entre l'armée soviétique et les autorités de la République indépendante. Il s'agit d'éviter les incidents, explique le président lituanien au cours d'une conférence de presse qu'il tiendra après avoir reçu, peu avant minuit, les trois colonels que

lui envoie le général Varennikov.

Raidés et bardés de médailles, ils gravissent les escaliers du Parlement sans un regard pour la cohue de journalistes qui manquent de les renverser. Une demi-heure après, ils sortent en lâchant du bout des lèvres qu'il n'y aurait pas « cette nuit » de nouvelle occupation de bâtiment par l'armée. Dans le genre apaisement, on aurait pu faire mieux. Mais M. Landsbergis n'a nullement l'air accablé. Il ironise sur les raisons que lui ont données le général au téléphone, puis les colonels : se demande rhétoriquement à quel genre d'« entraînement » peuvent participer les véhicules militaires aux quels on fait traverser Vilnius depuis samedi ; si des demandes d'intervention du Sajudis auraient autant de succès auprès de l'armée que celles du parti « pro-Union » et si l'armée est faite pour poser des sceaux avant un partage des biens (officiellement, l'armée est intervenue pour que le Parti communiste « indépendantiste » ne puisse pas disposer à sa guise des locaux que réclame le Parti « pro-Union »).

Plutôt que mordre, M. Landsbergis mordille et les faits sont qu'un deuxième rendez-vous était fixé pour lundi matin au siège du conseil des ministres, que le président lituanien est en contact direct avec l'un des plus subordonnés de M. Gorbatchev, et qu'il a catégoriquement exclu tout risque de coup de force contre sa République tant que le pouvoir civil en place à Moscou.

## Un an ou cinq ans?

Est-ce suffisant pour considérer les négociations comme entamées? Certains, dont apparemment M. Landsbergis, le pensaient dimanche soir. Mais il faudrait alors admettre que M. Gorbatchev se serait déjà résolu à accepter le fait accompli de la proclamation d'indépendance.

Or, ce n'est pas le plus probable, car, si le président soviétique a certainement accepté depuis longtemps l'idée que la Lituanie sorte de l'Union, il n'accepte pas la manière dont elle veut le faire.

Une mise en garde du secrétaire américain à la défense

Une intervention militaire soviétique en Lituanie aurait « des conséquences négatives sérieuses » sur les relations soviéto-américaines, notamment en matière de désarmement, a indiqué dimanche 25 mars M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense.

Tout recours à la force « saperait bien évidemment une grande partie du bon travail réalisé ces dernières années », a déclaré M. Cheney sur la chaîne de télévision CBS. « Nous aimerions que l'on donne aux Litoniens les mêmes prérogatives qu'aux Allemands de l'Est. Le droit à l'autodétermination », a-t-il ajouté. De son côté, le pape Jean-Paul II est intervenu, dimanche, pour la première fois depuis la déclaration d'indépendance lituanienne, en souhaitant devant plusieurs milliers de fidèles qu'une « solution juste et pacifique » soit trouvée, grâce à un « dialogue sincère » entre les différents parties. (AP, AFP).

## Le PC estonien se sépare du PCUS

Le Parti communiste estonien a suivi, dimanche 25 mars, l'exemple du PC lituanien en décidant de se séparer du Parti communiste d'URSS, mais a assorti cette décision d'une « période transitoire » de six mois.

Selon l'agence Tass, « le vingtième congrès du PC de la république d'Estonie s'est achevé par la création d'un PC estonien indépendant et l'adoption de son programme ». Son chef restera M. Vaino Valjas, qui dirigeait le PC estonien depuis deux ans, et qui a emporté les voix de 589 des 669 délégués.

La période transitoire couvre trois mois avant et trois mois après le prochain congrès du PCUS, prévu à Moscou à partir du 2 juillet prochain, et qui doit examiner les relations entre le PCUS et les PC des républiques fédérées.

M. Valjas a déclaré que l'Estonie voulait acquiescer son indépendance à travers des négociations avec Moscou et non par une déclaration unilatérale d'indépendance, comme l'a fait Vilnius. (UPI, AFP, Reuters.)

sortir d'abord et négocier ensuite, car c'est la porte ouverte à un éclatement incontrôlé de l'URSS. Il veut que cela se fasse selon la loi. Selon le projet actuellement en discussion au Parlement fédéral et qui prévoit la confirmation par référendum (majorité des deux tiers) d'une décision parlementaire de sécession et une période de transition consécutive « ne pouvant excéder cinq ans ».

Cela laisse de la marge : le délai pourrait être d'un an seulement ou même moins. Les indépendantistes sortiront à tout coup vainqueurs d'un tel référendum. Mais le Sajudis ne veut pas d'une indépendance octroyée et pas d'autre négociation que d'Etat à Etat. C'est pour cela que le mouvement et son président ont tant brusqué les choses - contre l'avis du Parti communiste indépendantiste et de son secrétaire général, M. Brazauskas, grand ami de M. Gorbatchev.

Or, M. Brazauskas est très populaire en Lituanie où on lui est reconnaissant d'avoir permis l'émergence et la victoire de l'indépendantisme et où l'on apprécie aussi sa rassurante modération et ses bonnes relations avec le Kremlin. La hiérarchie catholique aurait ainsi souhaité le voir devenir président, comme beaucoup d'intellectuels et beaucoup aussi de militants et élus du Sajudis. Cet homme, très silencieux depuis quelques jours, n'a sans doute pas dit son dernier mot et voilà qu'en prêtant main forte aux « mauvais communistes », l'armée vient, de fait, renforcer sa crédibilité.

Sur un point, M. Landsbergis a raison : sauf renversement de M. Gorbatchev, tout cela se terminera par des compromis et l'indépendance lituanienne. Quand et comment, c'est une tout autre affaire. Dimanche, l'armée a refusé de s'engager à s'abstenir, ce lundi, de nouvelles opérations, et l'on parlait d'une occupation des bâtiments... du comité central. Pour qui joue ou croit jouer l'armée ? M. Gorbatchev a-t-il renoncé à traiter avec M. Brazauskas plutôt qu'avec M. Landsbergis qu'il ne porte pas dans son cœur ? Bien mouton qui dirait le savoir.

BERNARD GUETTA

Selon un journal danois

## Le KGB aurait démenagé ses archives de Lituanie

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, a convoqué, samedi 24 mars à Copenhague, l'ambassadeur d'URSS au Danemark, M. Vedernikov, pour lui faire part de l'inquiétude de son gouvernement à l'égard de l'évolution de la situation en Lituanie.

Par ailleurs, dans une interview accordée à l'envoyé spécial du Berlingske Tidende, le vice-premier ministre de Lituanie, M. Romaldas Ozolas, ancien membre du comité central du Parti communiste local, a révélé que, depuis plusieurs mois déjà, tantent le vent tourner, le KGB avait démenagé les deux tiers des archives qu'il conservait en Lituanie pour les transférer à Oulanovsk, en Russie. Le tiers restant aurait été en partie brûlé, et il ne resterait plus en Lituanie que les minutes d'une série de procès.

C.O.

□ Nouvelles violences dans le Caucase : onze morts. - Une nouvelle flambée de violences interethniques dans le Caucase a fait onze morts ces derniers jours, a-t-on appris, dimanche 25 mars, de sources soviétiques et arméniennes.

Des nationalistes arméniens ont tué neuf personnes, dont cinq membres d'une même famille, lors d'une attaque à l'arme automatique contre trois villages du district azerbaïdjanais de Kazakh, près de la frontière arménienne, a annoncé l'agence Tass. Un policier compte également parmi les victimes.

Une bombe a d'autre part explosé samedi sous un train de voyageurs azerbaïdjanais en route pour Bakou, a rapporté Tass.

## M. Gorbatchev a nommé un conseil présidentiel savamment dosé

M. Gorbatchev a nommé au cours du week-end les membres de son conseil présidentiel. Cette nomination s'est faite en deux temps et dans la confusion : aux dix membres nommés samedi se sont ajoutés dimanche, selon une première dépêche de l'agence Tass, cinq autres personnalités, mais ce nombre était ensuite ramené à trois par un « rectificatif » de l'agence officielle. Les deux per-

## MOSCOU

de notre correspondant

M. Mikhaïl Gorbatchev a mis en place, ce week-end, son conseil présidentiel, inspiré du conseil national de sécurité américain, qui l'assistera dans ses prises de décision les plus cruciales, aussi bien dans le domaine de la politique intérieure que de la sécurité. C'est dire l'importance exceptionnelle de ce nouvel organisme. Le conseil présidentiel constituera en quelque sorte, avec le conseil de la Fédération, un autre organe qui doit être créé, l'ossature centrale du pouvoir en URSS.

La composition du conseil présidentiel se caractérise avant tout par un savant équilibre entre des éléments très proches de Mikhaïl Gorbatchev et d'autres qui le sont beaucoup moins. On retrouve ainsi ceux qui sont considérés comme les conseillers les plus écoutés du président soviétique au bureau politique, Edouard Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères, ainsi qu'Alexandre Iakovlev, secrétaire du parti.

L'armée est représentée par le général Dmitri Iazov. Il était en effet difficilement concevable que le ministre de la défense ne soit pas inclus dans la composition de ce conseil présidentiel, en raison du rôle que pourra être appelé à jouer l'armée dans des circonstances exceptionnelles en URSS. Même chose pour le président du comité d'Etat à la sécurité (KGB), M. Krivonozhkov, et le ministre soviétique de l'intérieur, M. Bakladine.

Le domaine économique est éga-

sonnalités « laissées pour compte » sont MM. Primakov, président du Soviet de l'Union et proche de M. Gorbatchev, et Grigori Yevgenko, chef du Parti communiste dans la région de Kiev.

M. Ryjkov, premier ministre, ne figure pas sur la liste, mais sa présence ex officio dans le conseil présidentiel avait été prévue par les amendements constitutionnels votés au début de ce mois.

lement représenté par des personnalités très différentes, puisque l'on retrouve M. Masioukov, le président du comité d'Etat à la planification, qui est censé défendre une économie nationalisée et centralisée, mais aussi l'académicien Stanislav Chataline, partisan d'une libéralisation de l'économie.

Parmi ses prérogatives, le conseil présidentiel aura à assurer la mise en œuvre du programme économique adopté par le congrès des députés. Devant la montée des difficultés et les piètres résultats économiques enregistrés, le débat économique s'est brusquement durci ces derniers temps entre partisans de réformes radicales et d'envergure, passant en particulier par un changement de cap résolu vers l'économie de marché, et ceux qui préconisent, comme M. Ryjkov, chef du gouvernement, une approche beaucoup plus prudente. M. Gorbatchev avait déclaré, au lendemain de son élection, qu'il comptait faire de la radicalisation des réformes économiques l'une de ses toutes premières priorités.

Beaucoup, enfin, s'interrogent à Moscou sur la présence au sein du conseil présidentiel d'un nouveau venu dans les hautes sphères du Kremlin, l'écrivain sibérien Valentin Raspoutine, très respecté en URSS, en particulier dans les milieux nationalistes russes. Un autre écrivain, Tchinguiz Altanov, de Kirghizie, personnalité plus libérale, constitue, il est vrai, le pendant à Valentin Raspoutine. (Interim.)

RFA : aux élections municipales

## Le SPD vainqueur dans le Schleswig-Holstein

BONN

de notre correspondant

Les élections municipales dans le Schleswig-Holstein, le Land le plus septentrional de la République fédérale, étaient les premières, dimanche 25 mars, à se dérouler depuis la victoire des chrétiens-démocrates en RDA. Celle-ci n'a pas empêché les sociaux-démocrates du ministre-président, M. Björn Engholm, de progresser par rapport au dernier scrutin municipal de 1986, et de devenir, pour la première fois depuis quarante ans, la première force politique au niveau communal dans ce Land.

Le SPD obtient 42,9 % des voix (+ 2,6 %), alors que la CDU, créditée de 41,3 % des voix, perd 2,9 %. Les libéraux et les Verts se retrouvent à égalité avec 6 % des suffrages chacun, ce qui traduit une légère progression pour les amis de M. Genscher et un léger tassement pour les écologistes. L'extrême droite, qui n'avait présenté des candidats que dans trois districts,

subit un échec avec 0,9 % des suffrages. Le parti représentant la minorité danoise du Schleswig demeure stable avec 1,6 % des voix et reste ainsi présent dans les conseils municipaux des villes frontalières avec le Danemark.

La CDU ne s'est pas encore tout à fait remise du scandale provoqué en 1987 par l'ancien ministre-président chrétien-démocrate, Uwe Barschel, qui s'était suicidé après avoir été convaincu d'avoir fait espionner son adversaire social-démocrate Björn Engholm. Ce dernier avait alors remporté les élections régionales en 1988 avec près de 55 % des suffrages. Les résultats de dimanche ont été accueillis avec satisfaction par les dirigeants sociaux-démocrates, qui voient là la confirmation, après les élections municipales en Bavière du 18 mars, que leur progression n'est pas affectée par leur échec en RDA.

L.R.

## AFRIQUE

ALGERIE

## M. Perez de Cuellar visite les camps du Polisario

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, est arrivé dimanche 25 mars à Alger, venant de Marrakech, où il avait rencontré dans l'après-midi le roi Hassan II, dans le cadre d'une tournée visant à l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

L'accord sur un tel scrutin a été acquis il y a un an et demi, mais « un référendum n'est pas une chose qu'on organise en

24 heures ni en 24 mois », a souligné M. Perez de Cuellar, ajoutant qu'après ses entretiens avec le roi Hassan II, « certains aspects du problème restent encore à régler ».

M. Perez de Cuellar, accueilli par le chef de la diplomatie algérienne, M. Sid Ahmed Ghozali, devait quitter Alger lundi pour les camps de réfugiés sahraouis dans la région de Tindouf (extrême sud-ouest algérien), pour y rencontrer M. Mohamed Abdelaziz, chef du Polisario. (AFP.)

**ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES**  
**ANGLAIS-ALLEMAND**  
 UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maitrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Chocscas un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

**O I S E**  
 LANGUAGE TRAINING

BINSLEY LANE - OXFORD (ENGLAND) - TEL. 01865 249 218, MEMBRE DE ARIELS-FELCO  
 21, RUE THEOPHRASTE-JENNAUDOT - 75016 PARIS - AGREEE PAR L'UNESCO  
 TEL. (1) 45 33 13 02

**LA REFERENCE POUR L'EXCELLENCE EN LANGUES**

مكتبة الامم



## EUROPE

### GRANDE-BRETAGNE

# Le malaise s'accroît au sein du Parti conservateur

Chaque dimanche apporte un sondage plus désastreux que le précédent pour M<sup>re</sup> Thatcher. Celui de l'Observer, dimanche 25 mars, bat un record historique. L'avance des travaillistes sur les conservateurs atteint vingt-huit points.

LONDRES

de notre correspondant

Si des élections générales avaient lieu immédiatement, 29 % seulement des personnes interrogées voteraient pour les conservateurs alors que 57 % feraient confiance aux travaillistes. Le reste des voix s'éparpillerait entre les libéraux-démocrates et les Verts. Tous les climatistes sont au rouge. En un mois, les travaillistes ont multiplié leur écart par deux. Aucun parti au pouvoir n'a pu rattraper un retard supérieur à 20 points et gagner les prochaines élections.

Il y a pire encore pour M<sup>re</sup> Margaret Thatcher. Elle n'est plus considérée comme la personnalité conservatrice la mieux à même de limiter les dégâts. Son ancien ministre de la défense, devenu son rival, M. Michael Heseltine, ferait nettement mieux qu'elle. S'il remplaçait la « Dame de Fer », à la tête du parti, l'avance des travaillistes serait réduite à douze points, selon l'Observer.

Il apparaît désormais probable que le leadership de M<sup>re</sup> Thatcher sera contesté cet automne lors du congrès annuel du Parti conservateur. Des députés de base, révoltés

par l'erreur majeure qu'a été la création de la poll tax, l'impôt local par tête, égal pour tous, riches et pauvres, pourraient, à la



tribune, publiquement critiquer le premier ministre et ouvrir la voie à un duel en bonne et due forme, quelques semaines plus tard, lors de l'élection annuelle du leader du parti par le groupe parlementaire conservateur.

M<sup>re</sup> Thatcher est décidée à se battre, sans rien changer à sa ligne politique. Dans une interview accordée le 25 mars au Sunday Telegraph, elle accueille d'un rire

sec l'idée que M. Heseltine pourrait la remplacer. « Ce n'est pas à moi de dire qui doit être mon successeur. Ce serait d'ailleurs absolu-

ment fatal pour celui que je désignerais. C'est au parti de décider, pas à moi », dit-elle.

On aurait tort pourtant de prendre au pied de la lettre son affirmation selon laquelle elle ne veut pas se mêler de sa propre succession. M<sup>re</sup> Thatcher se battra bec et ongles pour barrer la route à M. Heseltine. Elle n'a pas pardonné à celui-ci d'avoir démissionné en plein conseil des minis-

tres, en janvier 1986, parce qu'il était en désaccord avec elle à propos du rachat de la firme d'hélicoptères Westland. C'est la manière autoritaire qu'a M<sup>re</sup> Thatcher de diriger le cabinet qui était en cause. La « Dame de Fer » a apparemment plus adressé la parole à M. Heseltine depuis cette époque.

### Conciliabules secrets

Cette disgrâce n'a pas nui à l'intérêt. L'homme a une incontestable présence, due en partie à un physique avantageux et à une abondante crinière blonde, qui lui a valu le surnom de Tarzan. M. Heseltine a publié deux livres. L'un en faveur de l'Europe, et en préparation un troisième sur le Japon. Il sait surtout parler, et excelle à la tribune des congrès conservateurs... quand on lui donne la parole. M<sup>re</sup> Thatcher ne supporte pas son engagement pro-européen, acquis du temps où il était secrétaire parlementaire de M. Ted Heath, alors premier ministre.

Le malaise actuel, au sein du parti, vient du fait que M<sup>re</sup> Thatcher, considérant que les sondages sont changeants et que de toute façon elle a raison, ne veut absolument pas faire machine arrière à propos de la poll tax. Pendant ce temps les conciliabules secrets vont bon train, les couteaux s'aiguisent et M. Heseltine ne cesse de pousser son avantage.

DOMINIQUE DHOMBRES

## ESPAGNE : battu aux élections à Melilla Le PSOE perd la majorité absolue aux Cortes

MADRID

de notre correspondant

Les socialistes espagnols auront finalement raté d'un cheveu la majorité absolue des sièges aux élections législatives qui ont eu lieu en Espagne... Il y a cinq mois ! Ainsi en ont décidé les électeurs de la ville de Melilla, la petite enclave espagnole sur la côte nord-africaine où une nouvelle consultation avait été organisée, dimanche 25 mars, après l'annulation du premier scrutin qui avait octroyé aux socialistes le seul siège en jeu dans cette circonscription.

Les électeurs de Melilla ont cette fois accordé leurs suffrages à l'opposition de droite. Le Parti populaire, qui a obtenu 56 % des voix, contre 39 % pour les socialistes, semble avoir tiré profit d'une forte polarisation des suffrages en ras-

semblant la presque totalité des voix non socialistes. Tout porte à croire que le scandale qui a récemment affecté le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, dont le frère est accusé de s'être enrichi de manière illicite à l'ombre du pouvoir, a également contribué au revirement de l'électorat de Melilla.

Les socialistes disposent désormais au Parlement de Madrid de 175 sièges sur 350, soit autant que toutes les autres formations réunies. La perte de la majorité absolue ne devrait toutefois pas avoir de conséquences pratiques pour les socialistes, qui devraient pouvoir continuer à gouverner sans grands problèmes. Une alliance de toutes les forces d'opposition de droite comme de gauche est en effet impensable.

THIERRY MALINIAR

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## AFPL

Air France Partworks Leasing N.V.

US\$ 291.400.000  
Crédit

5 Boeing 747-200  
2 Airbus A300-84

Banque Nationale de Paris

Banque Nationale de Paris The Industrial Bank of Japan, Limited Banque Indosuez	Cédite National Westdeutsche Landesbank Girozentrale The Citibank, Limited
Crédit Commercial de France The Sanyo Bank, Limited The Fuji Bank, Limited (Paris Branch) The Mizuho Bank, Limited	Banco di Napoli Banque Internationale à Luxembourg The Mitsubishi Bank, Limited Société Générale
Banque Paribas de Commerce Extérieur Deutsche Leasing AG	Landesbank Schleswig-Holstein The Subitono Bank, Limited (London Branch)

Banque Nationale de Paris

## PROCHE-ORIENT

### Les otages du Liban

## Téhéran évoque de nouvelles conditions pour une éventuelle libération

Le gouvernement iranien a redéfini ses conditions pour contribuer à la libération des dix-sept otages occidentaux du Liban, en demandant à l'Occident d'obtenir, en échange, l'élargissement de musulmans détenus par Israël. Le Téhéran Times, proche du ministre des affaires étrangères, tout en réaffirmant que Téhéran est prêt à « faciliter » la libération des Occidentaux, a appelé, dimanche 25 mars, les pays « attendant l'aide de

l'Iran » à faire pression sur l'Etat hébreu pour qu'il libère « des milliers de musulmans emprisonnés sans motifs ».

Les dirigeants iraniens, apparemment décidés à sortir de la crise des otages, évoquent depuis un mois la possibilité d'un prochain règlement du problème, une attitude critiquée tant par les radicaux iraniens que par certains des groupes terroristes qui, au Liban, détiennent les otages. — (AFP).

### Béni à Tripoli

## Un mini-sommet arabe donne lieu à une rencontre Assad-Moubarak

Officiellement consacré à « l'unité arabe », un mini-sommet regroupant à Tobrouk (dans l'est de la Libye) les dirigeants libyen, égyptien, syrien et soudanais, a donné lieu, samedi 24 mars, à une rencontre en tête à tête des présidents Hosni Moubarak et Hafez el-Assad, la première depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre leurs deux pays, en décembre dernier, après douze ans de rupture.

Selon le quotidien gouvernemental égyptien El-Ahram, l'entretien a essentiellement porté sur l'assainissement des relations entre Damas et Bagdad. Une question que les deux présidents ont décidé de discuter à nouveau lors de leur prochaine rencontre, qui devrait avoir lieu après le mois de ramadan (qui débute le 28 mars), indique encore le journal. Celui-ci, évoquant les interrogations que le sommet de Tobrouk pouvait susciter, assure qu'il ne visait pas à constituer « un nouvel axe au sein du monde arabe ni un nouveau regroupement régional ».

M. Moubarak comme M. Assad ont, en outre, évoqué les bouleversements survenus en Europe de l'Est ainsi que les perspectives communautaires à l'Ouest pour souligner la nécessité de parvenir à « l'unité arabe ». « Les développements historiques dans le monde nous imposent des efforts plus sérieux en vue de parvenir à l'unité, sans laquelle les Arabes ne seront pas heureux », a notamment déclaré le chef d'Etat syrien. Cette réunion à quatre a eu lieu à l'occasion des festivités organisées par le colonel Kadafi pour le vingtième anniversaire de l'évacuation des troupes britanniques de la base aérienne libyenne d'El Azm. — (AFP).

### EN BREF

■ ÉGYPTÉ : arrestation de deux cent seize personnes après les troubles confessionnels. — Le ministre égyptien de l'intérieur, le général Mohammed Abdel Halim Moussa, a annoncé, dimanche 25 mars, l'arrestation de 216 personnes à la suite des troubles confessionnels qui se sont produits au début du mois de mars dans le gouvernorat de Minia, en Haute-Egypte. Le ministre a rejeté la responsabilité de ces incidents sur « les groupes intégristes » et sur « quelques éléments fanatiques parmi les copistes ». Le gouvernorat de Minia a été le théâtre de troubles au cours desquels, notamment, quatre églises et plusieurs pharmacies appartenant à des copistes ont été incendiées. — (AFP).

■ Décès de la veuve de Nasser. — La veuve de Gamal Abdel Nasser, M<sup>re</sup> Tahya Kazem, est décédée au Caire, dimanche 25 mars, à l'âge de soixante-six ans. L'épouse de Nasser — mort en septembre 1970 — ne s'était jamais mêlée à la vie politique et s'était contentée de son rôle de mère de famille. Le président Moubarak ainsi que des membres du gouvernement égyptien pourraient assister aux funérailles, prévues pour lundi. — (Corresp.).

### VOUS ETUDIEZ L'ARABE ? VOUS VOULEZ PROGRESSER PLUS VITE ?

lisez

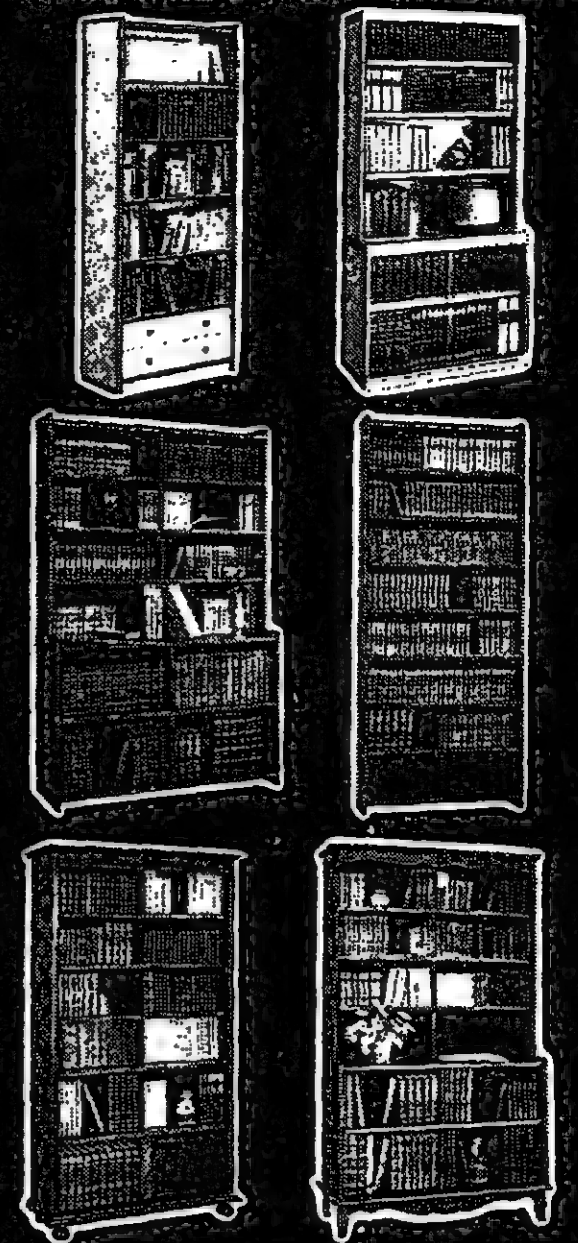
## TEXTARAB

6 numéros par an  
20 pages de textes de différents niveaux, lexique et tournures traduites, cassette disponible avec chaque numéro.  
Spécimen Textarab - 23 Bd Colbert 92160 Antony - (1) 42 37 69 50

## La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX PARIS 14<sup>e</sup>  
ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47  
VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers  
Tél. 39 53 66 09

## Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



## JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



## 14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

### GRATUIT

Vous y trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs et prix.

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

TEL. \_\_\_\_\_

PROFESSION \_\_\_\_\_

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

DU PAR 24 h/24. (1) 43.20.73.33

MO 55



## OCÉANIE

AUSTRALIE : les élections législatives

## Les travaillistes pourraient conserver une courte majorité au Parlement

CANBERRA

de notre correspondant

L'Australie a connu ce week-end le scrutin le plus riche en suspense depuis près de trente ans. Alors que le dénouement se poursuivait lundi 26 mars, et que les résultats officiels ne seront pas proclamés avant plusieurs jours, en raison de la complexité du système électoral, les commentateurs s'accrochent à prédire une victoire à l'arrachée des travaillistes. Si ces prévisions se confirment, M. Bob Hawke se verrait confier un quatrième mandat consécutif, record de longévité pour un chef du Labor.

Les travaillistes se gardent pourtant de tout triomphisme car les résultats ont pour eux un goût amer. Ils enregistrent en effet un recul de 6,6 % par rapport au scrutin de 1987, pourcentage ramené à 2,8 % après distribution des « votes préférentiels ». Le désaveu est particulièrement cinglant dans les États du Victoria et d'Australie occidentale, où se sont conjugués hostilité aux gouvernements travaillistes locaux et protestation contre la politique des taux d'intérêt prohibés de Canberra.

Fort de 86 députés (la majorité est de 75) dans la précédente Chambre des représentants, le Labor est assuré d'en conserver 73. En y ajoutant quelques gains probables parmi les cinq circonscriptions dont le résultat n'est pas encore connu, il obtiendrait la majorité. Mais d'une courte tête.

Du côté de la coalition conservatrice des partis libéral et national, le verdict n'est pas moins douloureux. Leur porte-drapeau, M. Andrew Peacock, avait fait une campagne très professionnelle et les derniers sondages leur avaient donné un moral de gagnant. Mais ils n'ont enlevé que 68 sièges, et, dans le meilleur des cas, peuvent espérer finir à égalité avec les travaillistes.

Ces résultats sont d'autant plus décevants pour M. Peacock, qui s'était déjà incliné devant M. Hawke en 1984, que son parti

libéral n'a commis aucun faux pas. Il s'est même payé le luxe de tailler des croupières aux travaillistes dans la Victoria et enregistre une progression de 1 %. Mais cette bonne tenue n'a pas suffi à compenser le revers subi par son allié, le parti national - porte-parole du monde rural - dont l'audience a fléchi de 3 %. Dans le Queensland, bastion conservateur qui avait basculé l'an dernier dans le camp travailliste, sa déroute est retentissante. Les électeurs ne lui pardonnent pas d'avoir trempé dans de nauséabondes affaires de corruption.

Ce quatrième échec en une décennie pourrait imposer une redistribution des cartes au sein de l'opposition. On parle déjà de la retraite de M. Peacock, un des hommes politiques les plus expérimentés, ainsi que d'une fusion entre libéraux et nationaux. On pourrait alors assister à l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants de droite, partisans d'une politique libérale plus musclée, et baptisés ici « nouvelle droite ».

M. Peacock ne sera certainement pas le seul artisan de la recomposition du paysage politique australien. Le scrutin a confirmé la montée en puissance d'une autre force : les « indépendants », produits de la désaffection de l'électorat envers les partis traditionnels. Ils devraient être deux - dont une écologiste - à faire leur entrée à la Chambre, fait sans précédent depuis un demi-siècle. Leur influence se trouve accrue par l'éloignement de l'avance travailliste.

Portés par la même vague, les démocrates voient leur assise confortée au Sénat, dont on renouvellerait la moitié des sièges. Ils en enlèvent 8 (contre 7 en 1987), loin derrière les travaillistes (30) et les conservateurs (33). Mais ils détachent le pouvoir de faire pencher la balance. Les États-majors devront désormais s'accommoder des troubles.

FRÉDÉRIC BOBIN

## AMÉRIQUES

COLOMBIE : après l'assassinat d'un dirigeant de gauche

## Enquête sur un meurtre sans mobile apparent

Après l'assassinat, jeudi 22 mars, du dirigeant de gauche Bernardo Jaramillo, le ministre colombien de l'Intérieur, M. Carlos Lemos, a annoncé sa démission dimanche en accusant le gouvernement de faiblesse face aux trafiquants de cocaïne. Le président Virgilio Barco a désigné pour le remplacer l'ancien procureur général de la Nation, M. Horacio Serpa, alors que subsistent des incertitudes sur les mobiles du crime perpétré contre Bernardo Jaramillo.

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

Tout va-t-il recommencer ? Les bombes, les assassinats, les voitures piégées ? C'est ce que la Colombie a cru le jour où Bernardo Jaramillo, candidat de la gauche à l'élection présidentielle de mai prochain, est tombé sous les balles d'un sicaire.

C'est ce qu'on laisse entendre les responsables de la sécurité en désignant comme commanditaire de l'assassinat le numéro un du cartel de Medellín, Pablo Escobar. Les généraux qui dirigent l'armée, la police, les services secrets, ont identifié si vite le coupable - quelques heures seulement après le crime, le 22 mars - que leur précipitation a paru suspecte. Pour la première fois sans doute, le général Maza, chef de la sûreté, héros indiscuté de la lutte contre les narco-trafiquants, n'a pas été cru sur parole quand il a pointé son doigt accusateur vers Pablo Escobar. Les rapports des services secrets qui annoncent une reprise de la campagne de terreur ne semblent pas inquiéter outre mesure l'opinion publique. Celle-ci a accusé le coup devant ce nouveau crime. Mais on ne sait aujourd'hui à qui l'imputer, ni s'il est le premier d'une nouvelle série.

Les militants de l'Union patriotique (UP, gauche et communistes), dont Jaramillo était le candidat, s'en prennent aux autorités. Ceux qui ont suivi le cortège funèbre, samedi à Bogota, ont crié à pleine voix. Avant même que le cercueil de bois sorte du Parlement, où avait été veillé la dépouille du dirigeant, les bras s'élevaient, des mouchoirs blancs au bout des doigts.

« Qui l'a assassiné ? Le gouvernement ! » De la place Bolívar au cimetière, les cris étaient les mêmes : le gouvernement est le « bras politique des sicaires », le seul « cartel » coupable dans l'affaire, c'est celui de la présidence.

Vindictes explicables étant donné les massacres systématiques dont l'UP est victime depuis sa fonda-

tion. En quatre ans, en effet, plus d'un millier de ses militants ont été tués et presque tous coupables n'ont été arrêtés. En outre, la veille du meurtre, le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Lemos avait fait des déclarations malencontreuses en accusant l'Union patriotique de complicité avec la guérilla communiste des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). « Il a armé le bras des sicaires », disent les militants communistes. La coïncidence était fâcheuse en effet. Le président Barco a démenti les affirmations de son ministre, qui a démissionné dimanche en accusant le gouvernement de faiblesse face aux trafiquants de cocaïne. L'Union patriotique a sans doute été au départ la branche politique d'un Parti communiste qui pratiquait depuis trente ans la lutte armée. Plusieurs de ses cadres sont venus de la guérilla. Certains y sont retournés. Mais le parti avait pris ses distances avec une activité qui lui semble indaptée aux réalités du pays.

Le démenti de Pablo Escobar

« Lemos l'a désigné. Le sicaire l'a tué ! » Tel est le cri qui courait la foule samedi. Exagération manifeste mais qui recouvrait un sentiment qui a pris corps ces jours derniers : Jaramillo aurait été victime, non de Pablo Escobar, mais d'un groupe paramilitaire lié au trafic de cocaïne, plus ou moins en dissidence avec le parrain numéro un et qui opère dans le nord du pays, au vu et au su de certaines unités de l'armée.

Selon le général Maza, tous les indices convergent vers Pablo Escobar : c'est dans sa zone d'influence, à Medellín, que se trouvent d'un de ses lieutenants, que le sicaire - un adolescent de seize ans - aurait été recruté et entraîné. Les services secrets auraient vu par des écoutes téléphoniques, la veille du meurtre, que Pablo Escobar préparait quelque chose pour le lendemain. Le texte de ces écoutes a été livré à la presse. Il n'a pas été jugé probant.

En outre Escobar a expliqué dans une lettre envoyée au président de l'Union patriotique, M. Diego Montaña, qu'il n'avait aucune raison de faire tuer Jaramillo. Le destinataire de la lettre a trouvé que ses arguments ne manquaient pas d'objectivité. Pourquoi aurais-je fait assassiner un homme qui était considéré par les extrêmes de gauche et de droite comme un homme de dialogue avec eux ? C'est ce que demande en substance Escobar. Quelqu'un « qui j'avais rencontré à plusieurs reprises pour voir avec Rodriguez Gacha comment protéger sa vie » (Rodriguez Gacha était alors le chef mili-

taire du cartel ; il a été abattu par les forces de l'ordre en décembre dernier). Pablo Escobar affirme même qu'au cours de ces rencontres Jaramillo était accompagné de ses gardes du corps, lesquels appartenaient au service du général Maza !

Le président de l'Union patriotique a confirmé ces contacts, ce qui a causé un certain émoi. Comment imaginer, en effet, que le candidat de la gauche à la présidence de la République ait pu voir à plusieurs reprises l'ennemi public numéro un, le chef des commandos qui semblaient alors la terreur, qui plus est pour recevoir de lui des promesses de protection ? M. Diego Montaña a précisé que ces rencontres étaient destinées à chercher une solution pacifique au conflit. Lui-même ne les approuvait pas, mais il en reconnaît l'objectif.

Qui croire cependant ? Le général Maza, quand il impute l'assassinat de Jaramillo à Pablo Escobar, ou celui-ci quand il s'en défend ? Rien des Colombiens estime qu'on ne peut se fier aux affirmations d'un mafioso. Celles-ci ne manquent pas de logique, malgré tout. A qui peut profiter le crime du 22 mars ? A priori pas aux « extraditables », cette organisation du cartel de Medellín qui a annoncé en janvier qu'elle déposait les armes et acceptait de se rendre si elle recevait en échange des garanties - la principale à ses yeux étant la fin des extraditions vers les États-Unis.

Divergences au sein du cartel

Or, depuis que les attentats ont cessé, le président Barco n'a plus extradé personne : dix-sept des narco-trafiquants emprisonnés sont pourtant passibles de cette procédure. Entre le cartel et le gouvernement, un certain *modus vivendi* semblait s'être établi, peut-être à la suite de négociations menées en secret. Le pays avait franchi le cap des élections présidentielles du 11 mars et abordait le scrutin présidentiel de mai prochain dans un climat qu'on aurait presque qualifié de « normal », en dépit de la réactivation de nombreux fronts de guérilla. « La version sur la responsabilité de Pablo Escobar ne me convainc pas », écrit Enrique Santos Calderon, éditeur du quotidien *El Tiempo*, qui explique pourquoi à son avis le cartel de Medellín ne pouvait que souhaiter la poursuite de la trêve.

A moins, à moins que des divergences, voire des dissidences se soient produites au sein du cartel, lequel comptait plusieurs parrains et plusieurs organisations armées. Pablo Escobar commande les groupes de sicaires qui opèrent dans la région de Medellín. Il passe pour

avoir la tête politique, ce qui expliquerait ses tentatives pour arriver à une solution négociée avec le gouvernement. Les mafiosi qui ont succédé à Rodriguez Gacha à la tête des milices armées dans la vallée du Moyen Magdalena et le nord du pays ne sont sans doute pas mus par les mêmes sentiments. On dit que le principal d'entre eux, Fidel Castano, a reconstitué ces derniers mois les équipes de meurs et le réseau de cachettes qui avaient été démantelés par la police.

Très actif dans la zone bananière d'Umba et dans le département de Córdoba, où il a fait comme Rodriguez Gacha, la chasse aux communistes et aux « subversifs » de tous genres, il aurait commandité l'assassinat de Jaramillo et s'opposerait aux ordres d'Escobar, si l'on en croit l'Union patriotique, qui dit tenir ces renseignements des services secrets et qui accuse les garçons militaires d'être complices de la mafia dans les régions du conflit. Une accusation parmi d'autres dans le chassé-croisé de doutes, de suppositions, soulevé par l'assassinat de Bernardo Jaramillo.

CHARLES VANHECKE

■ CUBA : libération de Jose Alfredo Mustelier. - L'un des plus anciens prisonniers de Cuba, dont la peine avait été réduite de vingt-cinq à vingt ans par la Cour suprême et dont l'élargissement avait été annoncé, a été libéré mercredi 21 mars et se trouve chez lui à La Havane, ont indiqué jeudi des membres de sa famille. Agé de quarante-six ans, Jose Alfredo Mustelier a été emprisonné en 1969 pour complicité d'assassinat et de vol d'armes. Les autorités le présentent comme un « contre-révolutionnaire ». - (Reuters)

■ SALVADOR : manifestation pour la paix. - A l'occasion du dixième anniversaire de l'assassinat de Mgr Oscar Arnaldo Romero, archevêque de San-Salvador, plus de 10 000 personnes ont défilé, samedi 24 mars, dans les rues de la capitale salvadorienne pour réclamer la fin de la guerre civile. Les manifestants, qui portaient de grands portraits de Mgr Romero, ont demandé au gouvernement de droits du président Alfredo Cristiani et au Front Farabundo Martí de libération nationale (opposition armée) d'entamer des négociations pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 70 000 morts en dix ans. - (AFP)

## DIPLOMATIE

Les ministres des affaires étrangères européens à Lisbonne

## Le Conseil de l'Europe, un forum à l'échelle du continent ?

Les ministres des affaires étrangères d'Europe occidentale et leurs homologues d'Europe de l'Est se sont rencontrés samedi 24 mars à Lisbonne, à l'initiative du Conseil de l'Europe. Le « nouveau » fut évidemment au centre des préoccupations.

LISBONNE

de notre envoyée spéciale

Ils n'étaient que quatre à manquer à l'appel : trois empêchés mais représentés (Grande-Bretagne, Norvège et URSS) et un non invité (Roumanie). Tous les autres ministres des affaires étrangères européens étaient là, pour la première fois réunis autour d'une même table, entre eux, sans les États-Unis et le Canada qui, d'habitude, sont de la partie, dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) (1).

De cette CSCE, qui depuis les accords d'Helsinki de 1975 travaille à l'élaboration d'un équilibre entre Est et Ouest, il fut beaucoup question : la réflexion sur la nouvelle architecture de l'Europe n'étant qu'au stade du balbutiement, on se parla guère de prospective. Or pour l'instant, la coopération européenne s'effectue dans trois cadres de nature complètement différente : la CSCE, seule des trois à traiter de sécurité, la Communauté européenne - ins-

titution de loin la plus solide, mais qui se peut s'écarter, sous peine de s'écrouler - et le Conseil de l'Europe - organisation, sinon obsoleète, du moins poussiéreuse aux yeux de la plupart des vingt-trois membres (2) - dont le point fort est la défense des droits de l'homme.

Cependant, « cette institution qui dort au bord du Rhin », comme disait non sans raison le général de Gaulle, s'éveille à la faveur des événements. L'idée est d'en faire un forum, au sein duquel les « démocraties naissantes » épongeaient leur soif de reconnaissance. Quatre d'entre elles (Hongrie, Pologne, Yougoslavie et Bulgarie) ont déposé leur candidature d'adhésion. La Tchécoslovaquie a manifesté l'intention de le suivre. Les Soviétiques, qui comme trois autres pays de l'Est disposent déjà d'un statut d'invités spéciaux, sont officiellement sur les rangs : « L'URSS est prête à la plus large coopération avec le Conseil de l'Europe », écrivait le 4 mars dernier M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, dans les *Nouvelles de Mos-*

cou.

La plus réservée des prises de position fut celle de M. Jacques Delors. Le président de la Commission européenne a laissé percer sa mauvaise humeur en évoquant « ceux qui par ignorance de l'histoire ou des pratiques communautaires échafaudent des projets qui voudraient ignorer cet acquis (l'exercice est ignoré par les Douze d'une part de leur souveraineté), cette présence, cette action

de la Communauté ». Autrement dit, M. Delors - qui s'est également montré sceptique à l'égard de la CSCE - craint que la mise sur pied d'un cadre de coopération à l'échelle du continent réduise à néant la Communauté européenne.

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Trente-cinq pays participent à la CSCE : les États-Unis, le Canada, et tous les pays européens, sauf l'Albanie.

(2) Sont membres du Conseil de l'Europe : les douze membres de la Communauté européenne, ceux de l'AELE (les trois pays scandinaves, l'Australie, l'Islande, le Liechtenstein et la Suisse), Chypre, Malte, Saint-Marin et la Turquie.

M. Bernard Lodiot est nommé ambassadeur à Dar es-Salaam

M. Bernard Lodiot a été nommé ambassadeur de France en Tanzanie, en remplacement de M. Georges Vinson, par décret du 22 mars.

Il est en 1941, diplômé de l'école nationale des Langues orientales, M. Bernard Lodiot a été en poste à Yaoundé (1968-1969), à Dar es-Salaam (1971-1975), à Nairobi (1977-1981) et à Harare (1981-1985). Il était sous-directeur pour les Affaires africaines et malgaches à l'administration centrale depuis juillet 1985.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry,  
M<sup>me</sup> André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde  
PUBLCITE  
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télés MONOPUB 266 136 F

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Types LEMONDE  
ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

11, rue Jean-Mamet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-  
muler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
nouveau numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكنا من الاصل



# Ethnologie de l'architecture française

Pendant une semaine, du 26 mars au 1<sup>er</sup> avril,  
une série d'expositions organisées sur tout le territoire vont faire découvrir les nouveaux architectes

La Semaine de l'architecture qui s'ouvre lundi 26 mars est l'occasion pour le public de visiter une exposition grandeur nature de la création contemporaine française. Trente-deux autobus vont sillonner, le 1<sup>er</sup> avril, la capitale pour donner un visage à des noms quelquefois familiers du public, mais que le caractère spécialisé de l'architecture rend d'une aura, injustifiée, d'inaccessibilité. Ils donneront corps à des réalisations parfois entrevues dans les journaux, ou devant lesquelles on passe sans y prêter attention, mais qui sont des jalons importants, quelquefois essentiels de l'architecture actuelle. Une multitude de manifestations diverses donneront sa pleine dimension à cette Semaine.

Une semaine de l'architecture, c'est épatant. Des expositions, des conférences, des expéditions en bus, des sauteries en rafale, des prix, des réceptions, tout cela pour la plus grande gloire de l'architecture. Mais on ne peut pas laisser explorer ce terrain d'aventure sans règle du jeu ni viatique. N'importe, on vous aurait dressé une « carte du Tendre ». Aujourd'hui, dans ce paysage marqué par la loi des marchés, les conflits d'école et les rigueurs des concours, une « carte des durs » paraît mieux appropriée.

Dans l'immense océan de la construction, l'architecture, à mode base, apparaît comme un continent gaillard, dont les pays s'appellent logements, bureaux, industries, écoles et administrations de tout poil. Dans le soleil couchant, tout y est plein de couleurs, de miroirs, de reflets brillants, de verres fumés onctueux, et même, depuis quelques années, d'arabesques en métal pointu, de verdure. A marée haute, cependant, ne s'agit-il qu'une infime partie du paysage, une île, un flot. Et à vrai dire, si l'on parle vraiment d'architecture, au sens que lui donne cette semaine bémol, ce n'est jamais marée basse.

Certes, depuis quelques années, l'île a tendance à s'agrandir sous l'effet de toutes sortes de campagnes d'information, un peu comme la Hollande des polders. Mais tout de même l'essentiel de la production reste en général à barboter dans les marais ordinaires de la production, voire entre deux eaux. Quelques joyeux esprits se sont avisés de faire de la « bonne architecture » qui ressemblerait à de la « mauvaise », une sorte de prolongement lacustre de notre île. Il ne faut pas y prendre garde, car à force de singer la mauvaise, elle finit par en avoir toutes les caractéristiques.

L'île architecturale, si étroite qu'en soit le territoire, est occupée par des peuplades multiples, souvent hostiles les unes aux autres, et même très agressives lorsqu'il s'agit de gagner un concours. Mais tous insérés et leurs origines se croisent et se recomposent à quel mieux mieux. Un peu comme au congrès récent du Parti socialiste. Dans ce qui suit, nous

devons donc considérablement simplifier, au risque de froter la caricature. Cette simplification n'a pour but, bien sûr, que d'aider nos lecteurs à s'orienter. Au reste, un précieux ouvrage vient d'être édité par notre confrère Jacques Lucan, aux Editions du Moniteur, qui donne, avec tout le sérieux voulu, l'histoire et le présent de l'architecture française depuis qu'elle a commencé à émerger du marigot, dans les années 60 (1). Autrement dit, après la mort de Le Corbusier, unique et constante référence des Français pendant quelques années encore, et dont la postérité est loin d'avoir débarrassé le terrain.

L'île architecturale reste donc dominée par cette sorte de pain de sucre du modernisme, que régissent quelques puissants barons, continuateurs et défenseurs d'une construction compacte, mastiquée par les barres. On reconnaît Paul Chemetov, qui a abandonné les banlieues rouges de l'île pour se rapprocher du cœur-fort du pouvoir central : c'est lui qui achève le ministère des finances à Bercy.

On connaît moins bien Cirieli, coqueluche des étudiants, qui passe pour le maître et le plus grand pourvoyeur de disciples dans la mode disciplinaire de l'habitat collectif. Sur les mêmes pentes, Pierre Ribault (l'hôpital Robert-Debré), Gérard Thummes (les abords de la Cité des sciences et de l'industrie), Edith Girard (logements du bassin de La Villette), Yves Lion (la cité judiciaire de Draguignan), ou, faisant cavalier seul, des personnalités sautillantes comme Roland Simouet (le Musée Picasso).

## Mouvements de troupes

Autour de cette montagne « moderne », finalement très stable, d'importants mouvements de troupes ont eu lieu. Les défenseurs de la dimension urbaine d'abord, auxquels la logique aurait dû de promouvoir le plus grand avenir après les décennies des années 50 et 60, forment finalement un village, où l'on ne se paie ni de mots ni d'idées simples, mais où l'on reste probablement pour cela peu nombreux, et où, selon une tradition finalement assez bien établie, on travaille sur la complexité des formes et des espaces. Voir Henri Gaudin (en projet : l'axe de la Musée Rodin, le stade Charité), voici Christian de Portzamparc (la Cité de la musique), voici Catherine Furet (logements à La Courneuve). On leur adjointrait volontiers Antoine Grumbach (équipements pour les logements à Saint-Denis), à une expression minimalistes de l'architecture, raffinée mais discrète derrière son objet (Vallée et Pistre : le siège de la CFTD aux Buttes-Chaumont), à une expression technique brillante (Piano : l'un des architectes de Beaubourg). Les pionniers, sur ce territoire, auront sans doute été Androul et Perret (la tour Toitum, le POPB de Bercy), mais ils donnent aussi la preuve que, à savoir s'adapter aux projets, on finit par s'arranger de n'importe quel projet (les aménagements du CNIT).

Comme toute géographie qui se respecte, l'île architecturale est pleine de reliefs, de cavernes, voire de précipices qui ne collent pas franchement avec ce que l'on croit savoir des mouvements du sol. Par exemple le post-modernisme, sorte de maniérisme enrobé de néo-classicisme, nagait fix monticule dans le désert architectural (Bollé) et qui s'enlise peu à peu dans les marais de la promotion, grouillant de crocodiles municipaux.

D'autres connaissent un sort moins rentable financièrement, mais plus satisfaisant intellectuellement : Bernard Huet s'est sacré dans l'histoire (aménagement des bassins de



Le ministère des finances à Bercy de Paul Chemetov et Boris Händobro

La Villette), Stanislas Fiszer, à force d'hésiter, est devenu un as du collage (CARAN, près des Archives) ; Alain Seriani, autre hésitant notoire, était à peine entré dans ce paragraphe (gymnase les Régales à Savigny) qu'il est entré dans le suivant (projet de concours de Séville). Il faut dire que ce paragraphe est instable, car c'est celui des vainqueurs du moment. On se sait pas vraiment d'où ils sont venus, ni où ils ont débarré. On connaît le nom de leur chef, Jean Nouvel (l'Institut du monde arabe, et quelques concours en attente). Pas une revue d'architecture qui ne comporte chaque mois son article sur Nouvel, pas un écho mondain qui ne précise s'il était présent ou non à telle fête, s'il fréquentait ou non tel salon ou telle boîte branchée. Autour de lui, une garde rapprochée, un « fan club » composé notamment de journalistes, dont l'enthousiasme a fait tourner l'opinion critique, et d'architectes, ravis de se trouver tout à la fois un maître à penser et une recette pour les concours.

C'est que Jean Nouvel, outre un incontestable talent d'architecte, une forte imagination et un sens aigu des relations publiques, a un véritable génie : celui de proposer, pour chaque concours ou chaque consultation, le projet le plus impossible à

réaliser, le plus inattendu sur le plan fonctionnel, le plus brutal sur le plan formel. Depuis peu, les peuplades d'architectes qu'il a amenées avec lui sur l'île se sont trouvées un théoricien beaucoup plus radical dans sa manière de penser l'incongru, mais dont la langue de bois fait merveille pour évangéliser les visiteurs de l'île en manque de gourou et les maires progressistes en quête de modernité — c'est lui qui doit remodeler le quartier de la Gare à Lille. Du coup, Nouvel prend l'allure d'un artisan raisonnable, même lorsqu'il propose la tour sans fin de la Défense.

## Les barbares et le lacustre

Les barbares arrivent toujours par vagues. Un nouveau groupe dont le chef de file s'appelle sans doute Dominique Perrault (l'ESIEE à Marne-la-Vallée, la future Bibliothèque de France) a débarqué sur l'île, après un long croc-jour par l'Amérique. Avec pour emblème la pyramide de Pei au Louvre, ils envahissent notre petite île de grands objets (en principe transparents). Habiles à saisir le vent de la mode, qui souffle assez violemment ces temps-ci sur l'île architecturale, ils n'ont guère eu de mal à s'imposer comme les nouveaux maîtres. L'année : le concours pour le Centre de conférences internationales du quai Branly, gagné par Francis Soler (voir le Monde daté 25-26 mars) devant Nouvel en particulier. Ils sont assez diplomates, pacifistes facilement avec les premiers colons de l'île, et ont vite fait de séduire le petit peuple des arbitres qui régissent les concours, espèce parasite de l'île architecturale, mais qui passe pour nécessaire à son équilibre écologique. Le chef des arbitres s'appelle Joseph Beilmon, un ancien directeur de l'architecture, mais il y en a d'autres, comme Christian Dupavillon, et quelques grands manitous éclairés, qui, pour rien au monde ne rateront un jury. Robert Lion, de la Caisse des dépôts et consignations, par exemple.

N'oublions pas notre lacustre, Roland Castro, et du collage et de la provocation, aussi peu convaincant comme architecte qu'il est clairvoyant sur la ville. Sur ses pilotis, à une enclavure de notre île, il se sent aussi à l'aise avec les grands sautres de la promotion (on le voit désormais partout à la Défense aux côtés de la SARL), qu'il l'est avec les divinités tutélaires de notre île (il passe pour être ou avoir été le conseiller préféré de François Mitterrand).

FREDERIC EDELMANN

(1) Jacques Lucan, France, architecture 1965-1988, Edita Moniteur, 204 p., 330 F.

## Leçons de choses

Manifestations pédagogiques pour néophytes curieux

Regardez donc autour de vous ! Si la Semaine de l'architecture adoptait une devise, ce serait celle-ci. En dix ans, les Français a peu à peu levé le nez du trottoir. Ils ont découvert les pierres et les lignes de son quotidien. Qu'il ait aimé ou détesté les grands projets de la décennie, l'essentiel est qu'il les ait vus.

Les architectes ont saisi la balle au bond et ont lancé une vaste opération de charme. Petite sœur des Mille Jours de l'architecture, lancée en 1981, ou du FIFARC, cette Semaine sera émaillée de dizaines d'expositions en France pour mieux faire connaître la profession et ses réalisations : les Jeux olympiques ou le design, à Grenoble ; villes vues d'Europe, à Bordeaux notamment. Paris, présentera les projets pour le pavillon français de l'Exposition universelle de Séville, ou une exposition sur les lieux d'architecture européenne et accueillera la troisième biennale « Architectures publiques » et s'ouvrira un festival de cinéma architecture et polar les 28 et 29 mars : avec le Troisième Homme, de Carol Reed, Panique dans la rue, d'Elia Kazan, ou les Portes de la nuit, de Marcel Carné.

Paris sera, cette année encore, sillonné par des drôles de tour-opérateurs : trente-deux autobus « pilotes » par un architecte selon un thème de son choix. Roland Castro évitera tous les monuments ; Jean Nouvel s'attachera aux bords de la Seine, Philippe Robert grimpera sur les sommets, pour voir Paris d'en haut ; Sylvie Puissant fera, quant à elle, le tour des murs peints.

La plupart de ces professeurs d'un jour ne se sont pas fait prier. Dominique Perrault, l'architecte de la T.G.B. se baladera dans le quartier de Bercy, où s'installera la Bibliothèque de France : « C'est une façon de porter un nouveau regard sur un site mal connu, mal

aimé. L'an dernier, j'étais sur le périphérique, synonyme d'embouteillages et d'attentes interminables. Nous l'avons redécouvert. » C'est un plaisir de dialoguer avec des néophytes. Cela nous sort de notre univers professionnel, confie Franck Thurnauer, qui conduira ses ouvillages à La Villette, où il vient de terminer un grand projet de logements. Paul Chemetov a choisi les politiques d'urbanisme de la région parisienne. « J'aurais préféré un dirigeable pour survoler la ville ! Nous irons finalement du sous-sol des Halles, à la Vidéothèque pour découvrir des documentaires sur ce thème qui sont parfois édifiants », explique l'architecte de la Vidéothèque. Pour Franck Ham-montagne, qui mijote une surprise, la promenade est un exercice. La Semaine nationale de l'architecture en remontrera aussi aux maîtres.

**BÉNÉDICTE MATHIEU**  
— Réservation obligatoire pour les bus à la Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, Paris-16<sup>e</sup>. Retrait des billets (gratuits) du 27 au 31 mars, de 10 heures à 18 heures.

— Lieux d'architecture européenne. Du 27 mars au 28 avril. Maison de l'architecture.

— Projets pour le pavillon de la France à l'Exposition universelle de Séville. Institut français d'architecture (IFA), 6 bis, rue de Tournon, Paris-6<sup>e</sup>. Jusqu'au 7 avril.

— Projet Euralille de Rem Koolhaas. IFA. Jusqu'au 3 juin.

— Troisième biennale « Architectures publiques ». Centre Georges-Pompidou. Du 28 mars au 7 mai.

— Métropoles 90 et Murs peints. Pavillon de l'Arsenal, 21, bd Mordant, Paris-4<sup>e</sup>. Jusqu'au 5 juin.

— L'architecture et les architectes à la Vidéothèque de Paris. Forum des Halles. Porte Saint-Eustache. Le 31 mars.

— Architecture et polar. Mac-Mahon. Les 28 et 29 mars. Tél. : 43-29-79-93.

— Renseignements. Tél. : 40-70-00-77 ou 45-63-41-40.

## Un autre Molière...



Ce premier roman d'Alain Absire depuis *L'Egal de Dieu* (Prix Fémina), nous donne un Molière débarrassé de sa légende, homme de son temps et du nôtre.



Un vol. 352 pages, 98 F

Calmann-Lévy



## La Sapritch

Alice Sapritch est morte le 24 mars à la suite d'un malaise respiratoire. Elle était âgée de soixante-treize ans

Un long fume-cigarette la précédait en tous lieux, elle portait des turbans compliqués et affichait des languettes orientales. Mais sa voix, sa présence, étaient d'une force tellurique. Elle aura trouvé la gloire en incarnant sans avarice des femmes méchantes. De la mère Mac-Miche à la Folcoche de l'opéra du poing, de la cousine Bette à Marie Besnard.

Depuis longtemps elle n'avait plus peur de rien, la Sapritch. Sur tout pas d'elle-même, sans doute elle avait eu bien du mal à aimer. « Je suis une star », répé-

tail-elle comme une évidence inéluctable. Et c'était vrai. Une star en tout cas pour un immense public populaire conquis à la télévision, que rejoignaient son extravagance hiératique et son franc-parler, sa capacité plus qu'estimable à jouer en permanence à la radio, à la ville, à la terrasse du Café de Flore, son propre personnage.

Cible complaisante des chansonniers, Alice Sapritch, qui avait trouvé en Thierry Le Luron mieux qu'un imitateur, un miroir de poche, a porté très haut un art

quasi suicidaire : la confusion des genres. Sa carrière ressemble à un cadavre exquis. Indifféremment dubuge strip-teaseuse chez Gérard Oury ou héroïne balzacienne, elle défendait avec la même vigueur pathétique les qualités d'un grand texte et les vertus de Jex Four.

On lui prêtait une cour, mais depuis quelque temps, plus de regrets que de projets semblaient lui faire escorte. Même son humour meurtrier n'aurait pas été assez fort contre l'ultime solitude.

DANIEL HEYMANN

## Tous les rôles

Alice Sapritch naît à Istanbul, d'une famille arménienne, le 29 juillet 1916. Son père est un joueur invétéré. A treize ans, elle est à Bruxelles, avec sa famille. A seize ans, elle vient seule à Paris, décide d'être actrice, suit les cours de René Simon, puis entre au Conservatoire où elle croise Gérard Oury, Maria Casares, Jacques Charon, Sophie Desmarets. Elle fait ses débuts au théâtre, se fixe, très vite, à Saint-Germain-des-Près, rencontre au début de l'Occupation un avocat grand-bourgeois, Guillaume Hanoteau, qui sera son compagnon jusqu'à la fin des années 60.

Hanoteau a quitté le barreau, devient reporter à Paris-Match, écrivain, auteur dramatique. Travailleur obstiné, Alice Sapritch vit dans son ombre, n'arrive pas à s'imposer de 1959 jusqu'à ce jour, où elle interprète à la télévision d'Alger la pièce de Pirandello, *Chacun sa vie*. André Frank, chef du service des émissions dramatiques à l'ORTF, la remarque. C'est lui qui donne le coup de pouce décisif à sa carrière. Alice Sapritch se fait connaître à la télévision française avec *Le Lien* de Strasberg, un rôle dans le feuilleton *Janique Aimée* et son interprétation dans *La Vie que le ciel donne*, de Pirandello. En 1962, à l'âge mûr, elle est célèbre. C'est l'époque des adaptations littéraires de prestige.

Alice Sapritch paraît, en vedette, dans *Les Bonheurs* de Henry James, adapté par Jean-Louis Curtis et réalisé par Yves-André Hubert, triomphe dans *Tous ceux*

qui tombent de Beckett, mis en scène par Michel Mitrani (1963), la Cousine Bette d'après Balzac (adaptation Jean-Louis Bory, réalisation Yves-André Hubert, 1964), *Destins*, d'après François Mauriac (adaptation Jean-Louis Curtis, réalisation Pierre Cardinal, 1965), Jean-Louis Bory adapte pour elle *Mathilde* d'Eugène Sue (réalisation Georges Lacombe, 1967), la *Bonifas* de Jacques de Lacretelle (réalisation Pierre Cardinal, 1968), *Figère au poing* d'Hervé Bazin (réalisation Pierre Cardinal, 1971), où elle fait frémir la France entière en incarnant la terrible « Folcoche ». Au cinéma elle a été la mégère Frochard dans *Les Deux Orphelins* de Riccardo Freda (1965).

Désireuse de montrer qu'elle n'est pas faite seulement pour jouer les femmes dominatrices ou frustrées, elle effectue en 1971 une performance comique dans la *Folie des grandeurs* de Gérard Oury. Jérôme Savary utilise son tempérament comique sur scène dans *Super Dupont*, mais c'est dans les

rôles dramatiques à la télévision qu'elle retrouve son public : les *Jardins secrets* de Jean Marbœuf (d'après un roman de Jean-Jacques Gautier, adapté par Bory, 1979), *Une mère russe* d'après le roman d'Alain Bosquet (réalisation Michel Mitrani, 1981), le *Cri de la chouette* d'après Hervé Bazin (adaptation Jean-Louis Curtis, réalisation Yves-André Hubert, 1985). Littéraire exemplaire : Alice Sapritch a eu ses auteurs et ses réalisateurs. En 1987, elle retrouve Pierre Cardinal pour une *Phédre*, de Racine, tournée au Maroc (rôle d'Ononoe). Et c'est avec Yves-André Hubert qu'elle connaît ses derniers grands succès : *L'Affaire Marie Besnard* (1986) et *Catherine de Médicis* (1989).

Alice Sapritch avait publié deux livres : *Alice*, autobiographie mi-réaliste (la Table ronde, 1972) et *Femme-publique, ma vérité*, recueil de souvenirs émouvant et sans complaisance (Plon, 1986). Elle allait publier en mai *Je vais tout dire*, aux éditions Ramsay/Pauvert.

JACQUES SICLIER

## TÉMOIGNAGE

### Une grande gourmande

par Jérôme Savary

ALICE est morte, elle aura bien vécu. Un jour qu'elle était invitée à l'Elysée pour fêter l'investiture de notre président, un jeune prince de la culture pose sa tête sur son épaule, et, les yeux embués, lui dit : « C'est merveilleux, Alice, quel grand jour ! Je suis bouleversé d'être là ! Pas toi ? » Oh moi, tu sais, chéri chéri, répond Alice de sa voix inimitable, *ils m'ont tous invités, alors !* Et elle tire de son sac en croco trois cartons d'invitation. « Regarde, chéri chéri, De Gaulle, Pompidou, Giscard... Ils ne pouvaient pas se passer de moi... Quand ils avaient une soirée emmerdante, ils m'invitaient à leur table pour que je les fasse rire. Il paraît que je faisais les gens... »

Les gens riaient d'Alice, c'était devenu une tradition. Ça n'était pas toujours d'un grand raffinement. Ils se permettaient avec elle ce qu'ils n'auraient osé avec personne d'autre. Elle n'en avait cure, ou plutôt, parce qu'elle était une grande dame, elle faisait semblant. Elle connaissait tout la race humaine pour s'amourir de ses

vulgarités. Elle se contentait de rester impassible derrière son sourire de princesse égyptienne et d'observer de ses grands yeux profonds l'agitation des hommes.

Alice était une grande actrice et une grande professionnelle. Elle aimait sincèrement les artistes et était capable de tous les combats pour les défendre, qu'ils soient célèbres ou inconnus. Elle était fidèle en amitié et redoutable en raillerie quand elle avait affaire à des imbéciles. Alice était une grande amoureuse et une grande gourmande. Il fallait la voir manger à pleines mains les « petits rougets au basilic » qu'elle affectionnait tout particulièrement, puis rire à gorge déployée quand on lui racontait une de ces histoires « de cul » qu'elle aimait tant parce que, disait-elle, « ça nous rappelle la relativité de toute gestion ».

On ne dira plus de toi, Alice. C'est à ton tour, maintenant, de rire des hommes.

« Les francs-maçons, 16 millions dans le monde, vous en entendez souvent parler, en bien ou en mal, mais rarement de leur objectif »

« Notre histoire vous les présente et raconte leur histoire : »

« D'où viennent-ils ? »

« Quels sont leurs fondateurs ? »

« Quels sont leurs croyances, leurs rites, leur organisation ? »

« Que signifient leurs symboles ? »

« Leur rôle et leur influence dans le monde. »

« Mais encore : Les loges féminines, Les loges en pays islamique »

« Les rapports des franc-maçons avec les catholiques les juifs les musulmans etc »

## UN NUMERO EXCEPTIONNEL de NOTRE HISTOIRE LA FRANC-MAÇONNERIE



Une grande enquête historique de NOTRE HISTOIRE,

réalisée avec des historiens et des spécialistes français, espagnols, italiens, belges.

A ne pas manquer chez votre marchand de journaux, dès le 25 mars, ou sur commande à NOTRE HISTOIRE,

VPC, 163, bd Malesherbes.

75017 PARIS

## DANSE

### Dans les brumes du lac

Le Ballet du Kirov soufflant le chaud et le froid - une *Giselle* ravissante, poétique, émouvante, une *Belle au bois dormant* lugubre, kitsch, érotique - on se demandait où allait se situer le *Lac des cygnes* sur cette échelle agitée. Réponse à mi-chemin. On nous promettait une présentation de la version Sergueïev « rénovée » par Oleg Vinogradov : en fait, ce coup de notation a eu lieu en 1982, ce *Lac* est donc en tous points conforme à celui que nous montrait le Kirov lors de sa dernière visite, il y a deux ans (le Monde du 22 décembre 1987), et il appelle les mêmes commentaires.

Son atout principal demeure le corps de ballet, surtout dans le troisième acte, l'acte « blanc ». Brèves esquisses épiques, rigoureuses, cossues délicatement posées, les cygnes du Kirov dégagent une poésie et restent parmi les plus beaux qu'on puisse voir actuellement au monde. L'autre plateau de la balance, hélas, est chargé. Les décors du premier et du troisième acte sont un peu poussiéreux (celui du lac, agrémenté de brumes effacées, se défend mieux), les costumes pas fameux. Le bouffon-joker n'a vraiment pas la tête de l'emploi, l'humour des scènes du précepteur n'est pas des plus légers.

Seule Elena Pankova, dans le pas de trois du premier acte, nous tire un instant de notre torpéur par sa vivacité et sa grâce précise, mais ses partenaires André Garboux et Irina Tchistakova ne tendent pas leurs pieds. Altina Assymouratova est loin de nous donner ici l'émotion qu'elle nous donnait en *Giselle*. Comme trop souvent dans les grands ballets classiques, et pas seulement au Kirov, des détails dramaturgiques agacent, qui malmènent la vraisemblance. Les entrées et les sorties répondent davantage à la commodité des solistes qu'à la logique. Dans l'acte II, le prince fait mine de chercher Odette, avec laquelle il s'est égaré cinq minutes avant. L'arrivée d'Odette et de l'enchantement Rothbart, à l'acte III, se produit beaucoup trop tôt (avant les danses espagnoles, polonoises, etc.) et manque de théâtralité : Odette file aussitôt en coulisses avec le prince. Quoi faire ? A quoi rime ensuite sa grande scène de séduction si le prince est déjà conquis ? Le finale est un peu ridicule : le prince arrache une aile à Rothbart et le vilain en meurt curieusement, après quelques convulsions.

On l'a déjà dit, on le répète : des metteurs en scène de théâtre devraient faire venir du bouche-à-bouche aux grands ballets du répertoire, comme ils l'ont fait pour l'opéra.

SYLVIE DE NUSSAC

Palais des congrès, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

## DISQUES

### Les peaux du caméléon

David Bowie : *Changesbowie* (Sound and Vision/EMI).

Il était impossible de trouver sur CD les albums que David Bowie avait enregistrés pour RCA. A la suite de négociations qui n'intéresseront que les étudiants en droit américain, c'est EMI, actuelle maison de disque du chanteur, qui éditera sa discographie à l'usage des lecteurs lasers. Avant de passer aux choses sérieuses, et pour coïncider avec sa tournée *Sound and Vision*, voici *Changesbowie*, en un seul mot et dix-huit titres, une compilation sans nouveautés (à part un remix de *Fame*), bien instructive quand même dans ce qu'elle révèle de l'image que l'artiste aimerait laisser à la postérité.

Sur seize albums et des dizaines de singles, dix-huit titres seulement, de *Space Oddity*, tube gadget qui avait précédé la naissance de la star de quelques années, à *Blue Jean*, petite chose délicate extraite du dernier effort exsangue du dandy avant sa mutation éclair en rocker de garage, à la *Tête de Tin Machine*.

Entre les deux, un parcours aussi prévisible que celui d'un golf miniature, le merveilleux *John I'm Only Dancing* et le bestial *Jean Genie* avec *Suffragette City* et *Ziggy Stardust* pour rappeler les paillettes, les robes, le rimmel et le retour de la violence et du sexe dans le rock après les années d'as-

ciées passées en dévotions au Pink Floyd.

Et aussi *Rebel Rebel*, enregistré en 1974, juste après *Goin' to the Sun*, acte de décès créatif des Rolling Stones, trois minutes qui suffisent à Bowie pour montrer à Jagger comment faire du Jagger sans se ridiculiser.

C'est ensuite, de 1975 à 1980, que viennent les incarnations instantanées, le mini-dictateur fascinant qui cède la place à l'esthète Mitteleuropa exilé à Berlin, qui lui-même ne ressemble que de très loin au chanteur de soul synthétique qui lui a précédé. Cette période ne peut pas tenir en six chansons, et pour qu'on fasse écouter des choses dures à entendre, les disques de *Low* ou les excursions orientales de *Lodger*, et glèber ainsi les chances de la compilation ?

Sans prendre de risque, *Changesbowie* se clot sur trois titres : *Let's Dance*, le retour du dandy blond, tel que le lieutenant japonais le formait dans *Fury*, avant la coda désolée de *Blue Jean*.

Mais l'essentiel du travail est accompli, seule reste l'envie de tout retrouver de Bowie, surtout ce qui n'est pas sur le disque.

THOMAS SOTINEL

## Marketing façon Deutsche Grammophon

Ludwig van Beethoven : *Symphonie n° 9, solistes vocaux, chœurs et orchestre, Leonard Bernstein (direction)*. Un disque compact Deutsche Grammophon 429 881-2. Edition limitée et numérotée à douze mille exemplaires, réservée au marché français.

On trouve tout chez Deutsche Grammophon. Les enregistrements du jeune Karajan fraîchement inscrit au parti nazi et sa *Messe du couronnement*, de Mozart, sur le même CD qu'une tournée du pays en direct du Vatican, les concerts publics de Furtwängler captés par la Reichsrundfunk entre 1942 et 1944, dans une Philharmonie de Berlin ornée d'effigies nazis et une *Neuvième Symphonie* de Beethoven enregistrée le 25 décembre dernier, à Berlin-Est, par Leonard Bernstein dirigeant des solistes, des chœurs et un orchestre formés d'artistes allemands, américains, soviétiques, britanniques et français réunis pour fêter la chute du mur (1).

Peu importe que cette interprétation de la *Neuvième* soit oubliée musicalement. Peu importe que l'on ait jugé bon de rebaptiser *l'Ode à la joie*, de Schiller, *Ode à la liberté*. Peu importe que la prise de son soit moyenne. Peu importe que cette *Neuvième* ait été commercialisée.

Le morceau de mur authentifié par notaire, inclus dans le boîtier, doit être une incitation suffisante à l'achat. Comment ne pas repenser ce marketing qui cherche à tirer profit de tout, du bonheur comme de la misère humaine.

ALAIN LONPECH

(1) Avec June Anderson, Sarah Walker, Klaus Knapik, Jan-Hendrik Rootering, les Chœurs de la Radio bavaroise, des membres des chœurs de la Radio de Berlin (RDA), et un chœur d'enfants de la Philharmonie de Dresde, l'Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, des orchestres de l'Union Soviétique, de Leningrad, symphonie de Londres et philharmonie de New-York.

## EDITION

### Le papier du futur

Une opération de sensibilisation à la conservation des ouvrages imprimés à l'occasion du Salon du livre

Le livre produit périssable : les bibliothèques, lieu d'une fausse éternité, d'une lente mais inéluctable dégradation... la stabilité et la permanence des ouvrages imprimés ne sont qu'un leurre au regard de l'autodestruction qui, invisiblement, les travaille.

Temple de toutes les floraisons éditoriales, le Salon du livre est une excellente occasion pour attirer l'attention sur une réalité largement négligée par la plupart des acteurs, de l'éditeur au lecteur.

Commandé par le Centre national des livres (CNL), le rapport de Bernard Pras et Luc Marmonnier, intitulé « Du papier pour l'éternité » et qui rend public au cours de la manifestation du Grand Palais, ne se contente pas de mettre en lumière une situation dramatiquement simple : il propose des moyens également simples, semble-t-il, pour y remédier.

Simple, la réalité du livre moderne l'est assurément : depuis 1850, la composition du papier s'est modifiée. Devant l'accroissement de la production, les papiers sont passés du chanvre et du lin à d'autres matières premières, le bois en particulier. La fabrication en milieu acide et l'utilisation d'une substance chlorée accélèrent la dégradation du papier : il devient fragile, se casse, s'effrite. On peut facilement le constater sur les livres ou les imprimés publiés il y a à peine plus de cent ans.

Evidemment sensible à cette situation, la Bibliothèque nationale a commencé en 1987 une campagne de désacidification de ses ouvrages au rythme de 80 000 par an. Il faudra une cinquantaine d'années pour traiter les quatre ou cinq millions de livres publiés entre 1850 et 1950. De plus, les

résultats de cette mesure extrêmement coûteuse ne sont pas absolument garantis.

C'est, bien sûr, en amont qu'il faut agir dans la fabrication du papier dont les imprimeurs se servent pour la confection des livres. Des pays comme les Etats-Unis ou la Finlande l'ont déjà compris.

### Echapper à l'autodestruction

A la différence du papier couramment produit, le papier permanent - notion qui recouvre en fait des réalités différentes, les normes de permanence n'étant pas encore fixées en France - résulte de l'utilisation d'une pâte à papier chimique fabriquée en « milieu neutre », c'est-à-dire non acide et débarrassée au maximum des constituants non celluloseux. Le papier ainsi obtenu échappe à l'auto-déstruction rapide et assure une longévité accrue.

Sans entrer dans le détail des données techniques et économiques, que le rapport du CNL présente fort clairement, on peut avancer que la production de papier permanent ne se heurte à aucun obstacle majeur. S'y heurte si peu que non seulement une large part de l'industrie papetière est à même de produire du papier permanent ou le produit déjà, mais également que ce type de papier est déjà utilisé pour certains livres. Que les éditeurs le sachent ou non, la Bibliothèque nationale a déjà commencé à l'utiliser. Ainsi, la dernière édition de *l'Encyclopædia Universalis* ou de certains beaux livres publiés par l'imprimerie nationale.

Le vrai problème est ailleurs et le titre donné à la conclusion du rapport en donne la clé : « Stimu-

ler l'offre et susciter la demande ». Les pouvoirs publics ont, à cet égard, à jouer leur rôle : par exemple, en bonifiant l'aide aux éditeurs qui songeraient à utiliser le papier permanent et, surtout, en favorisant la publication selon cette technique de documents et ouvrages issus de leurs propres services.

Du côté de la demande, l'information et la sensibilisation des lecteurs, du côté de l'offre, qui sera entraînée par un développement de la demande, une concertation et une aide éventuelle à l'industrie papetière afin de favoriser sa mutation dans ce domaine : c'est moins, comme on le voit, d'une révolution que d'une évolution et d'une prise de conscience qu'il s'agit.

D'ores et déjà, les responsables de la future Grande Bibliothèque de France réfléchissent au problème, et les actes du colloque de 1989 comme les travaux à venir de l'établissement public de la Bibliothèque de France, dont l'Institut Mémoire de l'édition contemporaine (IMEC) assure la publication, sont produits sur papier permanent. Comme l'écrit M. Jack Laag dans sa préface au rapport du CNL, il s'agit avant tout de bien prendre conscience que la sauvegarde et la transmission des « monuments de la pensée humaine » relèvent de la responsabilité de tous.

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) *Du papier pour l'éternité*, l'avenir du papier permanent en France, éditions du Cercle de la librairie, 134 p., 80 F. (Ce livre, comme il est naturel, est imprimé sur papier permanent fabriqué par les papeteries Canson et Montgolfier.)

صلى الله عليه وسلم



## RELIGIONS

Un accord entre les principales associations

## Les musulmans de France vont décider ensemble des dates du ramadan

L'organisation de la communauté musulmane progresse en France. Réunies samedi 24 mars à la Mosquée de Paris, des associations hier rivales (Fédération nationale des musulmans de France, Union des organisations islamiques de France, Bureau de la Ligue islamique à Paris, etc.) ainsi que plusieurs imams se sont mis d'accord, pour la première fois, sur la détermination de l'heure du début et de la fin du ramadan. Celle-ci était un sujet traditionnel de surenchère et de discorde entre les associations islamiques, chacune suivant le calendrier de son pays d'origine.

« Ouvertes à des compétences extérieures », vont se mettre en place. S'exprimant devant l'Association des journalistes de l'information religieuse, mercredi 21 mars, M. Pierre Joux avait exprimé sa confiance en ces « hommes qui comptent par leur connaissance de l'islam et son rôle dans le monde musulman ». Il a déploré l'« ignorance » à propos de l'islam, ajoutant que celle-ci était responsable du « racisme anti-arabe » qui règne en France. A propos de l'intégration de l'islam, le ministre de l'Intérieur a affirmé : « Je suis optimiste à moyen et long terme. L'intégrisme musulman est un phénomène récent et, je crois, passager. »

H. T.

## Jean-Paul II rend hommage à Michel-Ange

Le pape a inauguré, samedi 24 mars au Vatican, une exposition consacrée à la restauration de la voûte de la chapelle Sixtine. Dix ans de travaux ont permis de restituer l'éclat de la fresque de Michel-Ange, ternie par quatre siècles de crasse et de fumée. La dernière phase de la restauration, qui prendra encore quelques années, est consacrée à l'œuvre la plus achevée de Michel-Ange, le Jugement dernier.

Jean-Paul II a rendu hommage à « l'art de Michel-Ange, message à la fois humain et chrétien, méditation intense sur la Révélation, de la création du monde au retour final du Christ ». Les voiles que Daniel de Volterra dut rajouter, pour raisons de pudeur, aux nus de Michel-Ange sont toujours en place : la peinture a pénétré dans le support mural, ce qui, selon les spécialistes, interdit toute retouche permettant de restituer l'original. Cette exposition durera jusqu'au 10 juillet.

La crise de l'Eglise d'Angleterre

## Mgr Runcie, archevêque de Cantorbéry, démissionnera dès janvier 1991

Mgr Robert Runcie, cent deuxième archevêque de Cantorbéry, a annoncé dimanche 25 mars qu'il avait donné sa démission à la reine Elizabeth, chef de l'Eglise anglicane. Cette décision prendra effet le 31 janvier 1991. Le primat de l'Eglise d'Angleterre avait dû normalement partir à la retraite le 2 octobre 1991 à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Il a préféré démissionner cette échéance pour laisser le temps d'assurer sa succession, alors que l'Eglise d'Angleterre connaît une crise grave à propos de l'ordination des femmes et ne cesse de perdre des fidèles.

LONDRES

de notre correspondant

Mgr Runcie a choisi le dixième anniversaire de son intronisation pour rendre publique la date de son départ. Une commission formée de deux évêques, six membres du Synode (le Parlement de l'Eglise anglicane) et un laïc nommé par le premier ministre devra fournir deux ans à Mgr Margaret Thatcher, qui en reconduira un à la reine. Tel est l'étonnant processus de désignation du futur primat, conforme au statut d'Eglise reconnue de la religion anglicane.

Mme Thatcher, bien qu'elle soit elle-même méthodiste de naissance et de conviction et seulement convertie à l'anglicanisme du fait de son mariage, a donc son mot à dire dans cette nomination. Elle n'aime guère Mgr Runcie, à qui elle n'a jamais pardonné ses refus de la soutenir lors de la guerre des Malouines, et va s'efforcer de lui

trouver un successeur moins critique à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement conservateur. Mgr Runcie avait dénoncé cette politique comme favorisant l'éclosion d'une « société pharisaïque ». Mme Thatcher avait de son côté jugé « marxiste » le rapport du primat sur « la Foi dans la ville » qui présentait un tableau inquiétant de la situation des citadins les plus pauvres.

Mgr Runcie n'a pas de successeur évident. Mgr John Habgood, archevêque d'York, a fait savoir qu'il était trop vieux pour cette charge. Parmi les candidats possibles, figurent les évêques d'Oxford, Liverpool, Chester, Winchester et St Albans, ainsi que le primat de la petite Eglise anglicane d'Irlande, Mgr Robin Eames.

## Eviter un schisme

Le bilan des dix années de Mgr Runcie au palais de Lambeth, résidence depuis sept siècles du primat de l'Eglise d'Angleterre, est controversé. Celui-ci a jusqu'à présent réussi, par son art du compromis, à éviter un schisme à propos de l'ordination des femmes, alors qu'un certain nombre d'évêques étaient prêts à le provoquer plutôt qu'à accepter cette innovation inacceptable selon eux. De manière très britannique, il a invité les uns et les autres à se mettre au moins d'accord sur le fait qu'ils étaient provisoirement incapables de s'entendre et à attendre que la situation se clarifie. Cet attentisme, non dénué de chaleur et d'humour, a fait merveille en juillet 1988 lors de la conférence de Lambeth qui réunissait les dix ans les évêques et les principaux responsables de la communion anglicane à travers le monde, représentant soixante-dix millions de fidèles.

Mais cet esprit de conciliation lui a attiré les foudres des théolo-

giens traditionalistes, qui lui reprochent son flux artistique en matière de dogme. L'un d'eux, le Dr Bennett, s'est donné la mort en décembre 1987 après avoir violemment attaqué dans un texte anonyme le « libéralisme mou » de l'archevêque de Cantorbéry. L'anglicanisme est parcouru de courants très divers, comme en témoignent l'affirmation, en mars 1989, par l'évêque de Durham, Mgr Jenkins, que la résurrection du Christ devait s'entendre au sens spirituel et non pas physique.

Mgr Runcie avait lui-même déclenché une polémique en déclarant en septembre dernier, avant de rencontrer le pape au Vatican, que ce dernier a une « primauté universelle ». Favorable au rapprochement avec Rome, l'archevêque de Cantorbéry avait demandé au primat catholique, le cardinal Hume, d'assister en 1990 à son intronisation. C'était la première fois que cela se produisait depuis la rupture d'Henri VIII avec Rome en 1534. Mgr Runcie a également été le premier primat de l'Eglise d'Angleterre à recevoir un pape dans la cathédrale de Cantorbéry, en l'occurrence Jean-Paul II en 1982.

Mgr Runcie est né à Liverpool d'un père écossais qui, selon lui, « n'était ni les prêtres ni les politiques ». Ses études de lettres classiques, philosophie et histoire ancienne à Oxford ont été interrompues par la seconde guerre mondiale, qu'il a effectuée en servant dans une unité de chars. Il a obtenu la médaille militaire pour avoir sauvé la vie d'un de ses camarades. Ordonné prêtre en 1950, il a été longtemps directeur d'une école de théologie, avant de devenir évêque de St Albans en 1970 et enfin archevêque de Cantorbéry en 1980.

D. Dh.

Après l'arrestation de deux responsables de l'association

## Le Patriarche ferme ses centres de désintoxication en Espagne

L'association Le Patriarche renonce définitivement à ses activités en Espagne de traitement de toxicomanes à la suite de l'arrestation, il y a quelques jours, de deux responsables de l'un de ses centres à Majorque (Baléares), a annoncé, samedi 24 mars, l'association dans un communiqué.

Les deux responsables du centre de Sineu, près de Palma de Majorque, sont accusés d'avoir forcé des mineurs toxicomanes à se faire soigner. Ils ont été arrêtés après que deux jeunes Italiens mineurs, affirmant avoir fui le centre, eurent porté plainte en déclarant avoir été l'objet de menaces, de mauvais traitements, et s'être vu retirer leurs documents d'identité.

L'association, fondée par un Français, M. Lucien Engelmaier, dit le Patriarche, a affirmé qu'elle a pris la « décision douloureuse » de cesser totalement ses activités de désintoxication de drogués face à la passivité et à l'absence de soutien des autorités espagnoles. « Les toxicomanes qui veulent quitter les centres le feront au cours des prochains jours », indique le communiqué du Patriarche.

L'association estime être l'objet d'une campagne de diffamation et déplore que les autorités « croient davantage des toxicomanes en fuite de ses centres que l'association qui lutte contre la toxicomanie depuis vingt ans ». La fondation de M. Engelmaier aurait appelé ses membres à quitter les centres librement, à condition qu'ils témoignent devant la justice espagnole n'avoir été l'objet d'aucune contrainte lors de leur séjour dans les centres.

Les méthodes de l'association Le Patriarche ont souvent été controversées, et des spécialistes espagnols de la lutte contre la toxicomanie n'ont jamais qualifié de « secte ». (AFP.)

**NOS PATRONS SERAIENT-ILS DES MALADES ?**

**GOLDEN STRESS**

ou la très profitable angoisse de ces patrons à qui TOUT RÉUSSIT

Michelle Charrey - Marie-Paule Michel

98 F. Dunod

**ORLANDO AVEC JUMBO:**

**3700 F\***

Avion A/R + hôtel + voiture pendant une semaine.

Paris 14°: 45.42.03.87 **jumbo** Dunkerque: 28.66.67.68

Et toutes agences de voyages.

## ENVIRONNEMENT

Chargée au départ de recueillir des informations

## L'Agence européenne aura des compétences plus larges au bout de deux ans

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

L'Agence européenne de l'environnement est officiellement née le 22 mars à Bruxelles : les ministres des Douze ont adopté le règlement qui l'institue mais ont également décidé qu'elle ne commencerait à fonctionner qu'après que les ministres des affaires étrangères se soient mis d'accord sur son siège. Parmi les villes candidates, Copenhague et Madrid semblent les mieux placées.

La principale fonction de l'Agence sera de recueillir des informations détaillées sur la situation de l'environnement dans les pays de la Communauté. Cependant, conformément à ce que demandait le Parlement européen, les ministres ont accepté la perspective d'un élargissement de ses compétences au bout de deux ans. Elle pourra être associée alors au contrôle par la Commission de Bruxelles de la bonne application de la réglementation européenne dans la CEE. C'est dire que les informations rassemblées par l'Agence pourront être utilisées pour ces contrôles, mais aussi qu'elle suscitera une harmonisation des procédures de vérification. Celle-ci est nécessaire si l'on songe à créer, à terme, une inspection proprement communautaire. A l'origine, le Parlement aurait souhaité confier tout de suite cette tâche à l'Agence, mais la Commis-

sion, ainsi que plusieurs Etats membres, ont estimé que ce serait prématuré. M. Brice Lalonde a indiqué qu'il n'était pas hostile à l'idée.

## Une conférence à Dublin

Les ministres ont adopté une résolution décrivant les principales orientations d'une politique communautaire de gestion des déchets. Il y est notamment indiqué que ceux-ci doivent être éliminés aussi près que possible de leur lieu de production. Les Douze ont encore approuvé une directive sur la « liberté d'information » qui ouvre aux particuliers - comme aux associations - le droit de demander aux administrations nationales et communautaires des informations sur l'environnement. Le conseil, après un long débat, a estimé que ce nouveau droit devrait jouer de manière aussi peu restrictive que possible et a donc limité les dérogations.

Les ministres ont retenu la proposition de M. Ripa di Meana, le commissaire compétent, de réunir une conférence rassemblant les ministres de l'environnement des Douze et ceux des pays de l'Est. Elle se tiendra le 16 juin à Dublin. « Il est politiquement important que la Communauté apparaisse comme un acteur du dialogue avec l'Europe de l'Est. Pour la défense de son environnement, un écu peut être plus utilement dépensé à l'Est qu'à l'Ouest. Nous avons la

volonté de pratiquer une politique de solidarité, d'intervention collective à l'Est, comme d'ailleurs en Méditerranée », a déclaré M. Lalonde.

Sur 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) de crédits inscrits dans le budget de la Communauté pour l'année 90 en faveur de la Pologne et de la Hongrie, il a été entendu que 44 millions d'écus seraient affectés à la lutte contre la pollution. Les Douze ont récemment décidé d'élargir l'action de la Communauté aux autres pays de l'Est, souvent engagés dans une politique de réformes (Tchécoslovaquie, RDA, Bulgarie, Roumanie) et de prévoir, toujours pour 1990, un budget supplémentaire de 200 millions d'écus (1,4 milliard de francs). M. Ripa di Meana a estimé que sur cette nouvelle tranche, au moins la même proportion bénéficierait à la défense de l'environnement, soit une trentaine de millions d'écus.

PHILIPPE LEMAITRE

## DÉFENSE

□ Lancement d'un satellite Navstar. — Une fusée Delta-2, lancée dimanche 25 mars depuis Cap Canaveral, en Floride, a mis sur orbite avec succès un satellite militaire du nouveau système de navigation Navstar. Cet engin est le septième d'un réseau de vingt et un satellites qui permettra aux navires, aux avions, et aux unités terrestres de l'armée américaine de déterminer leur position et leur altitude à quinze mètres, près partout dans le monde. Le premier de la série a été lancé le 14 février 1989. — (Reuters, UPI).

□ Manifestation de pacifistes à Suippes (Marne) contre les missiles Hades. — Environ trois mille personnes ont défilé dimanche 25 mars à Suippes (Marne) à l'appel du Mouvement de la paix, pour protester contre le déploiement, prévu à partir de 1992, des missiles Hades. « L'implantation de ces missiles, dirigés vers l'Allemagne et les pays de l'Est, est absurde dans le contexte actuel », a expliqué le Père François Biot, l'un des secrétaires nationaux du Mouvement de la paix.

Quelques membres des délégations de RFA, de RDA et de Tchécoslovaquie notamment s'étaient réunies dans les rangs des manifestants. « Nous sommes les cibles de ces fusées », a déclaré le Dr Johannes M. Schönberr, membre de l'Appel des 89, un mouvement récemment créé en RDA qui prône un « désarmement complet et unilatéral » dans ce pays. Les habitants de RDA « ne sont pas au courant des questions militaires françaises », a-t-il ajouté.

**PARIS - ORLANDO:**

**2990 F\***

Avion Aller/Retour.

3615: **jumbo** Montpellier: 67.60.60.22  
CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

100 000 personnes ont visité le Palais de justice de Paris

## La foule-juge

Cent mille personnes au feu des quinze mille attendues ont répondu à l'invitation du Palais de justice de Paris qui organisait pour la première fois une journée « portes ouvertes » dimanche 25 mars. A l'initiative de la première présidente de la cour d'appel, M<sup>me</sup> Myriam Eyratty, la manifestation a connu un succès imprévu. Au-delà des stands classiques mis en place par les professions juridiques et judiciaires ou par l'administration pénitentiaire, les visiteurs ont participé avec fougue aux nombreux débats montrant que, si la justice est souvent discutée, elle peut aussi donner lieu à des échanges enthousiastes.

Il s'est venu comme une houle. Badauds, touristes, curieux d'une excursion du dimanche insolite comme la visite des égouts, pomposes comme celle de l'Académie française. Justiciables insatisfaits, vieilles dames et jeunes enfants, lycéens et étudiants en mal de débouchés, Américains de Brooklyn et Espagnols de Barcelone, ils se sont laissés passionner par cette inimaginable machine à juger qui est aussi un décor naturel de l'Histoire et le parfait théâtre de fantasmes insaisissables.

## Boîtes à idées

Le Palais de justice de Paris a pris des airs de métro bondé où seules les mauvaises couches et les états d'âme sont peu nombreux — cédant à la mauvaise humeur. On avait ouvert les portes, elles ont failli céder sous la masse. On les a fermées, inquiet de la cohue. Et sagement la foule parapluies, qu'elles

s'ouvrent encore. Et si ce n'est pas tout à fait une révolution, c'est au moins une révélation que cette appétence, cette curiosité insatiable de la rue pour la justice.

Les professionnels n'en ont pas cru leurs yeux, magistrats, avocats, huissiers, avoués, notaires, qui tenaient stand comme on tenait autrefois boutique dans l'immense salle des Pas-Perdus. L'air malicieux, guide infatigable, M. Jean Favart, vice-président du tribunal de Paris, payait de sa personne dans l'ancienne salle du tribunal révolutionnaire, évoquant avec une tendresse de chartiste Marie-Antoinette, qui lança ici : « Mais oui, monsieur, précisément de là où vous êtes ? » — sa fameuse supplication aux robes de France en réponse à Fouquier-Tinville qui l'accusait d'avoir eu avec son fils des gestes impudiques... L'escalier dit « de la Reine » est juste là, dans le coin, et peut-être l'a-t-elle, en effet, emprunté — querelle d'historiens — avant d'affronter ses juges puis son bourreau.

Et l'assistance de frissonner, qu'il pensait pas sans doute côtoyer l'Histoire d'aussi près et de frémir en pensant que cette même salle aujourd'hui voit juger encore et toujours des affaires où le symbole le dispute à l'intérêt : c'est la diffusion des Versets sataniques, ce sont des problèmes plus terre à terre de construction, comme ceux du restaurant du Théâtre des Champs-Élysées, ou encore les « fausses monnaies » que les militants des droits de l'homme pourchassent dans le maquis révisionniste.

Sous une cloche de verre, intelligemment, on a disposé les costumes des gens de justice, robe rouge, robe noire, épigone, hermine. Droit pénal, droit social, droit des victimes, délinquance des jeunes, protection des mineurs : chacun a son échoppe, et la discussion

s'engage. Ici et là on a disposé des boîtes à idées qui bientôt débordent d'un trop-plein de questions. Un gendarme se réjouit de ce que « pour une fois, on a plus de Français ici que d'étrangers ». Le procureur général, M. Pierre Truche, noyé dans la cohue, se dirige vers le stand de l'École de la magistrature, en annonçant qu'il va peut-être essayer enfin « de savoir ce qu'est un magistrat ».

Une dame, bibliothécaire en banlieue, a emmené son mari : elle est contente de pouvoir dire à qui veut l'entendre « que la loi, c'est dans le code pénal. Et que chez nous on l'a en rayon ». Comme beaucoup, elle vient « pour la cour d'assises. Là où il y a eu les grands procès de grands crimes, comme celui de Landru ou de Pétain ». (Là, elle se trompe, le meurtre a été jugé non pas à la cour d'assises, mais par la première chambre de la cour). Et c'est avec une jubilation trouble que cette cour d'assises est prise d'assaut. Les quatre gardes observent l'affluence avec inquiétude et bientôt on manque d'air. Avec un sens aigu de l'intérêt, certains ont la chance de prendre place dans la box des accusés.

## Le box pris d'assaut

Pour cette dame tire-bouchonnée dans un large chapeau, l'ascension des marches a été difficile. Dans son cas, on ne peut pas dire qu'elle ait eu une bonne partie de sa vie : un lourd dossier, symbole des injustices qu'elle n'a pas supportées. Des caméras, explique-t-elle, ont été placées chez elle alors qu'on la menaçait et qu'elle avait subi une tentative d'assassinat. La non-faute qui avait servi de prétexte à l'arrestation, elle l'appelle « Vous appelez ça comment, vous, messieurs les techniciens ? » Comme elle, par centaines, ils sont venus demander raison à la justice, demander justice de leurs déboires, de leurs

malheurs, de leurs rancœurs. Il fallait les entendre, ces pères meurtris, au cours d'un débat à la chambre des crimes, crier leur rage et leur impuissance face à ces juges aux automatismes meurtriers incapables d'admettre qu'ils étaient eux, les pères, aussi dignes que des mères d'élever des enfants.

## La main sur le bois des fauteuils

Fort de leur parole collective, sans timidité, ces justiciables d'ordinaire si soumis se sont engouffrés avec fureur dans les portes qu'on leur avait ouvertes. Passionnés, injustes sûrement, envers ces malheureux juges peu habitués à ne pas dominer leur sujet — leurs sujets ? — ils ont conquis la parole. Et à côté des étudiants, des curieux, des touristes, ils se sont emparés de la tribune qu'on leur donnait, dans une sorte de convulsion, d'être entendus enfin, qui devrait faire réfléchir bien des juges.

On a enjambé les plantes vertes ajoutées au décor, on a joué des coudes, on a posé la main sur le bois des fauteuils des juges, comme réjouissement, dans un vertige instantané, on a touché physiquement la justice du doigt. « On n'était jamais venu et on espère ne jamais y venir pour de vrai », disait d'un petit rire chevillé une banlieusarde « montée à Paris ».

Mais on était là. Une fois la crainte envolée, l'apparat démythifié, la foule a pris son plaisir. Et fait savoir que, face à ceux qui le jugent, elle a, avec tous ses excès, tous ses débordements, une sorte de conscience, de comprendre et d'être prise pour autre chose que quantité négligeable. La foule clairement a fait savoir que, de sa justice, elle attendait autre chose que ce qu'elle lui donnait. Et qu'elle aussi, après tout, était capable de juger ceux qui le jugent.

AGATHE LOGEART

## FAITS DIVERS

Incendie dans un dancing clandestin de New-York

## Quatre-vingt-sept morts au « Happy Land »

L'incendie, sans doute d'origine criminelle, qui a ravagé le dimanche 25 mars, à trois heures du matin, un dancing clandestin situé dans le Bronx, le quartier le plus déshérité de la ville de New-York, a provoqué la mort de quatre-vingt-sept personnes. Quatre autres ont été gravement blessées et leur état est jugé très préoccupant.

## NEW-YORK

de notre correspondant

Le feu s'est déclaré au rez-de-chaussée de ce « social club » dont la clientèle hispanique était, en majorité, originaire du Honduras et de la République dominicaine. Il s'est propagé en quelques secondes au premier étage, puis au second également sans fenêtre aucune, où se pressaient une centaine de danseurs. Aveuglés par la fumée, la plupart d'entre eux n'ont pu s'échapper par la porte d'entrée et sont morts asphyxiés dans cette « Terre de bonheur ».

D'après les premiers éléments de l'enquête, l'incendie serait d'origine criminelle. Parmi les décombres, les sauveteurs ont trouvé des bidons d'essence qui accréditent cette hypothèse, et quelques heures après la tragédie, Julio Gonzalez un hispanique était arrêté et inculpé d'incendie volontaire.

SERGE MARTI

## Quatre malfaiteurs s'emparent de 140 millions de francs dans une banque de Genève

Quatre hommes armés ont commis, dimanche 25 mars en plein quartier bancaire de Genève, le plus important hold-up jamais réalisé en Suisse. Quelques 35 millions de francs suisses (environ 140 millions de francs français) ont été dérobés dans une succursale de l'Union de banques suisses.

Vers 7 h 30, après avoir neutralisé quatre employés de l'établissement, les malfaiteurs se sont rendus dans la salle où sont entreposés les devises étrangères. Les quatre hommes devaient connaître les codes du système d'alarme qui n'a pas fonctionné. Ils devaient aussi posséder des trousseaux de clés : dix coffres-forts ont en effet été ouverts sans effraction. La police pense que les voleurs ont bénéficié de complicités à l'intérieur de l'établissement. Un porte-parole de la police genevoise a précisé qu'il sera impossible de retrouver l'argent lorsque les malfaiteurs essaieront de l'échouer, car les billets n'ont fait l'objet d'aucune numérotation.

L'alerte n'a été donnée que deux heures plus tard, après qu'un passant eut aperçu par une fenêtre l'un des employés ligotés.

(Publié)

A. B.

— Comme ces jeunes de l'Aveyron qui ont voulu installer une éolienne au Sahel,

— comme ce jeune de la Moselle, qui a souhaité créer un nouveau traineau de secours en montagne, pliable et portable.

— ou encore, en Martinique, ce jeune homme de 20 ans qui a cherché à repeupler les fonds marins désertés.

Vous avez de 18 à 25 ans et des projets plein la tête. Mais les contacts, des conseils techniques, des soutiens financiers vous manquent pour les réaliser.

LA SOLUTION : **DEFI** Jeunes  
AVEC NOUS, METTEZ LE CONTACT !

(1) 48-28-52-85

DEFI JEUNES : PREMIER GROUPEMENT NATIONAL POUR L'AIDE A L'INITIATIVE DES JEUNES SOUS L'EGIDE DU SECRÉTARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

à suivre

Après le viol et le meurtre d'une fillette  
Un millier de manifestants à Montpellier à l'appel du Front national

Pour « rendre un dernier hommage à la petite Cécile », violée et étranglée par un Marocain qui a, depuis, été arrêté dans son pays, un millier de personnes ont défilé, samedi 24 mars après-midi, dans le centre de Montpellier à l'appel du Front national. Une gerbe de fleurs blanches, agrémentée d'une banderole demandant sur fond tricolore « justice pour Cécile », a été accrochée aux grilles du palais de justice. Les manifestants venus en famille du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Hérault se sont dispersés sans incident vers 17 heures.

Anaparcant M. Alain Jamet, secrétaire départemental du FN et vice-président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, avait estimé, sous les applaudissements, que « le roi du Maroc s'honorait en donnant à cet individu [Marocain] la mort ».

Cain de trente et un ans, interpellé à Rabat pour ce crime, une peine que la France est incapable de prononcer, à savoir la peine capitale.

Les parents de la fillette, Cécile Roussel, âgée de onze ans, avaient déposé la veille « toutes initiatives tendant à utiliser le meurtre de Cécile à des fins racistes et xénophobes » (Le Monde daté 25-26 mars). A ce propos, devant les caméras de 7 sur 7, M. François Mitterrand a notamment déclaré, dimanche : « Rarement je n'ai eu la gorge aussi serrée avec de l'administration dans le cœur en entendant le père d'une victime s'élever contre l'utilisation de ce crime pour des manifestations de caractère raciste ».

A Montpellier, au service régional de la police judiciaire (SRPJ), on attend le rapport du commissaire délégué, avec un inspecteur, à Rabat jeudi dernier.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 9 novembre 1989.

— M<sup>me</sup> MARCHAND Odette, épouse CORDEAU, née le 24 novembre 1944 à SAVIGNY-SUR-ORGE (91), 61, rue Gambetta.

● a été condamnée à 10 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : à MARCOUSSIS (91), 61, rue Gambetta).

Pour : fraude fiscale et omission de paiement d'impôts.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : à MARCOUSSIS (91), 61, rue Gambetta).

Pour : fraude fiscale et omission de paiement d'impôts.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : à MARCOUSSIS (91), 61, rue Gambetta).

Pour : fraude fiscale et omission de paiement d'impôts.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : à MARCOUSSIS (91), 61, rue Gambetta).

Pour : fraude fiscale et omission de paiement d'impôts.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : à MARCOUSSIS (91), 61, rue Gambetta).

Pour : fraude fiscale et omission de paiement d'impôts.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : à MARCOUSSIS (91), 61, rue Gambetta).

Pour : fraude fiscale et omission de paiement d'impôts.

Centre d'éducation permanente  
UNIVERSITÉ DE PARIS 1  
PANTHEON SORBONNE

## Inscriptions

Contact : Mme Nadia MOKBI  
14, rue Cujas 75005 PARIS  
Tél : 43 29 75 23

ECONOMIE SOCIALE  
DIPLOME DE 3<sup>e</sup> CYCLE

Aspects juridiques, économiques et financiers (240 heures sur deux ans)

TRONC COMMUN : de novembre 1990 à mai 1991 à raison d'une journée par semaine (mercredi).

SPECIALISATION : de novembre 1991 à juin 1992

(programmes d'enseignement et de recherche personnalisés aboutissant à la délivrance d'un Diplôme d'Etudes Supérieures de l'Université de Paris 1 (DESUP)).

PUBLIC CONCERNE : personnes exerçant leurs activités dans les organismes d'Economie Sociale qui souhaitent élargir leurs connaissances des institutions de ce secteur, et approfondir par une recherche personnelle des problèmes liés au fonctionnement et au développement de leur propre organisation.

Programmes 3615 P1 FORM

Dessine-moi le Coran

Il fallait oser... L'événement de l'année en matière de Bandes Dessinées est présent au Salon du Livre. Trois albums, sur dix, déjà parus

Si le Coran m'était conté Les EDITIONS ALEF

Stand J 17 - Balcon

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT SCIENCES Le Monde et MÉDECINE

صلى الله عليه وسلم



# SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix du Brésil

## Alain Prost le trouble-fête

Vainqueur du Grand Prix du Brésil de formule 1 automobile, le Français Alain Prost a signé, dimanche 25 mars, à Sao-Paulo, le quarantième succès de sa carrière mais le premier au volant d'une Ferrari. Le champion du monde a devancé les deux McLaren-Honda de l'Autrichien Gerhard Berger et du Brésilien Ayrton Senna.

Si « Dieu est brésilien », comme le président souvent les compatriotes de Pele et d'Ayrton Senna, Alain Prost doit être le diable. Pour la sixième fois au cours des neuf dernières saisons, le pilote français a, en effet, joué le trouble-fête pour le public local en s'imposant dans le Grand Prix du Brésil. Après avoir dominé cinq fois Nelson Piquet, trois fois champion du monde comme lui, sur le circuit qui porte le nom du pilote carioca, à proximité de Rio-de-Janeiro, Alain Prost a, cette fois, dicté sa loi dans le fief du « Pau-Lista » Ayrton Senna, qui avait très activement participé à la rénovation du circuit d'Interlagos.

Pour permettre aux habitants de Sao-Paulo de vibrer aux exploits de leur idole, la municipalité avait, malgré l'état dramatique de l'économie locale et nationale, investi

quelque 12,5 millions de dollars (72 millions de francs) avec le concours de Shell (1) pour rénover ce circuit d'Interlagos, qui avait accueilli les premiers grands prix de 1972 à 1980, avant leur transfert à Rio-de-Janeiro. Sollicité pour cette réalisation, Ayrton Senna n'avait ménagé ni son temps ni sa peine pour collaborer à ce nouveau tracé anathématisé par les autres pilotes.

Même la remise en cause, au dernier moment, de l'organisation du Grand Prix, à la suite du plan drastique mis en place par le nouveau président brésilien Fernando Collor de Mello pour tenter de juguler une inflation de 2 500 % pour les douze derniers mois, n'avait pas entamé la détermination du pilote d'offrir un régal à ses concitoyens.

### Les ennemis de Senna

Auteur du meilleur départ après avoir réussi pour la quarante-troisième fois le meilleur temps des séances de qualification, Ayrton Senna a mené la course sans problème jusqu'à son premier arrêt au stand, au trente-deuxième des soixante et onze tours, pour un changement de pneumatiques. Après un bref relais de son coéquipier Gerhard Berger, le Brésilien avait repris la tête avec

12 secondes d'avance sur Alain Prost, jusqu'à l'incident du quarantième tour.

Comme s'il refusait de tirer les leçons du passé, Ayrton Senna a, une nouvelle fois, été victime de son impétuosité sur une manœuvre de dépassement. A peine revenu dans le sillage de Satoru Nakajima, le Brésilien tentait de le passer à la corde dans la première courbe mais le Japonais, sans doute surpris par cette attaque précipitée, était resté sur la trajectoire idéale. Après avoir heurté un pneu arrière de la Tyrrell-Ford, Senna devait rentrer une deuxième fois au stand pour changer l'aile avant de sa McLaren. Il repartait en troisième position à 31 secondes d'Alain Prost, qui précédait Gerhard Berger de 4 secondes.

Pour rejoindre Alain Prost, Ayrton Senna aurait dû lui reprendre une seconde au tour, mais le champion du monde ne lui en a pas concédé une seule jusqu'à l'arrivée. Après la déconvenue du Grand Prix des Etats-Unis, les techniciens de Ferrari avaient modifié le réservoir d'huile et renforcé le support d'embrayage qui avaient provoqué l'abandon des deux monopoles rouges. Le très sélectif circuit d'Interlagos a permis de démontrer que les Ferrari, dotées peut-être du meilleur châssis, pouvaient désormais riva-

liser en performances avec les McLaren-Honda.

La rivalité entre les deux écuries vedettes de la formule 1 a aussi été relancée au Brésil par Ron Dennis, directeur de McLaren, qui a reproché aux Italiens d'avoir débauché Alain Prost et l'ingénieur américain Steve Nichols en pratiquant la surenchère sur les prix. En passant chez Ferrari, qui lui offrait 2 millions de dollars par an, Steve Nichols aurait multiplié son salaire par huit. Quant à Alain Prost, il aurait perçu 1 million de dollars s'il avait accepté de prendre une année sabbatique avant de revenir chez McLaren.

La coupe de sept semaines ne sera pas de trop pour apaiser les passions avant le prochain Grand Prix. Après avoir quitté le fief d'Ayrton Senna, le championnat du monde de formule 1 va se poursuivre le 13 mai à Imola, dans l'ancre de Ferrari, où cent mille tifosi attendront d'Alain Prost la confirmation du renouveau de la Scuderia.

GÉRARD ALBOUY

(1) La filiale brésilienne de la compagnie pétrolière a versé 3,5 millions de dollars en échange de la cession de terrains pour construire de nouveaux postes à essence à des endroits stratégiques de Sao-Paulo.

### CYCLISME

## Fignon huit ans après

Battu dans Paris-Nice et piégé dans Milan-San-Remo, Laurent Fignon a pris sa revanche en gagnant, dimanche 25 mars, sur les routes du Vaucluse, le Critérium international, une épreuve qu'il avait déjà remportée en 1982, lors de ses débuts professionnels.

Le coureur parisien, qu'on savait en bonne condition, doit sa victoire à sa régularité et à son extrême vigilance. Il n'a enlevé aucune des trois étapes, qui sont revenues à l'Américain Kieffer, au jeune François Delion et au Sovi-

tique Ekimov, auteur du meilleur temps contre la montre. Mais il a manœuvré avec habileté afin d'éliminer ses adversaires les plus redoutables - au nombre desquels Kelly, Indurain et Jean-François Bernard - à l'occasion de la course de côtes tracée entre L'Isle-sur-la-Sorgue et Cavailhon.

Cette compétition autrefois réservée aux routiers français et ouverte désormais aux étrangers pour compenser la faiblesse numérique de l'effectif national.

J. A.

### FOOTBALL : selon l'opposition municipale

## Important déficit aux Girondins de Bordeaux

L'opposition socialiste au conseil municipal de Bordeaux a indiqué, samedi 24 mars, que le club de football de la ville accusait un déficit d'exploitation de plus de 100 millions de francs. Elle a demandé le départ du président des Girondins, M. Claude Bez.

« Le rapport des commissaires aux comptes qui ont étudié les finances des Girondins indique que le club accuse un déficit d'exploitation pour la saison 1988-1989 de 111.417 millions de francs », a révélé M. François-Xavier Bor-

deaux, chef de file de l'opposition, avant de préciser : « Je constate que M. Claude Bez n'a pas tenu ses engagements. Il nous avait parlé d'un budget de 80 à 90 millions de francs. Je demande donc son départ de la tête du club ».

En avril 1989, l'opposition municipale avait refusé de voter la subvention annuelle allouée au club et avait déjà exigé le départ de M. Bez à la suite du redressement fiscal dont avait été victime le club.

### GYMNASTIQUE : les Internationaux de France

## La chute de la maison roumaine

Les Soviétiques ont dominé les quatrièmes Internationaux de France de gymnastique avec les victoires de Valentin Mogulnitchy chez les hommes, de Svetlana Boginskaya chez les femmes, et de Kostina dans les concours de gymnastique rythmique et sportive (GRS). Les meilleurs Français ont été Patrice Casimir (4) et Karine Boucher (7).

Que sont devenues les petites poupées roumaines ? Qu'arrive-t-il aux héritières de Nadia Comaneci, les Ekatarina Szabo, Aurelia Dobre et Daniela Silivas, qui ont collectionné depuis quinze ans les titres mondiaux et olympiques ? A l'occasion des Internationaux de France, disputés au Palais omnisport de Paris-Bercy (POPB), les gymnastes portant les couleurs jaunes, rouges et bleus de la Roumanie sont restées méconnaissables.

La dernière « merveille » en date de la gymnastique roumaine, Christina Bontas, du haut de ses seize ans et de ses 142 centimètres pour 31 kilos, n'a pris que la dix-neuvième place du concours général remporté par la championne du monde soviétique, Svetlana Boginskaya. En 1989, Bontas terminait pourtant quatrième du concours général des championnats du monde et obtenait une médaille d'argent au saut de cheval et par équipes.

A Bercy, tout comme sa compatriote Lacramioara Philip, vingt-deuxième sur vingt-quatre participantes, elle n'a fait que multiplier les hésitations et les erreurs. Jamais sans doute, depuis l'avènement de Nadia Comaneci en 1976, la gymnastique féminine roumaine n'était tombée à un tel niveau.

Entraîneur des Roumaines depuis quelques semaines seulement, Mihail Sandulescu a cependant une

explication toute prête : « Nos gymnastes n'ont repris l'entraînement que le 15 février dernier, dit-il. Pendant deux mois, pendant la durée de la révolution, elles ont été gardées chez elles par leurs parents, sans pouvoir s'entraîner. Elles ont donc perdu leur rythme. Cela ne fait donc qu'un mois que nous avons repris le travail, sans l'habitude du stage de mise en condition physique. Avoir pu proposer à Paris des programmes complets constitue déjà un miracle ».

### Chasse aux sponsors

Cette année 1990 sera donc une année blanche pour les Roumaines. Les championnats d'Europe, principal rendez-vous de la saison, auront lieu début mai à Athènes, et il est à peu près inconcevable que les gymnastes de Sandulescu puissent y tenir leur rang de vice-championnes du monde par équipes.

Selon l'entraîneur roumain, les centres de haut niveau se sont très vite remis à fonctionner normalement après la révolution. Pas de déshérence budgétaire ni de désorganisation du système sportif, comme c'est le cas en Allemagne de l'Est : « Notre budget a été multiplié par deux ces dernières semaines, affirme Mihail Sandulescu. Les infrastructures sont en bon état, mais il nous faudra du temps et du travail pour retrouver notre niveau ».

La Fédération roumaine de gymnastique s'est cependant mise à la chasse aux sponsors, et des premiers contacts ont d'ores et déjà été noués. Autre nouveauté : les sportifs toucheront désormais directement les prix remportés lors des compétitions, que la fédération avait jusqu'alors l'habitude de se réserver. Cette nouvelle méthode a été inaugurée à Paris.

« Marius Gherman, notre meilleur gymnaste, a reçu 500 dollars,

raconte Mihail Sandulescu. Les autres gymnastes le savent, et cela ne peut que leur donner une nouvelle motivation, en plus de la recherche pure du résultat ».

L'école roumaine de gymnastique, qui était l'un des fers de lance de la politique de prestige par le sport mise en place sous le régime Ceausescu, n'est pas remise en question. Fondée sur la détection de très jeunes gymnastes aptes au plus haut niveau mondial dès avant leur puberté, elle a fait ses preuves en termes de résultats et est même à la base de l'évolution de la gymnastique féminine moderne.

Mais Bela Karolyi, l'entraîneur roumain installé aux Etats-Unis qui conduisit au titre olympique Nadia Comaneci puis, après son exil, l'Américaine Mary-Lou Retton, et qui est le mentor de la révélation des Internationaux Zmeskal, estime, cependant, que le trépanisme enregistré par la Roumanie va ébranler durablement le monde sportif : « C'est une période difficile qui s'ouvre pour la gymnastique roumaine. Il va falloir tout reconstruire, trouver un nouvel équilibre, dit-il. La démocratie est un fantasme progressif, mais elle passe aussi par une phase de destruction des anciens systèmes, intégralement construits sur et pour l'Etat ».

Privée d'Aurelia Dobre, championne du monde 1987 et qui vient de se retirer de la compétition, de Daniela Silivas, vice-championne olympique qui devait être opérée, ce lundi 26 mars à Paris, des ligaments du genou, la gymnastique féminine roumaine compte sur sa dernière génération de petits modèles, si décevants lors des Internationaux de France, pour démontrer que son succès n'était pas celui d'un système politique, mais d'une politique sportive.

GILLES VAN KOTE

### ATHLETISME : championnats du monde de cross-country

## Skah triomphe des Kenyans

Disputés par quelque six cents concurrents représentant soixante-sept pays (record absolu de participation), les championnats du monde de cross-country ont été marqués samedi 24 mars à Aix-les-Bains par les succès individuels d'une Américaine, Lynn Jennings, et d'un Marocain, Khalid Skah, ainsi que par l'échec collectif des Français.

### AIX-LES-BAINS (Savoie)

#### de notre envoyé spécial

Le Français Paul Arpin et le Kenyan John Nguni sprintaient vers la ligne d'arrivée des championnats du monde de cross-country au terme de 12,200 kilomètres de course. Le quadruple champion du monde (1986 à 1989) coude à coude avec l'enfant du pays ! A une minute près, cette lutte éperdue aurait inversé de spectateurs qui ont passé leur samedi après-midi sur les pelouses ensoleillées l'hippodrome d'Aix-les-Bains. Un Français à la lutte avec un de ces Kenyans mythiques, cela aurait été le plus beau final imaginable à cette fête de la course à travers champs. Une image choc, si le vainqueur n'avait pas franchi la ligne d'arrivée 53 secondes auparavant, si Arpin et Nguni ne s'étaient pas disputé la vingtième place. Une image révélatrice en tout cas d'un double échec.

Sur le parcours où avaient eu lieu un mois auparavant les championnats nationaux, l'équipe de France, qui était une des meilleures du monde dans cette discipline depuis 1986 et espérait donc tenir les rôles premiers, a subi un lourd échec aussi bien chez les hommes que chez

les hommes. Déteneurs des titres masculins individuel et collectif depuis 1986, les Kenyans pensaient être en mesure de s'imposer sur les cinq kilomètres consécutifs sur les deux tableaux. La victoire par équipe n'a été qu'une maigre consolation.

Après avoir laissé le Français Thierry Pantel et l'ancien champion du monde junior éthiopien Abebe Addis s'asphyxier en tête lors des deux premiers tours, les coureurs des hauts plateaux ont mené la course à leur guise, c'est-à-dire en multipliant les accélérations. Bien que John Nguni, trop prodigue de ses efforts (il sauta notamment une butte comme une haie de steeple), ait été décroché à 2 kilomètres du but, il semblait, que quatre de ses lieutenants, Tanui, Korir, Mutwol ou Kinuthia, contrôlaient la situation : il n'y avait plus que le Marocain Khalid Skah et l'éthiopien Bulbala Haji pour s'accrocher à leur longue foulée.

### Aptitude à souffrir

Qui, à ce moment, aurait douté que le premier à franchir la ligne d'arrivée ne porterait le maillot rouge du Kenya ? Leur bégémonie sur le demi-fond et le fond est telle depuis l'effacement des Ethiopiens que les spécialistes ne savent plus comment l'expliquer. La vie en altitude et la longueur des fémurs ne paraissent plus aussi déterminantes qu'à une certaine époque, un ancien coureur britannique a ainsi longuement disserté dans le *Times* sur certaines coutumes, comme la circoncision pratiquée chez les adolescents nandis (tribu dont sont originaires la grande majorité des champions kenyans), qui joueraient au rôle dans leur aptitude à endurer la souffrance des courses longues.

Or, à moins de 1 kilomètre du but, seule la capacité à souffrir plus que les autres permet de valoir dans une épreuve menée à plus de 20 kilomètres heure. Comment Khalid Skah a-t-il donc réussi à se transcender pour fausser alors compagnie à Tanui et Korir ? Une fois la ligne d'arrivée franchie, le Marocain a expliqué qu'il avait voulu gagner parce que l'indépendance avait été accordée à son pays à Aix-les-Bains et qu'il voulait faire à son roi le cadeau d'une victoire dans cette ville symbole.

Au-delà de ces propos de circonstance, il est apparu que Khalid Skah, qui est âgé de vingt-trois ans et qui a été crédité d'un des meilleurs temps mondiaux sur 5 000 mètres en 1989, vit depuis quatre ans en Norvège, où il est marié et où il s'entraîne au contact de l'ancienne championne du monde de cross Ingrid Kristiansen. En clair, il bénéficie d'une des préparations les plus sophistiquées, alors que l'entraînement kenyan n'a pas varié depuis des années. Et il a l'ambition d'établir au cours de l'été prochain un nouveau record du monde du 10 000 mètres, c'est-à-dire de rivaliser avec les deux autres stars ennemies du demi-fond marocain, Said Aoutia et Hammou Bou-tayeb.

Un entraînement moderne, une concurrence acharnée : voilà ce qui a sans doute permis samedi à Khalid Skah, déjà vainqueur cet hiver du cross de Bobec et de la corrida de Houilles, de faire la différence avec des Kenyans dont la tactique de course « naturelle » a déjà montré ses limites lors du 10 000 mètres et du marathon olympiques de Séoul, qui avaient été les deux seules distances à leur avoir échappé.

ALAIN GIRAUDO

## RÉSULTATS

### ATHLETISME

#### Record du monde du javelot

Le Sudsoud Patrick Boden est entré dans les annales du javelot en pulvérisant, avec un jet de 89,1 mètres, le record du monde, détenu, depuis trois ans, par le Tchèque Zdenek Jelinek.

Agé de vingt-deux ans, Boden a effacé, l'ancien record de 87,66 m., des son premier essai samedi, lors d'une réunion universitaire à Austin, Texas. Originaire de la petite ville de Tordis, dans le centre de la Suède, Boden (1,94 m. pour 104 kilos grammes), est étudiant en éducation physique à l'université du Texas. Il est le deuxième Suédois à battre le record du monde du javelot après Erik Lundqvist qui, en 1928, était devenu le premier homme à dépasser les 70 mètres.

### AUTOMOBILISME

#### Grand Prix du Brésil de formule 1

1. Prost (Fra./Ferrari), les 307,075 kilomètres en 1 heure 37 minutes 21 secondes et 258 centimètres ; 2. Berger (Aut./McLaren-Honda) à 13 sec 564 ; 3. Senna (Bré./McLaren-Honda), à 37 sec 722 ; 4. Mansell (G.-B./Ferrari) à 47 sec 266 ; 5. Boutsen (Bel./Williams-Renault), à un tour ; 6. Piquet (Bré./Benetton-Ford), à un tour ; 7. Albais (Fra./Tyrrell-Ford).

#### Classement du Championnat du monde

Ingrès deux courses  
1. Senna (Bré.), 13 points ; 2. Prost (Fra.), 9 pts ; 3. Albais (Fra.), Boutsen (Bel.) et Berger (Aut.), 6 pts.

### FOOTBALL

Championnat de France  
Première division (troisième journée)

\*Bordeaux b. Paris S-G 3-0  
\*Brest b. Marseille 2-1  
Auxerre b. Monaco 4-2  
\*Sochaux et Nice 1-1  
\*Caen et Lyon 0-0  
\*Saint-Etienne et Nantes 0-0  
\*Lille b. Toulouse 3-0  
\*Toulon et Metz 1-1  
\*Cannes b. Mulhouse 4-1  
\*RPF et Montpellier 0-0

Classement Pts  
1. Bordeaux 44  
2. Marseille 41  
3. Monaco 35  
4. Sochaux 34  
5. Lyon 33  
6. Nantes 31  
Paris S-G 31  
8. Auxerre 29  
Toulouse 29  
Brest 28  
Caen 28  
Metz 28  
Saint-Etienne 28  
Lille 27  
14. Toulon 27  
16. Toulon 26

17. Montpellier 25  
RPF 25  
19. Nice 24  
20. Mulhouse 23

#### Deuxième division groupe A (vingt-huitième journée)

\*Nancy b. Red Star 93 1-0  
\*Strasbourg b. Lens 4-0  
\*Nîmes b. Orléans 4-1  
\*Marignac et Alès 1-1  
\*Grenoble et Bastia 1-1  
\*Dijon b. Reims 3-1  
\*Avignon et Annecy 1-1  
\*Gueugnon b. Lohans-Cusaux 2-0  
\*Chamois b. Montceau 1-0

Classement Pts  
1. Nancy 45  
2. Strasbourg 38  
3. Nîmes 35  
4. Alès 34  
5. Bastia 33  
groupe B (vingt-huitième journée)  
\*Rouen b. Saint-Seurin 2-0  
\*Tours et Gungamp 0-1  
\*Lorient et Lens 1-0  
La Havre b. "Nort" 1-0  
\*Laval b. Abbeville 1-0  
\*La Roche-sur-Yon b. Quimper 1-0  
\*Beauvais b. Dunkerque 1-0

Rennes b. "Valenciennes" 1-0  
\*Angers et Créteil 0-0

#### Classement Pts

1. Rennes 37  
2. Le Havre 34  
3. Valenciennes 34  
4. Laval 33  
Rouen 33

### MOTOCYCLISME

#### Grand Prix du Japon de vitesse

250 cc. - 1. Cadrola (Fra./Yamaha), les vingt tours en 45 minutes 55 secondes 994 centimètres (moyenne : 153,066 km/h) ; 2. Cardus (Esp./Honda), à 3 sec 700 ; 3. Zeelenberg (P.-B./Honda), à 3 sec 886 ; 4. Sarron (Fra./Honda), à 4 sec 193.  
500 cc. - 1. Rayner (E.-U./Yamaha), les vingt-trois tours en 48 min 52 sec 475 (moyenne : 158,239 km/h) ; 2. Gardner (Aus./Honda), à 3 sec 237 ; 3. Schwartz (E.-U./Suzuki), à 15 sec 556.

### NATATION

Record du monde  
1. Américain Tom Jager a amélioré de 31 centimètres de seconde son record du monde du 50 mètres en réussissant

21 secondes 81 centimètres, samedi 24 mars, à Nashville (Tennessee).

Record de France  
Frédéric Lefèvre (Ponens) a établi un nouveau record de France du 200 mètres quatre nages, en 2 minutes 2 secondes 93 centimètres, soit 16 centimètres de seconde de mieux que Christophe Baudouin en 1988.

### RUGBY

#### Championnat de France (dixième journée)

Groupe 1  
Poule 1  
\*Auch b. Dax 19-18  
La Rochelle b. "Chalon" 22-13  
\*Grenoble b. Colomiers 44-17  
\*Bagnac b. PUC 27-12

Classement Pts  
1. Dax 34  
2. Grenoble 32  
3. Colomiers 28

#### Poule 2

\*Racing b. Vannes 41-8  
\*Grasse b. Béziers 9-9  
\*Montferrand b. Béziers 39-11  
Bourgnon b. "Bayonne" 21-7

Classement Pts  
1. Béziers 30  
2. Racing 29  
3. Montferrand 28

#### Poule 3

\*Nice b. Nîmes 18-3  
\*Hagema b. Cognac 27-19  
\*Béziers b. Lourdes 12-7  
\*Agen b. Toulon 19-6

Classement Pts  
1. Toulon 21  
2. Agen 21  
3. Béziers 29

#### Poule 4

\*Troyes b. Rumilly 18-12  
\*Brive b. Toulouse 28-25  
\*Perpignan b. Castres 31-4  
\*Tarbes b. Narbonne 16-10

#### Classement Pts

1. Toulouse 32  
2. Narbonne 28  
3. Tarbes 28

### TENNIS

Tournoi de Key Biscayne (Floride)  
Finale masculine - Agassi (E.-U.) b. Edberg (Sue.), 6-1, 6-4, 6-2.

Finale féminine - M. Siles (You.) b. J. Wiesner (Aut.), 6-1, 6-2.

### WOLLEY-BALL

Championnat de France  
Demi-finales - Fréjus b. Racing CF, 3-0 ; Cannes b. Lyon, 3-2.

Finale - Cannes b. Fréjus, 3-0.



## COMMUNICATION

La renaissance des médias dans les pays de l'Est

## La Pologne prépare la privatisation de sa deuxième chaîne

Après avoir renoncé à « épurer » la radio-télévision publique, le gouvernement polonais se prépare à mettre fin au monopole et songe à privatiser la deuxième chaîne de télévision. Des discussions sont déjà entamées avec des groupes britanniques et français, mais cette initiative soulève de nombreuses critiques chez les professionnels et dans la classe politique.

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

C'était à Cracovie, le 27 février dernier. Dans les salons luxueux d'un grand hôtel de la ville, l'équipe et les invités de la radio Malopolska Fun achevaient de célébrer ensemble la naissance de la première station privée polonaise, inaugurée le matin même par de nombreuses autorités du pays. L'atmosphère était joyeuse — réchauffée il est vrai par la musique et la vodka — et M. Janowski, élu de Cracovie et vice-premier ministre, qui venait de rallier la fête, observait avec bienveillance ces manifestations d'amitié franco-polonaises. Une bonne chose, pensait-il, que cette ouverture au privé. Une méthode à appliquer d'urgence à la télévision.

« Il va falloir nous résoudre à privatiser une de nos deux chaînes, confie-t-il. Notre télévision n'a plus d'argent et l'Etat polonais ne peut pas se permettre d'entretenir les médias.

— Mais à qui l'attribuer ?  
— Au plus offrant ! Sans doute à des étrangers ! Ce sont eux qui ont l'argent.

N'y a-t-il pas là quelque danger ?

— On est au point zéro. On n'a guère le choix. Il sera temps plus tard de penser aux dangers. Quel qu'un qui s'affirme ne pense pas à l'indigestion... »

Voilà. En quelques mots et quelques répliques énoncées sur le ton de l'évidence, se trouvait ainsi posé le problème — le dilemme — qui divise aujourd'hui la classe politique polonaise et la télévision, confrontée à la crise la plus difficile de son histoire. Va-t-il falloir privatiser une chaîne et devenir le deuxième pays — après la France — à avoir cédé au privé l'une de ses chaînes publiques ? Ou bien faut-il explorer d'urgence d'autres pistes, résister aux tentations ultra-libérales et refuser une rupture trop brutale avec la logique du tout-Etat ? Le gouvernement hésite, dépassé par l'ampleur des problèmes économiques que l'assaillement, divisé et incertain sur le sort de la télévision.

Le débat, certes, n'est pas tout à fait nouveau, et le dossier de l'audiovisuel avait fait, avant la constitution du nouveau gouvernement, l'objet de transactions laborieuses, voire de limes cinglantes entre Soli-

darité et l'ancien pouvoir communiste. L'enjeu était alors le contrôle de la radio-télévision. Un contrôle acquis finalement par Solidarité, contre l'engagement de ne pas provoquer de chasse aux sorcières.

D'« épuration », comme le souhaitent certains, il n'y a donc pas eu. Pas plus que de changement notable sur les antennes des deux chaînes publiques nationales et des quatre radios d'Etat. Le gouvernement de M. Mazowiecki a placé à la tête du comité de la radio-télévision un intellectuel fin et pondéré — M. Andrzej Drawicz, — assisté d'un vice-président — M. Lew Rywin — vint, rouler de la tête. Les présentateurs de journaux les plus marqués par l'ancien régime ont disparu, coupés par des téléscripteurs ulcérés du manque de signes évidents de changement. Mais la routine et la mécanique bien huilée du système n'ont laissé aucune chance à la poignée de nouvelles recrues, proches de Solidarité, de retoucher l'édifice.

« Ni la structure hiérarchique, ni les méthodes de travail n'ont pu être amendées », déclare, sur un ton las, Maria, une journaliste de la radio, appelée, pourtant, pour ranimer l'information et organiser le changement. « Chefs, sous-chefs, autorisations, signatures, relectures... Les responsabilités sont diluées, les bureaucrates omnipotents... et le contrôle reste permanent. Impossible de suggérer puis d'imposer une autre organisation. C'est trop tard. L'eau toujours se resserre, le système reprend ses droits.

Nombreux, parmi les nouveaux, sont ceux qui, comme Maria, se sentent découragés, impuissants à amener le système, frustrés dans leurs ambitions. Excutés aussi de voir avec quelle rapidité les anciens ont « retourné leur veste » et avec quel zèle ils « servent » le nouveau gouvernement comme ils ont servi l'ancien.

La « nouvelle morale » de M. Drawicz

Le mécontentement croît aussi chez les députés de Solidarité qui critiquent Andrzej Drawicz, et sa « nouvelle morale », décidément trop complaisante. « Sa tâche est périlleuse, plaide Mieczyslaw Gil, député de Cracovie. Que peut-il faire ? Changer tout le personnel incompétent, endoctriné ? La relève est loin d'être assurée. Il faut être patient.

La patience n'étant pas la qualité première des téléscripteurs ni des journalistes, le discours passe très mal, comme l'atteste le courrier des lecteurs de nombreuses publications. C'est elle, pourtant, que prône aussi M. Drawicz, apparemment moins inquiet du travail accompli par son personnel — dont le gouvernement ne peut finalement se plaindre — que de la mauvaise santé financière de l'organisme qu'il préside et de la réforme que le gouvernement doit

mettre en œuvre. Car c'est à lui, M. Drawicz, et à son adjoint, M. Rywin, que l'on a confié la charge de tracer le nouveau cadre du système audiovisuel polonais... et de leur demander d'orchestrer, dans un système traditionnellement monopolistique, statique et centralisé, une véritable révolution.

Mais pour qui, en Pologne, le privé est-il encore l'ennemi ? On le pare de qualités dont il n'oserait rêver, et les jeunes téléscripteurs, en matière de médias, l'associent aux images qui parviennent via le câble à quelques privilégiés, ou aux clips et aux séries étrangères que diffusent, avec parcimonie, les deux chaînes publiques ; une garantie de divertissement, de musique rock et d'humour.

## Briser le monopole

Annoncé de longue date, un projet de loi sera donc soumis au Parlement en avril. Il ne s'agit que d'une première étape, et l'organisme public présidé par M. Drawicz restera le pivot du système : son « coordinateur », précise M. Rywin, en comparant le comité à « un ministre », d'une certaine manière aussi son « policier ». Car c'est à lui qu'incombent les responsabilités d'attribuer les autorisations de nouvelles radios ou télévisions auxquelles le ministre, télécommuni- ou télévisuel, octroiera des fréquences. Qui sélectionnera ? Qui arbitrera ? « Le ministre », répond M. Rywin, minimisant le rôle du comité dont les autorisations devraient avoir un caractère quasi automatique si tôt décidé de l'attribution de fréquences. « Une autre loi dévoluera plus tard le gouvernement et le comité de leur rôle de gardien de l'audiovisuel au profit d'une commission parlementaire. Mais cela n'interviendra que dans un second temps. L'urgence, c'est de briser le monopole. » En attendant la loi, deux expériences ont déjà fait l'objet de dérogations, approuvées à la fois par le ministère des Télécommunications et le comité de la radio-télévision : Radio Malopolska Fun à Cracovie, et TV-Echo, une petite télévision installée à Wrocław (Silésie) au dernier étage d'une cité d'étudiants. Berlusconi, Murdoch, Maxwell et les autres, qui frappent déjà à la porte, attendent donc un peu.

Mais le privé pourrait bien faire son apparition là où certains ne l'attendaient vraiment pas. Car M. Janowski n'est pas seul à envisager la privatisation de la deuxième chaîne. Une partie du gouvernement y est aujourd'hui réputée favorable. Quant au Parlement, qui s'apprête à recevoir en commissions des « experts » polonais et occidentaux, il se prépare, selon un sénateur, à un débat « musclé ».

« Avons-nous vraiment le choix ? explique M. Rywin. Nous savons tous que l'argent de la redevance ne

peut plus suffire à faire vivre nos deux chaînes ; qu'il nous faut concevoir une nouvelle économie de la télévision en phase avec l'évolution du marché publicitaire qui ne peut que décoller. Le déferlement du privé, qui s'est produit en France, en Italie et en Espagne, gagnera un jour ou l'autre la Pologne. Autant le maîtriser nous-même et en profiter en nous associant avec des groupes étrangers.

Vendre une chaîne ! Et à des étrangers !... La nouvelle, résumée en ces termes, a foudroyé l'ensemble du personnel de la télévision. « C'est... criminel, estime l'adversaire, un jeune technicien de la 2. C'est comme vendre la bibliothèque nationale à des Italiens, la cathédrale de Cracovie à des Français ou à notre drapeau à des Anglais ou à des Américains. Il y a des choses sacrées auxquelles on ne doit pas toucher. A-t-on jamais entendu parler d'un pays assez fou pour vendre sa télévision ? »

« Oui, la France », répond tranquillement Janusz Pichlak, président de l'association des journalistes de télévision. « Avec des conséquences désastreuses sur le niveau général de toutes les chaînes. » Certes, le dossier n'est guère bouclé. La rumeur d'une prise de contrôle de la 2 par les Anglais de Channel Four a été démentie et une concertation a été engagée entre la direction et quelques représentants du personnel. Mais M. Lew Rywin, qui se récrie devant l'accusation de « marchander un bien collectif », est bien décidé. « D'abord, je ne vends pas, je restructure, précise-t-il. Je salue une chaîne condamnée (la 2) en répondant aux besoins du marché et je concentre l'argent de la redevance sur la première chaîne dont le potentiel antérieur la qualité. » Inutile, bien sûr, de rêver à la création d'une troisième chaîne nationale. « Nous ne l'autorisons pas dans l'immédiat. Le marché ne le permet pas. Nous n'autorisons que des télévisions locales, à capitaux majoritairement polonais. » La 2 sera ainsi protégée.

Aucune alliance n'a encore été conclue, et M. Lew Rywin affirme vouloir rencontrer tous les étrangers intéressés par une participation au capital de l'Etat, qui se récrèderait cependant 51 %. Des étrangers qui seraient « à la fois actionnaires et partenaires », dit-il, en insistant sur la recherche d'un savoir-faire en matière de publicité. « En tout cas, obligatoirement des Français et des Anglais, précise-t-il, pour des raisons culturelles et politiques vu la situation actuelle de l'Europe. » Ex de réplique : « Je n'engagerai pas un tel processus sans avoir l'assurance d'une participation française. » Des négociations sont d'ailleurs en cours, annonce-t-il, avec Carat Espace (de MM. Gilbert et Francis Gross) et le groupe Expand, un accord de régie ayant été passé avec l'italien Berlusconi, le premier à avoir fait des offres dès mars 1989.

ANNICK COJEAN

POINT DE VUE

## Canal Enfants en otage

par Michel Thoulouze

La Lyonnaise des eaux est montée en ligne pour interdire Canal Enfants et son développement, en pesant de tout son poids pour faire refuser les fréquences hertziennes nécessaires à sa survie. On donne des coups de pied dans le ventre de la mère en souhaitant voir naître Canal Enfants handicapés. Tout cela, en arguant avec un culot inouï : de la défense du câble !

Moi, le câble, je le vis au quotidien, en ayant créé Planète Câble, la seule chaîne documentaire d'Europe, et je sais que l'on ne vend pas des tuyaux mais des programmes !

La Lyonnaise a le monopole absolu du câble sur Paris, mais où sont les actions de promotion pour le câble à Paris ? Sur quels murs sont les affiches ? Où est la publicité dans les journaux ? Avez-vous reçu un mailing ? Où sont les chaînes thématiques initiées par la Lyonnaise ? Or les thématiques sont le moteur du câble. La Lyonnaise n'a su créer qu'une mini-généraliste : Paris Première. Or qui a besoin d'une généraliste supplémentaire ?

Avant d'essayer d'interdire, il vaudrait mieux apprendre à vendre le câble, ou, tout simplement, en avoir la volonté. Il est vrai qu'un monopole n'a pas la culture du client. Personne ne s'est jamais débarrassé de l'eau courante !

Et qu'on ne vienne pas me dire : « Il faut du temps pour apprendre ! » Les deux autres opérateurs du câble s'investissent dans la promotion. J'ai vu des affiches sur les murs de Nice à Lille.

Que demande Canal Enfants ? 5 millions de foyers couverts par des fréquences hertziennes afin d'avoir une politique de programmes ambitieuse, pour ne pas faire ses courses exclusivement au Japon et en Corée.

Curieux : Canal Enfants ne tue-t-il pas le câble qu'à Paris ? Dans les autres villes, les autres câblo-opérateurs ne semblent pas effrayés :

## « Le Républicain lorrain » devient l'actionnaire majoritaire du « Bien public »

Le quotidien régional le *« Républicain lorrain »* (Metz), dont le directeur général, M. Claude Puhl, est aussi président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), vient d'augmenter sa participation dans le quotidien le *« Bien public »* de Dijon, de 37,17 % à 52,17 %.

Cette prise de contrôle a été annoncée le 20 mars mais le montant de la transaction n'a pas été révélé. Les 15 % supplémentaires sont détenus par la Société civile La Ferté, dont le *« Républicain lorrain »* vient de prendre le contrôle à hauteur de 99 % et dont le gérant est l'actuel PDG du *« Bien public »*, M. Armand Théard. Ce dernier conserve 37,57 % du capital du quotidien de Dijon, le reste des parts étant aux mains de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui en détient 9,92 %, et de petits porteurs qui totalisent 0,54 %.

Le *« Bien public »*, vice-doyen de la presse française après le *« Courrier de Saône-et-Loire »*, a été fondé en 1850 par les familles Jobard et Théard. Il vend, selon l'OID 1988, 50 854 exemplaires en Côte-d'Or et

ils sont même entrés dans le capital de Canal Enfants.

En réalité, l'argument du coup de frein donné au câble pour Canal Enfants en hertzien ne tient pas. Les Parisiens auront deux possibilités : avoir Canal Enfants gratuitement dans le bascu du câble, ou payer 65 F sur le décodeur Canal Plus.

Il est évident que ceux qui pourront avoir le câble vont choisir cette solution et comme nous le répétons à l'envi les autres câblo-opérateurs, ce sera un argument solide pour le câble. D'autant plus que Canal Enfants s'est engagé à rendre les fréquences hertziennes lorsque Paris sera suffisamment câblé.

En fait, la Lyonnaise avance masquée derrière cet argument de « défense du câble ». Curieux aussi de voir les politiques comme Bernard Pons et Robert-André Vivien apparaître en pourfendeurs de Canal Enfants. Tout cela ne serait-il pas le renforcement féroce d'un monopole sur Paris ? Non seulement la Lyonnaise décide seule des chaînes qui ont le droit d'être montrées aux Parisiens sur le câble, mais maintenant on hertzien aussi, et bientôt les nouvelles chaînes devront payer l'octroi à l'entrée de Paris !

Ce n'est pas un cauchemar. Rappelons qu'aux Etats-Unis les chaînes du câble sont tombées une à une dans la giron des opérateurs. Pourquoi Planète peut-elle être vue dans quarante villes câblées en France, alors qu'elle est considérée comme l'une des chaînes « phare » du câble, mais pas à Paris, Boulogne, Neuilly ?

Moi, j'ai une proposition à faire à madame la Lyonnaise pour la promotion du câble à Paris : qu'elle supprime ses émetteurs hertziens pour M6 et qu'elle la réserve au câble.

Bonne idée non ?...

Michel Thoulouze est président de Planète Câble et directeur général adjoint de Canal Plus international.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 11 octobre 1989.

M. BRIMEUR Roger, Jacques, né le 25 septembre 1928 à SAINT-MANDE (94) et demeurant à PARIS (19<sup>e</sup>), 7, villa Robert-Lindet, a moment des faits : gérant de S.A.R.L. SOBRERO dont le siège était à PARIS (11<sup>e</sup>), 20, boulevard des Filles-du-Calvaire.

« a été condamné à : 8 MOIS d'emprisonnement avec sursis ;

Four : fraude fiscale et omission de paiement d'écritures (faits commis en 1984, 1985 et 1986).

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le *« Journal officiel »*, le *« Monde »* et le *« Figaro »*.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Etablissement professionnel : S.A.R.L. SOBRERO à PARIS (11<sup>e</sup>), 20, boulevard des Filles-du-Calvaire).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. F/LE GREFFIER EN CHEF.

## Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Rég. : 45-55-91-42, poste 4297

## Médias et Sociétés

5<sup>e</sup> édition 1990 - 690 pages - 180 F TTC

FRANCIS BALLE

MONTCHRESTIEN

26, rue Vergennes - 75014 Paris - Tél. 01 43 35 01 67 - Fax : 01 43 20 07 42

Presse, radio, télévision, vidéo, minitel...

• Les techniques de Gutenberg aux satellites...  
• Les institutions en France et à l'étranger...  
• Les influences à court et à long terme

## Quand un éditeur fait salon chez les libraires...

... il vous rapproche, à portée de lecture, de ses collections "éclats" et "micromégas" :

éclats : Des essais qui tentent de réconcilier la philosophie et les questions de son temps. Quels sont les enjeux, quels intérêts s'affrontent derrière les événements ?  
Ex : De l'identité culturelle, Pierre Camau

micromégas : Une manière de faire un ton, un style : tous les genres littéraires y trouvent place. Dans ces temps d'inflation de l'écriture, conjuguer le vaste et l'incisif, l'ineffable et le dit... le grand dans le petit, le petit dans le grand.  
Ex : Le secret nécessaire - Du corps à l'esprit - Mystique, sexualité et continence

Desclée de Brouwer

**ROUMANIE**  
RESSOURCEZ-VOUS LA VIE EN ROUMANIE

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN 38, avenue de l'Opéra 75002 PARIS - Tél. 47 42 27 14 - 47 42 25 42 - MINITEL : 3616 - OTROUMA

Le secret de la santé et de la jeunesse ? C'est en Roumanie ! 180 stations balnéaires et climatiques "roumaines" vous attendent pour vous ressourcer !  
Cure de remise en forme : 4.800 F.  
Traitement au Peil Anjar : 4.850 F.  
Cure Ana Aslan : 5.350 F.  
Prix tout compris 2 semaines, à partir de...

سكننا من الامم

















*Cet appartement, je le cherchais depuis longtemps. Je l'avais trouvé. Je le voulais. Alors, j'ai rencontré le Crédit Foncier, et très vite ils ont été les premiers à me proposer une solution claire et intelligente.*

**Prêts Crédit Foncier.**

*Quel que soit votre projet immobilier, le Crédit Foncier vous conseillera un prêt taillé à vos mesures dans sa gamme complète de financements : Foncier Ancien, Foncier Neuf, Foncier Relais Plus, Foncier Investisseurs... et, dans certains cas, les nouveaux prêts PAP.*

*Venez nous voir ou consultez le minitel 36.15 Foncier.*

**CRÉDIT FONCIER**

*En premier, le Crédit Foncier.*

طريق من الدمام



24 Le chômage et augmentation de l'emploi  
25 à 28 Champs économiques29 L'industrie française manque de zèle écologique  
30 Capital et intérêts40 Marchés financiers  
41 Bourse de Paris

## BILLET

De l'emploi  
mais du chômage

La très légère augmentation du chômage enregistré en février, selon les statistiques publiées le 26 mars par le ministère du travail, ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà. La bonne tenue de l'emploi ne parvient toujours pas à résorber le nombre de demandeurs d'emploi. A la fin du mois de février, en données corrigées, on comptait 2 493 900 chômeurs, soit 0,1 % de plus qu'en janvier et 1,7 % de moins qu'en février 1989. En données brutes, les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE étaient 2 552 400, soit 1,9 % de moins que le mois précédent (48200), et 1,7 % de moins qu'un an auparavant. Plus que jamais, il apparaît que le « stock » de chômeurs ne se réduit pas vraiment, en regard du fort mouvement de création d'emplois, puisqu'il n'y a que 43 900 chômeurs de moins en douze mois, en données corrigées.

Massivement, ce sont les jeunes qui profitent de la nouvelle situation, alors même que les entrées en stage diminuent de façon impressionnante (-20,6 % en un an). La part des hommes de moins de 25 ans dans le chômage recule de 10,7 % en un an et celle des femmes du même âge de 8,2 %. Mais les femmes de 25 à 49 ans, et celles de plus de 50 ans continuent d'être les victimes de ce mode de fonctionnement, très sélectif : elles sont les seules dont le taux de chômage augmente.

L'emploi supplémentaire va à ceux qui ne sont pas inscrits à l'ANPE, accélérant la rotation des salariés d'un poste à un autre et, surtout, l'intégration des jeunes ou des femmes qui se présentent, soit pour la première fois, soit après une interruption. Dès lors, les entrées nouvelles sur les listes de demandeurs d'emploi se font moins nombreuses (-26,3 % en un mois en données brutes) qui diminuent de 1,1 % en douze mois en données corrigées. En revanche, le volume des demandes placées ou annulées, c'est-à-dire des sorties du chômage pour cause de retour à l'emploi ou à la suite d'une inscription dans un stage, ne cesse de se réduire. On en compte 5 % de moins en données brutes, sur un an, et 4,4 % de moins en données corrigées. La conséquence en est l'augmentation de la durée de chômage qui s'élève maintenant en moyenne à 373 jours, soit 8 jours de plus qu'en janvier et 11 jours de plus qu'il y a un an. Toujours autour de 800 000, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an s'est accru de 0,3 % en douze mois et la fluidité des autres régresse.

A. Le.

## Bien que FO reste très divisée

## Un accord devient possible sur le travail précaire

Après une dernière séance de négociations exceptionnellement longue - dix sept heures - les partenaires sociaux sont parvenus à un projet d'accord, le 24 mars au matin, sur le dossier du travail précaire (nos dernières éditions du 25-26 mars).

Honnête la CGT, qui refuse tout compromis, les organisations syndicales devraient commencer, ce 26 mars, à donner leur réponse définitive sur le texte élaboré en commun. La CFTD apparaît

comme la mieux disposée, tandis que la réponse de FO, très divisée, demeure imprévisible. Si le document n'était pas approuvé, ou si trop de signatures venaient à manquer, le projet de loi déposé en novembre par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, serait discuté sans ajout lors de la session parlementaire de printemps.

Ce que voulait précisément éviter M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF.

La conclusion d'un accord contractuel sur le travail temporaire, coupable aux yeux de l'opinion publique et d'une bonne partie de l'Assemblée nationale, dont le parti socialiste, de permettre le développement de l'emploi précaire, dépend largement de l'attitude qu'adoptera FO (le Monde des 25 et 26 mars). Or, sa détermination est apparue très partagée entre l'attitude ferme de M<sup>me</sup> Paulette Hofman, décidée à restreindre les possibilités d'utilisation des contrats à durée déterminée et même de l'interim, et la position plus conciliante de M. Antoine Faesch, davantage soucieux d'améliorer la protection sociale des travailleurs précaires.

Au cours de la nuit du vendredi 23 mars au samedi 24 mars, trois heures de suspension furent nécessaires pour rapprocher les points de vue publiquement divergents et c'est au bureau confédéral, réuni le 26 mars, qu'il reviendra de trancher.

Le gouvernement  
déconcentré

A tout le moins, et quelle que soit sa décision, l'organisation dirigée par M. Marc Blondel risque fort de sortir ébranlée d'une affaire qui intervient après le refus, contesté, de signer l'accord sur la grille de la fonction publique puis le choix, également contesté, de lancer un mot d'ordre de grève dans les PIT. Le gouvernement de M. Michel Rocard est déconcentré par l'attitude imprévisible



de FO, tandis que le CNPF s'interroge sur la fiabilité d'un partenaire privilégié. Tout cela à un moment où le patronat a besoin d'un texte largement signé pour empêcher la discussion d'un projet de loi qui déplaît à un certain nombre de ses fédérations et où se discute en coulisses la répartition des rôles dans

les organismes de protection sociale. L'addition des deux mécontentements pourrait se traduire, pour FO, par la perte de positions enviables. Or, si l'approbation de la CFTD est à peu près acquise, l'adhésion de la CGC - peu concernée par le sujet du travail précaire - ne l'est pas entièrement et celle de la CFTC, pour symbolique qu'elle soit, n'est ni décisive ni assurée.

Limites  
des abus

Il faudrait pourtant un large accord pour que le groupe socialiste abandonne sa proposition de loi ou que l'Assemblée adopte le projet de loi, moins ambitieux, déposé en novembre par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, afin de limiter les abus grandissants du travail précaire.

Dès l'origine, la partie engagée par M. Jean-Louis Giral, récemment promu président de la commission sociale du CNPF, et qui joue là une succession de coups délicats, était difficile. Il devait écarter le péril d'une décision législative qu'il ne pouvait contrôler - une partie de l'opposition s'inquiétant de l'essor des contrats à durée déterminée et des missions d'interim -, mais il devait également trouver, pour s'y opposer, des alliés parmi les syndicats en leur offrant de renforcer le poids de la politique conventionnelle, censée être préférable à la loi.

ALAIN LEBEAUCHE  
Lire la suite page 24

## Les principales dispositions du projet

Dans sa partie « sociale », le projet d'accord prévoit que les salariés sous contrat à durée déterminée auront un droit individuel à des stages de formation financés par une contribution de 1 % des entreprises utilisatrices. Ils bénéficieront d'une protection sociale complémentaire, grâce à une cotisation de 0,5 % sur la masse salariale. Les intérimaires, eux, bénéficieront d'un développement des actions de formation et, par le truchement d'une cotisation de 0,3 %, ils pourront accéder à des avantages réservés habituellement les comités d'entreprises.

En matière d'accidents du travail, et pour les plus graves, le principe d'une coresponsabilité

entre l'entreprise utilisatrice et l'agence d'interim est reconnu. Le financement sera partagé : un tiers pour l'employeur final et deux tiers pour la société de travail temporaire. S'agissant de l'indemnisation en cas de chômage, l'allocation de base exceptionnelle sera dorénavant servie lors d'une deuxième inscription après un délai de six mois, et non plus après deux ans, pour les salariés en contrat à durée déterminée.

Dans sa partie « réglementaire », le projet prévoit que les embauches temporaires sont interdites dans les six mois qui suivent des licenciements économiques, sauf cas particuliers où la mission ne peut en tout état de

cause excéder trois mois. La durée maximale d'un contrat ou d'une mission ne peut dépasser dix-huit mois, et vingt-quatre mois à l'étranger, et l'employeur n'a droit qu'à un seul renouvellement pendant cette période. La deuxième partie du contrat peut être d'une durée plus longue que la première. L'indemnité de précarité d'emploi ou de fin de mission est ramenée à un taux unitaire de 10 % du salaire pour l'intérimaire (contre 10 et 15 % auparavant) et celle du salarié sous contrat à durée déterminée est portée à 6 % (contre 5 %).

Une dernière disposition prévoit que l'accord sera rendu caduc si la loi adoptée par le Parlement ne le reprend pas.

## Réunion de la commission mixte franco-soviétique

Les problèmes de paiement au centre  
des relations entre Paris et Moscou

La commission mixte franco-soviétique, présidée par le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et le premier vice-président du conseil des ministres de l'URSS M. Lav Voronine se tient à Moscou les lundi 26 et mardi 27 mars. La réunion de 1990 devrait être marquée par des discussions sur les récentes difficultés de paiement rencontrées par l'URSS et le renforcement des garanties accordées par l'Etat français aux industriels ainsi que par l'Etat soviétique aux organismes payeurs de l'URSS. A l'invitation du CNPF, une cinquantaine d'industriels français devaient se rendre dans la capitale soviétique pour participer à un séminaire sur les échanges entre les deux pays.

Côté français, la volonté de renforcer les liens avec l'Union soviétique est claire. Malgré la détérioration récente de la situation financière de l'URSS (le Monde du 14 mars), les autorités françaises n'ont pas voulu négliger le marché soviétique, au moment où l'URSS accroît ses échanges commerciaux avec l'Occident, et où les principaux pays industrialisés - Allemagne fédérale, Italie, Etats-Unis et Japon en tête - renchérissent d'efforts pour s'imposer dans le pays.

MM. Bérégovoy et Voronine ont déjà présidé la vingt-troisième commission en février 1989 (c'était jusqu'alors le ministre du commerce extérieur qui occupait ce rôle), et se sont rencontrés le 15 janvier dernier pour évaluer la réforme des structures des relations entre les deux pays. Le texte fondateur de 1966 a ainsi été modifié afin de permettre, selon le ministre des finances, « une meilleure synergie entre l'administration et les entreprises ». Une vingtaine de groupes de travail thématiques et sectoriels n'en continuent pas moins à fonctionner, sous l'égide de la grande commission. La rencontre des 26 et 27 juin devrait permettre un nouvel examen de l'utilité de chacun de ces groupes, devant conduire à la disparition de certains, et peut-être à la création de nouveaux.

En tout état de cause, la réforme des structures n'est pas un souci majeur pour les industriels, qui se demandent s'il est raisonnable d'investir dans un pays marqué par tant de turbulences politiques et économiques, et s'inquiètent avant tout de savoir quel soutien leur accorderont les autorités des deux pays. Le mois dernier, M. Pierre Bérégovoy a insisté sur le fait que la France pourrait renforcer les garanties politiques accordées aux entreprises par l'intermédiaire de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur).

Mais l'on ne connaît pas encore le résultat des travaux engagés par

le directeur des relations économiques extérieures (DREE), M. Jacques Desponts, avec ses homologues soviétiques en vue d'une clarification du traitement des garanties par l'Union soviétique. Au cours des derniers mois, il est clairement apparu que la banque soviétique pour le commerce extérieur ne garantit plus tous les projets.

Résorber le déficit  
bilatéral

Bien que le système des sociétés mixtes, qui se développe depuis le début de 1987 entre l'URSS et les principaux pays occidentaux n'ait pas encore fait la preuve de ses résultats positifs, ni sur l'économie soviétique, ni sur le commerce Est-Occident, celui-ci fera vraisemblablement l'objet de discussions approfondies au cours de la réunion de la commission. Le nombre de sociétés mixtes à capitaux français plafonne à quarante (sur un total de plus d'un millier), et la plupart d'entre elles n'existent toujours que sur le papier. Les incitations fiscales, la protection des investissements réalisés pour la création de ces sociétés mixtes seront probablement longuement débattus.

Du côté des échanges, l'année 1989 a bien commencé pour la France, avec la signature, en janvier, d'un contrat portant sur la livraison de deux millions de tonnes de céréales. Au cours de la visite de la délégation française à Moscou, de nouveaux contrats pourraient être annoncés, notamment dans les secteurs pétrolier et bancaire. Mais il est encore loin d'être certain que le volume global du commerce France-URSS s'orientera cette année sur une pente ascendante, après avoir stagné entre 26 et 29 milliards de francs annuellement entre 1986 et 1989. Il n'est pas sûr non plus que le déficit bilatéral de près de six milliards de francs enregistré l'an dernier par la France commencent à se résorber.

F. L.

■ Pernod-Ricard négocie le rachat d'Alexis Lichine. - Les pourparlers entre la SVF (Société des vins de France), filiale vin de Pernod-Ricard, et le groupe britannique Bass et Charrington, propriétaire de la maison bordelaise, Alexis Lichine, seraient sur le point d'aboutir. Les autres sociétés qui étaient candidates à cette acquisition semblent avoir désormais laissé le champ libre à Pernod-Ricard. Le groupe français, qui a enregistré en 1989 un chiffre d'affaires de 16,6 milliards de francs, réalise 37 % de son activité dans les vins et spiritueux en France. Le rachat de la société Alexis Lichine permettrait à Pernod-Ricard de consolider ses positions dans le Bordelais où sa filiale SVF est déjà présente par le biais de son département « Crus et domaines de France ».

## Vers un assouplissement du blocage des dépôts bancaires

## Au Brésil, les épreuves du plan Collor

Le président brésilien, M. Fernando Collor, a annoncé vendredi 23 mars un certain assouplissement du blocage des dépôts bancaires qui constitue l'aspect le plus spectaculaire du plan anti-inflation radical lancé lors de son entrée en fonctions jeudi 15 mars.

En une semaine, près de cinquante mille Brésiliens auraient perdu leur emploi à cause des effets du plan anti-inflation qui a mis sous séquestre 80 % de la masse monétaire. Le président Collor de Melo a lancé vendredi un appel aux entreprises pour qu'elles évitent de licencier leur personnel, mais sans apporter de réponse à la question que toutes se posent : comment vont-elles pouvoir payer les salaires de mars si l'argent reste toujours bloqué sur les comptes bancaires ?

Le plan Collor limite en effet les retraits sur les comptes bancaires à 50 000 cruzeiros, soit environ 7000 francs, pour les dix-huit mois à venir. Privés d'argent liquide, les

Brésiliens ont réduit au strict minimum leurs dépenses courantes, d'où un ralentissement immédiat de l'activité. Notre correspondant au Brésil, Charles Vanhecke, signale une baisse visible de la fréquentation des restaurants, des cinémas, des taxis. A part les commerces d'alimentation, les magasins sont vides et même la circulation automobile semble plus fluide.

La grande majorité des Brésiliens, trop pauvres pour avoir des réserves d'argent en banque, se disent, selon les sondages, favorables au Plan Collor. On entend fréquemment des réactions pognardées de l'homme de la rue sur le thème : « Pour une fois, riches et pauvres sont logés à la même enseigne, sans un sou vaillant. »

Contrôler  
l'inflation

Mais le vent pourrait vite tourner si le choc déflationniste entraîne des licenciements massifs.

Les banques sont accusées dans la presse de jouer la politique du pire en ne déversant même pas les petites sommes autorisées par le

plan. Du coup, il y a eu des drames, des retraités privés de leurs maigres ressources, des malades qui ne pouvaient être hospitalisés faute d'argent, sans parler des entreprises asphyxiées financièrement.

Lors d'une réunion de cabinet retransmise par la télévision, le président Collor a déclaré, sans donner de précisions, que les retraités, les chômeurs, les paysans et d'autres catégories bénéficieraient très vite d'un assouplissement des dispositions du plan anti-inflation. Il n'a fait qu'anticiper sur les amendements que ne manqueraient pas d'apporter les parlementaires lors de l'examen de la loi ratifiant les mesures du plan Collor. Plus de cinq cents amendements ont déjà été déposés.

Le président Collor a constaté que les prix baissaient et s'est dit convaincu que l'inflation pouvait être contrôlée « en trente à quarante-cinq jours », pourvu que les Brésiliens ne dépensent « qu'avec parcimonie » leur salaire de fin mars.

Toutefois, les observateurs ont des doutes sur le résultat final. Le

pays vit depuis dix ans et plus avec l'inflation, qui imprègne tous les comportements. Même si la hausse des prix ne retrouve pas le rythme effréné de 2 700 % constaté au cours des douze derniers mois, elle risque de n'être que ralentie, au prix d'un effondrement de l'activité.

Pour l'instant, dans ce panorama où se mêlent le tragique et le cocasse, on découvre un indicateur résolument tourné à la hausse : la valeur de la monnaie brésilienne. Le cruzeiro, qui a remplacé le cruzeiro - lequel avait été créé pour remplacer l'ancien cruzeiro - ne fait que monter par rapport au dollar. Les nombreux Brésiliens qui changent systématiquement leur argent en dollars pour se prémunir contre l'inflation sont obligés de présent d'acheter des cruzeiros pour leurs dépenses quotidiennes, si bien qu'en une semaine, le cours du billet vert est passé de 90 cruzeiros à 30. De ce fait, le plan Collor a créé une catégorie imprévue de victimes : les étrangers vivant au Brésil, dont le pouvoir d'achat a été divisé par trois !

SOPHIE GHERARDI

## CONCOURS ISG

RÉSERVÉS AUX ÉTUDIANTS EN B.T.S., I.U.T., D.E.U.G., MATH SUP/SPE, KHAGNE, CES CONCOURS ADAPTÉS À VOTRE CURSUS ET VOTRE NIVEAU D'ÉTUDES, VOUS PERMETTENT D'ACCÉDER À UNE FORMATION À LA GESTION DISPENSÉE DANS LES CENTRES ISG DE PARIS, NEW YORK & TOKYO.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS : 02 JUIN 1990.



## UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

123, rue de Longchamp - 75116 Paris  
Téléphone : 45 53 40 00 (commodore)  
Dominique REDONARD  
Membre 36 10 199



## ÉCONOMIE

## TRANSPORTS

Après Lille, Toulouse et Rennes

## Bordeaux choisit de construire deux lignes de métro automatique VAL

BORDEAUX

de notre correspondant

Bordeaux va s'équiper d'un métro VAL dont les deux premières lignes devraient être opérationnelles en 1996. La première, longue de 6,7 kilomètres, traversera la ville dans le sens sud-nord, de la gare Saint-Jean jusqu'au futur World Trade Center. La deuxième, longue de 6,4 kilomètres, ira d'ouest en est, du centre hospitalier régional à la rive droite de la Garonne. A terme, le réseau, long de 45 kilomètres, desservira le quartier des congrès de Bordeaux-Lac et l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Une troisième ligne reliera Bordeaux au campus universitaire.

Ces décisions ont été prises le 23 mars à la majorité par le Conseil de communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Le PC, le Front national et l'unique élu vert, M. Michel Duchêne - au demeurant adjoint de M. Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bor-

deaux - ont voté contre le projet. Les quatre élus PS de Bordeaux ont quitté la séance avant le vote en signe de protestation contre « l'absence de démocratie et de concertation » dans ce dossier. Ils se sont ainsi distingués de la majorité de leurs collègues socialistes qui, eux, ont adopté le dossier en même temps que la droite. M. Chaban-Delmas et le PS ont en effet fini par s'entendre sur une affaire qui les divisait depuis 1987.

Le principe du VAL avait été adopté à l'unanimité en 1986. Mais, dès l'année suivante, le PS avait manifesté son désaccord en découvrant que le tracé de la première ligne ne desservait que le centre-ville de Bordeaux sans franchir la Garonne vers les cités populaires de la rive droite.

La première phase du VAL est évaluée à 5 milliards 55 millions de francs. L'Etat ne s'est, pour l'instant, engagé à participer qu'à hauteur de 600 millions de francs.

GINETTE DE MATHA

## L'armateur Delmas-Vieljeux s'associe avec le transporteur Dubois

A l'issue de la cession d'un bloc minoritaire, suivie d'une augmentation de capital réservée, le groupe Delmas-Vieljeux va prendre 34 % du capital du groupe de transport Dubois. Celui-ci, qui est un groupe familial non coté, conservera son autonomie. Le montant de la transaction n'a pas été publié. Pour l'armateur Delmas-Vieljeux (53 navires, 65 000 conteneurs, 5 milliards de

francs de prestations), cette prise de participation complète sa politique commerciale et lui permet d'offrir à ses clients un transport véritablement « clé en main » grâce au savoir faire logistique du groupe Dubois (1 500 camions, 700 000 mètres carrés d'entrepôts, 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires).

## SOCIAL

## Un accord devient possible sur le travail précaire

suite de la page 23

Pour ce faire, il devait accorder des améliorations sociales qui compensaient avantageusement la suppression de certains des freins mis par M. Soisson.

Non seulement, il devait satisfaire les exigences de fédérations qui ne sont pas toutes satisfaites de le trouver à ce poste - la puissante UIMM, fédération de la métallurgie dont est originaire son prédécesseur, M. Pierre Guillemin -, et ne pas mécontenter les plus gros utilisateurs de ces formes d'emplois dépréciées aux yeux de l'opinion publique (TUMM, encore, et également la FNB - bûcherons - ou la FNTF - travaux publics, dont M. Guin est l'ancien président) mais il lui fallait tenir compte des intérêts de la profession des agences d'interim, représentées au sein du CNPF, et quant à elle disposée à plus de modération pour survivre.

Pour la première fois en effet dans ce type de négociations, le patronat a dû arbitrer un débat interne, et les instances du front en faveur des entreprises utilisatrices contre les sociétés prestataires de services avec quelque véhémence. Au point que, les adhérents du PROMATT et de l'UNETT, les deux syndicats professionnels de l'interim, dont les propositions étaient diamétralement différentes de celles de leurs clients, patrons comme eux, peuvent redouter des mesures de rétorsion, le dossier conduit ou non en leur faveur. En toile de fond, il faut dire que l'apparition d'une nouvelle équipe dirigeante à la CGPME n'a rassuré pas les choses. M. Pierre Guillemin, devenu vice-président, a été porté à la conciliation et réclamait beaucoup de souplesses pour les entreprises, sans vouloir accepter trop

d'améliorations pour les travailleurs précaires. Dans ces conditions, le protocole d'accord ne pouvait être qu'un compromis laborieux qui dissimule l'essentiel. Les employeurs, à moindre frais, ont admis qu'il fallait accorder des avantages nouveaux aux salariés à titre temporaire, que ce soit pour la formation professionnelle ou l'accès à l'assurance maladie complémentaire, en échange de certaines souplesses d'utilisation que le projet de loi restreignait. Les syndicats, s'ils doivent signer, auront implicitement accepté le recours au contrat à durée déterminée et à l'interim, qui valent mieux que pas d'emploi du tout, et renoncé à l'idée d'en restreindre l'usage. Sur tout, et sous couvert d'améliorations, ils auront consacré la pratique des flux tendus, l'employeur ayant toujours à sa disposition un volant de main d'œuvre précaire, puisqu'il reconnaît, imposant à les combattre, que ces méthodes de gestion sont désormais partie de la réalité des entreprises.

Reste à savoir si l'opinion, et plus encore les cadres intermédiaires des syndicats, qui avaient refusé l'accord sur la flexibilité en décembre 1984, feront leur deuil de principes reposant sur le salariat définitif et à temps plein. Le pragmatisme et le réalisme vont être mis à rude épreuve dans les jours qui viennent, avant que chacun appose ou non son paraphe à un texte qui corrige un projet de loi.

ALAIN LERABUE

## Diplôme Universitaire

d'Audit Social « DUAS » :

Diplôme de formation continue, à l'intention des cadres de la fonction publique, de consultants ou d'adhésions internes.

Cycle complet : quatre jours consécutifs par mois, du mois d'octobre au mois de mai.

Démarrage de la deuxième promotion : octobre 1990.

Candidatures : dès le mois d'avril 1990.

Renseignements : J. Le Moine, IAE 2, rue Albert-Lucas, 31000 Toulouse. Tél. : 61-21-85-18 - Fax : 61-23-84-33

## FINANCES

## Bourse : les arrivées printanières

Comme chaque année, les tout premiers mois de l'année n'incitent pas les sociétés à entrer en Bourse, et le mouvement généralement débute vers le fin du premier trimestre. 1990 n'aura pas fait exception à ce phénomène, d'autant plus que les premières semaines ont particulièrement été chahutées rue Vivienne. Si deux groupes japonais se sont risqués sur le marché officiel (Toyo Trust, le 24 janvier, et Taisho Marine and Fire Insurance, le 14 février), le second marché parisien n'avait jusqu'à présent accueilli qu'une seule firme, Domenial, une SICAF obligataire (Société d'investissement à capital fermé) négociée en Bourse depuis le 19 janvier.

La moisson des jours prochains s'annonce plus riche avec au moins six firmes annoncées, se répartissant pour moitié entre des étrangers et des PME françaises.

Du continent nord-américain arriveront un groupe agroalimentaire, Sara Lee et une mine d'or, Corona Corp. Peu connu en France sous son nom de Sara Lee, ce groupe, au chiffre d'affaires de 12 milliards de dollars (69 milliards de francs) et au bénéfice de 410 millions de dollars (2,4 milliards de francs), est pourtant très présent dans l'Hexagone avec les marques Maison du Café, Bénédictine, mais aussi par les collants Dim, Remy, Chesterfield, sans oublier les cirages Kiwi et Aspro. L'introduction se fera par voie d'arbitrage dès le 28 mars, à Paris, sur le marché au comptant. Ce dernier accueillera ensuite, le 3 avril, la mine d'or canadienne Corona qui se situe au sixième rang mondial des producteurs aurifères.

La pénétration japonaise en France, dans la perspective du grand marché européen de 1993, s'est accélérée depuis maintenant un an et demi et il ne se passe rarement un mois sans que la cote ne s'enrichisse d'une valeur nipponne. La maison de titres Daiwa Securities devrait être, le 2 avril, le quinzième établissement financier nip-

pon à accéder au Palais Brongniart en dix-huit mois. Le deuxième courtier japonais, a enregistré une hausse de 21 % lors de son premier semestre d'activité d'avril, à septembre. L'effondrement du Kabuto-cho depuis le début de l'année devrait peser sur son exercice fiscal qui s'achève le 31 mars.

Sopra, une société de conseil et d'assistance en informatique, sera la première d'un trio à accéder sur le second marché. L'entreprise proposera 10 % de son capital sous la forme d'une offre publique de vente au prix de 195 francs (le Monde du 17 mars). Elle sera ensuite suivie les 4 et 5 avril, par Comareg, une filiale d'Havas rassemblant la presse gratuite, puis par Biotar, le bon pain de France. La firme spécialisée dans la fabrication de pain, viennoiserie et pâtisseries crues congelées destinées aux moyennes et grandes surfaces proposera 100 000 titres, soit 13,1 % de son capital au prix d'offre unitaire de 220 francs. Cette entreprise, rachetée par ses salariés en 1985 sur l'initiative de son actuel dirigeant M. Christian Denys, a réalisé 130 millions de francs de chiffre d'affaires. Le leader français de la pâte à pain crue congelée a réalisé l'an dernier un bénéfice de 9,3 millions de francs. Sur le marché hors cote arrive Avenir Technologie, une société créée à Gardanne en 1983 qui opère dans l'imagerie électronique.

Enfin, la Bourse lyonnaise profite également de ce traditionnel regain de printemps avec l'arrivée, le 29 mars, de la société de bureaux SACI qui, par l'intermédiaire d'une offre publique de vente, proposera une partie de son capital au prix de 213 francs l'unité. Elle sera suivie quelques semaines plus tard par HIT, une société rassemblant des entreprises exerçant leur métier dans les technologies de traitements thermiques et de surface. Créée en 1986 par MM. Philippe Le François et Alain Scouté à la suite d'un rapprochement de leurs entreprises amorcé en 1978, HIT contrôle dix-huit sociétés dont quinze sont implantées sur tout le territoire. La firme a réalisé 417 millions de francs de chiffre d'affaires et dégagé 55 millions de résultats avant impôt en 1989. Les modalités de son arrivée en Bourse n'ont pas encore été définitivement arrêtées.

D. G.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

## COMPTES SOCIAUX 1989

Le Conseil d'Administration, réuni le 20 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Renaud de La Genière, a arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1989.

Le bilan au 31 décembre 1989 enregistre la prise de contrôle de la Compagnie Industrielle et du Groupe Victoire. Les reclassements prévus et annoncés ne devant s'achever que dans le courant du premier semestre, le bilan à fin 1989 comporte les portages intermédiaires et les financements temporaires correspondants. La situation qui sera publiée au 30 juin 1990 enregistra le retour à la structure traditionnelle du bilan de la Compagnie.

Compte tenu de ces précisions, les principales composantes du bilan de Suez sont en augmentation sensible comme l'indiquent les chiffres clés suivants :

(en milliards de francs)	1989	1988
Titres de participation	29,1	22,7
Créances rattachées aux participations	13,2	2
Capitaux propres	31,1	25,3

Pendant la même période, le nombre d'actions composant le capital a progressé de 14 %, ressortant à 119,4 millions à fin 1989 contre 105 millions à fin 1988.

Le résultat net total ressort en progression :

(en millions de francs)	1989	1988	Variation
Résultat net de gestion	841	622	+35,2%
Résultat net des opérations sur valeurs immobilisées	807	875	- 7,7%
Résultat net total	1.648	1.497	+10 %

Rapporté au nombre d'actions à rémunérer (119,4 millions en 1989 contre 90,9 millions en 1988), le résultat net de gestion ressort à F 7,04 en 1989 contre F 6,84 en 1988. La valeur estimative des actifs nets de la Compagnie à fin 1989, calculée de manière très prudente, ressort à F 66 milliards contre F 40 milliards à fin 1988, soit par action existant à la clôture à F 550 contre F 380.

## DIVIDENDE PAR ACTION : + 11 %

Le Conseil d'Administration a décidé de convoquer une Assemblée Générale Mixte en juin prochain, à laquelle il proposera notamment de distribuer un dividende net :

- de F 7 par action contre F 6,30 en 1989 (il sera offert aux actionnaires la faculté d'opter, pour cette distribution, entre le paiement en numéraire et la remise d'actions nouvelles à émettre par la Compagnie)

- de F 7,24 par CIP contre F 7,10 en 1989.

Il proposera également de modifier la raison sociale de la Compagnie qui deviendrait "Compagnie de Suez".

Les comptes consolidés de l'exercice 1989 seront arrêtés au mois de mai prochain.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

## EMPRUNT DE 850 000 000 DE FRANCS A TAUX FIXE

PRIX D'ÉMISSION :	4 993 F
JOISSANCE ET RÈGLEMENT :	17 avril 1990
DURÉE :	12 ans
INTÉRÊT ANNUEL : 10,10 % soit 505 F par obligation payable le 17 avril de chaque année et pour la première fois le 17 avril 1991.	
TAUX DE REMBOURSEMENT ACTUEL BRUT :	10,12 %
AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 17 avril 2002, SAUF RACHAT EN BOURSE.	

Une note d'information (voir COB n° 90-119 du 22/03/90) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil, BALO du 26/03/90.

## EMPRUNT DE 350 000 000 DE FRANCS A TAUX VARIABLE (T.M.E.)

PRIX D'ÉMISSION :	4 864 F
JOISSANCE ET RÈGLEMENT :	17 avril 1990
DURÉE :	12 ans
INTÉRÊT ANNUEL : Le taux d'intérêt sera variable et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'État à Long Terme (T.M.E.) émis par la Caisse des Dépôts et Consignations ornée d'une marge de 0,40 % l'an, soit : T.M.E. + 0,40 %. L'intérêt sera payable le 17 avril de chaque année et pour la première fois le 17 avril 1991.	
AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 17 avril 2002, SAUF RACHAT EN BOURSE.	

**L'AMI FINANCIER**  
Caisse d'Épargne Ecureuil

مكتبة الامم المتحدة



## CHAMPS ECONOMIQUES

## Afrique : le poids de la population

Malgré les progrès de la contraception, le monde compterait plus de 1 milliard d'Africains dans vingt ans

MARY Wambui a trente-trois ans et cinq enfants. Comme les autres clientes de la clinique de planning familial d'Eastleigh, à Nairobi, elle pense que « ça suffit comme ça », ce n'est pas faute d'en vouloir plus, mais faute d'argent. L'histoire de Mary est un concentré des problèmes démographiques de l'Afrique, de leur évolution au fil des générations, de leurs effets sur la production, des lents progrès de la contraception.

D'un premier mariage, à quinze ans, Mary a eu quatre enfants, qui restent à sa charge, et du second un seul, « pour le moment ». Son premier époux, deux fois remarié depuis, a encore eu cinq enfants ; et ce n'est « sans doute pas fini ». Le père de Mary a eu deux femmes et onze enfants. Mais aucun de ses cinq frères et sœurs, comme elle établit dans la capitale et pourvus d'un peu d'éducation, n'en a aujourd'hui plus de cinq.

Mary vit dans une baraque de tôles à Mathare Valley, le plus grand bidonville de Nairobi. Elle y vend des légumes et son mari des sodas. C'est là qu'elle a entendu parler de l'Association (privée) de planning familial du Kenya par des voisines débordées d'enfants, et souvent délaissées par leur mari. Le sien l'a encouragé à s'y rendre. A Mathare Valley, la moyenne est de huit posses par famille ; à Eastleigh, quartier de classes moyennes, de six seulement.

Des femmes comme Mary, l'informateur du centre (qui, elle, n'a que deux enfants alors que sa mère en a eu quinze) en voit de plus en plus. « Aujourd'hui notre problème n'est plus d'attirer des clientes mais de recruter du personnel pour répondre à la demande », dit-elle. A partir de quatre ou cinq enfants,

parfois même avant, de plus en plus de femmes ont recours au planning familial.

Un rapport du ministère kenyan de la santé, publié l'an dernier, confirme cette appréciation. Le taux de fertilité des femmes, qui était de huit enfants par mère en 1978, est tombé à sept en 1988 : un quart des femmes mariées utilisent un moyen de contraception, contre 17 % en 1984. La moitié des femmes et des maris interrogés veulent limiter leur progéniture ; la moyenne idéale s'établit désormais à 4,5 enfants par couple.

Ici, comme ailleurs en Afrique, la majorité des citoyens ne discernent pas encore les avantages d'une famille réduite, mais une prise de conscience politique se fait jour. « Il y a trois ans, on ne pouvait même pas aborder la question avec les responsables kenyans », se souvient le Dr. Samuel Peters, du Fonds des Nations unies pour la population, avant d'ajouter : « Aujourd'hui, le président lui-même recommande aux gens de ne pas avoir plus d'enfants qu'ils ne peuvent en nourrir. »

## Des chiffres inquiétants

Pareille évolution va, dit-on, « dans la bonne direction », et justifie souvent des propos rassurants. Pourtant, ni au Kenya (champion toutes catégories de la croissance démographique, avec près de 4 % par an) ni, de façon générale, dans le reste du continent, cette tendance ne paraît être en mesure de déamorcer la « bombe démographique » qui menace l'Afrique. Pas, en tout cas, tant que les progrès économiques se poursuivront pas.

En dépit des scénarios optimistes, les chiffres ont, en effet, de quoi inquiéter : l'Afrique a beau avoir mis près de 2 000 ans à atteindre 500 millions d'habitants, elle devrait dépasser le milliard dans moins de vingt ans et les deux

milliards dans les années 2030. Selon diverses projections, le Kenya passerait de 22 millions en 1987 à 37 millions en l'an 2000, 83 millions en 2025 (près du quadruplement en moins de 40 ans) et plus de 200 millions en 2050. Le Nigeria triplerait pour atteindre 300 millions en 2025 ; l'Ethiopie et le Zaïre auraient plus de 100 millions, etc. Des chiffres qui donnent le vertige.

« La situation démographique de l'Afrique est unique. Sa population s'accroît à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité », écrit la Banque mondiale. En Asie et en Amérique latine, l'amélioration des services de santé et la prolongation de la durée moyenne des études se sont accompagnées d'un ralentissement de l'accroissement démographique. En Afrique, c'est l'inverse qui s'est produit.

En 1960, le taux annuel d'accroissement démographique était de l'ordre de 2,5 % en Asie et de 3 % en Amérique latine. Il est aujourd'hui de 2,1 % en Asie, de 2,5 % en Amérique latine et de 3 % en Afrique. Si ce rythme se maintient, la population africaine doublera tous les vingt-deux ans. Du jamais vu ! La situation serait évidemment moins dramatique si l'Afrique avait les moyens de nourrir ses enfants et de les faire travailler.

En théorie, rien d'impossible : en réalité cela paraît exclu. L'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, la FAO, soulignait à juste titre, il y a quelques années, que l'Afrique dispose d'un potentiel suffisant pour nourrir une population bien plus élevée que ce qu'elle est. Mais à condition que celle-ci puisse être répartie de façon idéale dans l'espace continental, et aussi que la production agricole augmente d'au moins 3 % par an pendant plus de vingt ans.

En l'état actuel des choses, qu'il s'agisse de techniques, de finances, de souverainetés nationales, de flux migratoires ou encore d'équilibres ethniques, paraît séparé relègue de la fiction pure et simple. La Banque mondiale estime, de son côté, qu'il faudrait porter les taux annuels de croissance du PNB des pays africains à 4 % et même 5 % pendant des années pour parvenir à un équilibre.

Or la plupart des économies stagnent : bon au mal au, les meilleurs atteignent péniblement 2 % ; la dette reste écrasante, le prix des matières premières déprimé, les investissements en régression et les techniques archaïques. Pour ne rien dire des gaspillages ni des politiques d'ajustement structurel, douloureuses et controversées.

## Le déficit alimentaire

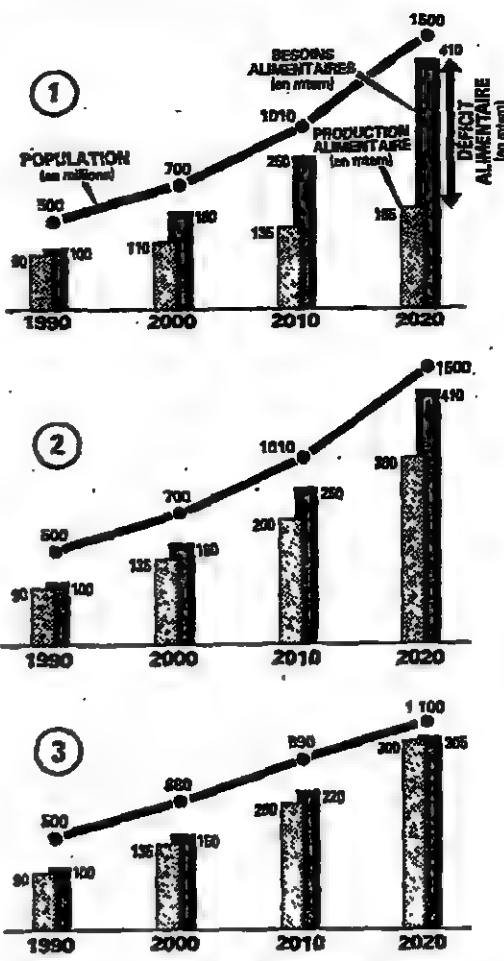
La Banque mondiale elle-même ne paraît guère faire crédit à ces projections optimistes lorsqu'elle souligne qu'« il est urgent de mettre un frein à l'explosion démographique en Afrique » : qu'aucune région n'a jamais réussi à se développer avec un pareil taux de croissance démographique ; et qu'« à long terme, un relèvement sensible du niveau de vie n'est possible qu'au prix d'un ralentissement de l'accroissement démographique ».

La formule apparaît ici comme un euphémisme, car plus que le niveau de vie c'est de la vie ou de mort tout court qu'il s'agit pour des millions d'Africains. On peut facilement se convaincre en prenant connaissance des scénarios concrets sur le thème population et sécurité alimentaire, le plus optimiste étant, si les enseignements du passé sont de quelque utilité, le moins probable. En effet, c'est à partir des années 60 que le déficit alimentaire s'est creusé en Afrique et que malnutrition et pénuries, jusqu'alors exceptionnelles, se sont multipliées pour devenir, ici ou là, quasi endémiques.

Les conséquences économiques et sociales de cette situation ne sont pas faites pour arranger les choses. La faim chronique et le chômage sapent la productivité ; la pression sur les sols conduit à une surexploitation, un morcellement et une dégradation du patrimoine agricole ; des phénomènes qui, à leur tour, accroissent l'exode rural et l'urbanisation anarchique. La dégradation de l'environnement se généralise : au Kenya, la pression humaine est telle que la population grignote les terres dépeuplées des réserves de faune.

Dans un tel contexte, le planning familial apparaît à beaucoup comme la panacée. Les contraintes de la ville, le travail des femmes et les bienfaits de l'éducation incitent aujourd'hui un tiers des jeunes Africains à vouloir contrôler, espacer et limiter les naissances, c'est du moins ce que disent les statistiques. Par ailleurs, entre le quart et la moitié des décès liés à la maternité se fait de pratiques abortives, ce qui laisse supposer un besoin de contraception

## Trois scénarios



• Dans le premier scénario, la population évolue à fécondité constante et la production alimentaire, calculée en millions de tonnes d'équivalent maïs (TEM), progresse au taux actuel de 2 % par an : le déficit alimentaire passe de 10 millions en 1990 à 245 millions de TEM en 2020.

• Dans le deuxième, la production alimentaire augmente de 4 % par an, la population évoluant comme précédemment : le déficit passe de 10 millions à 110 millions de TEM.

• Dans le troisième, la fécondité cumulée diminue de moitié pour tomber à 3,3 en 2020, la production augmentant de 4 % par an : le déficit alimentaire revient de 10 millions à 5 millions de TEM.

important. Autres signes des temps, de grandes institutions, longtemps indifférentes, se sentent désormais concernées, et les trois quarts des gouvernements africains ont formellement adopté le planning familial.

Toutefois, rares sont les pays qui ont pris les mesures administratives, techniques et financières indispensables à la mise en œuvre de programmes.

En 1989, seuls le Ghana, l'île Maurice, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie s'étaient fixés des objectifs précis de réduction de la fécondité.

En dehors de l'île Maurice, seuls le Botswana et le Zimbabwe ont obtenu à ce jour un recul important dans ce domaine : respectivement, de 7 et 8 enfants en 1965 à 6 et 5 enfants en 1988. Dans ces deux pays, le niveau d'utilisation des méthodes modernes de contraception est d'environ 35 %. Dans le reste de l'Afrique, la moyenne ne dépasse pas 5 %. En Ouganda, par exemple, 80 % des femmes ont

entendu parler de planning familial, mais seulement 1 % le pratique.

Aux barrières psychologiques, sociales et religieuses viennent s'ajouter le manque de moyens et le fait que les rares cliniques pratiquant la contraception sont dans les villes, alors que 90 % de la population vivent en zone rurale. Ici encore, la Banque mondiale remet les choses en perspective : « Vu l'insuffisance des programmes de planning familial dans toute l'Afrique subsaharienne, il est peu probable que la réduction de la fécondité que supposent les projections courantes se matérialise. »

Reste, alors, la « grande inconnue du sida ». Déjà, certains démographes prennent en compte ses ravages, et des dirigeants se demandent pourquoi tout ce tantum sur le planning familial si le sida doit décimer les populations ?

de Nairobi  
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

## L'inconnue du sida

Le sida peut-il avoir une incidence sur la démographie en Afrique ? Beaucoup se posent la question, mais bien peu sont en mesure d'y répondre avec précision. Sur le terrain, les experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mettent en garde contre certaines extrapolations, invitant à la plus grande prudence. Il n'en reste pas moins que le tableau qu'ils brossent ne laisse guère de place au doute. Pas en tout cas pour certains pays ni pour certaines couches de la population.

Les nations les plus touchées sont le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la Rwanda et le Zaïre. On estime que la séropositivité peut atteindre de 5 % à 20 % des adultes des villes comme Kampala, Kigali, Kinshasa, Nairobi, qui comptent des cen-

taines de milliers, voire plus d'un million d'habitants. Le taux serait beaucoup plus élevé dans les groupes à risque. Chez les prostituées de Nairobi et de Kigali, il serait passé de 5 % à 70 % entre 1984 et 1988.

Les cas cumulés de sida, quelle que soit l'origine, ont atteint 35 000 pour toute l'Afrique (10 000 en Ouganda, 7 000 en Tanzanie, 6 000 au Kenya, etc.). Semblent, a priori, relativement peu nombreux. Mais, nous expliquait un médecin de l'OMS, affecté au programme sida en Afrique de l'Est, il faut savoir que pour un cas officiellement recensé, au moins trois ne le sont pas ; que ce nombre double tous les neuf à dix mois ; enfin, que pour un cas de sida avéré, on compte de 50 à 100 cas de séropositivité.

« Multipliez 35 000 par les pro-

jections de séropositivité, cela donne entre 5 et 10 millions de personnes infectées. Même avec une forte marge d'erreur, des groupes entiers de population — surtout les groupes à risques — vont être décimés. »

Selon le docteur Gladys Martin, de l'UNICEF : « Pour l'Afrique subsaharienne, le total cumulé des cas de sida est estimé à un million en 1992. A cette date, on estime que 250 000 nouveaux cas de sida surviendront, dont la majorité dans les groupes les plus actifs économiquement », qui sont également ceux en âge de procréer. « A long terme, on peut imaginer une tendance démographique négative pour certains pays. »

R.-P. P.

## Et si la perestroïka réussissait...

La France risque de se retrouver bien seule face à une Allemagne réunifiée et une Russie recentrée

par Christian Saint-Etienne

On ne donne généralement « pas cher », en Occident, des chances de réussite à la perestroïka en Union soviétique. En cas d'échec, les conséquences économiques négatives pour l'Europe de l'Est et, peut-être (dans une moindre mesure), pour l'Europe de l'Ouest seraient graves. Militairement, l'Europe de l'Ouest serait en première ligne. Mais une autre hypothèse peut être envisagée : après une période difficile jusqu'en 1991-1992, un renouveau économique de l'URSS, recentrée sur la Russie et ses Républiques européennes, pourrait voir le jour et même s'accélérer vers la fin du siècle.

La vision d'une lente érosion de la place de l'Europe de l'Ouest dans le monde a provoqué, avec l'adoption par la CEE de l'Acte

unique européen en décembre 1985, le début d'un sursaut symbolisé par le marché unique de 1992. Pratiquement au même moment, l'Union soviétique, confrontée à la stagnation économique dans la première des années 80, s'est également lancée dans un mouvement de profonde réforme. « Perestroïka » (restructuration) et « glasnost » (transparence) sont des concepts associés à la nouvelle stratégie de développement économique annoncée par Mikhaïl Gorbatchev au plénum du comité central du Parti communiste de l'URSS en avril 1985.

## Une structure arriérée

Cinq ans après les initiatives des Européens de l'Est et de l'Ouest pour briser l'enchaînement du déclin économique, le développement du marché unique et les ten-

tatives d'union économique et monétaire qui le prolongent semblent menacés par un échec possible de la perestroïka. Dans un premier temps, l'affaiblissement soviétique a favorisé un processus accéléré de réunification de l'Allemagne et un début de démocratisation en Europe de l'Est : l'Allemagne de l'Ouest, qui jouait un rôle de pilier de la construction européenne, regarde au moins momentanément à l'Est. Dans un second temps, une crise soviétique s'aggravant au point d'être ouverte menacerait la stabilité économique et monétaire de l'Europe de l'Ouest ; les risques militaires seraient considérables pour l'Europe. Mais la perestroïka est-elle condamnée à l'échec ?

A la base de la perestroïka, « on trouve l'idée d'accélération du développement social et économique du

pays, qui s'oppose aux phénomènes du ralentissement observé ces quinze dernières années. (...) Aujourd'hui, la structure de l'économie soviétique est complètement arriérée et conservatrice. Les industries extractives et la production agricole tiennent une place excessive : en revanche, les industries manufacturières et de transformation des matières premières sont insuffisamment développées. Quant au secteur du tertiaire, il est encore plus restreint. De surcroît, la qualité, le rendement et la compétitivité de la production demeurent très faibles. La part de la production obsolète y est forte ». Tel est le constat que dressait, en 1987, Abel Aganbéguian, académicien soviétique, de la situation trouvée en 1985 (Perestroïka, Economica, 1987).

Lire la suite page 26

► Chargé de cours à l'université Paris-Dauphine.

**Campagne anglaise**

Country houses et cottages, pubs et cimetières, routes étroites et murets gris, prairies immenses et abbayes en ruines...

Dirigé par Brigitte Mitchell  
192 p. 89 F.  
En librairie

**autrement**

**Info-Révolution**

Usages et enjeux des technologies de l'information et de la communication.

Par Dominique Carré.  
360 p. 149 F.  
En librairie.

**autrement**



## CHAMPS ECONOMIQUES

## Et si la perestroïka réussissait...

Suite de la page 25

On a fait encore mieux depuis. Nikolaï Ryjkov, premier ministre de l'Union soviétique, déclarait, le 7 juin 1989 à la tribune du Congrès du peuple, que l'on avait dépassé la « pré-crise », comme l'on disait depuis quatre ans, et que l'Union vivait une véritable crise économique avec un déficit budgétaire considérable alimentant une inflation de plus en plus vive. En réalité, l'Union soviétique vit non seulement une crise structurelle, mais aussi une crise conjoncturelle.

Cette crise conjoncturelle est provoquée par un mauvais réglage macroéconomique qui, contrairement à l'opinion courante, peut frapper les économies administrées comme les économies de marché. Le déficit budgétaire dépasse 10 % du produit national brut ; il est financé par l'emprunt mais aussi par la création monétaire qui noie l'économie sous un flot de liquidités sans contrepartie de production de biens et services : c'est la cause classique de l'inflation avec les mêmes remèdes que dans les économies de marché.

Il faut donc réduire les dépenses publiques, ce qui, dans une économie administrée et militarisée, implique de diminuer les subventions de tous ordres et les dépenses militaires. N. Ryjkov a ainsi annoncé que la part du budget militaire dans le revenu national

devrait baisser de 12 % à 8 % ou peut-être même à 6 %. Ce sera plus difficile à faire qu'à dire.

Les dépenses militaires avoisinent probablement 20 % du revenu national au lieu des 12 % annoncés et l'armée, dont le rôle est nécessairement renforcé par le précédent des troubles chinois de juin 1989 et les problèmes soviétiques de nationalités, ne permettra pas facilement des réductions très importantes de ses moyens. Il faut tout de même réaliser que, face aux nationalismes internes et externes et à l'aggravation de la crise socioéconomique interne, l'armée rouge est le dernier rempart de l'Etat russe.

La crise structurelle est largement due aux défauts de l'économie administrée qui n'arrive pas à répondre aux modifications de la demande qui se produisent dans toutes les sociétés, même celles qui sont fortement contrôlées, ainsi qu'aux difficultés à coordonner la production des multiples sous-économies soviétiques. L'Union soviétique compte en effet des régions économiques relativement développées avec des infrastructures suffisantes et des régions en voie de développement qui ne sont pas beaucoup plus avancées que certains pays d'Afrique.

Au total l'économie soviétique souffre de sous-productivité et d'un mauvais management. Le niveau de la productivité du tra-

vail est de « 2,5 à 3 fois en retard sur celui des Etats-Unis et de 2 à 2,5 fois sur celui des autres pays capitalistes développés » (A. Aganbéguian). L'autre défaut majeur est celui du management. Il y a des catastrophes dans tous les pays, y compris en mer du Nord. Mais en Union soviétique, le nombre de catastrophes dues au mauvais management et à un manque de sérieux grave dans le travail est assez inquiétant. De Tchernobyl en 1986 aux explosions de l'Oural de juin 1989 qui ont fait dérailler des trains, on retrouve un désintérêt pour le travail qui se traduit par une mauvaise qualité et de nombreux retards dans la production.

## Le mouvement freiné

Ces différents problèmes structurels ont été abordés par plusieurs plénums du Parti communiste, par le XXVII<sup>e</sup> congrès du parti et par la très importante conférence du parti, tenue à la fin juin 1988. A cette occasion, M. Gorbatchev demandait que des élections à bulletin secret soient organisées pour élire les responsables du parti, que le système des prix soit modifié afin de réduire ou supprimer les subventions à la consommation, que le système légal soit réformé afin d'assurer la liberté de conscience, le droit à la vie privée, l'indépendance des juges, et que des mesures soient

prises pour constituer un « marché unique socialiste » couvrant l'Europe de l'Est.

Les réformes devraient être politiques autant qu'économiques pour éviter les échecs de Nikita Khrouchtchev en 1953 et Alexis Kossyguine en 1965. Le nouveau congrès des soviets qui s'est réuni à Moscou pendant l'été 1989, a pris les premières mesures permettant d'introduire un Etat de droit.

La faiblesse de la perestroïka réside dans le décalage entre les changements législatifs et leur application, la bureaucratie s'ingéniant à freiner le mouvement. Mais il faut aussi évoquer les obstacles que tout un petit peuple, vivant médiocrement mais « confortablement » dans la sous-productivité socialiste, met au développement d'une classe entrepreneuriale.

Le problème économique fondamental de l'Union soviétique est avant tout celui de la sous-motivation à bien produire et même à produire tout court. La perplexité des économistes soviétiques face aux défis que leur pays doit relever était plus qu'apparente lors de leur congrès, réuni, en novembre 1989 à Moscou, par Leonid Abalkin, vice-premier ministre responsable de la réforme économique.

C'est le constat des difficultés économiques structurelles et conjoncturelles de l'Union soviétique qui a conduit nombre d'observateurs à douter du succès de la perestroïka. L'aggravation des conflits de nationalités en URSS et l'affaiblissement soviétique en Europe centrale conduisent naturellement à noircir le tableau.

Supposons maintenant que l'URSS parvienne, en accordant une autonomie interne très large aux Républiques d'Asie centrale, du Caucase et à certaines Républiques européennes mineures, à se consolider économiquement sur la Russie et les principales Républiques soviétiques européennes.

L'armée rouge, dont les missions seraient redéfinies, tout en continuant de surveiller l'OTAN et la Chine et en conservant un rôle important en Europe de l'Est, s'équiperait pour maintenir la paix à l'intérieur de l'URSS. Le reflux des Russes installés dans les autres Républiques de l'Union (hors d'un sur cinq) vers la Russie pourrait dynamiser ce gigantesque sous-continent qui continuerait de s'étendre de Leningrad à Vladivostok.

Dans ce contexte, peut-on imaginer une politique économique capable de sortir la Russie de ses difficultés actuelles ? Le recensement de l'URSS sur la Russie et ses Républiques européennes dans le cadre d'un désarmement partiel en Centre-Europe, devrait permettre une certaine réduction des dépenses militaires même si la volonté de l'Etat russe de maintenir intact le formidable outil que constitue l'armée rouge, limiterait l'étendue de cette réduction.

Sous réserve d'un début de succès des réformes structurelles, les subventions à l'économie pourraient être réduites. Une réforme fiscale permettant de capter une partie des profits du secteur non étatique pourrait permettre d'envisager une baisse substantielle du déficit budgétaire. Le défi serait alors de réussir une réforme financière permettant de pomper la surliquidité de l'économie qui pourrait se traduire par une forte inflation.

Les mesures à prendre sont d'une facture classique. Pour libérer les prix sans risque d'hyperinflation résultant d'une masse de liquidités inemployées de l'ordre de 250 milliards de roubles, une triple action peut être envisagée :

- une série de grands emprunts à long terme avec des taux d'intérêt élevés, la mise en vente de la majorité des nouveaux logements en construction et d'une partie du stock de logements anciens, permettraient de pomper une part substantielle de ces liquidités ;

- des importations de biens de consommation de l'ordre de 20 milliards de dollars revendus au prix fort permettraient d'absorber de 100 à 120 milliards de roubles ;
- une réforme monétaire instaurant un nouveau rouble avec gel des sommes converties supérieures à un certain montant pour une durée assez longue, solderait l'opération tout en permettant de coincer financièrement les divers mafias du crime.

On dit souvent un peu vite que la perestroïka a déjà échoué. En fait, elle commence à peine, et on peut critiquer la lenteur et le manque d'audace constatés jusqu'ici. On peut surtout se gausser de la naïveté de certaines analyses de M. Gorbatchev écrivain en 1987 dans son livre *Perestroïka* que celle-ci n'était pas motivée par « l'état désastreux de l'économie soviétique », avant de reconnaître onze pages plus loin que « tout retard dans la mise en œuvre de la perestroïka risquerait d'engendrer, dans un avenir proche, une situation exacerbée, laquelle, pour le

dire nettement, serait marquée par des crises sérieuses dans les domaines social, économique et politique ».

Le fait est que la perestroïka, dont les composantes ont été élaborées en 1985-1987, n'a commencé à être appliquée qu'en 1988. Ce n'est que depuis le début de 1989 que les entreprises fonctionnent partiellement selon les principes de l'autonomie comptable, de l'autofinancement et de l'autogestion. Après la longue phase de ralentissement de la croissance durant les trois dernières quinquennales, le XII<sup>e</sup> quinquennat (1986-1990) est une période de transition durant laquelle le vieux système dirigiste et les premiers balbutiements de l'autonomie des entreprises coexistent.

La réforme globale des prix n'est prévue qu'en 1990 ; la réforme de la distribution des moyens de production est envisagée pour 1991 ; la réforme du système bancaire, de l'autonomie comptable intégrale et de l'autofinancement pour 1992 (voir A. Aganbéguian : *Soulever les montagnes*, Larfont, 1990). C'est probablement trop peu, trop lentement.

## Des richesses immenses

La place faite à l'initiative privée apparaît particulièrement insuffisante. Mais quand on sait qu'il a fallu quinze ans de gabegies et de difficultés pour restructurer l'acier, les chantiers navals et les charbonnages en France, on devrait s'empêcher d'anticiper trop vite l'échec de la perestroïka d'une économie de la taille d'un continent. De plus, les pouvoirs renforcés de M. Gorbatchev, depuis son élection à la présidence de l'URSS, le 15 mars 1990, vont lui permettre d'accélérer le mouvement, quitte à renvoyer N. Ryjkov qui était favorable jusqu'ici à une évolution graduelle.

Une URSS recentrée, allégée d'une partie du fardeau d'un empire surdimensionné et ayant réglé partiellement le problème des nationalités, pourra compter sur d'immenses richesses naturelles et bénéficier de réserves de productivité colossales. Que le comportement petit-bourgeois du peuple russe ne permette pas d'accélérer les réformes au rythme souhaitable, ne doit pas faire oublier qu'une Russie, à nouveau sûre de ses frontières, peut redevenir avec un minimum de réussite dans sa politique de réformes, une formidable puissance.

Le pari de la perestroïka se joue encore à pile ou face, mais il est loin d'être perdu. Le vrai risque est paradoxalement que Moscou donne trop d'attention à la réforme structurelle sans mener auparavant la réforme financière qui conditionne toutes les autres.

L'on ne peut s'empêcher d'être sidéré par les piroquettes de l'histoire lorsqu'on mesure les effets à court et long terme de la perestroïka sur le marché unique. Il faut en tout cas commencer de réaliser, en France, que la réussite possible de la perestroïka, alors que l'Allemagne s'absorberait dans son propre développement en resserrant les liens économiques avec ses satellites naturels, laisserait notre pays bien seul face à la double réalité d'une grande Allemagne et d'une grande Russie à nouveau triomphantes au milieu des années 90.

CHRISTIAN SAINT-ETIENNE

Quand on vise la perfection, on découvre que c'est une cible qui bouge.

Une entreprise satisfaite de ses

progrès peut vite découvrir que ses clients ne le sont pas. ■ Cette conviction a poussé Motorola à multiplier

par 100 la qualité de ses produits depuis 1981. ■ Notre philosophie est simple: ne jamais se satisfaire

du niveau de qualité atteint et mettre sans cesse la barre encore plus haut. ■ Nos exigences

en termes de qualité sont définies

par le programme Six Sigma : pas

plus de 3,4 défauts par million de pièces

d'ici 1992. ■ C'est l'objectif que se sont

fixés les 3 000 collaborateurs de Motorola en France,

notamment dans les usines de Toulouse, Angers et

Bordeaux. ■ Aujourd'hui, nous savons que la satisfac-

tion totale de nos clients n'est pas un

but utopique. ■ Et nous faisons tout

pour l'atteindre.



**RADIO COMMUNICATIONS**  
L'efficacité de vos transmissions Motorola par les nouvelles gammes de radios portables vous permettra de travailler en toute sécurité et de profiter pleinement de vos équipements d'urgence et de vos produits champêtres.



**ELECTRONIQUE AUTOMOBILE**  
C'est d'aujourd'hui la sortie de nos 10 millions de voitures équipées pour améliorer l'efficacité de vos déplacements et de vos déplacements de plaisir sur 12 mois d'usage.

La Force De Nos Convictions.



**MOTOROLA**

LES AMPHIS

**RIESEC**  
UNIVERSITÉ DE NANTERRE

**Le Monde**

**LES PIÈGES  
DE LA PRÉVISION**

**MARDI 3 AVRIL à 12 h 30  
UNIVERSITÉ DE NANTERRE  
AMPHI C - BATIMENT G**

avec

Patrick CHAUSSEPIED,  
du Bureau d'Informations  
et de Prévisions Économiques - BIPE.

Pierre-Alain MUET,  
de l'Observatoire français  
des conjonctures économiques - OFCE.

Nicholas VANSTON,  
de l'Organisation de coopération  
et de développement économiques - OCDE.

Bernard MARIS,  
auteur de « La Grande Mascarade des prédictions ».

صكتا من الامل



## CHAMPS ÉCONOMIQUES

# Liban : une économie saignée à blanc

Pris entre la « dollarisation » et le marché noir, le pays ne peut plus financer sa reconstruction

« **N**OUS sommes au seuil minimum de survie. Qu'importe la tuelle de la Syrie, d'Israël, de la France ou des États-Unis, pourvu qu'on ait la paix et qu'on puisse enfin recommencer à travailler ! », dit May Abou-rouse, directrice d'une entreprise à Beyrouth. Elle a pourtant vaillamment résisté à tout : bombardements, pénurie d'eau, d'électricité ou d'essence, effondrement de la livre libanaise - et réussi, cabot-cabot, à maintenir son chantier en vie. Elle a « dollarisé », en d'autres termes converti en dollars, le salaire de ses ouvriers.

« C'était ridicule, quand je les payais en livres libanaises, je devais quasi doubler leur salaire tous les mois pour qu'ils vivent dans des conditions décentes, mais j'ai épuisé toutes mes réserves. Combien de temps pourrais-je tenir encore ? » Pourtant, la notion de « décence » est toute relative au Liban, et ce à bien des égards : un ouvrier gagne en moyenne 40 000 livres libanaises, soit environ 600 F par mois !

Pris entre la « dollarisation » de l'économie et le marché noir, le pouvoir d'achat des Libanais est en chute libre. De plus, le chômage prend des proportions grandissantes. Antoine Bechara, président de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL), assure que 30 % de la population active sont touchés : 600 000 personnes au total.

En fait, l'économie libanaise, en quatorze ans de guerre, a été saignée à blanc. Les derniers bombardements ont coûté au Liban près de la moitié de son produit intérieur brut annuel. Le secteur industriel est totalement paralysé : absence de force de travail, manque de fuel et de matières premières. S'y ajoute l'arrêt de la principale centrale électrique de Zouk, à 12 kilomètres au nord de Beyrouth, qui fournit la quasi-totalité du pays chrétien mais aussi Beyrouth-Ouest - secteur à majorité musulmane - et ses ban-

lieues chiites sous contrôle syrien, ainsi que la montagne druze au sud-est de la capitale, soit au total 85 % des Libanais.

En chute libre également les exportations du pays, déjà sensiblement inférieures aux importations avant la guerre. Le Liban importe 85 % des produits de première nécessité comme le lait en poudre ou la viande. Selon le président du Rassemblement des industriels libanais (RIL), Fouad Abi Saleh, les exportations industrielles (80 millions de dollars par mois) ont chuté de 80 %.

Pour l'avenir, il se dit « particulièrement inquiet du coup porté à l'image de marque sur les marchés arabes et européens de l'industrie libanaise, empêchée d'honorer ses engagements ». L'Allemagne, par exemple, marque de plus en plus de réticences à conclure des marchés avec le Liban car elle juge la situation politique du pays beaucoup trop « instable ».

### Une infrastructure en lambeaux

En raison du blocus, les crédits bancaires à l'importation - 60 millions de dollars par mois - ont atteint à peine la dixième de leur niveau habituel depuis le 14 mars 1989, date de la proclamation de la lutte de libération contre l'occupant syrien par le général Aoun, selon l'Association des banques libanaises (ABL). De son côté, le secteur du bâtiment a enregistré une baisse d'activité de 80 % dans le pays chrétien et de 40 % dans celui à majorité musulmane.

Les seuls dégâts de l'infrastructure - centres de stockage de carburant incendiés, stations de distribution de l'électricité bombardées, routes traversées par des cratères d'obus - s'évaluent à 120 millions de dollars. Maurice Habib Ghazal, directeur général de l'exploitation à Electricité du Liban (EDL), évalue à 75 millions de dollars les dommages subis par les réseaux téléphoniques et électriques

(50 pour l'électricité, 25 pour le téléphone) et à 5 millions les dégâts autour des ports. Dix millions de dollars seraient en outre nécessaires à la réhabilitation du réseau hydraulique et des stations de pompage et cela avant les derniers conflits entre les chrétiens.

De fait, toute communication entre l'est et l'ouest du Liban est impossible, les voitures ne pouvant plus circuler. Les cales de ponts d'eau potable et les égouts se désagregent et se mélangent. Plus généralement, le montant global des destructions et du manque à gagner de l'économie libanaise s'élèverait au moins à 1 milliard de dollars, selon les dires des experts.

Le pays chrétien, sous l'autorité du général Aoun, désormais limité à un territoire de 800 km<sup>2</sup> entre Beyrouth et Batroun, regroupe 70 % de la capacité industrielle du Liban. C'est lui qui a été le plus touché : 5 000 bâtiments détruits par les obus, dont 10 hôpitaux et 200 usines, ont dû fermer leurs portes. Quelques-unes - les plus humbles - se sont déplaçées dans des zones moins menacées comme les monts Liban - massif parallèle au rivage - ou dans la zone du Chouf, région montagneuse au sud, entre Beyrouth et Saïda.

Saïd Hamada, directeur de l'Association des industries du Chouf et lui-même patron d'une fabrique alimentaire, est de ceux-là. « Beaucoup de grandes usines, explique-t-il, se localisent avant la guerre à Chouf-fat (banlieue sud de Beyrouth). C'est maintenant un front et la plupart des usines ont été détruites. Moi, j'ai préféré m'installer à Beit-Eddine ; mes confrères se sont regroupés du côté d'Aley. Mais évidemment, depuis que je suis au Chouf, mon chiffre d'affaires a baissé de 25 % ; celui des autres usines aussi ».

Au Chouf, les usines sont donc devenues des petites fabriques de cinq ouvriers en moyenne, achetées 30 000 dollars environ par des particuliers. Raymond Nappier, patron chrétien d'acier dans la montagne

et originaire du Chouf, se dit heureux de ce retour aux sources. « La guerre, pense-t-il, a exténué l'économie libanaise, mais elle aura peut-être permis de revitaliser, par le déplacement des industries, des régions isolées et délaissées comme le Chouf, et cela sans discrimination de religion. Le commerce excite tous les ravissements ».

Ces propos optimistes ne reflètent certes pas la réalité inquiétante de l'économie libanaise. Abadallah Zokkan, président de l'ABL, estime que « de nombreuses entreprises ne pourront reprendre une activité normale avant deux ans ».

### La fuite des capitaux et des cerveaux

Même si elle est difficilement quantifiable, la fuite des capitaux n'en est pas moins considérable. « Mais, souligne un expert, la paralysie des banques a sans doute au moins en un avantage : celui d'empêcher les Libanais les plus aisés de vider leurs comptes en dollars aussi vite qu'ils l'auraient souhaité ».

La fuite des capitaux est restée inférieure à 300 millions de dollars, affirme un banquier. « Les banques, explique-t-il sous le couvert de l'anonymat, ont depuis longtemps mis leur argent à l'étranger. Et, maintenant plus que jamais, ils préfèrent la spéculation à l'investissement productif, surtout au Liban ».

Dénué de capitaux, le pays risque de manquer d'hommes : pris dans des difficultés inextricables, privés de l'essentiel comme l'eau et l'électricité et poussés par la peur, plus de 350 000 Libanais ont fui à l'étranger depuis la date fatidique du 14 mars. Mais le phénomène le plus inquiétant pour l'avenir du Liban est la fuite des cerveaux : quelque 16 000 cadres supérieurs, ingénieurs, professeurs, avocats et médecins ont quitté le Liban pour gagner le Canada, ainsi que des milliers d'étudiants découragés par la paralysie des universités.

Pour toutes ces raisons, il est difficile d'espérer un redémarrage. « Et le pays ne peut plus autofinancer sa reconstruction », affirme un chargé d'études de la Banque centrale du Liban. Au stade où nous en sommes, seul un véritable plan Marshall pourra sauver le Liban.

La Banque centrale ne peut financer ce gigantesque chantier : ses réserves (4,4 milliards de dollars) sont destinées au paiement des fonctionnaires d'un État sans ressources et à l'achat de denrées vitales comme le blé et le mazout. Quant au système bancaire privé, il a littéralement « fondu » en six ans. Les dépôts, évalués à 12 milliards de dollars en 1982, ne sont plus estimés qu'à 3 milliards, composés à 80 % par de l'épargne de petites gens.

Alors, qui paiera ? Pas l'État. La dette publique s'élève à 700 millions de dollars. Cependant, le ministère des ressources hydrauliques et électriques tente de reconstruire malgré tout. Il prépare en collaboration avec EDL un projet de « développement des sources d'approvisionnement en eau qui assureraient les besoins de la population jusqu'à l'an 2005 », s'élevant à 1,7 milliard de dollars.

Ce projet a été soumis aux Pays-Bas et aux États-Unis qui n'ont pas encore donné de réponse. La circonspection est de mise par suite de récentes rumeurs de détournement de générateurs électriques - sur 102 générateurs donnés par Electricité de France, une partie avait été vendue à la Syrie - et de médicaments. Dernièrement, Vienne affirme avoir reçu une demande d'importation de 42 millions de comprimés de psychostimulant Captogen, commercialisés alors qu'ils sont interdits par la législation libanaise.

« Le détournement des dons et des fonds est inévitable ici, soupire Jean-Claude Kohler, attaché de coopération scientifique et technique à l'ambassade de France. La situation anarchique du Liban ne peut qu'encourager le développement d'une

économie souterraine et du marché noir. Il n'empêche que le Liban souffre cruellement de la destruction de son infrastructure ».

C'est aussi l'avis de Bassam Frenn, directeur du Conseil national pour le développement et la reconstruction, organisme financé à 95 % par la milice chrétienne des Forces libanaises et à 5 % par les organisations non gouvernementales étrangères, surtout françaises : « Le Liban a dépassé le stade de l'aide alimentaire. Il faut surtout lui permettre de travailler ».

### Des projets en eau

Dans ce cadre, le Conseil a effectué une enquête sur les besoins en eau et en électricité d'une trentaine de villages situés autour de Beyrouth-Est. Résultat : deux puits d'une capacité de 3 000 m<sup>3</sup> d'eau forés à Ainkomane (ligne de démarcation dite « ligne verte » entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest) où l'eau ne coulait que deux heures (toutes les vingt-quatre heures). Ce projet est d'ailleurs financé par le Fonds de solidarité pour le Liban - association de Libanais vivant à Paris - à hauteur de 50 millions de centimes.

D'autres études sont en cours pour réparer les circuits électriques et téléphoniques de cette région, mais la route est longue et ardue. « Il faudra au moins un an avant que de telles installations soient reconstruites », précise Samir Nasr, et les compagnies internationales y regardent sûrement à deux fois avant de repartir des investissements lourds au Liban ».

« Les projets sont sur les genoux des dieux », disait un Libanais plein de lyrisme et de fatalisme. Il y a fort à parier qu'ils soient sur ceux des Libanais eux-mêmes, ceux qui voudront s'aider par leurs propres moyens.

de Beyrouth,  
MARIE DE VARNEY.

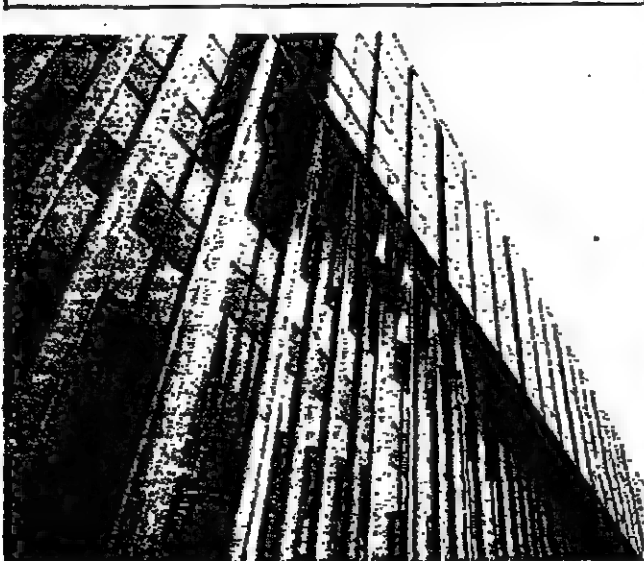
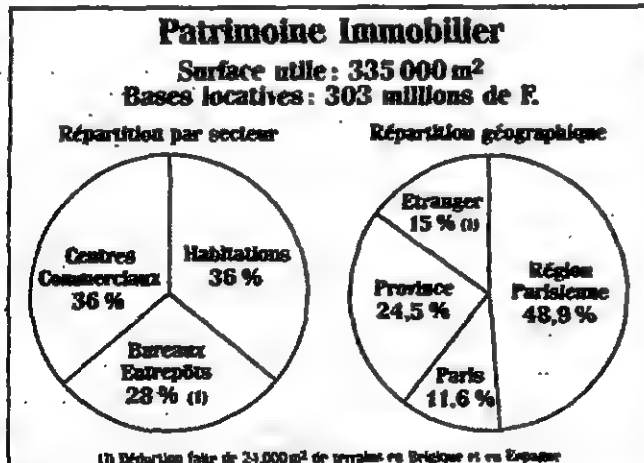


## LE SENS DE L'IMMOBILIER

Un patrimoine immobilier éloquent. 1990 : de nouvelles compétences.

La CFI-Compagnie Foncière Internationale sélectionne, acquiert, gère et valorise un parc immobilier prestigieux. Sa politique active d'innovation, son sens des opportunités et de l'anticipation, lui ont permis de se diversifier harmonieusement et de disposer d'actifs d'une valeur intrinsèque, de l'ordre de F 6,5 milliards.

Cotée au Règlement Mensuel, elle représente l'une des premières capitalisations boursières des sociétés foncières classiques françaises.



### Tous les métiers de l'immobilier

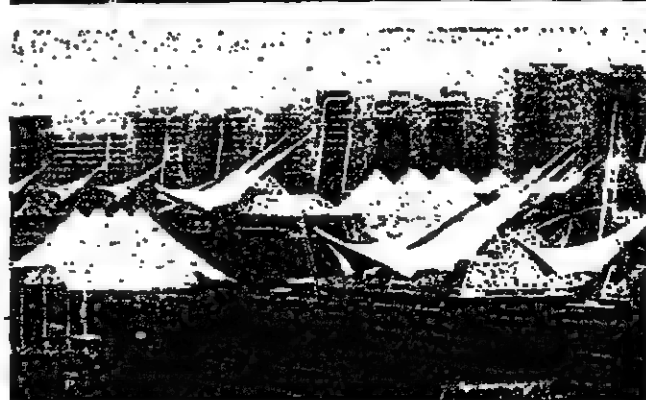
La CFI-Compagnie Foncière Internationale, avec les apports qu'elle vient de recevoir de sa Société-mère CLIF-Compagnie La Hénin, a pris une nouvelle dimension en élargissant le domaine de ses interventions, devenant ainsi l'un des éléments essentiels du Groupe SUEZ dans le domaine de l'immobilier.

Désormais, elle assure à ses partenaires toute la gamme des services immobiliers : recherche, montage et réalisation d'opérations de promotion sous tous leurs aspects. Elle gère toutes les relations avec les pouvoirs publics et les collectivités locales et intervient dans les opérations de marchand de biens.

### Une stratégie internationale

Seule société foncière française à posséder près du quart de ses actifs à l'étranger, en Belgique, en Espagne, en Angleterre et plus récemment en RFA, la CFI a toujours eu vocation à dépasser les frontières nationales.

Par l'intermédiaire de sa filiale belge, la Société Foncière Internationale cotée à la Bourse de Bruxelles, la CFI compte intensifier son ouverture internationale dans les pays à fort potentiel de valorisation.



compagnie foncière internationale

Siège social : 26, rue de Surène 75008 Paris





## CHRONIQUE

PAUL FABRA

## Le yen et l'idéologie

**L**e Japon ne serait-il plus le Japon ? Coup sur coup, on a appris, la semaine dernière que la Bourse de Tokyo a cessé d'être la première du monde, place qu'elle avait ravie à Wall Street depuis le krach d'octobre 1987, et que le ministre des finances japonais a demandé à son collègue de Washington, qu'il a rencontré à cet effet, l'aide des États-Unis pour soutenir le yen dont on espérait, au contraire, ardemment la montée. A première vue, ces événements revêtent des significations bien différentes. Jusqu'à preuve du contraire, la faiblesse relative de la monnaie nipponne est de nature à renforcer les positions des grands groupes industriels à l'exportation. De quoi faire passer un frisson glacé dans le dos des victimes, réelles ou supposées, de la concurrence japonaise, et désespérer les responsables politiques.

N'était-ce pas l'objectif hautement proclamé du groupe des Sept (les ministres des plus importants pays développés : États-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada), dont la prochaine réunion vient d'être avancée au 7 avril, que de corriger les déséquilibres des balances des paiements par un réajustement supplémentaire des taux de change ?

Qui dit stratégie commerciale fondée sur l'ajustement des taux de change, comme celle qui est officiellement pratiquée par les Sept à l'échelle des grands équilibres (ou déséquilibres) mondiaux, renvoie nécessairement à la notion-clé de pouvoir d'achat international de la monnaie. Chaque fois que le pouvoir d'achat international du dollar se renforce, fût-ce à partir d'un niveau bas, comme c'est le cas actuellement, on en tire la conclusion simpliste que le déficit extérieur des États-Unis, et surtout le déficit vis-à-vis du Japon, le plus lourd de tous selon les statistiques, va se détériorer. Un dollar à plus de 155 yens, cours actuel, au lieu de 146 yens, cours en vigueur à la fin de l'été dernier, cela n'a-t-il pas pour effet automatique de diminuer le prix en dollar des marchandises importées du Japon sur le territoire américain. Pas besoin d'être un grand expert pour découvrir cette conséquence qui

vaut tout autant pour l'Europe ? Il serait plus intéressant d'expliquer pourquoi, malgré une formidable dévaluation du dollar en l'espace de quelques années — l'ordre de 45 % depuis le printemps de 1985 par rapport au yen et au deustche-mark — le déficit commercial vis-à-vis du Japon a plutôt augmenté que diminué (après avoir atteint un sommet en 1987). Les exportations américaines se sont bien accrues, mais les importations aussi, quoique, depuis un an et demi, à un rythme moindre que les premières n'ont augmenté.

La raison fondamentale, n'en serait-elle pas que les hommes politiques et les experts qui les inspirent, malgré le haut degré de « sophistication » (ou de sophisme) de la science économique contemporaine d'inspiration anglosaxonne, continuent implicitement à poser le problème dans des termes qui ne correspondent pas au monde tel qu'il est devenu ? En ce qui concerne les plus hautes autorités, l'hypothèse de l'erreur systématique de jugement est généralement écartée, sauf quand il s'agit d'un passé révolu (la France ne croit plus — et le dit — au contrôle des prix et à la relance par la demande qu'elle a pratiquée avec obstination pendant trente-cinq ans), ou de pays étrangers (qui ne reconnaît pas aujourd'hui la profonde stupidité du « modèle soviétique » ou du « modèle yougoslave », pourtant très négrière aux yeux par toute une classe d'experts ?). N'oublions donc pas cette composante de la politique : le fourvoiement pur et simple. Quand il s'agit du Japon, le fourvoiement est en plus toutes chances de n'être pas tout à fait pur de préjugés et d'amères pensées.

Tout se passe comme si on continuait à raisonner selon les schémas de la doctrine libérale classique. Celle-ci a pour elle deux atouts considérables : elle est à la fois juste et rassurante. Toutefois, son impeccable logique ne vaut que si certaines conditions, strictement définies,

sont remplies. C'est cette dernière réserve qu'on oublie systématiquement.

Quand, à partir de 1973, le dollar devint « flottant », beaucoup d'économistes s'attendaient que les cours s'établiraient d'eux-mêmes à un niveau tel que chaque monnaie aurait à l'extérieur un pouvoir d'achat à peu près égal à son pouvoir d'achat intérieur. C'est ce qu'enseigne la doctrine sous le nom de principe de la parité du pouvoir d'achat. Cela pouvait paraître résulter du jeu d'un marché libre : supposez que le dollar ait, sur le marché américain, un pouvoir d'achat inférieur, à celui qu'il a sur le marché international (cas du dollar surévalué), les Américains ne vont-ils pas en profiter pour s'approvisionner au maximum en biens et services étrangers ? La pression à la baisse que en résultera sur le dollar diminuera son pouvoir d'achat à l'extérieur. Dans un monde où le principe de la parité tend à régir les rapports de change, la probabilité de voir apparaître d'énormes et durables déficits ou excédents est faible, grâce précisément à l'influence stabilisatrice du mécanisme par le truchement duquel l'égalité approximative du pouvoir d'achat s'établit. La persistance des déséquilibres, et leur considérable aggravation, après 1973, aurait dû servir d'avertissement. Les experts auraient dû voir le signe que le principe ne s'appliquait plus, mais ne l'ont pas vu. Pourquoi ?

**D**ANS un article publié en 1922, Jacques Rueff précisait les limites d'application du principe de la parité. Il ne vaut qu'entre pays où « il n'est pas pratiqué d'émissions de papier-monnaie autres que des émissions d'origine commerciale ». Autrement dit, pas de parité de pouvoir d'achat qui tienne dès que l'émission monétaire cesse d'être exclusivement gouvernée par des impulsions directement nées de l'activité économique. Or quelle banque centrale, de nos jours, même la plus orthodoxe, ne soutient pas, fût-ce indirectement, par le

biais de la création monétaire, l'énorme masse des titres offerts par le Trésor pour financer la dette publique ? Et si d'aventure, la banque d'émission en question se tient à l'écart de cette pratique devenue universelle, n'est-elle pas, de par la sagesse de sa gestion même, amenée à s'opposer à la hausse déordonnée du cours de sa propre monnaie ? Et comment peut-elle y parvenir, sinon en achetant des devises étrangères, le plus souvent des dollars américains, lesquels seront placés inévitablement... en bons du Trésor des États-Unis.

Conclusion : les mouvements de change sont d'abord gouvernés, non pas par les variations des échanges commerciaux, mais par les mouvements de capitaux dont la composante principale, sinon unique, à l'échelle des banques d'émission, est précisément constituée par les titres de la dette publique, surtout de la dette publique américaine (à cause du rôle prépondérant du dollar). Aucune chance, sinon par hasard, et pour une période forcément brève, de voir les cours de change qui en résultent, coïncider avec le niveau idéal de la parité du pouvoir d'achat. Mais à partir du moment où celle-ci ne fait plus sentir son emprise, l'ajustement automatique et en douceur de la balance des paiements des grands acteurs de la vie financière est un leurre.

En proclamant la mort des idéologies dans la sphère politique proprement dite, on n'a publié qu'une chose : rares sont, notamment parmi les politiciens, ceux qui aiment les idées pour les idées et qui croient à un raisonnement dont les conclusions, si elles étaient adoptées, n'auraient aucun « sex-appeal » auprès des électeurs. Les analyses et les remèdes ne commencent à retentir sérieusement l'attention qu'à partir du moment où l'on y voit un moyen de satisfaire des passions. Le tour, à proprement parler totalitaire (dans son inspiration en tout cas), qu'ont pris les négociations commerciales nippo-américaines en est une

illustration. Ne sachant plus à quel saint se vouer pour venir à bout de l'appareil intransigent défilant des échanges au détriment des États-Unis (en réalité image inversée des mouvements de capitaux en sens inverse), Washington a imposé que la discussion porte sur les « obstacles structurels » (structural impediments).

On part de l'idée que, par exemple, les Japonais importeraient beaucoup plus de biens étrangers s'ils abandonnaient leur système vétériste de distribution. Vétuste, ce système l'est, en effet, par beaucoup de ses aspects, mais les dizaines de milliers de minuscules boutiques éparpillées aux quatre coins des villes de l'archipel fournissent une occupation aux millions de travailleurs qui préviennent leur retraite à cinquante-cinq ans.

**A**u nom du concept abstrait de la balance commerciale, on voudrait donc que tout un peuple change ses habitudes pour adopter des modes de vie étrangers, en l'occurrence américains. Voilà la nouvelle approche idéologique des relations internationales. Notons son absurdité : en démolissant les secteurs archaïques, encore si nombreux de l'économie nipponne, on ne pourra que renforcer, et cela dans des proportions probablement très importantes, son efficacité d'ensemble, tout en créant, entre-temps, de graves désordres.

Il existe un précédent : il concerne précisément la mort des idéologies dans la sphère politique proprement dite, on n'a publié qu'une chose : rares sont, notamment parmi les politiciens, ceux qui aiment les idées pour les idées et qui croient à un raisonnement dont les conclusions, si elles étaient adoptées, n'auraient aucun « sex-appeal » auprès des électeurs. Les analyses et les remèdes ne commencent à retentir sérieusement l'attention qu'à partir du moment où l'on y voit un moyen de satisfaire des passions. Le tour, à proprement parler totalitaire (dans son inspiration en tout cas), qu'ont pris les négociations commerciales nippo-américaines en est une

## L'URSS est-elle encore solvable ?

par Pascal Lorot

**L'**URSS a longtemps été perçue comme un « bon risque ». Les autorités soviétiques ont toujours honoré leurs engagements commerciaux et financiers vis-à-vis de l'étranger. Mais les récentes évolutions économiques internes et les difficultés auxquelles ont dû faire face plusieurs entreprises occidentales pour recouvrer leurs créances conduisent aujourd'hui à s'interroger sur la solvabilité soviétique.

Les paramètres classiques de l'analyse de l'endettement soviétique se détériorent. Ainsi, la dette brute contractée auprès des banques déclarantes à la Banque des règlements internationaux (BRI) s'élève à plus de 48 milliards de dollars fin 1989, en hausse de 17,5 % sur l'année précédente. Si l'on y ajoute les engagements à l'égard d'établissements non bancaires ou d'institutions non déclarantes à la BRI, la dette soviétique s'établirait aux alentours de 55 milliards de dollars.

## Une conjoncture négative

L'observation de l'évolution des ratios traditionnels conforte l'idée que la solvabilité de l'URSS décroît. La dette nette rapportée aux exportations a dépassé l'année passée le seuil psychologique des 100 %, pour atteindre 113 %, en progression constante depuis 1984 (36 %). Enfin, le service de la dette (remboursement de capital et d'intérêts échus) représente aujourd'hui environ un quart des recettes à l'exportation.

Les revenus en devises, qui sont un élément fondamental de la capacité de remboursement du pays, proviennent de trois sources principales (énergie, or et armes) qui font face aujourd'hui à une conjoncture négative. Ainsi, dans la période actuelle de diminution des tensions internationales et de réduction des dépenses militaires, à l'Est comme à l'Ouest, les livraisons d'armes sont en sensible baisse, tant à destination des pays de l'Europe de l'Est que du tiers-

monde, notamment la région du Moyen-Orient. L'Union soviétique est, certes, le second producteur d'or derrière l'Afrique du Sud, mais il apparaît difficile d'envisager de gager la solvabilité soviétique sur ses stocks d'or tant la marge de manœuvre sur ce marché est étroite. Les risques de chute de cours pourraient être en effet importants si l'Union soviétique venait à réaliser des ventes significatives pour honorer ses engagements.

Enfin, l'Union soviétique fait face, aujourd'hui, à une crise de première ampleur qui s'est notamment traduite en 1989 par une contraction de la production pétrolière du pays. Après des décennies de production intensive, la période des grands gisements facilement accessibles semble aujourd'hui révolue. Les gisements aisément exploitables s'épuisent.

On assiste à une translation vers l'Est des exploitations, notamment vers la Sibirie orientale, où les gisements sont de plus petite taille, difficilement accessibles et moins rentables qu'auparavant. En outre, les conditions technologiques requises pour faire face à la nouvelle donne sont de plus en plus exigeantes, et l'industrie soviétique, la plus grande mal à y faire face. Les livraisons soviétiques d'énergie à l'étranger commencent à en subir le contre-coup.

Autre élément d'appréciation de la solvabilité souvent évoqué : l'Union soviétique détendrait des créances évaluées à plusieurs milliards de dollars, notamment sur des pays du tiers-monde. En dépit de l'absence de toute donnée statistique sur ce sujet, il semble que l'essentiel de ces créances porte sur des pays insolubles.

Il paraît de fait illusoire d'envisager un recouvrement prochain au profit de Moscou. En revanche, l'Union soviétique dispose de près de 14 milliards de dollars dans des comptes ouverts auprès des banques déclarantes à la BRI, notamment en Europe, qui pourraient, le cas échéant, être partiellement mobilisés.

La solvabilité d'un pays va également souvent de pair avec une certaine stabilité politique interne. Or, là encore, force est de constater que les perturbations induites par les réformes économiques — la perestroïka — fragilisent la situation financière soviétique. L'autonomie comptable et le libre accès aux marchés internationaux accordés à diverses entités économiques administratives, conduisant à l'abolition du traditionnel monopole d'État du commerce extérieur, ont multiplié les partenaires potentiels des Occidentaux.

Les nouveaux acteurs économiques soviétiques s'engagent dans des projets, sans, le plus souvent, avoir les capacités technologiques, humaines et financières de les mener à bien. Il en résulte des déconvenues financières telles que par exemple des ajournements de paiements. De surcroît, la Banque d'État pour le commerce extérieur — la Vnesheconbank — refuse désormais d'accorder systématiquement sa garantie.

## Des arrêts de travail

La glasnost joue également, bien involontairement, contre la stabilité financière du pays. Les grèves dans les mines de charbon de l'été dernier, par exemple, ont conduit à une hausse de la consommation industrielle domestique de pétrole, au détriment des exportations. Alors même que la production du pays diminuait, les arrêts de travail en 1989 sont estimés à sept millions de journées perdues.

Enfin, les difficultés structurelles ont été amplifiées par les troubles interethniques qui ont profondément affecté la production du pays, rendant illusoire l'émergence dans un avenir proche de nouvelles capacités de production industrielle de qualité, susceptibles de trouver un débouché en devises sur les marchés internationaux, et par là même de procurer à l'économie soviétique le ballon d'oxygène financier en devises dont elle a besoin.

► Economiste à l'IFRI (Institut français des relations internationales).

## Le prix de la paix

par Christian Schmidt

**L**ES relations entre la théorie économique et la paix ne sont pas simples. En 1907, Welles se portait candidat au prix Nobel de la paix.

Rétrospectivement, il faut convenir qu'il ne manquait pas d'arguments. L'équilibre économique, à l'approfondissement duquel il avait consacré une part importante de ses recherches, correspond à une solution coopérative et par conséquent pacifique entre des intérêts au moins partiellement divergents.

C'est en outre en développant ce cadre conceptuel que Pareto, son successeur à la chaire d'économie politique de Lausanne, proposa une définition de l'optimalité économique qui n'est pas sans relation avec celle d'une paix équitable respectant simultanément les intérêts respectifs de chacune des parties.

D'un autre côté, Keynes dénonçait, dès 1919, les problèmes économiques engendrés par la paix dans les *Conséquences économiques de la paix*. Plus près de nous, la thèse keynésienne d'un antagonisme entre la paix et les mécanismes de régulation macroéconomique a été exposée de manière plus radicale dans un pamphlet d'économie-fiction intitulé *La Paix indésirable* (1).

Ces deux constats, apparemment divergents, ne sont, cependant, pas contradictoires. On s'efforcera de le montrer en examinant comment le recours à certains outils de l'analyse économique contemporaine permet d'éclairer le nouvel environnement géopolitique international qui se dessine devant nous. Son horizon se trouve dominé par deux interrogations : l'une porte sur l'avenir des alliances militaires, l'autre sur les conditions d'un possible passage d'une logique de l'affrontement à une logique de la coopération entre l'Est et l'Ouest.

La théorie économique des alliances élaborée déjà depuis vingt-cinq ans contribue à l'intelligence de la première question (2). La défense s'y trouve traitée comme un bien commun, dont il s'agit de répartir la charge entre les bénéficiaires. Interprétée ainsi comme une solution institutionnelle assurant la gestion rationnelle d'un bien collectif, toute alliance militaire présuppose la conscience partagée d'une menace, sur laquelle repose le calcul économique de l'allocation de la participation de chacun. Pour l'OTAN, par exemple, on peut admettre que

l'existence du pacte de Varsovie ait suffi à garantir cette conscience commune. Les débats pourraient dès lors se cantonner au lancement et au maintien du pacte du fardeau entre les alliés.

Les incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur la signification du pacte de Varsovie ne font certes pas nécessairement disparaître la menace soviétique. Pour cette raison pourtant, il est peu probable que sa perception puisse encore longtemps être entendue comme une « connaissance commune » partagée par les membres de l'Alliance atlantique, France et Allemagne réunifiées comprises.

Cette transformation dans les hypothèses d'information modifie la nature du jeu des lors qu'il n'est plus vrai que chaque pays de l'Alliance atlantique sait que les autres savent, etc. Faute d'une perception commune de la menace, la coordination des politiques de défense devient problématique. Cette contrainte de coordination, en dehors de ses implications politiques, engendrent également de nouvelles dépenses et donc une nouvelle clef de répartition.

## Un changement de jeu

Les développements économiques récents de la théorie des jeux apportent une lumière à la seconde question. On peut considérer en effet que les relations entre l'Est et l'Ouest se déroulent jusqu'à maintenant sous la forme générale d'un jeu non coopératif, où les comportements des deux camps cherchent à minimiser le risque dominant. On observera que cette modalité des relations n'exclut ni la communication ni même certaines formes d'ententes tacites, conformément à l'analyse des rapports de force esquissée par Schelling et approfondie par ses successeurs (3). Un ordre coopératif a sans doute plus de chance de se rapprocher de l'optimalité économique, et ses avantages théoriques sont par conséquent difficilement discutables pour un économiste.

Les conditions concrètes de ce changement de jeu s'avèrent cependant, à la réflexion, plus épineuses. Coopérer entre puissances militaires rivales signifie prendre un risque réciproque. C'est pourquoi l'exploration des voies possibles d'assurance devient le souci majeur des parties

qui s'y engagent. Or, dans l'ordre international, on ne peut guère compter sur la référence commune à une instance d'arbitrage comme garantie ultime des engagements, surtout lorsque les acteurs sont les États-Unis et l'Union soviétique.

La seule solution apparaît donc au niveau d'une surveillance mutuelle. Le traité de Washington sur les LINF, de décembre 1987 en fournit sur ce point une excellente illustration par l'importance des dispositifs de contrôle et de vérification dont il est assorti. Faute d'une confiance réciproque requise par la logique de la coopération et d'une instance institutionnelle communément acceptée, cette recherche légitime d'assurance tendra à prendre la forme d'une extension des modalités d'observations dans tous les domaines (militaire, technologique, industriel...).

En clair, cette transition, si elle se poursuit, s'accompagnera normalement d'une extension de l'espionnage. C'est précisément à ce stade que réapparaît la dimension économique. L'ensemble de ces préoccupations sont génératrices de coûts qu'il faut s'efforcer d'identifier et d'évaluer dès aujourd'hui, avant de les réintégrer dans un calcul élargi.

L'assimilation des dépenses de défense au seul budget militaire deviendra ainsi de moins en moins exacte. Qu'il s'agisse de l'avenir de l'Alliance ou des perspectives de coopération Est/Ouest, le prix de la paix devient une composante essentielle d'une estimation correcte de l'effet net des transformations stratégiques en cours sur les économies concernées. Il apparaîtra ensuite de faire la balance entre ces nouveaux coûts et les économies effectivement réalisées sur les dépenses militaires des différents pays impliqués dans le processus de désarmement.

(1) *La Paix indésirable*, préface de Henri de La Motte, Paris, 1984, Calmann-Lévy.

(2) Mancur Olson et Richard Zeckhauser, 1966, *An Economic Theory of Alliances*, *Review of Economics and Statistics*, vol. 48.

(3) Thomas C. Schelling, *The Strategy of Conflict*, Harvard University Press, Cambridge, 1960; Robert Axelrod, 1984, *The Evolution of Cooperation*, Basic Books, New York, 1984.

► Professeur à l'université Paris Dauphine.



## AFFAIRES

Lanterne rouge selon une étude européenne

# L'industrie française manque de zèle écologique

L'Europe de l'environnement n'existe pas... Les consultants de Touche Ross Europe Services (TRES), filiale du cabinet d'audit DRT spécialisée dans les affaires communautaires, ont interrogé, à la fin de l'an dernier, quelque quatre-vingt-dix grandes entreprises industrielles de huit pays de la CEE (1) dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie ou du transport aérien sur leur attitude face aux problèmes écologiques. Cette étude, rendue publique le 6 mars à Bruxelles, a inspiré à M. Ken Collins, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs du Parlement européen, cette réflexion amère : « Nous avons une Europe à plusieurs vitesses en ce qui concerne les préoccupations de l'industrie quant à son impact sur l'environnement. »

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Quoi de commun entre les chefs d'entreprise danois qui estiment à 80 % que l'influence des considérations « vertes » sur leur activité est « déjà trop élevée » et leurs homologues britanniques dont un certain nombre nient simplement que leur société ait aucune responsabilité en matière d'environnement ? Pourquoi de commun encore entre les industriels allemands et les industriels belges ? Les premiers sont 72 % à admettre qu'ils ont modifié - ou envisagent de le faire - un produit pour aller au-devant de consommateurs de plus en plus sensibles à la qualité « écologique » de ce qu'ils achètent. Les seconds sont presque deux fois moins nombreux (40 %) à avoir déjà franchi un tel pas.

Les industriels français, quant à eux, ont été incapables de répondre à six questions sur treize : « Quelles conséquences aura la réglementation nationale ou européenne, sur vos

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
C'EST UNE QUESTION DE MODE.  
DANS UN SIÈCLE OU DEUX  
ON N'EN PARLERA PLUS !



affaires et dans votre secteur d'activité ? Avez-vous dû ou devez-vous adapter vos processus de production ? Avez-vous des plans à long terme pour apprécier vos résultats à l'égard de l'environnement ? » Certains ont été « particulièrement réticents » à s'exprimer, comme le notent les enquêteurs - consultants de TRES, qui « ont eu des difficultés à localiser l'interlocuteur adéquat ».

Les questions d'environnement sont, en France, prises en charge « à un niveau de management généralement bas » : seules les firmes chimiques et les compagnies pétrolières ont « un M. Propre » dans leur hiérarchie. Aux Pays-Bas en revanche les entreprises interviewées ont dû traiter les dossiers « verts » au plus haut échelon (100 % des réponses) et employer des « managers de l'environnement » disposant d'équipes de deux ou trois personnes (40 % des réponses). Quelques entreprises françaises ont écrit noir sur blanc leur

stratégie en la matière. Mais, de façon générale, elles se bornent à « respecter les réglementations légales et les normes industrielles ». La prévention des accidents et les questions de sécurité sont en tête des préoccupations, alors que le développement de méthodes de production et de produits préservant l'environnement ont une moindre priorité.

La pression des consommateurs français sur les entreprises semble nulle. Les responsables interrogés ont répondu avec une touchante unanimité à la question des nouveaux modes de consommation : c'est non à 100 %. « Les écologistes s'intéressent de près à certains des résultats de cette étude », avance TRES, sans grand risque d'erreur. D'autant que les industriels français sont les seuls - dans un bel élan de franchise - à ne pas savoir s'ils s'appliquent à eux-mêmes des règles plus sévères que celles imposées par la législation. Dans les sept autres pays étudiés tel

est le cas. C'est du moins ce qu'affirment les entreprises scandinaves qui s'attendent toutefois à une influence croissante des préoccupations d'environnement - au niveau de la Communauté européenne (à l'exception des Luxembourgeois et des Néerlandais - qui pensent avoir devancé le mouvement - et... des Britanniques).

De fait, le grand marché unique ne peut pas s'accommoder d'une diversité de situations dans les pays membres de la CEE. La disparité des législations comme celle des étendes constituent un facteur de déséquilibre des règles de la libre concurrence. « Si un pays applique une législation sur l'environnement trop stricte, des entreprises étrangères ne pourront plus y exporter. Il y a risque de protectionnisme », a fait remarquer M. Jean-Claude Brauda, administrateur délégué de Touche Ross Europe Services.

A l'opposé, des industriels soumis à des règles plus souples qu'ailleurs bénéficieraient de coûts de production plus avantageux.

Opération-  
vérité

Rappelant que le Parlement européen attendait de la Commission, d'ici à la fin de l'année, un rapport sur « 1992 et l'environnement », M. Ken Collins a estimé que la création d'une agence européenne pour la protection de l'environnement chargée de surveiller le respect de la législation communautaire par les Etats membres « s'avèrerait certainement nécessaire ». Il a aussi souhaité que les industriels fassent leur examen de conscience : « Les entreprises peuvent faire des bénéfices mais elles doivent aussi respecter l'environnement et la Communauté au sein de laquelle elles opèrent et sur laquelle elles s'appuient. » Mais, a conclu M. Collins, « nous devons être prêts à faire pression sur l'industrie pour qu'elle se conforme à la législation européenne ».

Les pensées de la Commission européenne semblent aller dans cette direction. Selon M. Michel Chagny, fonctionnaire à la Direction générale II (environnement, protection des consommateurs et sécurité

nucléaire), Bruxelles « envisage de réglementer l'audit d'environnement et d'en faire un instrument contraignant au niveau communautaire ». Ainsi, pourrait devenir obligatoire une opération-vérité à laquelle se soumettent déjà volontairement un nombre croissant d'entreprises, selon les responsables de TRES, qui ont développé à cette fin une méthodologie spécifique dans la perspective de 1992.

Un audit d'environnement consiste à la fois en un « état des lieux » d'une entreprise donnée par rapport à la réglementation « verte » ainsi qu'en une analyse approfondie de son mode d'organisation. « A 80 %, les problèmes liés à l'environnement sont d'ordre organisationnel : transmission de l'information, répartition des responsabilités, coordination », affirme M. George Molenkamp, pionnier de l'audit

d'environnement, qu'il a développé dès 1985 aux Pays-Bas. Il dirige aujourd'hui la firme néerlandaise affiliée au groupe TRES. Elle emploie dix-sept personnes et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 8 millions de francs, contre 2,5 millions un an auparavant. Selon M. Jean-Claude Brauda, les perspectives de développement en France de cette activité de « conseil en environnement » sont excellentes. Il est vrai que, selon les résultats de l'étude maison, le marché a l'air vaste.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Belgique, Danemark, France, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et RFA. Aucune indication n'a été donnée sur l'identité et sur la représentativité des entreprises concernées.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Eparcic

La Sica monétaire des Trésoriers

Comptes de l'exercice clos le 29.12.1989  
approuvés par le Conseil d'Administration du  
08.03.1990 présidé par M. Pierre Boutellier.

Actif net au 29.12.1989 : F 6.420.094.882 contre  
F 3.900.144.133 fin 1988

Valeur liquidative au 29.12.1989 : F 2.870,29

Performance 1989 : + 8,97 % (Classement  
Europerformance au 29.12.1989)

Moyenne du taux du marché monétaire en 1989 :  
+ 9,07 %

Capitalisation des revenus approuvée  
par l'A.G.E. du 28.07.1989

Consultez les valeurs liquidatives  
de nos Sica et FCP  
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

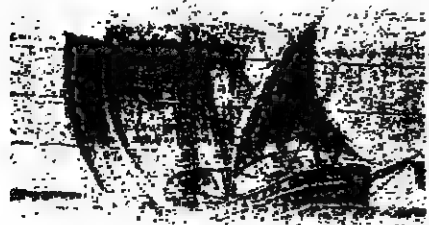


Banques CIC. En intelligence avec vous.

# TRANSPORTÉ

PAR  
**TOP AIR PORTUGAL**

Si vous avez la passion des voyages.  
Si le raffinement vous est naturel.  
Si partout dans le monde, de l'enregistrement à l'atterrissage, vous voulez être aux anges.  
Et sitôt débarqué, vous sentir d'attaque, partout : Affaires ou famille.  
Partez avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse.  
Celle dont le style reste inégalé. Demandez à tous ceux qui volent sur Air Portugal.  
Leur réaction est unanime : Transporté !



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



DN  
an  
-  
an-  
trie  
Idi-  
udi  
s et  
ma-  
kde-  
sion  
ars).  
P et  
987.  
ns, a  
a pri-  
1989.



## AFFAIRES

## CAPITAL ET INTÉRÊTS

## La rémunération des dépôts est devenue une question obsolète

Après s'être violemment opposés à la rémunération des dépôts à vue des particuliers en 1987, les banquiers s'aperçoivent qu'ils finissent par les payer quand même, à leur insu, et plus cher. Quant aux services, ils n'arrivent toujours pas à en encaisser le prix.

Les banquiers ont loupé le coche en 1987. S'ils avaient accepté de rémunérer à 2 % ou 3 % les 800 milliards de francs déposés à vue dans les banques en échange d'une rémunération des chèques et des services bancaires, ils auraient donné l'impression de perdre une bataille... mais auraient encaissé à court terme de juteux dividendes. Car la gamme des services à rendre et à faire payer en échange d'une rémunération modeste des dépôts est infinie. Arc-boutés sur un refus de principe, les banquiers ont donné l'impression de mépriser leurs clients et de vouloir les traiter comme un cheptel captif. Résultat, en 1990, ils se tordent les mains de désespoir. Non seulement ils continuent de supporter les coûts de gestion faramineux des 4 à 5 milliards de chèques émis annuellement en France, non seulement la rémunération des services rendus au particulier comme à l'entreprise est toujours aussi mal acceptée mais, pis que tout, leur matière première, les dépôts à vue gratuits, fond comme neige au soleil.

## Le client, une denrée rare

Entre 1987 et 1990, deux petites révolutions ont eu lieu qui expliquent cette étonnante situation. La première est l'extraordinaire maturité financière des épargnants. Ces Français que l'on croyait figés à jamais sur le livret A de caisse d'épargne, ont révélé une souplesse de comportement insoupçonnée. Ils arbitrent d'un produit à l'autre, passent d'un livret A à un plan d'épargne retraite ou d'un plan

d'épargne logement à une SICAV monétaire avec une facilité déconcertante. D'ici à ce qu'ils changent de banque comme de chemise, il y a un pas que certains banquiers franchissent aisément.

La seconde révolution est la volonté délibérée du gouvernement d'arbitrer pour l'épargne contre les banques. Il a suffi que le ministre des finances crée un cadre pour une véritable compétition entre les dépôts gratuits et les comptes rémunérés pour que le client devienne brusquement une denrée rare. Résultat des courses, les banques occidentales au deuxième

SICAV monétaire, SICAV de capitalisation etc., tout est bon, à tous les taux d'intérêt, pour conserver sa clientèle ou accaparer celle du voisin.

Ainsi pour éviter que l'épargne paresseuse des dépôts à vue ne fût ses comptes pour ceux des caisses d'épargne, la Société générale a mis au point un dispositif informatique qui vire automatiquement sur un compte Galaxy rémunéré au taux du livret A, toutes les petites sommes qui restent inemployées sur les comptes courants. Les caisses d'épargne, elles, sont entrées dans un cycle rapide de transformation du livret A en plan

rémunérer les dépôts à vue inscrits au bilan dans la mesure où ils le sont par la bande (hors bilan dans les SICAV et autres produits similaires) bien au-delà de ce que les déposants pouvaient espérer il y a trois ans.

## Hémorragie des dépôts à vue

L'explosion des SICAV monétaires ou de capitalisation (600 milliards de francs) qui permet aux clients de toucher 8 % à 9 % sur leurs dépôts au jour le jour est le symptôme majeur de cette révolution. Les banquiers n'aiment pas l'avouer mais, dans certaines banques, le niveau des SICAV monétaires atteint, voire dépasse, le niveau des dépôts à vue non rémunérés. Nul ne sait quand le croisement des courbes (baisse des dépôts gratuits, hausse des dépôts rémunérés) cessera. L'hémorragie s'est accrue avec le lancement en janvier dernier du plan d'épargne populaire. Ce nouveau produit créé pour redresser la courbe de l'épargne a accru plus encore l'hémorragie des dépôts à vue. Mais il a aussi bousculé la hiérarchie des produits d'épargne. L'argent qui était placé en bons de caisse ou sur des livrets bancaires, ou d'épargne faiblement rémunérés, a fui très largement sur ce nouveau produit mieux rémunéré. Le fameux livret bleu du Crédit mutuel a enregistré une perte de 800 millions de francs au profit du PEP. La compétition s'est aussi tout naturellement élargie aux produits hauts de gamme. Le PEP et les SICAV de trésorerie ou de capitalisation sont désormais en compétition ouverte... Au Crédit agricole, les 16 milliards de francs recueillis sur le PEP ont provoqué une brèche massive dans les SICAV monétaires. Seules les caisses d'épargne ont profité de la situation en accroissant simultanément l'encours de leurs PEP et de leurs SICAV monétaires.

De quoi vont donc bien pouvoir vivre les banques dans les

années 90 ? La question est ouverte. Les économistes de toutes les banques planchent sans relâche sur cette question inouïe : quel sera l'impact sur l'activité à venir de la sous-liquidité croissante des établissements de crédit et du renchérissement de ressources auparavant gratuites ? Mais aucune réponse ne se dessine. Pourtant, le temps presse pour une nouvelle stratégie car depuis hier, les banquiers vivent - mais pour peu de temps - sur leurs acquis : soit une masse de crédits immobiliers à taux élevés consentis au beau temps de l'infla-

tion à deux chiffres et sur les plus-values boursières. Pour tout le reste, les bénéfices sont plutôt minces : les services sont toujours gratuits, les crédits immobiliers sont consentis à des taux très tirés de 9,5 %, les crédits aux entreprises sont également consentis au raz des taux du marché et le crédit à la consommation est en phase décroissante. Si la Bourse se retourne et si les taux d'intérêt ne baissent pas - deux hypothèses toujours probables - c'est par milliards de francs que les banquiers français seront dans le rouge.

YVES MAMOU



## Résultats des sociétés pour 1989

## Industrie

Electrolux : bénéfice de près de 2,5 milliards de francs. - Le groupe industriel suédois Electrolux, principalement connu pour ses articles d'art ménager, a enregistré l'an dernier un bénéfice après impôts de 2,579 milliards de couronnes suédoises (1 Skr = 0,93 FF) contre 2,371 milliards en 1988. Le chiffre d'affaires a progressé de 73,960 à 84,919 milliards de Skr, et 83 % de ce dernier, soit 70,332 milliards, se sont effectués sur les marchés étrangers. La moitié de l'augmentation du chiffre d'affaires est due à l'achat de nouvelles sociétés.

RTZ : plus de 1 milliard de livres de bénéfices. - Le groupe minier et industriel RTZ (Rio Tinto Zinc Corporation) est entré dans le club fermé des sociétés britanniques ayant un bénéfice de plus de 1 milliard de livres, en annonçant jeudi 22 mars un bénéfice imposable de 1 104 millions de livres pour 1989 (9,3 milliards de francs), en progression de 26 % par rapport à 1988 (879 millions de livres). Ce résultat a été enregistré sur un chiffre d'affaires de 6 156 millions de livres (37 milliards de francs) contre 4 928 millions (plus 23 %).

## Services

Ladbroke : bénéfice net en hausse de 23 %. - Le groupe britannique Ladbroke (hôtellerie, avec la chaîne Hilton, immobilier et bureaux de Paris) a annoncé une progression de 23,15 % de son bénéfice net, qui a atteint 213,8 millions de livres (environ 1 997 millions de francs) en 1989, contre 173,6 millions en 1988. Le bénéfice imposable s'est élevé à 302,2 millions de livres, en hausse de près de 20 % sur 1988 (252,3 millions de livres) ; il a augmenté pour les quatre divisions du groupe, mais surtout pour l'hôtellerie (+ 40 %), où il atteint 167,8 millions de livres contre 118,9 en 1988. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 659,5 millions de livres contre 2 848 millions en 1988 (+ 28,5 %).

Docks de France : bénéfice en hausse de 27,9 %. - Le chiffre d'affaires du groupe de détail succursaliste Docks de France a dépassé 24 milliards de francs en 1989, en progression de 4,7 % sur l'exercice précédent. Le résultat courant avant impôt, de 404,7 millions de francs, est en progression de 27,9 % sur celui de 1988 (316,3 millions).

## DU 16 AU 31 MARS

**15 JOURS QUI COMPTENT**

**Reprises exceptionnelles\*\***

Renault reprend votre véhicule aux conditions générales Argus si vous le possédez depuis au moins 6 mois :

- ARGUS + 5000 F ou 5000 F minimum T.T.C. pour tout achat d'une Renault Supercin, d'une Renault 19 ou 19 Chamade (VP), Express (VU) et Renault 5 Société.
- ARGUS + 6000 F ou 6000 F minimum T.T.C. pour une Renault 21 4 et 5 portes ou 21 Nevada (VP).
- ARGUS + 7000 F ou 7000 F minimum T.T.C. pour une Renault 25.

Diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

**15 JOURS QUI COMPTENT**

**Equipements à prix fous\*\***

Economisez 90 % sur le prix des équipements en option dans la limite de :

- 5000 F pour une Supercin, Renault 19 ou 19 Chamade (VP), Express (VU) et Renault 5 Société.
- 6000 F pour une Renault 21 quatre et cinq portes ou 21 Nevada (VP).
- 7000 F pour une Renault 25.

\*\* Ces 2 offres, non cumulables, concernent les véhicules neufs et sont réservées aux particuliers.

**15 JOURS QUI COMPTENT**

**Crédit 10,6 % sur 12 mois\***

Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec apport minimum de 20 % sur tous les VP neufs et d'occasion. Ex : montant financé 10 000 F, 1<sup>re</sup> échéance de 1 001,95 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit : 10 703,40 F. Crédit au TEG de 12,9 % sur 24 mois, 14,6 % sur 36 mois, 15,6 % sur 48 mois sur les véhicules neufs, et 13,6 %, 15,3 %, 16,3 % sur les véhicules d'occasion.

\* Sous réserve d'acceptation par le DIAC RCS Nanterre B 702 002 021

Dans tout le réseau Renault



# La Lettre de L'Expansion a 20 ans, 20 ans de succès...

la lettre  
de l'Expansion

DEMAIN

« A NOS ABONNÉS. La Lettre de L'Expansion aura-t-elle toujours 20 ans ? Ce numéro 1000 l'annonce de son succès. Aussi La Lettre remercie ses lecteurs pour leur fidélité.

« L'Europe soumet la création de la banque européenne à l'existence d'un exécutif politique pour la Communauté (page 2).

« France Unie présentera 50 à 60 candidats aux législatives de 1993 (page 2).

« Dassault : résultats 1989 en hausse (page 4).

RUMEUR

LES FRANÇAIS durcissent leur attitude à l'égard de l'immigration. Telle est la principale conclusion d'une grande enquête, encore confidentielle, réalisée à la demande du gouvernement. Cette enquête montre que l'idée d'un "seuil de tolérance" grandit dans l'opinion, même chez les jeunes. Cela préoccupe beaucoup le gouvernement.

POST-SCRIPTUM : Lassés des grands et des petits débats qui agitent les Français, les Français attendent la gestionnaire proche du terrain et rassurante. Une analyse de Philippe Bauchard.

TENDANCE

MITTERRAND A RÔLE : PRIORITÉ À LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

Après le congrès de Rennes et les élections en Allemagne, le président de la République ajuste sa stratégie.

En politique intérieure, il n'est pas pressé de réaliser un remaniement gouvernemental, sauf si Michel Rocard le lui demande. Or le Premier ministre est lui-même très soucieux de ne pas bousculer les équilibres délicats qu'il gère dans son équipe. Si un remaniement doit avoir lieu, ce ne sera pas tout de suite et il ne concernera qu'un nombre de postes limité.

En revanche, François Mitterrand prend très au sérieux les résultats des élections partielles (beaucoup plus que les sondages). Il observe, sur plusieurs mois, une nette dégradation de l'électorat de la majorité. Il ne veut à aucun prix législatives de 1993 seront décisives. Or les élections législatives de 1993 seront décisives. C'est donc de plus en plus de la majorité du PS. C'est donc de plus en plus de la majorité du PS. C'est donc de plus en plus de la majorité du PS.

Sur cette dernière, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

En politique extérieure, le Président consacre à l'Allemagne une attention particulière. Il veut voir chez nous un sentiment de confiance vis-à-vis de nos voisins, même si ce sentiment ne doit pas être exercé sur eux pour qu'ils ne compliquent pas davantage le travail de l'armée rouge à l'extérieur. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne. Cela doit pas être le cas du fait et l'absence de l'Allemagne.

En politique intérieure, le Président écoute les avis des uns et des autres, mais il n'a pas encore arrêté sa position. En attendant, il est évident qu'il sait que les bénéficiaires d'une réforme fiscale ne s'en vantent pas et que les victimes se manifestent bruyamment. Il rappelle constamment à ses interlocuteurs les méfaits de l'impôt et rappelle aussi que les droits de succession et celui de l'impôt sur le revenu des professionnels, c'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt. C'est ainsi qu'il est moins local sur la peine de l'impôt.

Cette page est la Une du n° 1000 de la Lettre parue lundi dernier 19 mars. En tant qu'abonné privilégié, vous auriez pu y découvrir en avant-première des tendances confirmées par l'actualité de la semaine.

## Ses lecteurs ont toujours une information confidentielle d'avance... et il y a 20 ans que cela dure !

Le moment est venu de passer à l'action, ne restez pas les bras croisés lorsque d'autres ont déjà pris leur téléphone.

La Lettre de L'Expansion fête aujourd'hui ses vingt ans et son millième numéro. C'est une occasion unique pour vous de rejoindre le camp de ceux qui font la course en tête. Vous ferez ainsi jeu égal, dans le domaine de l'information, avec les ministres, les hauts fonctionnaires, banquiers et dirigeants des entreprises les plus performantes.

Chaque lundi matin, ils découvrent dans La Lettre, avec une bonne avance sur leurs partenaires et leurs concurrents, ce qui va se passer, au cours des semaines à venir, dans les domaines politique, économique et financier. Ces informations anticipées et confidentielles, puisées « à la source », dans l'antichambre du pouvoir par Jean Boissonnat, Philippe Bauchard et leur équipe, leur permettent

de prendre les mesures qui s'imposent avec une bonne longueur d'avance... La Lettre de L'Expansion tire toujours le signal d'alarme à temps ; c'est pourquoi elle est la 1<sup>re</sup> lettre confidentielle en France.

A l'occasion de ce 20<sup>e</sup> Anniversaire nous vous proposons de bénéficier vous aussi de ce privilège. Pour recevoir exceptionnellement les 2 prochains numéros de la Lettre, il vous suffit d'adresser votre carte de visite professionnelle à Alain Baumann - Editeur de La Lettre - 25, rue Leblanc 75015 Paris.

la lettre  
de l'Expansion

i  
r  
a  
e  
r  
m  
a  
is  
ri  
et  
ns

DN

an  
rie  
ldi  
udi  
s et  
em  
de  
sion  
ars).  
P et  
987,  
ns, a  
a pri  
1989.

RS

15

JOUR  
QUI COMPT

Renault



# Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF



la COMPAGNIE  
GÉNÉRALE  
de SANTÉ  
leader  
EUROPÉEN de  
l'HOSPITALISATION  
PRIVÉE  
(3 Md de CA)

L'une de nos jeunes filiales, PRESTAIRE de SERVICE (50 personnes, 30 MF de CA mais ce n'est qu'un début), recherche son

## Jeune DIRECTEUR EXECUTIF

Directeur, vous serez avant tout un OPERATIONNEL. Votre implication dans le terrain sera très grande mais vous devrez aussi participer pleinement à la Stratégie de Développement de notre Groupe.

Votre carrière évoluera aussi rapidement que nous, à la mesure de vos résultats, si vous avez comme nous

### la passion du Service

De préférence Ingénieur (Chimiste, Agro, Bio ou Pharmacie) avec une formation complémentaire en gestion (MBA, ISA, ISSEC, CESMA...), vous avez prouvé, à 35 ans, vos talents d'organisateur, de négociateur et d'animateur d'équipe.

Merci d'adresser sous référence M/416/AU votre dossier de candidature à notre Conseil qui l'étudiera en toute confidentialité.



cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann - 75008 PARIS



## DIRECTEUR DE FILIALE

Nous sommes un Groupe Français de dimension internationale et recherchons aujourd'hui un cadre à fort potentiel pour prendre en charge la direction de l'une de nos activités.

Nos structures décentralisées vous laisseront une large autonomie d'action et vous serez placé rapidement en position d'entrepreneur.

Vous gèrerez et développerez votre filiale et animerez des équipes importantes.

Vous êtes un patron et l'avez prouvé au cours d'une expérience de direction d'une structure décentralisée. Votre profil d'entrepreneur et vos qualités humaines seront des atouts déterminants pour mener à bien cette mission de grande envergure.

A environ 40 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez envie de rejoindre un groupe ayant un projet d'entreprise à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 09.1114 à CONTESSE PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

## LES LABORATOIRES PIERRE FABRE

dans le cadre d'une nouvelle organisation de leur Etat-Major recherchent

### DIRECTEUR FINANCIER

Dépendant hiérarchiquement du P.D.G. Fondateur, vous aurez en charge, pour la FRANCE et l'INTERNATIONAL :

- la Contrôle de Gestion,
- la Comptabilité/Fiscabilité,
- la Finance/Trésorerie,

soit un total de 13 Cadres et leurs équipes.

Basée à CASTRES (50 000 habitants) dans le TARN, notre ENTREPRISE, de la RECHERCHE à l'EXPORTATION, est présente dans deux secteurs d'activités :

- PHARMACEUTIQUE (huit laboratoires),
- DERMOCOSMETIQUE sélective (Klorane, Ducray, Galénic, Avène, les Prescriptions, Furterer, Elancyl...).

En 1989, notre expansion a permis une augmentation du C.A. de 35% et l'arrivée de 670 collaborateurs. Nous comptons aujourd'hui 4 000 personnes et 3 milliards de C.A.

Outre une formation étayée de type Grande Ecole, vous avez OBLIGATOIREMENT une EXPERIENCE INDUSTRIELLE en CONTROLE de GESTION et COMPTABILITE entre autres.

Vous parlez l'ANGLAIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo), à PIERRE FABRE S.A. - Direction des Ressources Humaines - D246/LM - B.P. 222 - 81108 CASTRES CEDEX.



Pierre  
Fabre

Industrie  
Pharmaceutique  
et Cosmétique  
(4 000 personnes)  
CA 3 Milliards

## SECRETAIRE GENERAL

Fédération du bâtiment en Ile-de-France Ouest, nous souhaitons rencontrer un homme de formation littéraire/droit.

Vous possédez une expérience professionnelle réussie et une bonne connaissance des PME/PMI, qui vous ont permis de mettre en pratique vos qualités d'animation, d'organisation et votre sens de la communication.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame Grémont - FIDORGA - 18 bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS PERRET.

**Notre vocation :**  
Assister les entreprises pour l'entretien de leurs locaux.

**Notre clientèle :**  
Les sociétés exigeantes en matière de qualité et d'efficacité : des plus grandes (aéroports, grands hôpitaux, multi-nationales, etc.) aux plus petites sensibles aux relations de partenariat que nous assurons avec elles en les suivant pendant de longues années.

**Nos atouts :**  
- un marché très porteur,  
- une excellente image de marque nous situant parmi les leaders de la région parisienne,  
- des moyens financiers permettant d'assurer un développement important et d'être à l'avant-garde en matière d'investissements techniques.

**Nous recherchons :**

## NOTRE FUTUR MANAGER

qui devra être :  
- un gestionnaire averti familier du contrôle des prix de revient et des marges : chaque client représentant un "centre de profit",  
- un homme d'organisation et aussi de relations : Intérieures, extérieures et commerciales,  
- un meneur d'hommes qui devra être à même de diriger un effectif se situant dans un créneau de 1000 à 2000 personnes. En bref, "un vrai patron".  
Une expérience réussie dans une société à activité similaire nous semble donc indispensable.



Si vous êtes intéressé à relever ce challenge, écrivez en indiquant références, expérience et prétentions à notre conseil Mme D'ORNIANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité. KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY S/SEINE.

## PATRON D'ENVERGURE POUR HISSER KEY MEN A LA HAUTEUR DE NOS AMBITIONS

Avec 34 millions d'honoraires, Daniel Porte Consultants, est l'un des tous premiers groupe d'exécutif search en France.

Notre filiale de recrutement par annonces Key Men, avec 4 millions d'honoraires, possède aujourd'hui un fantastique potentiel de développement. Nous recherchons à Paris, le patron qui développera l'activité, recrutera et animera les consultants dont les missions seront principalement centrées sur des postes de middle-management par annonces, sans pour autant exclure l'approche directe. Vous développerez les implantations de Key Men à l'étranger, en parallèle avec les bureaux du groupe Daniel Porte Consultants (Madrid, Zürich, et bientôt, Milan et Frankfurt/Main).

Nous sommes très fortement implantés auprès des grands groupes internationaux français et étrangers, ce qui implique une très bonne connaissance de l'anglais, et si possible d'une seconde langue.

Vous êtes actuellement responsable d'un cabinet de recrutement, le numéro 2, ou le responsable d'une équipe de consultants et vous souhaitez intégrer un groupe de dimension internationale. Excellent professionnel de notre secteur, vous possédez un tempérament de "développeur" et d'animateur. La participation au capital de Key Men et du groupe vous sera ouverte.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DP/MO à Daniel Porte, KEY MEN - 10, rue de Rome - 75008 PARIS.



GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

## Le Monde *des* Juristes



elf aquitaine

## Juriste Maritimiste

Paris

Chargé de traiter les questions liées à l'affrètement, au transport et à la vente maritimes de cargaisons d'hydrocarbures, il aura à ce titre pour mission, de conseiller et d'assister les entités chargées de ces activités et de suivre, en liaison avec elles, leurs procédures juridiques et d'arbitrages.

A 30/35 ans environ, doté d'une formation supérieure en droit français et/ou anglo-saxon, son expérience d'au moins 3 ans en droit maritime (cabinets/entreprise) lui permettra d'intervenir dans des contextes opérationnels nécessitant une grande disponibilité ainsi qu'un excellent niveau d'anglais. Dynamique et souple, il évoluera dans un environnement international de grande envergure et de tout premier plan.

Contactez Frédéric d'Antio au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FA3002MO.



Michael Page Tax & Legal  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## ORGANISATION PROFESSIONNELLE SITUÉE EN RHONE-ALPES

recherche

### JURISTE EN DROIT SOCIAL

Il sera chargé du conseil auprès des entreprises dans le service des affaires sociales.

Ce poste nécessite :

- une maîtrise en Droit Privé ou D.E.A., Droit du Travail,
- un goût des contacts,
- une aptitude à la communication et à la rédaction.

Première expérience professionnelle souhaitée.

Poste à pourvoir rapidement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au journal, annonce n° 8853  
LE MONDE PUBLICITE  
5, RUE DE MONTTESSUY  
75007 PARIS

مكتبة الامم



**La Délégation aux Affaires juridiques de FRANCE TÉLÉCOM****JURISTE**

Au sein d'une équipe de chargés de mission placée auprès de la Direction générale, vous aurez un rôle de conseil auprès des services et des filiales. Vous interviendrez sur les aspects juridiques de l'ensemble des activités du groupe FRANCE TÉLÉCOM.

Vous êtes de formation supérieure (niveau 3<sup>e</sup> cycle), spécialiste en droit public. D'une forte culture juridique, vous êtes capable d'assurer, dans un secteur en pleine évolution, un poste polyvalent qui nécessite dynamisme, rigueur, une aptitude à la négociation et un goût pour le travail en équipe.

Vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un service juridique d'une grande entreprise ou d'un cabinet.

La pratique d'une langue étrangère (anglais, espagnol, allemand...) est souhaitée.

Pour ce poste localisé à Paris, merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite à :  
**FRANCE-TÉLÉCOM-Délégation aux Affaires juridiques**  
6, place d'Alleray - 75740 PARIS Cedex 15

**JURISTE D'ENTREPRISE**

La compétence des pionniers a donné au Parc Astérix sa notoriété. Nous voulons et nous saurons encore gagner du terrain.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il ou elle prendra en charge l'ensemble de l'activité juridique de la société :

- Elaboration et mise au point des contrats,
- Opérations courantes en droit des sociétés,
- Contentieux et relations avec les avocats,
- Gestion des assurances.

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure - maîtrise de droit privé minimum - possédant une première expérience polyvalente de 2 à 4 ans et désireux d'assumer avec autonomie l'intégralité de la fonction juridique.

Poste basé à PLAILLY (60) - Accès direct Autoroute du Nord

Ecrire sous réf 13A 1789-OM  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Notre société est une des plus prestigieuses maisons d'édition juridique en France. Nous faisons figure de référence dans les milieux professionnels. Nous recherchons un jeune

**REDACTEUR JURIDIQUE H/F**

**Droit des sociétés / Droit des affaires**  
pour nos ouvrages et revues pratiques.

Vous avez un DEA de droit privé et une expérience professionnelle acquise soit dans une maison d'édition juridique soit dans un cabinet de conseil. Une expérience ou une aptitude à la rédaction est indispensable.

Ce poste est créé dans une perspective de fort développement de l'activité et les possibilités d'évolution sont réelles.

Nous vous remercions d'adresser votre CV à notre conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Prière d'indiquer la réf. A/573 sur l'enveloppe.

**olnicar** 6 rue Halévy 75009 PARIS

**JURISTE CONFIRMÉ  
DROIT INTERNATIONAL DES AFFAIRES**

A 30 ans environ, de formation juridique supérieure (3<sup>e</sup>me cycle), vous possédez une première expérience réussie (3 à 5 ans) dans le conseil et la négociation des contrats internationaux.

**Vos missions principales :**

• Participer comme conseil juridique au montage et à la négociation de toutes opérations internationales • Garantir la cohérence des opérations contractuelles avec les réglementations locales et internationales • Assurer l'interface entre nos avocats et nos filiales en France et à l'étranger.

Votre disponibilité, vos qualités relationnelles, votre sens du service, votre pratique courante de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère seront les atouts de votre réussite et de votre évolution dans des fonctions juridiques ou dans d'autres fonctions au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature : lettre et CV, à Jérôme PERCHERON - Carré Turanne  
129, rue de Turanne 75003 Paris, sous réf. JURISTE.

**RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.**

**Responsable  
du service juridique**

Nous sommes un établissement public à vocation culturelle et commerciale en forte expansion. Avec 850 personnes aujourd'hui, notre chiffre d'affaires a triplé en sept ans.

Vous veillerez à la légalité des actes de l'établissement en définissant le cadre juridique des actes de gestion, en participant aux négociations, en prenant en charge la protection des marques. Vous interviendrez dans toutes les autres activités : contrats avec les fournisseurs, co-productions, développement du mécénat, concessions d'activités, gestion du patrimoine immobilier, etc... Dans vos recommandations vous saurez tenir compte de tous les aspects financiers.

De formation juridique supérieure, vous avez une expérience d'environ cinq ans de juriste polyvalent. Une connaissance des problèmes de propriété intellectuelle et des contrats internationaux sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, rémunération sous référence 172 (à noter sur courriel et enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.



Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Brumelles

**BIENVENUE DANS LE SECTEUR AGROCHIMIE DE RHÔNE-POULENC I**

Notre stratégie de diversification s'accélère et notre politique de développement nous incite à recruter

**UN JURISTE  
D'ENTREPRISE INTERNATIONAL**

Si vous souhaitez donner une nouvelle dimension internationale à votre carrière, nous vous proposons une mission complète où vous exercerez avec talent vos compétences juridiques.

A 30/40 ans vous justifiez d'une solide formation juridique (droit des affaires, juriste d'entreprise) ou une expérience professionnelle si possible acquise à l'étranger.

Au sein du Groupe, dans une équipe de 5 personnes, vous serez chargé des consultations juridiques et de la rédaction des actes spécifiques. Doté de capacités rédactionnelles vous participerez activement à l'élaboration et la mise en forme des accords et des contrats commerciaux.

Bilingue, éventuellement trilingue, dans un contexte international pour ce poste clé, vous vous assurerez de la conformité des accords en cours par rapport à la législation et à la réglementation.

Une expérience en droit commercial, en propriété industrielle et droit des marques vous permettra d'analyser avec justesse les situations et de préconiser les procédures juridiques.

Négociateur de haut niveau, vous saurez vous imposer auprès des interlocuteurs pour proposer et faire accepter notre politique en matière de marques en assurant également la gestion du portefeuille correspondant.

Votre rigueur de raisonnement, votre personnalité fine et nuancée fera de vous un partenaire apprécié et à la fois un véritable conseiller.

Pour ce poste opérationnel nous souhaitons rencontrer un juriste capable de conforter notre stratégie d'attaque et de défense.

Merci d'adresser CV, dossier de candidature à : Eliane Giraud  
RHÔNE-POULENC AGROCHIMIE - 14/20, rue Pierre Balzat  
BP 9163 - LYON CEDEX 09.

**elf aquitaine** recherche pour sa branche Raffinage et Distribution**DEUX JURISTES CONFIRMES****UN CONSEIL INTERNE EN DROIT DES AFFAIRES**

Au sein de la Division Droit des Affaires, il assurera, auprès des différentes entités de l'entreprise et de ses filiales, un rôle de conseil et d'assistance, d'élaboration de conventions tant en français qu'en anglais et de gestion des litiges. Pour ce poste, nous recherchons un professionnel du droit des affaires, de formation DUCÉ, DESS ou DEA avec un complément de type IAE, Sciences-Po, disposant de trois à cinq ans d'expérience similaire acquise en entreprise ou en cabinet de conseil et ayant une bonne connaissance des questions de publicité et du droit de la communication. Agilité et curiosité intellectuelle, esprit d'équipe et autonomie, qualités de communication écrites et orales, autant d'atouts requis pour cette fonction.

Réf. 2062 M

**UN SPECIALISTE DES QUESTIONS IMMOBILIERES**

Au sein du département Immobilier, il participera au développement de la Société. Il conseillera ses diverses entités (réseaux de stations-services, raffineries, dépôts, etc., et ses filiales). Il prendra une part active aux négociations lors des créations ou des modernisations. Il assurera la rédaction des actes et animera l'équipe en charge de la gestion du patrimoine. Pour ce poste, nous recherchons un professionnel du droit immobilier et de l'urbanisme possédant une formation juridique avec une spécialisation en droit de l'immobilier et une expertise acquise pendant au moins cinq ans chez un promoteur, dans un cabinet immobilier, dans une étude notariale ou à la direction immobilière d'une grande entreprise. Talent de négociateur, créativité en matière de procédure, goût de l'animation d'une équipe, rigueur du gestionnaire, sont autant d'atouts exigés pour ce poste évolutif au sein du département.

Réf. 2063 M



Pour ces deux postes, de réelles possibilités d'évolution sont prévues. Merci d'adresser votre lettre + CV à notre conseil, Paul-Emile Tailandier Conseil - 11, rue Jean Mermoz 75008 Paris en précisant la référence du poste.

**BANQUE D'AFFAIRES DE TAILLE MOYENNE recherche****3 REDACTEURS  
JURIDIQUES ET  
CONTENTIEUX**

Vous serez chargés de la gestion de dossiers contentieux, de la rédaction d'actes de prêts et de la prise de garanties.

De formation supérieure Maîtrise de droit privé. Une première expérience juridique d'un an serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 2554 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à EPOMESSAGES - BP 80  
92108 SOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.  
Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS STRASBOURG EPOMESSAGES  
LYON MARSEILLE



**Organisme Financier  
Régional des Caisses  
d'Épargne Ecureuil,  
en pleine expansion,  
recherche pour  
sa Direction  
de l'Organisation  
et des Systèmes  
d'Information  
à POITIERS, un**



**SOREFI**  
Poitiers-Charentes

## ORGANISATEUR BANCAIRE

Diplômé de grande école ou d'université, vous avez acquis au cours de quelques années d'expérience, une bonne connaissance de la banque, en menant des missions d'organisation intégrant l'évolution des technologies financières et bancaires.

Votre mission sera de concevoir et mettre en œuvre des outils informatiques de gestion, notamment dans le domaine

du crédit. Vous aurez la responsabilité d'améliorer la productivité et d'accroître l'efficacité globale en optimisant les circuits et procédures. Par ailleurs, vous coordonnerez la mise en place des nouveaux systèmes.

Votre personnalité vous permettra de vous adapter à des situations variées. Vous faites preuve de qualité d'écoute, d'un esprit d'analyse

et de synthèse lié à une volonté d'entreprendre et de réaliser.

Vous êtes intéressé par ce poste, rencontrons-nous au plus vite !

Pour un premier contact sur Paris, merci d'adresser lettre, CV, photo et prêt. s/réf. 6676/LM à **MEDIA PA** 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Groupe Banque du Marais

## CENTRABAIL

Société de Crédit-Bail Mobilière et de Location Financière en pleine expansion recherche son

## DIRECTEUR

COMMERCIAL ET DU DEVELOPPEMENT

De formation supérieure, il justifiera d'une expérience réussie de quelques années dans le même secteur.

Son dynamisme et son esprit d'entreprise s'appuieront sur une grande rigueur intellectuelle et de réelles qualités de gestionnaire.

Sa motivation, son goût des responsabilités et ses qualités relationnelles lui permettront d'évoluer au sein d'un groupe à taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à BICM - Direction du Personnel - 15, rue des Pyramides - 75001 Paris.

## Gérer un chantier Travaux Publics



... comme un centre de profit : c'est le poste formateur que propose Bouygues Travaux Publics à de jeunes

### CONTRÔLEURS DE GESTION

De formation École de Gestion, de Commerce, Maîtrise, débutant ou avec une 1<sup>re</sup> expérience, vous assurerez la gestion d'un ou plusieurs chantiers, de la comptabilité analytique à l'établissement des contrôles budgétaires mensuels. Et vous participerez également à la gestion du personnel.

Des postes sont à pourvoir en Région Parisienne et en province. Votre réussite dans cette première fonction vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM à : Gérard Bucourt - Service du Personnel T.P. Bouygues 1, avenue Eugène Freyssinet 78061 St-Quentin-en-Yvelines.

BOUYGUES

## Derrière la gestion, le sens de l'humain.

De sensibilité commerciale, associant rigueur et souplesse dans les contacts, vous avez 2 ans d'expérience minimum et vous souhaitez confronter votre formation en gestion (HEC, ESSEC, Sup de Co...) aux situations concrètes du terrain.

En collaboration directe avec le Directeur Régional, vous assurez le contrôle et l'organisation d'un réseau de centres de profit, et vous participez au recrutement, à la formation, et à l'animation des équipes.

Si ce défi vous tente, ECCO multinationale de services a un poste pour vous sur Paris ou Banlieue Est.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à ECCO - ADR 33, rue Raffet - 75016 PARIS.

**ECCO**

N°1 du Travail Temporaire  
- 500 agences dans toute la France  
- 1989 : 7,2 milliards de FF  
IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

## JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

HEC, ESSEC, ESCP...

Vous êtes intéressé par une APPROCHE « COMPTABLE » des NOUVELLES TECHNIQUES BANCAIRES et de leur environnement économique

Au sein de notre Secrétariat Général, vous participerez à l'analyse et à la production des comptes ainsi qu'à l'élaboration de notre système d'information comptable.

Vous avez le goût de la gestion et de l'analyse, l'esprit d'équipe, le sens des contacts et une bonne maîtrise de l'anglais. Une première expérience comptable acquise au sein d'une banque ou d'un cabinet d'audit serait un atout.

Ce poste vous ouvrira des opportunités de carrière diversifiées au sein de notre établissement.

Adresses lettre de candidature sous réf. JD/AC et C.V. à BFCE  
Département du Personnel - 21, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

**BFCE** Banque Française  
du Commerce Extérieur

## CROISSANCE POUR NOUS, EVOLUTION POUR VOUS

Filiale d'une société américaine de grande renommée, nous sommes leader des systèmes de CAO clé en main : notre expansion, très forte ces dernières années, doit se poursuivre au moins sur le même rythme. 150 personnes, 200 millions de C.A., un environnement performant et des ambitions, voilà pour le portrait. Dans ce contexte, notre D.A.F. souhaite faire participer à notre croissance un

## JEUNE CONTROLLER

Vous élaborerez et mettez en place les procédures et les «-verrous-» nécessaires à la maîtrise de notre croissance, en donnant à votre poste toute la dimension planification et contrôle de gestion, avec les responsabilités de budget et de prévisions que cela implique. Vous supervisez en outre la comptabilité et le reporting (4 personnes), et aurez à résoudre les problèmes de fiscalité. Diplômé d'études supérieures, une première et solide expérience de quelques années en entreprise (compta/gestion) ou en audit/conseil, ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise, sont les qualités nécessaires à la réussite dans ce poste situé en banlieue sud de Paris.

Notre conseil, Joël HAXAIRE, attend votre candidature sous la référence VJC/LM à : RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



**Raymond Poulain Consultants**



Filiale de COGEMA, SCN (1 400 personnes dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs - 2 milliards de C.A.) se place dans les toutes premières entreprises d'ingénierie des nouvelles technologies.

La Direction Financière recherche pour son service Trésorerie, à St Quentin-en-Yvelines un :

## TRESORIER ADJOINT H/F

Assisté(e) d'une équipe de six personnes

Vous gérerez et négocierez les placements sur les marchés monétaires et obligataires ainsi que les nouveaux instruments financiers. Vous assurerez l'élaboration du reporting et des tableaux de bord. Vous participerez à l'établissement des prévisions et à la supervision du back-office.

Vous êtes diplômé (e) d'une grande école de commerce (option Gestion/Finance) et avez acquis des compétences en trésorerie par une expérience de 2 à 3 ans. Vous possédez de bonnes connaissances en micro-informatique. La maîtrise de l'anglais serait un plus. Nous apprécierons votre esprit d'équipe et votre motivation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence T.A. à : SGN - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 1, rue des Hérons - Montigny-le-Bretonneux - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines.

## OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

LE GROUPE GMF  
EST UN DES SECTEURS  
FRANCAIS DE SERVICES  
PREMIER ASSUREUR  
AVEC SNE IARD  
SNE VE  
LA SAUVEGARDE  
PRESENT DANS  
NOMBREUX AUTRES  
SECTEURS D'ACTIVITES  
ET DISTRIBUTION  
GRANDS MAGASINS DE  
VENDRE LA BANQUE  
GMF BANQUE  
L'ASSURANCE  
L'AGRO-ALIMENTAIRE  
LE TOURISME  
ET COMMUNICATION

## Organisateur Comptable

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE,  
DAUPHINE  
DECS OU EQUIVALENT

Merci d'adresser lettre manuscrite,  
CV, sous réf. 108 LM  
GMF Personnel Siège  
Assurances IARD  
Coursier II - 35, rue d'Alsace  
92631 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans la comptabilité en entreprise ou en cabinet, un attrait pour l'informatique.

Venez nous rejoindre pour participer à la refonte du système d'information comptable et budgétaire de notre branche Assurances (IARD 16 milliards C.A.). Intégré à une équipe, vous prenez en charge un secteur comptable pour lequel vous :

- élaborerez un cahier des charges avec les utilisateurs ;
- concevrez l'organisation et le traitement des données ;
- mettez en œuvre les outils informatiques.

Vous avez des capacités affirmées d'analyse et de synthèse, des qualités d'organisateur. La réussite de ce projet (2 ans environ) vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de la Direction de la Comptabilité ou dans le Groupe.

PARIS LEVALLOIS

مكتبة الامم



Groupe international de 18 000 personnes, 22 Mds F de CA, recherche ses

**Auditeurs Opérationnels***de réelles opportunités de carrière dans notre groupe*

Dans le cadre du développement de la fonction audit, vous interviendrez de façon active dans nos établissements et filiales en France puis à l'Étranger. Vous porterez un jugement critique sur les procédures internes ainsi que sur l'application des normes groupe. Dans tous les cas, vous agirez en tant que conseil vis-à-vis des différents services.

Pour réaliser ces objectifs, nous recherchons des :  
- **Auditeurs Juniors** : 25 ans minimum, Ecole de Commerce + DECS, 3 à 4 ans d'expérience de l'audit en Cabinet ou en Entreprise.

- **Auditeurs Juniors** : 25 ans, Bac + 5, DESS d'audit apprécié. Vous avez des qualités de rigueur, de la force de conviction et la capacité à faire passer vos idées. Vous maîtrisez bien entendu l'anglais car ce poste a une dimension internationale.

Contactez Frédéric Pongéon, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. FP 5242 FI

**MP****Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

Société Internationale leader européen sur son marché recherche un

**Controller**

150 KM de Paris

300 KF ±

Bras droit du Directeur, il sera responsable du suivi financier d'un centre de profit, en particulier :

- il prendra en charge un reporting anglo-saxon, analysera les résultats et produira les informations financières nécessaires à la direction,
- il proposera les plans d'actions annuels et bouclera le budget.

- il contribuera les prix de revient et se prononcera sur la rentabilité des investissements planifiés. Assisté dans ses fonctions par une équipe de quatre personnes, le candidat devra être à même de faire évoluer son service.

Ce poste d'intégration s'adresse à un candidat d'une trentaine d'années justifiant d'une première expérience en milieu industriel, en cabinet d'audit ou en cabinet de conseil anglo-saxon. L'anglais est nécessaire dans une optique d'évolution à l'international. Une formation type grande école est indispensable.

Contactez Alain Noret, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. AN 5139 MO.

**MP****Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier**Directeur Financier**

**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**, N°2 français dans notre créneau de marché avec 520 M de francs de CA, un taux de profit en constante progression, 1000 personnes réparties dans 23 établissements et 12 filiales dont 9 à l'étranger, nous cherchons aujourd'hui un directeur financier pour accompagner notre développement international. Rattaché au P.D.G. et membre du comité de direction, ce collaborateur a la responsabilité de l'ensemble des tâches comptables, financières, budgétaires et fiscales du laboratoire ; il est secondé par une équipe de 30 personnes dont 8 cadres. Il prend en charge personnellement le montage des financements, des acquisitions et leur optimisation fiscale. Ce poste basé à Paris s'adresse à un homme de 35/40 ans, de formation supérieure (ESC, diplôme complété par le DECS), parlant anglais et justifiant d'une expérience réussie de directeur financier dans une entreprise tournée vers l'international.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1133.90 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

**CB****Chantal Baudron, s.a.**

Membre du Syntec

**Responsable comptable export****evlan**

2,4 Milliards de CA, 1500 personnes,

une expansion constante sur le

marché français avec ses marques

Evlan, Badoit, Fruité, Athlon, et

toujours en position de leader

mondial de l'exportation

d'eaux minérales.

**BCN**

EVLAN réalise plus de 700 MF de chiffre d'affaires à l'export grâce notamment à ses six filiales de distribution implantées en Europe de l'Ouest et en Amérique.

Rattaché au Chef des Services Comptables, vous serez l'interlocuteur permanent des filiales que vous assisterez et contrôlerez sur le plan comptable. Vous tiendrez la comptabilité des clients export.

Vous serez, en outre, chargé de la consolidation des comptes de la société, de la tenue du tableau de bord mensuel, de la réalisation des plans de financement ainsi que des estimés de résultats.

Diplômé d'Ecole de commerce, option comptabilité finance, vous avez acquis au moins deux ans d'expérience de la comptabilité en cabinet ou en entreprise et maîtrisez bien l'anglais.

Ce poste très complet et très ouvert sur l'international préparera votre évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 70 M2 à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

**H&M****Hervé & Millet Conseil****GRANDE BANQUE APPARTENANT A UN PUISSANT GROUPE FINANCIER**  
**ADJOINT COMPTABILITE GENERALE**

Vous intégrez, comme adjoint, le service chargé de la comptabilité générale de la banque : tenue comptable, états de synthèse, déclarations B.D.F. et C.B., consolidation, déclarations fiscales, et comptabilités de filiales.

Vous participez à la mise en place de notre nouveau progiciel. (définition et validation des procédures)

Vous êtes également responsable du reporting commission bancaire et Banque de France.

Enfin, vous participez, bien entendu, à l'ensemble des activités du service (11 personnes).

Cadre comptable bancaire depuis au moins 5 ans, vous souhaitez, aujourd'hui grâce à votre excellente formation (D.E.C.S.), évoluer vers des responsabilités accrues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 76.411 à :

Contesse Publiée - 33 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret Cedex.

CONTESS

**Jeune Cadre Financier export**

Au sein d'une équipe de 4 personnes, vous prendrez progressivement en charge le suivi financier et budgétaire de notre filiale de Washington, la gestion des assurances, le suivi des propositions commerciales en terme de prix et de mode de financement, la gestion COFACE et autres assurances crédits.

Débutant ou possédant une courte expérience (par exemple dans le milieu bancaire), vous êtes de formation supérieure à dominante Finance (Ecole de Commerce) ou Ingénieur avec nécessairement un complément Gestion.

Vous parlez couramment français et anglais et maîtrisez parfaitement l'outil micro-informatique.

Pour ce poste basé à Evry (91), quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à Arianespace, Service des Relations Humaines, bd de l'Europe, 91000 Evry, sous réf. 90.15. M.

Arianespace, première société commerciale de transport spatial.

**arianespace****Yves Rocher**  
RÉUSSIR EN BEAUTÉ.**MORBIHAN**

Avec 7000 personnes, 5 milliards de francs de CA dont 50% à l'export, Yves Rocher est la première marque française de produits de beauté. 30 000 colis expédiés chaque jour en font le premier client de la poste en Bretagne. Pour son unité de Distribution de vente par correspondance (450 personnes, 100 MF), Yves Rocher crée le poste de

**Contrôleur de gestion**

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une première expérience réussie du contrôle de gestion acquise en entreprise industrielle ou en cabinet d'audit. Maîtrisant votre technique, vous voulez maintenant vous investir dans un poste que vous allez développer au sein d'un groupe diversifié et performant. De réelles possibilités d'évolution renforcent cette opportunité située dans un environnement atypique.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo sous réf. CG à Olivier Plesse  
Conseil d'entreprises - OUEST RESSOURCES HUMAINES  
71 Avenue Aristide Briand - 35000 Rennes  
qui vous garantira discrétion et réponse

**ORI**

POUR L'AVENIR : DECOLLEGE IMMEDIAT

**UTA, COMPAGNIE DE TRANSPORT AERIEN RECHERCHE POUR RENFORCER SON SERVICE AUDIT****JEUNE AUDITEUR INTERNE POUR L'INTERNATIONAL**

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'un troisième cycle universitaire, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans acquise dans le domaine de l'audit soit en cabinet, soit en entreprise. La connaissance de notre secteur d'activité serait appréciée.

Basé en région parisienne, à Villepinte (93), vous assurerez des missions d'audit principalement auprès de nos représentations à l'étranger situées dans le monde entier. Ce poste nécessite donc une large disponibilité et une maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution de carrière vers d'autres fonctions financières au sein de notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions) sous réf. AUD90 à UTA - Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

CONTESS



## CONTROLEUR BUDGETAIRE H/F VALEUR AJOUTÉE

- 11 titres diffusés à plus de 500 000 exemplaires
- 830 personnes
- 1,2 milliard de CA
- Un réseau européen de presse et d'informations économiques et financières

Rapidement maîtriser les différentes techniques propres à la presse sera pour vous l'opportunité d'élargir vos connaissances tout en évoluant dans notre Groupe qui ne cesse d'innover.

Intégré à la structure opérationnelle d'une activité ou d'un titre, vous serez chargé d'élaborer les budgets annuels avec le Responsable du Produit et de suivre les résultats mensuels. Vous devrez également réaliser les études qui vous seront confiées et faire preuve d'initiative pour en proposer vous-même. Enfin, vous élaborerez le reporting de votre activité auprès du Contrôle Financier de la Holding avec qui vous entretiendrez une relation fonctionnelle.

Jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, débutant ou possédant une première expérience, vous êtes motivé par l'analyse rigoureuse des chiffres et par leur interprétation. Bon esprit d'équipe, excellent sens relationnel mais aussi sens aigu de la précision sont vos qualités premières pour réussir dans cette fonction pointue.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo, sous réf. MO 37, au Groupe Expansion, Direction des Ressources Humaines, Le Panant, 25 rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

## Systems controller

PARIS

220-250 KF

**LA SOCIÉTÉ :** Laboratoires Pharmaceutiques BOOTS-DACOUR (CA 350 MF, 300 personnes environ) filiale française du groupe international The Boots Company.

**LE POSTE :** Rattaché au DAF, en étroite collaboration avec tous les départements de la société, la personne sera chargée de la mise en œuvre des procédures et contrôles internes et sera impliquée dans la mise en place de nouveaux systèmes informatiques.

**LE CANDIDAT :** Après une formation école de commerce ou comptable (DECS) et une première expérience en audit ou contrôle de gestion, vous souhaitez accéder à un poste autonome vous permettant d'avoir une vue générale de toutes les fonctions d'une société complexe intervenant dans un secteur dynamique ; vous connaissez bien l'informatique et possédez un anglais opérationnel.

Les candidats intéressés sont priés de contacter leur ALEX au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 1226 LAM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 Paris.

Norman Parsons  
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Laboratoire pharmaceutique de 1er plan  
PARIS

## Gérer nos recherches : une fonction de direction

Condition de notre développement de demain, nous consacrons aujourd'hui à la recherche des moyens importants (+ de 125 MF en 90 et une équipe de 150 personnes). Nous souhaitons confier la gestion des ressources à un manager, scientifique de formation, issu du milieu de la recherche et ayant acquis une expérience ultérieure de gestion. Dix ans de vie professionnelle minimum sont nécessaires pour assurer avec succès cette mission très large. Vous serez responsable de la gestion des moyens humains, techniques et économiques, permettant d'assurer le bon fonctionnement du Centre de Recherche et son efficacité. Votre mission, très opérationnelle, implique la responsabilité Qualité, l'identification des aides et subventions à la recherche, la participation à l'élaboration des dossiers, leur dépôt et leur suivi financier. Ces fonctions d'organisation, d'assistance scientifique, de gestion humaine, impliquent des qualités de dialogue et d'animation. L'anglais est nécessaire, car vous aurez également à suivre les recherches conduites avec nos équipes à l'étranger. Si cette opportunité vous intéresse, merci d'envoyer rapidement votre dossier de candidature, sous réf. VJ/1M à notre Conseil : INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

## Secteur bancaire

Structure régionale en Champagne-Ardenne d'un des plus grands réseaux bancaires français, notre développement nous amène à :

### CREER la fonction AUDIT

Vous êtes rattaché au Président du Directoire, et après analyse de l'existant, vous proposez et mettez en œuvre les procédures de contrôle interne, les règles de sécurité et les solutions organisationnelles nécessaires pour l'ensemble des services.

Votre formation Bancaire ou supérieure en finance/gestion vous a permis de réussir dans une fonction similaire exercée en cabinet ou en entreprise, de préférence dans le domaine bancaire.

Pour ce poste basé à Reims, merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous la référence M 8184E, à Christian Bang-Rouhet, OC CONSEIL, 15, rue du Louvre, 75001 Paris.

Minitel : 42.36.10.30.

PARIS  
LONDRES  
CONSEIL  
Ressources Humaines

Nous sommes une Banque Régionale  
Italienne (2800 personnes)



**BANCA POPOLARE DI BERGAMO**  
spécialisée PME/PMI, professionnels et ménages. Notre culture est fondée avant tout sur un fort esprit de développement.

Pour notre première implantation à l'étranger nous avons choisi :

LYON

## SOUS-DIRECTEUR DE SUCCURSALE

B A N Q U E

A 30/40 ans environ, de formation supérieure, vous avez 5 à 10 ans d'expérience confirmée dans les métiers de la Banque.

Un parcours réussi vous permettra de mettre en place, en collaboration avec le Directeur, toute la structure de notre activité.

Vous êtes un bon spécialiste en gestion bancaire et un excellent organisateur sur le plan administratif. Votre fort tempérament de développeur "commercial" et vos connaissances du marché régional vous permettront de faire progresser le portefeuille clients PME/PMI.

Vous encadrerez et animerez une équipe de 5 à 10 personnes dans toutes les actions auprès des entreprises en optimisant les résultats.

Avant de prendre vos fonctions début 91, une formation de 5/6 mois est prévue à notre siège de BERGAMO en ITALIE. Pour ce poste évolutif nous souhaitons rencontrer des candidats parfaitement bilingues Italien, efficaces, ayant des capacités de management évidentes.

Merci d'adresser dossier de candidature s/réf. 83 M.A. à : CONTESSA RHONE-ALPES - 92 cours Vitton - 69006 LYON.

## CA CRÉDIT AGRICOLE Alsace

Nous cherchons un

CHIEF COMPTABLE

De formation comptable supérieure (niveau expertise comptable) vous avez si possible déjà exercé des responsabilités soit dans les services financiers d'une grande entreprise, soit en cabinet d'audit.

Vous serez responsable de la production de toutes les informations financières d'un établissement pouvant faire appel public à l'épargne.

Vous êtes capable de gérer une comptabilité très décentralisée et intégrée à un important système de traitement de l'information.

Le poste est basé à COLMAR.

Envoyez votre lettre manuscrite + Curriculum Vitae + photo au CRÉDIT AGRICOLE D'ALSACE - Direction des RELATIONS HUMAINES - Service Recrutement - 1, Place de la Gare - 67008 STRASBOURG CEDEX.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1er  
PLAN RECHERCHE DANS LE CADRE DU  
SUIVI DE SES RESEAUX PARTENAIRES

## CHARGE DE CLIENTELE

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire vous aurez pour mission le suivi d'un portefeuille de nos établissements partenaires.

Vous représenterez notre structure, serez chargé d'analyser financièrement leurs résultats et élaborerez les dossiers d'information destinés aux administrateurs.

Vous aurez aussi en charge de développer les relations commerciales avec le réseau.

Diplômé d'une formation supérieure économique et financière, vous avez au cours d'une première expérience de type bancaire développé et affiné votre sens de l'analyse.

Votre goût pour la négociation et votre disponibilité vous permettront de développer vos aptitudes relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1034 à CONTESSA PUBLICITE, 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET cedex, qui transmettra.

## Jeune contrôleur de gestion à fort potentiel

Nous sommes une société publique commercialisant du mobilier et du matériel technique auprès des collectivités. Notre activité s'étend sur toute la France, bientôt sur l'étranger et connaît une forte croissance (CA 89 : plus de 5 milliards de francs). Nous souhaitons intégrer à notre équipe de contrôle budgétaire et de gestion un jeune contrôleur de gestion.

Dans un premier temps, il orientera plus particulièrement ses travaux vers la fonction commerciale : identification et appréciation des risques, refonte des procédures, assistance des opérationnels... Il participera également activement à la mise en place progressive de notre organisation de gestion. Le poste, basé au siège parisien, est à pourvoir rapidement.

Vous possédez une solide formation en gestion (université ou école de commerce), et une première expérience en entreprise, de préférence dans l'industrie ou les services industriels (4 ans minimum). Vous avez l'habitude des outils informatiques (micro et grands systèmes). Habitué au travail en équipe, disponible, organisé, vous savez défendre vos opinions et surtout convaincre vos interlocuteurs. Adressez votre CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence MD/104.08/MO aux Conseils en Recrutement Associés - 58 avenue Kléber - 75754 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS  
EN RECRUTEMENT  
ASSOCIES

CE  
RA

صحنات الامتحان



## Contrôleur de gestion junior

Au sein du groupe HACHETTE RELAIS H est avec 1 500 personnes, 900 points de vente, plus de 300 000 journaux et 10 000 livres vendus par jour, le 1<sup>er</sup> réseau national de diffusion de produits d'actualité (presse, livres, cadeaux...).

Avec notre équipe vous imaginerez et développerez de nouveaux outils et procédures de suivi, et vous assurerez le contrôle de gestion complet d'activités spécifiques.

Agé de 25/28 ans, diplômé d'une grande école de commerce, vous avez une 1<sup>ère</sup> expérience réussie dans la fonction. Vous êtes rigoureux, créatif, autonome et maîtrisez l'outil informatique.

Poste évolutif.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo à :  
réf. : GEST/03/M à RELAIS H, Pétroline LEVINE,  
BP. 304, 92301 LEVALLOIS PERRET CEDEX.

**Relais H**  
LES RELAIS DE L'ACTUALITÉ

## Auditeur junior

Entreprises en fort développement, nous utilisons des outils modernes de gestion, et notamment une informatique très évoluée.

Au sein du service Audit et Sécurité, vous serez responsable de missions d'Audit opérationnel couvrant les domaines financier et informatique.

Vous prolongerez nos missions en proposant de nouvelles solutions d'organisation et en participant à leur mise en place.

De formation supérieure (gestion, finances ou informatique), vous souhaitez valoriser une première expérience de 2 à 5 ans, acquise au sein d'un organisme financier ou d'un cabinet d'Audit.

Nous vous offrons de rejoindre une structure évolutive vous permettant à moyen terme d'élargir de manière réelle vos responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 201 au Crédit Agricole Haus-Savoie, Service Ressources Humaines, BP 200, 74942 ANNECY - LE VIEUX CEDEX.

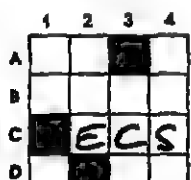
## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER H/F

Venez rejoindre à Paris une agence de publicité particulièrement créative et en plein développement (40 collaborateurs), liée à l'un des groupes de communication les plus prestigieux.

Aux côtés de notre direction générale, vous couvrez la fonction comptabilité, gestion, administration, trésorerie, dans un environnement informatique performant. Gérer le quotidien comme développer de nouveaux outils de gestion et être un conseil actif et bien votre ambition.

Ecole de Gestion, vous avez 4 à 5 ans d'expérience similaire, si possible en agence de publicité. Renaissez chez nous vous ouvre toutes les portes. Ecrivez sous réf. 5562/LM à

**MEDIA PA** 50/54, rue de Silly  
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX  
qui transmettra.



Nous sommes le leader européen de la location d'ordinateurs IBM. Notre effectif : 1 500 personnes, notre chiffre d'affaires : 9 milliards de francs dont 40 % à l'international. Nous recherchons un :

### Contrôleur de Gestion

interlocuteur de l'une de nos filiales étrangères.

Vous serez l'interface privilégiée de cette filiale pour tout ce qui touche à sa gestion et à sa comptabilité : contrôle de Gestion, assistance comptable et fiscale, organisation administrative et financière, plans de financement et trésorerie.

Vous avez un cursus classique : études supérieures de Commerce + DECS, 2/3 ans d'expérience en cabinet d'audit ou en qualité de Contrôleur de Gestion, connaissance de l'anglais. Ce qui vous distingue : créativité, rigueur, curiosité, grande souplesse d'esprit.

Le poste est basé à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre et CV sous référence PL 450 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.

**ECS**

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES



Photo : Joseph NORMANDIN

## FRANCE TELECOM, UN AVENIR QUI ME RESSEMBLE

Jeunes diplômés, en avril 90, vous serez 100 à vous lancer dans l'aventure des télécommunications avec FRANCE TELECOM.

Vous souhaitez, dans un secteur en pleine expansion, une qualité de travail, une formation performante, une mobilité professionnelle et d'importantes responsabilités.

FRANCE TELECOM vous offre cet avenir qui vous ressemble.

De Radiocom 2000 à Alphapage, de la mise en place de Numéris au lancement de Telecom 2, FRANCE TELECOM, opérateur public performant, s'investit dans la compétition internationale et relève tous les défis technologiques.

Jeunes ingénieurs, commerciaux, gestionnaires, diplômés des grandes écoles et d'universités (BAC + 5), vous bénéficierez sans cesse de nouvelles opportunités dans les filières informatique, exploitation, recherche, commercial, gestion ou ressources humaines.

Avec vous, nous renforcerons notre avance technologique en développant des services novateurs, fiables et concurrentiels.

Rejoignez cet avenir qui vous ressemble, contactez notre service recrutement dès aujourd'hui pour recevoir votre dossier de candidature et participer à notre sélection établie en deux temps.

**N° Vert 05 21 11 11**

Date de clôture des inscriptions : 30 mars 1990.

**FRANCE TELECOM**  
UN AVENIR D'AVANCE

VAL DE LOIRE

## DIRECTEUR DE CLINIQUE

Dépendant directement de la Direction Générale, vous aurez pour mission d'assurer la gestion de la Clinique. A ce titre, vous prendrez en charge la coordination et le suivi de la comptabilité générale et analytique, de la gestion financière et de la trésorerie.

Vous assurerez la gestion du personnel et serez l'interface de la Direction avec les médecins ainsi qu'avec nos partenaires extérieurs (conseils, banques, experts, organismes sociaux, etc.).

Vous justifiez d'une formation supérieure complétée par la pratique de l'informatique et une expérience professionnelle réussie en gestion d'entreprise. A des qualités de rigueur et d'organisation, vous associez d'excellentes qualités relationnelles et créatrices pour assurer avec succès votre mission de gestion et de développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à notre Conseil Denis RICHARD - 37 Quai Ulysse Bérliand - 41000 BLOIS, sous la référence DR LM 104.

## Importante Société Immobilière recherche un COLLABORATEUR

chargé du Suivi des Demandes Acquéreurs

De formation supérieure à dominante juridique, vous bénéficiez d'une première expérience acquise dans une fonction similaire.

Au sein du Secrétariat Général et dans le cadre des opérations de promotion engagées par le Groupe, vous serez chargé(e) de gérer les dossiers de ventes aux particuliers.

Vous assurerez la gestion administrative et juridique des dossiers acquéreurs et vous serez leur interlocuteur direct, ce qui nécessite un esprit méthodique et de rigueur, allié à de réelles qualités de contact.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au GFF - Service des Relations Humaines - Tour Franklin - Cedex 11 - 92061 PARIS LA DEFENSE.

**GFF**

Notre Groupe agit dans le domaine du DÉVELOPPEMENT D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES MULTIFONCTIONNELLES à prédominance commerciale intervenant pour le compte d'actionnaires institutionnels et privés. Notre développement international nous conduit à rechercher un

## AUDITEUR INTERNE

Chargé essentiellement d'assurer l'audit financier des programmes de promotion pour valider les prévisions financières et contrôler leur résultat financier vous participerez d'abord à la mise en place des procédures de gestion dans les sociétés du Groupe avant d'assurer le contrôle de leur application. Responsable de la revue des outils contractuels utilisés pour les activités de promotion et de gestion vous êtes chargé de l'audit financier des sociétés du Groupe, en liaison avec les auditeurs externes légaux et contractuels; vous effectuez aussi des missions d'audit opérationnel pour la Direction Générale. Jeune Diplômé (UNIVERSITÉ OU E.S.C. OPTION FINANCES) votre expérience de 4 à 5 ans acquise en Cabinet d'audit ou dans un Groupe Immobilier vous a familiarisé avec notre activité "à cycle long"; vous êtes rigoureux mais aussi relationnel et négociateur. Vous maîtrisez l'anglais, et si possible l'espagnol et l'italien. (Ce poste basé à PARIS nécessite des déplacements.)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 34-157 à notre conseil MPT Consultants 90 rue de l'Arcade, 75008 PARIS

**MPT CONSULTANTS**

**BANQUE PARIS 8ème**  
recherche pour son réseau d'Agences Paris et Région Parisienne

## DIRECTEURS D'AGENCE

expérimentés (Référence A/55.988)

## SOUS-DIRECTEURS D'AGENCE

Classe V ou VI (Référence B/55.988)

Excellente connaissance des opérations bancaires, susceptibles d'accéder rapidement à un poste de Directeur d'Agence.

Adressez lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et photo, en précisant la référence du poste choisi, à : **PUBLICITE ROGER BLEY**, 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.





## AUDITEURS

### LA DIRECTION DE L'AUDIT DU GROUPE RENAULT

recherche des auditeurs juniors pour effectuer des missions d'audit opérationnel et financier au sein du groupe : siège, succursales, filiales commerciales, financières ou industrielles, usines et sections d'achat. Ces missions les conduiront à se déplacer dans l'ensemble des implantations RENAULT dans le monde : Europe, Afrique, Amérique.

Les candidats devront avoir une formation supérieure solide (université, école de commerce ou d'ingénieur, comptabilité) et maîtriser une, ou de préférence, deux langues étrangères. Après deux années en tant qu'assistants, les jeunes auditeurs se verront confier l'encadrement des missions : leur carrière évoluera ensuite, en fonction de leurs goûts et de leurs aptitudes, vers des postes opérationnels ou des fonctions financières au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Florence Dumez - Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous référence AUDITEUR.

**RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.**



## Crédit bail immobilier : une naissance grâce à votre maturité.

Filière d'un très important groupe financier, nous assurons sans relâche la conquête du marché. C'est ainsi que nous créons une structure spécialisée en crédit bail immobilier, qui d'ores et déjà, peut être alimentée par de nombreux dossiers.

A 30-35 ans, vous pouvez faire valoir, après votre formation supérieure, 5 à 7 années d'expérience du crédit bail, en tant qu'exploitant ou chargé d'affaires. Vous êtes donc devenu un spécialiste de la recherche, du montage et du traitement d'opérations complexes, et ce, jusqu'au back-office.

Parce que vous êtes capable de travailler en équipe, que vous vous montrez relationnel(le) à tous les échelons, nous vous proposerons d'assurer le développement de cette nouvelle entité. Outre votre technicité et votre extrême rigueur, c'est bien entendu votre dynamisme qui vous permettra très vite de confirmer vos responsabilités. Vous êtes intéressé(e) ? Alors adressez votre dossier à Philippe Vuittey, associé du cabinet Sirca - 140, boulevard Haussmann - 75008 Paris, sous référence 111 885 LM.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

## TRACEZ VOTRE FUTUR



Le MATIF - Marché à Terme International de France - a connu une croissance de plus de 50% en 1989, ce qui a conforté sa position au premier rang européen des bourses de futures et d'options. En intégrant MATIF SA, l'entreprise de marché qui assure la gestion, le développement et le contrôle du MATIF, tracez votre futur avec le même succès. Pour étoffer son équipe, le responsable du contrôle de gestion recrute son adjoint et recherche un jeune



Votre première mission : définir et mettre en place notre comptabilité analytique sur un support informatique (grand système).

Par la suite vous assurerez le contrôle budgétaire : élaboration, reporting mensuel, analyse et propositions d'actions correctives. Vous réaliserez aussi différentes études de rentabilité.

Votre profil : - diplômé(e) d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), - deux ans d'expérience dans le domaine, acquise si possible en milieu bancaire ou cabinet, - bonne connaissance de l'anglais et maîtrise de l'outil informatique.

Nous comptons surtout rencontrer des candidats à fort potentiel, motivés pour travailler dans un environnement nouveau et très évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence B571 sur l'enveloppe, à notre conseil

**Onicar**

6 rue Halévy 75009 PARIS

## JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER H/F 180 - 200 KF

Important groupe de transformation de produits verriers, cherche pour une de ses filiales du Sud-Est, son Responsable Administratif et Financier.

Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur de niveau Bac + 2 en comptabilité, âgé de 30 à 35 ans environ.

Des connaissances en informatique sont requises ainsi qu'une première expérience en tant qu'adjoint d'un D.A.F. dans une PMI de 100 Millions de Francs de CA.

Evolution dans les trois ans vers les fonctions de Directeur Administratif et Financier.

Envoyer dossier complet et lettre de motivation à IMMOVER BP n°6 - 45130 Banke.

BANQUE ETRANGERE - PARIS recherche

## EXPLOITANT FINANCIER

Fort d'une première expérience significative (2 à 3 ans), vous développerez et gèrerez un portefeuille composé de PME et de grandes entreprises françaises et étrangères.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (BAC + 4), possédant de bonnes connaissances en espagnol et en anglais. (réf. 08)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence choisie à OCBF Services - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

**THOMSON CONSUMER ELECTRONICS** : 40 usines en Europe, aux U.S.A., en Asie du Sud Est, un réseau commercial dans plus de 100 pays. Thomson Consumer Electronics occupe une place de premier plan en matière de Télévision, de matériel Audio et Vidéo sous des marques aussi réputées que THOMSON, BRANDT, SABA, TELEFUNKEN, NORMENDE, FERGUSON, R.C.A. Nous vous proposons de nous rejoindre à La Défense pour prendre en charge le

## REPORTING TRESORERIE INTERNATIONALE

Rendant compte au corporate trésorier, vous coordonnez et analysez le reporting budget : - suivi des positions de changes et des couvertures - clearing, back-office...

Vous assurez l'analyse et le développement du système informatique.

Diplômé d'une école supérieure de commerce et/ou de gestion, âgé de 28/30 ans, vous justifiez d'une première expérience, maîtrisez la micro-informatique. Bien sûr, vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil : PROFIL PARTNER'S - Serge Bonnafé - 62 rue Legendre - 75017 PARIS

**THOMSON**

Importante Société de Communication française  
largement implantée en Province, recherche pour son siège social à Paris :

## un(e) Jeune Cadre Comptable

Au sein du Service des Systèmes d'Information et Procédures Comptables, vous participerez à l'élaboration, à la mise à jour et au suivi des procédures de comptabilité générale et de comptabilité analytique, à des missions de révision, à l'évolution des applications financières informatiques.

De formation supérieure (Ecole de Commerce option Comptabilité Finances, MSG, DESCF...), vous alliez des qualités de rigueur et d'organisation au goût du travail en équipe et vous possédez des connaissances informatiques. Une première expérience en Entreprise ou en Cabinet d'Audit serait un atout. Des déplacements réguliers en régions sont à prévoir.

Martine FAURE, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet sous la référence QUIC/LM à :

RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



**Raymond Poulain Consultants**

MARSEILLE

GROUPE FINANCIER  
recherche un

## Jeune Diplômé évolutif pour sa Direction des Services Comptables.

De formation supérieure Finance/Comptabilité (ESC, MSTCF, DECS...), vous êtes débutant et avez effectué des stages en entreprise ou cabinet, ou bien vous disposez d'une première expérience dans ce domaine.

Rattaché à la Direction des Services Comptables de notre Groupe (1000 personnes), vos qualités relationnelles nous permettront de vous confier rapidement des responsabilités opérationnelles au sein des Services, ainsi que différentes missions d'étude, d'analyse et de contrôle.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 3.90.JDE à notre Conseil : MEDIA SYSTEM, 6/8, Impasse des Deux-Cousins, 75017 PARIS qui transmettra.

Les candidats sélectionnés seront convoqués à Marseille ou Paris sous quinzaine (discretion assurée).

sofresid

GROUPE D'INGENIERIE A VOCATION INTERNATIONALE  
(1500 PERS. DONT ENVIRON 700 INGENIEURS ET CADRES)  
RECHERCHE UN

## JEUNE CONTROLEUR FINANCIER (H/F)

HEC, ESSEC, ESCP, ESCL, DAUPHINE, SCIENCES PO (ECO FI)  
EXPERIENCE 2 A 5 ANS

Pour renforcer son équipe de Contrôle de Gestion (4 pers.), il sera chargé : - du calcul des résultats financiers des projets, des divisions de la Société, - de la préparation des documents de reporting (mensuels), - de l'établissement et du contrôle des budgets, - de la rédaction des procédures.

Il assurera la coordination entre l'équipe Contrôle de Gestion d'une part et les services comptables, les différents services fournisseurs d'informations, les chefs de projets, d'autre part.

Il participera également activement à la modernisation du système d'information de gestion de la société. Anglais courant indispensable - expérience du reporting anglo-saxon souhaitée.

Poste basé au Siège (Montreuil).

Perspectives de carrière intéressantes pour candidat de valeur. Merci d'adresser CV détaillé + lettre manuscrite sous réf. M 33 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 39, rue de la République 93100 MONTREUIL.

صكبات الامم



Société de gestion immobilière (600 p. dont 200 cadres, siège à Paris 13ème) liée à un groupe financier de premier plan, nous amorçons une nouvelle phase de notre développement qui nous conduit à engager

## deux assistants de personnel, H/F

Au sein d'une équipe soudée et enthousiaste, venez assister nos responsables dans l'administration du personnel, le conseil auprès de la hiérarchie, la pré-sélection, les entretiens d'appréciation, la gestion du fichier information, l'élaboration du bilan social, des statistiques et tableaux de bord.

De formation supérieure en gestion de personnel, vous avez une première expérience significative dans une société de services, et une bonne pratique de la micro-informatique. Rigueur, esprit d'initiative, loyauté dans vos rapports seront très appréciés chez nous.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5572 LM)



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - NANTES - LILLE  
TOULOUSE - BORDEAUX - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

ANNECY

## Jeune juriste d'entreprise

Entreprise performante, nos résultats ont été multipliés par 5 en trois ans et nous avons réalisé notre introduction au second marché de Lyon en 1989... Le développement diversifié de nos activités conduit notre Service Juridique et Fiscal à créer les deux postes suivants :

## Fiscaliste



HAUTE-SAVOIE

Après une période d'intégration, vous gèrerez l'ensemble des risques liés ou non à l'activité bancaire de l'entreprise. Au-delà du travail de rédaction, vous mesurerez l'impact de la réglementation spécifique au métier de la banque, proposerez et mettez en œuvre l'harmonisation des contrats actuels et futurs et suivrez la vie sociale des nouvelles structures juridiques que vous aurez contribué à créer. Conseil des services internes vous interviendrez ponctuellement dans des actions de formation du personnel. Titulaire d'un 3ème cycle en droit des affaires, débutant ou possédant une première expérience, vous êtes convaincu que l'expertise juridique n'exclut pas le savoir communiquer.

Conseil de l'entreprise et de ses partenaires, votre objectif sera de rechercher les moyens d'optimiser leur gestion fiscale. Vous assisterez la Direction Financière lors de la clôture des comptes et les services internes préalablement au dépôt des déclarations fiscales. Vous mesurerez, avec l'équipe juridique, les implications fiscales lors de la création de nouvelles entités et défendrez l'entreprise et ses partenaires devant l'administration. Titulaire d'un DESS de droit fiscal, familiarisé avec les techniques comptables, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience en cabinet ou entreprise. Évoluant dans un système de gestion décentralisée favorisant l'initiative et l'engagement, vous pouvez prendre à terme des responsabilités managériales étendues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions, sous les références indiquées, au CREDIT AGRICOLE HAUTE-SAVOIE, Service Ressources Humaines, BP 200 74942 ANNECY LE VIEUX CEDEX.



**Saintoin Roulet sa**

Société de bourse, poursuit son développement. Nous sommes actuellement 110 personnes. C'est tant notre professionnalisme que l'esprit dans lequel nous aidons nos clients à performer, qui sont à l'origine de notre expansion.

Pour accompagner cette croissance, nous souhaitons nous adjoindre des

## TRADERS-ACTIONS

de formation supérieure (HEC, ESSEC, Ecole de Commerce ou équivalent) ayant une première expérience du métier de 2-3 ans (trading, analyse financière), et la maîtrise parfaite de l'anglais

Vous connaissez la clientèle institutionnelle française et/ou étrangère, et vous, comme nous, la volonté de vous investir dans un environnement où l'on s'attache à la satisfaction pleinement.

Pour nous rejoindre, adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) s/réf. 870 M à Chantal DHERBIER PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 Paris.



conseils en ressources humaines à l'écoute du talent

ANALYSER  
SYNTHETISER  
ANTICIPER  
COMMUNIQUER  
DANS LE SERVICE  
AUX ENTREPRISES



CONSEIL EN RECRUTEMENT

C'est une mission que nous voulons promouvoir au sein de cet organisme de SERVICE AUX ENTREPRISES, basé à Neuilly. 1 000 personnes réparties sur 60 sites contribuent à nos activités et nous avons engagé un important programme de modernisation de notre fonctionnement et de nos systèmes et outils de traitement de l'information. Pour valoriser au mieux ces efforts et ces investissements, nous créons une fonction nouvelle et recrutons le

## RESPONSABLE DE L'ANALYSE DE GESTION ET DE LA PREVISION

Membre de l'EQUIPE de DIRECTION, vous aurez un rôle très diversifié :

- concevoir, mettre en œuvre, faire vivre les informations utiles au suivi précis et complet de nos activités,
- contribuer aux décisions de tout moment et de prospective,
- participer à la mise en œuvre de ces décisions auprès des différents opérateurs, ainsi qu'à la communication interne indispensable à la cohésion de nos actions.

Pour vous intégrer dans une organisation qui vit depuis longtemps, vous devez :

- avoir acquis une réelle expérience (10 à 12 ans d'entreprises ou d'associations professionnelles),
- disposer d'une formation supérieure (Université ou Grande École),
- posséder une expérience de la gestion et d'une excellente maîtrise de la pratique rédactionnelle à l'écrit et à l'oral.

Vous avez compris que des qualités personnelles sont indispensables :

- une excellente intuition des réalités sociales et des subtilités relationnelles,
- une personnalité de vous imposer en douceur en respectant les autres,
- une aptitude de caractère aussi persévérante que convaincante.

Pour que nous puissions nous rencontrer, faites-nous connaître auprès de notre conseil, Yves LIZANNE : INITIATIVES, conseil en recrutement, 58/60 avenue de la Grande Armée, 75017 PARIS, sous référence 920193.

## LE GROUPE DES GRANDS MOULINS DE PANTIN

(2,2 Milliards F.C.A.)

renforce son contrôle de gestion pour faire face à son développement.

Nous recrutons un

## CONTROLEUR DE GESTION H/F

afin d'assister l'équipe en place dans des missions variées de suivi des différentes filiales.

En plus de la rigueur et de la motivation, vous aurez les qualités de communication indispensables pour animer et réussir.

Diplômé (e) d'une école de gestion (ESC ou équivalent), vous possédez une première expérience confirmée dans le contrôle de gestion d'un groupe de sociétés.

30 ans. Pratique de la micro-informatique.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération actuelle) à M<sup>me</sup> BIRAUT - GRANDS MOULINS DE PANTIN 62, rue du Louvre 75002 PARIS.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECHERCHE POUR L'UNE DE SES FILIALES BANCAIRES EN PLEINE EXPANSION, UN

## CHEF COMPTABLE H/F

A 28/35 ans, vous êtes titulaire du DESCF ou des certificats supérieurs équivalents au diplôme d'expert comptable ancien régime. Vous avez acquis une expérience de chef de mission au sein d'un cabinet d'audit d'envergure internationale. Bien sûr, vous connaissez la comptabilité et la réglementation bancaires.

Rapidement intégré au sein d'une structure jeune (30 personnes), vous assumerez la direction d'une équipe comptable de trois personnes. Fort de votre esprit de synthèse, vous serez étroitement associé à la vie de l'entreprise.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite et prétentions, sous la référence CC. à F. PASTRE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 29, rue Talibout - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## FORMATION PROFESSIONNELLE



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation (Stage rémunéré)

Fondée en 1969, l'F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Le programme est ouvert aux diplômés du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.

Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...)

Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.

Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F. et des A.F.R.

Les inscriptions seront closes le 30 Avril 1990.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'F.A.C.E. 75, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11

tél: 43.55.39.06, poste 1207.

## elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION AUDIT GROUPE (PARIS - LA DEFENSE)  
DE JEUNES AUDITEURS

Vous avez :

- environ 25-28 ans,
- un diplôme d'une grande école de gestion, avec, si possible, une formation complémentaire (DESS, Master, etc...),
- une première expérience (18 mois à 2 ans) d'audit interne dans une grande structure de groupe ou dans un Cabinet d'audit externe,
- une parfaite connaissance de la langue anglaise et, de préférence, d'une autre langue.

Vous êtes :

- un bon technicien de la finance, à l'aise dans les chiffres, capable d'analyses rigoureuses, ayant le sens des procédures,

- mais aussi un homme de synthèse, susceptible d'être une force de proposition,
- également mobile (nombreux déplacements) et à même de s'adapter au travail en équipe : sens des contacts et du dialogue.

Vous aurez :

- à analyser les objectifs particuliers propres à chaque mission en relation avec les impératifs généraux de la stratégie de groupe,
- à contrôler les procédures, les systèmes, à vérifier la conformité des pratiques avec les normes d'une bonne gestion,
- à proposer, sur la base des diagnostics effectués, des solutions et des réformes visant à améliorer l'efficacité des différentes entités du Groupe.

veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, à notre Conseil, Michel MORACCHINI (Réf. 9011) 22 bis, rue des Belles-Fouilles, 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



## MARCHÉS FINANCIERS

Le décret fixant  
les nouveaux pouvoirs  
de la COB est paru

Sept mois et demi après l'adoption de la loi du 2 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché financier, le décret fixant les nouveaux pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB) a enfin été publié au *Journal officiel* du 25 mars. Il concerne la procédure d'injonctions et de sanctions administratives prononcées par cet organisme et les recours contre les

décisions de cette dernière. Le décret prévoit ainsi pour l'injonction qu'il y ait une notification indiquant les motifs sur lesquels elle s'appuie ainsi que, le cas échéant, le délai imparti pour s'y conformer.

Le décret définit également les modalités de recours judiciaires contre les décisions de la Commission.

La mort de An Wang  
pionnier de l'informatique

An Wang, le fondateur du groupe informatique américain qui porte son nom, est décédé samedi 24 mars d'un cancer. Agé de soixante-dix ans, le « docteur Wang », d'origine chinoise, a vécu une des success stories chères au cœur des Américains. Il fut l'un des pères-fondateurs de l'informatique et s'est consacré jusqu'au dernier moment à son entreprise. C'est ainsi qu'on le vit, en juillet dernier, voler à son secours quelques jours seulement après avoir été opéré de son cancer. Écartant

de la direction son propre fils, Frederick, il engagea un étonnant bras de fer avec les banquiers pour éviter que son groupe ne dépose son bilan. Depuis, l'entreprise tente de se redresser, malgré la crise que traverse l'informatique américaine. Reste à savoir si la dernière bataille du vieux fondateur aura été utile et si sa société réussira à s'en sortir alors que les observateurs s'attendent à une vague de concentrations dans l'informatique.

M. et Ch. Taithe

**ENCYCLOPÉDIE VIAGERS**  
**DELMA** REGIME JURIDIQUE ET FISCAL  
POUR LA VIE DES AFFAIRES 1988, 8<sup>e</sup> édition, 248 pages, 250 F

**LA BOURSE EN DIRECT**

**LE MONDE DE LA BOURSE**  
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

**BOURSE**  
**36.15. LEMONDE**

B. Le Court

**ENCYCLOPÉDIE SERVITUDES ET MITOYENNETÉ**  
**DELMA** RAPPORTS DE VOISINAGE  
POUR LA VIE DES AFFAIRES 1980, 4<sup>e</sup> édition, 276 pages, 252 F

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**

**Mensuelcic**  
La Sicav mensuelle

Comptes de l'exercice clos le 28.12.1989 approuvés par le Conseil d'Administration du 06.03.1990 présidé par M. Bernard Yoncourt.

Actif net : F 120.773.051

Performance du 01.03.1989 (date de création) au 28.12.1989 : + 5,88 % soit + 7,07 % annualisés

Performance des emprunts d'Etat 7/10 ans du 01.03.1989 au 28.12.1989 : - 0,69 % (indice Crédit Lyonnais)

Montant total des dividendes de l'exercice : F 843,89 + F 1,50 de crédit d'impôt (10 acomptes mensuels de F 55 + le solde)

Solde de l'exercice 1989 : F 93,89 + F 1,50 de crédit d'impôt pour mise en paiement le 25.04.1990

Prochains acomptes mensuels : F 65

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCI.

**GROUPE CIC**

Banques CIC. En intelligence avec vous.

F. Lemeunier

**ENCYCLOPÉDIE ASSOCIATION**  
**DELMA** Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901  
POUR LA VIE DES AFFAIRES 1988, 3<sup>e</sup> édition, 326 pages, 215 F

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100: 29 décembre 1989

16 mars 23 mars

	16 mars	23 mars
Valeurs françaises, à rev. variable	32,2	35,3
Valeurs étrangères	30,8	34,3
Valeurs mixtes	31,1	34,9
Prix des actions	118,6	127,1
Chèques	82,2	89,3
Titres étrangers, mixtes	35,3	38
Electricité, électronique	101,6	107,2
Industrie et matériaux	91,9	98,2
Ind. de consommation, non alim.	91,8	98,2
Agro-alimentaire	85,5	91,8
Distribution	88,4	92,5
Transport, infra-structure	102,2	107,4
Assurances	92,2	92,1
Crédit bancaire	104,9	109,9
Services	95	95,5
Immobilier et foncier	97,1	98,1
Investissement et portefeuille	96,4	98,7

Base 100: 29 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 21 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	34,8	37,8
Valeurs étrangères	33,4	36,4
Valeurs mixtes	34,1	37,1

Base 100: 31 décembre 1989

BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

(en millions de francs)

16 mars 1990

Total actif	681 636
dont	
Or	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	72 456
Etat	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 954
Or et autres actifs de réserve à l'étranger du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	36 447
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	621
Effets privés	153 282
Effets en cours de recouvrement	33 712
Total passif	681 636

Bilans en circulation

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves	64 326
Compte courant du Trésor public	6 378
Reprises de liquidités	44 089
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8 213
Etat à l'étranger au Fonds européen de coopération monétaire	55 637
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	10 %
Taux des passifs à 64 19 jours	10,76 %
Taux des avances sur titres	12 %

Londres :

suppressions d'emplois à la Bourse

Les autorités boursières londoniennes ont annoncé mercredi 21 mars 1990 licenciements, dans le cadre d'un plan de restructuration comportant au total la suppression de 280 emplois.

Les effectifs du Stock Exchange seront ainsi réduits à 2500 personnes environ, dans le cadre d'une restructuration qui sera présentée au Conseil de direction du Stock Exchange le 2 avril prochain par le nouveau directeur général M. Peter Rawlings, qui a pris ses fonctions en novembre dernier.

Ces réformes devraient permettre de réduire les coûts de fonctionnement du Stock Exchange, qui se sont élevés à 180 millions de livres (1,65 milliard de francs) pour l'année terminée fin mars 1989, une somme appréciable par rapport à l'ensemble des commissions versées aux maisons de courtage par leurs clients, évaluées à quelque 500 millions de livres par les analystes.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

L'indice Nikkei a gagné 1 468,33 points, ou 4,83 %, à 11 845,49 après une hausse de 22,85 points vendredi. A côté des fonds communs de placement qui ont injecté des liquidités dans le Nikkei, les particuliers ont joué les figurants sur le marché, mais certains investisseurs ont été actifs. Le volume d'activité était important pour un lundi avec 700 millions d'actions contre 600 millions vendredi.

L'indice Nikkei avait coté 6,88 % la semaine dernière et 25 % depuis le début de l'année.

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amend & Assolée	415	415	Ind. Metal Service	445	445
Amstel	35	35	La Générale de	280	280
A.A.C.	253 80	253 80	La Générale de	134	134
A. Dreyfus & Fils	175	175	La Générale de	209 90	209 90
Amstel	182	182	La Générale de	230	230
A.I.C.M.	380	380	La Générale de	224	224
Amstel	300	300	La Générale de	1260	1260
Amstel	208 80	208 80	La Générale de	576	576
Amstel	2005	2005	La Générale de	513	513
Amstel	708	708	La Générale de	486	486
Amstel	1005	1005	La Générale de	765	765
Amstel	1071	1071	La Générale de	800	800
Amstel	350	350	La Générale de	375 50	375 50
Amstel	280	280	La Générale de	310	310
Amstel	280	280	La Générale de	229 50	229 50
Amstel	850	850	La Générale de	313	313
Amstel	847	847	La Générale de	104 80	104 80
Amstel	285 20	285 20	La Générale de	386 80	386 80
Amstel	1100	1100	La Générale de	540	540
Amstel	443	443	La Générale de	316	316
Amstel	614	614	La Générale de	88 20	88 20
Amstel	198	198	La Générale de	214	214
Amstel	470	470	La Générale de	313	313
Amstel	194	194	La Générale de	325 10	325 10
Amstel	240	240	La Générale de	180	180
Amstel	15 05	15 05	La Générale de	685	685
Amstel	198	198	La Générale de	170	170
Amstel	426	426			
Amstel	280	280			
Amstel	285	285			
Amstel	270	270			
Amstel	305 50	305 50			
Amstel	145	145			
Amstel	1170	1170			
Amstel	303	303			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 23 mars 1990

Nombre de contrats : -

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat		Options de vente	
		Mars	juin	Mars	juin
		dernier	dernier	dernier	dernier
Bourgeois	520	60	-	-	-
COE	520	45	61	0,50	10
ED-Agrivault	680	29	-	-	15
Eurotel SA-P.L.C.	60	0,30	3,70	7,45	-
Euro-Discount SC	100	-	-	-	-
Haras	-	-	-	-	-
Lafarge-Coppie	350	2,50	20	10	17
Michellie	140	-	11	-	9,50
Midi	1 200	37	-	-	42
Paribas	640	63	75	1,50	14
Paroel-Ricard	1 167	-	-	-	13
Pengout SA	775	59	94	1,10	18
Rhinis-Pontine CI	480	4	23	17	28
Saint-Gobain	550	8	35	7,50	50
Sources Parietal	1 500	8	97	14,50	57
Société Générale	550	19	-	-	18
Suez Financière	440	5,50	26	2,50	16
Thomson-CSF	140	1	10,40	4,50	11,50



## BOURSE DU 23 MARS

**Cours relevés  
à 17 h 38**

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%										
5700	C.A.E. 356 *	2000	3050	3020	+ 0.63	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1005	B.A.P. T.P.	1055	1059	1058	+ 0.09	486	C.F. Intersect.	480	490	490	0.00	2720	Lab. Bédouin	2700	2811	2820	+ 0.33	1111	St-Louis	1835	1538	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1055	Orcl. Financier	1055	1059	1058	+ 0.09	486	C.F. Intersect.	480	490	490	0.00	2720	Lab. Bédouin	2700	2811	2820	+ 0.33	1111	St-Louis	1835	1538	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1055	Orcl. Financier	1055	1059	1058	+ 0.09	486	C.F. Intersect.	480	490	490	0.00	2720	Lab. Bédouin	2700	2811	2820	+ 0.33	1111	St-Louis	1835	1538	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700	Stannol T.P.	1710	1708	1701	- 0.03	1230	Orcl. Financier S.	1300	1235	1230	- 0.06	1170	Labrid et	1120	1120	1070	+ 5.31	1030	Saint-Gobain	1556	504	1581	+ 0.95	1420	Duncker	1409	1418	1418	+ 0.04
1700																													

**Comptant** (selection)

**SICAV** (selection)

**23/3**

VALEURS				% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Evaluation Prime lib.	Rechat net	VALEURS	Evaluation Prime lib.	Rechat net	
Obligations																		
Emp. 8.80 % 77	118 50	7.329		C.I. Maritime	850		Magnésie Unipac	187 10		Vicat	187 50		A.A.A.	1055 01	1085 30	Ferroc-Orléans	452 02	457 45
8.80 % 78/83	96 78	5.933		Orsac (R)	2340		Magnésie S.A.	376		Magnésie S.A.	350		Action	338 08	328 94	Ferroc	488 11	473 88
10.20 % 78/84	100 25	8.818		Colson	800		Magnésie Parg.	610		Reco. de Basse	340		Action France	675 03	674 10	Ferroc-France	119 28	114 82
10.20 % 80/80	100 41	10.639		Cofir	375		Midi-Orléans	670		Action international	491 07		Action international	491 07	493 03	Ferroc-Normandie	533 29	527 80
10.50 % 82	100 97	12.881		Comptech	713		Wes. Ind. del.	243		A.S.F. Action-CP	1159 78		A.S.F. Action-CP	1159 78	1160 54	Ferroc-Spagnole	29 42	28 70
14.50 % 86-83	903 40	1 200		Ch Industriale	8010		Neset	350		A.S.F. SMOO	697 46		A.S.F. SMOO	697 46	680 45	Ferrocipac	34 21	33 70
15.40 % dnc. 83	109 40	3 378		Comp. Lyonn. Ass.	1572		Orléans	220		A.S.F. ECU	1059 83		A.S.F. ECU	1059 83	1046 47	Ferrocizent	1126 02	1126 02
15.50 % dnc. 84	103 88	3 648		C.I.M.P.	730		Orléans E.G.F.	2330		A.S.F. France	1181 21		A.S.F. France	1181 21	121 67	Ferrocizet	234 34	236 68
15.50 % 85	105 00	3 910		Orléans Ind. Ind.	604		Orléans-Bank	1180	118 20	A.S.F. Industriale	435 17		A.S.F. Industriale	435 17	434 58	Ferrocizet	534 25	531 47
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	718		Orléans-Bank	1180	118 20	A.S.F. Indus	128 12		A.S.F. Indus	128 12	123 05	Ferrocizet	31 58	30 91
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	138 10		Orléans-Bank	226		A.S.F. ORL	1128 98		A.S.F. ORL	1128 98	1121 37	Ferrocizet	4888 19	4476
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128 97		A.S.F. SMOO	1128 97	1128 97	Ferrocizet	82 85	84 48
16.20 % 85/86	100 85	3 308		Orléans Ind. Ind.	853		Orléans-Bank	317		A.S.F. SMOO	1128							

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

■ : coupon détaché - p : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - \* : marché continu



SRI-LANKA : les troupes indiennes se sont retirées

## Un fiasco politique et militaire

Le dernier contingent de la force indienne de « maintien de la paix » a quitté Sri-Lanka, samedi 24 mars. Lorsque ces 4 000 soldats auront embarqué dans les bateaux les ramenant vers les côtes de l'Etat du Tamil-Nadu, la mission de l'armée indienne commencée le 30 juillet 1987, au lendemain de l'accord entre New-Delhi et Colombo, aura pris fin.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Le bilan de trente et un mois de présence de l'armée indienne dans l'ancienne Ceylan est lourd : 1 150 morts et près de 3 000 blessés parmi les troupes indiennes. Durant cette période (selon les statistiques de l'état-major indien), 2 220 combattants du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) ont été tués, 472 capturés et environ 1 500 blessés. Personne ne connaît avec exactitude les pertes parmi la population civile. Devant l'impossibilité de rétablir l'ordre dans ce pays à feu et à sang depuis 1983, la décision de retrait des troupes indiennes était inévitable et nécessaire. Sri-Lanka,

estime quel ques éditorialistes indiens, était en passe de devenir le Vietnam de l'Inde.

Lorsque le premier ministre indien et le président sri-lankais de l'époque, M. M. Rajiv Gandhi et Junius Jayewardene, ont signé, le 29 juillet 1987, un accord bilatéral prévoyant l'envoi de troupes indiennes (à la demande de Colombo), l'armée sri-lankaise avait fait la preuve de son incapacité à réduire la rébellion armée des groupes tamouls, notamment le LTTE. Entre le 1er janvier 1983 et le 10 juillet 1987, la guerre civile sri-lankaise avait déjà fait 5 111 victimes. L'Inde, de plus en plus inquiète du sort de la minorité tamoule (18,5 % de la population) à la suite de la répression des groupes séparatistes lancée par l'armée sri-lankaise, avait alors obéi à des motivations d'ordre à la fois stratégiques, politiques et ethniques.

A l'époque, des conseillers militaires étrangers de tous bords étaient présents à Sri-Lanka, et les quelque 40 millions de Tamouls de l'Etat indien du Tamil-Nadu exigeaient que soit mis fin au « génocide » de leurs « cousins » sri-lankais.

L'accord imposait à la force indienne de « maintenir de la paix », initialement constituée de 3 000 hommes et qui en comptera jusqu'à 60 000 (la plus importante

force d'intervention depuis la guerre de Corée), une double mission : obtenir le désarmement des groupes armés et protéger la communauté tamoule des provinces du Nord et de l'Est. Le général A. S. Kalkat, qui commande la force indienne, a récemment dressé un bilan positif de l'action de ses boys : « mission accomplie », a-t-il estimé. En réalité, l'IPKF n'a atteint aucun de ses objectifs.

Les Tigres tamouls du LTTE, bien qu'ayant enregistré des pertes importantes, restent le groupe tamoul le plus puissant de l'île. L'Inde a tenté de diviser pour régner, en favorisant une autre organisation, l'EPRLF, dans la province de l'Est.

Un gouvernement provincial a même été mis en place à Trincomalee. Son chef-ministre, M. Perumal, a déclaré une indépendance unilatérale de la province il y a quelques semaines, mettant l'Inde dans une situation embarrassante vis-à-vis du gouvernement de Colombo, puisque les troupes indiennes étaient également censées protéger l'« intégrité » de Sri-Lanka.

New-Delhi a armé et financé une armée provinciale, l'« Armée nationale tamoule » (TNA), dans le but évident de tenter de s'opposer à l'influence du LTTE. Or il est à craindre que cette armée, dont l'ex-

périence militaire est sans commune mesure avec celle des Tigres tamouls, ne fasse pas long feu.

Le relatif calme qui règne à Sri-Lanka depuis quelque temps s'explique aisément. A Jaffna, la péninsule du nord de l'île, les Tigres ont systématiquement pris le contrôle des zones évacuées par l'armée indienne. Ailleurs, ils attendent le départ des derniers soldats. Dans l'Est, des combats meurtriers vont s'engager pour le contrôle des zones tamoules.

Le président sri-lankais, M. Premadasa, qui doit faire face à la lutte armée des groupes cinghalais extrémistes du JVP (Front de libération du peuple) dans le sud du pays, poursuit depuis de longs mois des négociations apparemment stériles avec les Tigres tamouls. Après le départ du contingent indien et une fois la domination du LTTE assurée, on risque de se retrouver dans la situation qui prévalait avant la signature de l'accord indo-sri-lankais de 1987 : une guerre civile entre Tamouls et Cinghalais.

L'Inde s'est totalement aliéné la sympathie de ceux qu'elle était venue défendre, les Tamouls. Elle s'est, d'autre part, définitivement acquies, auprès des pays de la région, une réputation de puissance impérialiste. Etait-ce le but recherché ?

LAURENT ZECCHINI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Parkings à bébés

DITES, vous croyez pas que ça commence à bien faire, cet incident, cet incroyable déplacement des responsabilités ? Au lieu de rappeler avec la dernière sévérité les parents incestueux, tortionnaires, au sens du devoir le plus élémentaire, on en est réduit, à force de laisser-aller, de laisser-faire, à signer une vague convention sur les droits de l'enfant. Le droit à quoi ? A ne pas crever sous les coups et les mauvais traitements. Vive la loi !

Et voilà qu'après les vieux écrasés par la retraite-coupure, après les femmes battues obligées de déguiser, crues et nues, en pleine nuit, pendant que leur bourreau se prélassait — enfin seul ! — dans le lit conjugal, la télé, merci François de Closets, se fait le porte-parole des bébés en colère !

Ils sont furax, menuez-vous à leur place, ils en ont marre d'être baladés dans le froid, sous la pluie, d'être trouvés crâches en improbables nourrices plus ou moins agréables. Par qui, par quoi ? Par la Sécu. Et quelle Sécu ! C'est la meilleure du monde, alors, ravale ta morve, suce ta tétine et arrête de brailler !

La faute à qui si, à la veille du troisième millénaire, le fameux Etat-providence, à l'affût de toutes les inégalités, se fout éperdument de ton sort ? A ta bonne mère. C'était à elle de trimballer son ventre à la recherche d'une niche, d'une fratrie, où se déposer pour retourner bosser une fois que tu te seras pointé. A ta débile de mère qui, à défaut de piston, n'a même pas été cap de t'inscrire, avant ta naissance, dans une crèche quatre étoiles réservées aux mères de la haute, ceux qui se retrouveront ensuite à H-V, Sciences-Po, l'ENA ou Polytechnique. Ces crèches-là — dites collectives ! — pas question d'en ouvrir d'autres, ça coûte la peau de tes fesses de nouveau-né.

D'ailleurs, pourquoi la faute à ta mère, elle a bon dos ! Si tu trouves pas une place où te garer alors qu'on construit des parkings à gogo pour pas s'attirer la grogne des automobilistes, t'es qu'à t'en prendre qu'à toi-même. Non, c'est vrai, qu'est-ce que t'attends pour créer, c'est le conseil désinvolte et coloré du ministre de la famille, le lobby des bébés !

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

Les déclarations de M. Mitterrand à TF1 ..... 2 à 5

M. Paul Néaoutyine à la tête du FLNKS ..... 5

Elections partielles ..... 8

Les élections en Hongrie ..... 9

La tension entre Moscou et la Lituanie ..... 10

## SECTION B

Alice Sapritch ..... 14

Tutus russes ..... 14

Environnement : mise en place de l'Agence européenne ..... 15

La date du ramadan en France ..... 15

Cent mille visiteurs au Palais de justice ..... 16

Chaine à vendre en Pologne ..... 16

La date du ramadan en France ..... 15

Cent mille visiteurs au Palais de justice ..... 16

Chaine à vendre en Pologne ..... 16

La date du ramadan en France ..... 15

Cent mille visiteurs au Palais de justice ..... 16

Chaine à vendre en Pologne ..... 16

d'Etat et la privatisation de la seconde chaîne ..... 18

## SECTION C

Le chômage en février ..... 23

Au Brésil, l'application du plan Collor ..... 23

Relations franco-soviétiques ..... 23

Travail précaire ..... 23

Le VAL à Bordeaux ..... 24

## CHAMPS ECONOMIQUES

Afrique : le poids des populations ..... 25

Liban : une économie saignée à blanc ..... 27

La chronique de Paul Fabre ..... 28

## Services

Abonnements ..... 12  
Annonces classées ..... 32 à 39  
Campus ..... 21  
Carnet ..... 21  
Lotto et Loto sportif ..... 21  
Marchés financiers ..... 40-41  
Météorologie ..... 20  
Morceaux ..... 21  
Radio-Télévision ..... 20  
Spectacles ..... 19

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25-26 mars 1990 a été tiré à 564 523 exemplaires.

AFGHANISTAN : assassinat d'un chef de la résistance. — Nasim Akhunda, trente-sept ans, l'un des chefs militaires de la résistance afghane, a été assassiné, dimanche 25 mars, avec cinq de ses hommes à Peshawar (Pakistan) par des assaillants armés non identifiés, ont indiqué des proches de sa famille. Nasim Akhunda commandait une force de 10 000 moudjahidines dans les secteurs de Helmand et Kandahar dans le sud-est de l'Afghanistan. Il appartenait au mouvement Harakat Inqilab Islami, dirigé par M. Nabi Mohammadi. — (AFP)

VIETNAM : visite du chef de l'armée thaïlandaise. — Le commandant en chef de l'armée thaïlandaise, le général Chaowalit Yongchaiyuth, devait se rendre lundi 26 mars à Hanoï pour y discuter du problème cambodgien et des relations entre les deux pays avec le général Doan Khue, son homologue vietnamien, et M. Nguyen Vo Thanh, ministre des affaires étrangères. C'est la première fois qu'un haut responsable militaire thaïlandais se rend au Vietnam depuis 1975. — (AFP)

## MODE, LE BAROQUE MÈNE LE BAL !

Admirez ce que le monde des tissus offre de plus fastueux et de plus « in ». Somptueux brocarts, imprimés style « Travolta », cochemires volutueux... Oubliez (pour une fois) les prix plus élevés, mais archi-justifiés par un luxe véritablement fabuleux. Et si vos souhaits sont différents, vous choisirez d'autres merveilles, depuis 30F le mètre.

RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

le journal mensuel de documentation politique après-demain  
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)  
offre un dossier complet sur :

LA CULTURE EN QUESTION

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

## Hausse générale du dollar

La devise américaine a atteint à Tokyo son niveau le plus haut depuis 1987

Lundi 26 mars, le dollar a accentué sa montée aux dépens du mark allemand et du yen japonais, sous l'influence des événements de Lituanie, qui renforcent son caractère de valeur-refuge. A Francfort, il a valu près de 1,72 DM contre 1,707 DM vendredi 23 mars, et, à Paris, il est passé de 5,75 francs à 5,77 francs environ, tandis que le cours de la devise allemande revenait à 3,3680 francs.

A Tokyo, le dollar a effectué un nouveau bond, passant de 153 yens, au plus haut depuis le 13 janvier 1987. L'affaiblissement de la devise japonaise a repris après un bref sursaut, vendredi après-midi, sur la rumeur, démentie par la suite, de l'émission de bons en dollars par la Banque du Japon destinée à décourager la spéculation. A Paris, le cours du yen a continué de baisser à 3,7050 francs (pour 100 yens), au plus bas depuis le 24 septembre 1985.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 mars

Bien orientée

Stimulés par la reprise de la Bourse de Tokyo (+4,8 %), les valeurs françaises poursuivaient leur mouvement de hausse lundi matin. L'indice CAC-40 après s'être apprécié de 0,67 % à l'ouverture progressait jusqu'à 0,80 % quelques heures plus tard.

Parmi les plus fortes progressions figuraient Bis (+6,43 %), Labinal (+5,6 %), Electronique Serge Dassault (+5,2 %) et Lebon (+4,9 %). Parmi les baisses on notait Esalier-ADF (-4,5 %), Sefimes (-3,47 %) et de Diétrich (-3,4 %).

## Une association Hubert Beuve-Méry détiendra désormais les « parts A » de la SARI Le Monde

Les porteurs de « parts A », autrement dit les personnes physiques qui détiennent au total 32,3 % des parts de la SARI, éditrice du journal Le Monde, ont approuvé, le 23 mars, les statuts de l'association Hubert Beuve-Méry, à laquelle ils ont décidé à l'unanimité de faire apport de leurs quatre cents parts. Cette opération permet de dépersonnaliser ces parts qui resteraient propriété de l'association en cas de décès ou de départ d'un des associés. Chacun des membres ont décidé à l'unanimité de vote au sein de la SARI et dispose désormais du même nombre de voix. Le nombre des parts détenues, qui déterminait les droits de vote variait jusqu'alors de 10 à 65.

Le président de l'association est M. Michel Housain, président du conseil de surveillance des Publications de la Vie catholique et PDG des éditions Desclée de Brouwer. M. Marie-Thérèse Mathieu, veuve de Gilbert Mathieu qui fut chef du service économique du Monde, en est la vice-présidente. Le secrétaire de l'association est M. Jean-Jacques Beuve-Méry, directeur du marché intérieur et des affaires industrielles à la Commission de Bruxelles, fils aîné du fondateur de notre journal. Le trésorier est M. Louis Greco, ancien directeur du Centre de perfectionnement des journalistes.

Euromusique va commencer ses émissions sur le satellite TDF 1. — Les responsables de Euromusique viennent de signer un accord avec Télédiffusion de France pour lancer très rapidement leur programme sur le satellite TDF 1. Le chaîne musicale émettra provisionnellement toute la journée, de 9 heures à 2 heures du matin, avant de partager sa fréquence avec Canal enfants et de se concentrer des heures de nuit (à partir de 21 h 30). Le Conseil supérieur de l'audiovisuel doit encore donner son accord à ce dispositif provisoire. Euromusique, détenue notamment par la Compagnie générale des eaux, NRI et des éditeurs de disques, réclamait jusqu'à présent une fréquence hertzienne sur Paris avant de s'engager sur le satellite. Les responsables de la chaîne musicale maintiennent toujours leur demande mais s'en font plus un préalable.

ÉCHECS : la finale du Tournoi des candidats. — En contrainignant Timman à l'abandon dès le treizième coup dans la huitième partie de la finale du Tournoi des candidats, jouée vendredi 23 mars à Kuala-Lumpur, Karpov a remporté sa troisième victoire du match, ce qui le met à un point de la qualification. L'ancien champion du monde même par 5,5 à 2,5. Il reste théoriquement quatre parties à jouer, mais une victoire ou deux n'elles suffiront à Karpov pour franchir le cap des six points et demi. La neuvième partie, reportée à la demande de Timman, devait se jouer lundi.



**GRATUIT**

**NEUBAUER**  
vous propose en mars  
une série spéciale  
la **205** V.I.B. Cuir-Bois  
avec intérieur complet en cuir et finitions en bois\*  
(planche de bord et rappels sur les portes en loup d'orme)

**PEUGEOT**  
**NEUBAUER**

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21